هكذا من الأصل

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13056 – 4,50 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine · – MARDI 20 JANVIER 1987

Khomeiny : du rêve au réalisme

L'imam Khomeiny est-il sur le point de réaliser son rêve d'occuper Bassorah, la grande métropole méridionale de l'Irak ? Rien pour l'instant ne permet de l'affirmer, malgré les succès spectaculaires remportés par les Iraniens au cours de leur offensive Kerbala-5, lancée il y a une dizaine de jours. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la chute de Bassorah, considérée à Téhéran *comme le premier pas vers* l'effondrement du régime du président Saddam Hussein, demeure l'objectif prioritaire de l'imam Khomeiny *depuis mai 1982*, date à laquelle les Iraniens ont réussi à reprendre Khorramchahr, mettant ainsi pratiquement fin à l'occupation irakienne de leur territoire.

Malgré la lente mais indiscutable évolution du régime de Téhéran, qui a un peu modéré ses options révolutionnaires, l'attitude à l'égard de la guerre n'a pas changé d'un iota, et l'on s'attendait depuis longtemps à une nouvelle offensive d'envergure qui, normalement, aurait dû se dérouler au début de février. Tout semble indiquer que cette date a été avancée de plus d'un mois pour troubler les débats de la conférence islamique au sommet qui se tiendra à Koweït à partir du 26 janvier, à moins d'un contrordre aujourd'hui peu probable. Les dirigeants iraniens ont tout fait pour que ce sommet n'ait pas lieu à Koweït, estimant que les responsables de ce petit émirat du Golfe s'étaient trop rangés aux côtés de l'Irak.

La ferme résistance qu'a opposée le Koweït, qui joue un rôle essentiel au sein du Conseil de coopération du Golfe, aux pressions et aux menaces de Téhéran dénote que la plupart des monarchies pétrolières du Golfe demeurent solidaires de l'Irak et n'entendent pas entrer dans le jeu de l'Iran, qui leur garantit la sécurité et l'indépendance s'ils abandonnent le président Saddam Hussein à son sort.

Il s'agit là d'un défi que l'imam Khomeiny souhaite sanctionner en démontrant par l'offensive en cours que les monarchies pétrolières demeurent fragiles et ne sauraient survivre à une extension de la conflagration à toute la région. Dans ce cas, l'offensive Kerbala-5, qui contournerait Bassorah désormais en partie assiégée, aurait pour objectif non seulement d'isoler la capitale du sud de l'Irak du reste du pays mais également du Koweït, qui serait ainsi exposé à la menace militaire de Téhéran.

Reste à expliquer l'avance iranienne. Il est certain que les militaires iraniens ont tiré la leçon de leurs échecs passés en révisant leur ancienne politique d'attaques aveugles par vagues humaines. Celles-ci sont désormais conduites selon les règles classiques de la guerre par les Gardiens de la révolution, qui ont beaucoup appris en six années de combats sanglants.

De plus, les ouvertures en direction de l'Occident, et en particulier des Etats-Unis, illustrées par l'affaire de l'« Irangate », semblent avoir été payantes. Les unités iraniennes ont maintenant, grâce à la Maison Blanche, le matériel antiaérien qui leur faisait cruellement défaut dans le passé et les pièces de rechange qui permettent à leurs avions de prendre l'air. Enfin, et ce n'est pas le moins, l'Irak, qui ne dispose pas d'un réservoir humain comparable à celui de l'Iran, semble condamné à mener une guerre purement défensive, laissant à son adversaire l'entière initiative des opérations.

Même s'il n'est pas certain que l'Iran puisse longtemps continuer la guerre à ce rythme, c'est cependant la République islamique qui, en multipliant les coups d'épingle, marque des points et fragilise chaque jour davantage le régime adverse.

Un tournant important dans la guerre du Golfe

Les forces iraniennes sont aux abords du grand port irakien de Bassorah

Les troupes iraniennes ne seraient plus qu'à quelques kilomètres des faubourg de Bassorah, le grand port du sud de l'Irak. Elles ont à nouveau franchi, dimanche 18 janvier, le Chatt-El-Arab, qui marque la frontière entre les deux pays dans le secteur sud du front. Cependant, l'aviation irakienne a multiplié, ce week-end, les raids contre des villes iraniennes, dont Téhéran. Ces interventions marquent un tournant important dans la guerre du Golfe.

La guerre du Golfe, qui depuis six ans met aux prises l'Iran et l'Irak, est à un tournant. Du moins est-ce l'impression que donne aujourd'hui l'évolution des combats, particulièrement dans le secteur sud du front, près de Bassorah. La grande métropole du sud de l'Irak – la deuxième ville du pays, avec un million d'habitants – subit depuis dix jours – début de l'offensive « Kerbala-5 » – la pression constante et accrue des troupes iraniennes.

Dimanche 18 janvier, le président du Parlement iranien, M. Hachémi Rafsandjani, affirmait que les forces iraniennes se trouvaient à quelques centaines de mètres de Bassorah. « *Nos combattants ont maintenant progressé d'une douzaine de kilomètres vers Bassorah sur la rive nord du Chatt-el-Arab* » (le fleuve marquant la frontière entre les deux pays), a déclaré M. Rafsandjani devant les députés, avant d'aujouter : « *Les faubourgs de Bassorah sont à 500 mètres des positions occupées par nos hommes sur les îles de Mahi, de Toveyla et de Bovarian.* »

En fait, ces trois îlots, conquis ce week-end par l'armée iranienne, se trouvent plus vraisemblablement autour de la localité d'Abou-el-Khassib, elle-même située à une vingtaine de kilomètres de Bassorah. C'est d'ailleurs ce que Radio-Téhéran a laissé entendre dimanche. Elle a annoncé que les forces iraniennes avaient traversé le fleuve à l'est d'Abou-el-Khassib et se trouvaient à « *400 mètres* » de cette localité.

Les dirigeants de Bagdad ont immédiatement démenti que l'ennemi ait réalisé une pareille percée.

AL. FR.

(*Lire la suite page 14.*)

Tokyo en quête de concertation internationale

La chute du dollar a repris sur tous les marchés

Après une pause vendredi 16 janvier, la chute du dollar a repris sur tous les marchés des changes. A Tokyo, le cours du « billet vert » a battu, à nouveau, tous ses records de baisse à 151 yens, contre 153,40 yens à la veille du week-end : en séance, il a même « cassé » le seuil des 150 yens, à 149,98 yens. A Francfort, la devise américaine est tombée à près de 1,80 DM contre 1,84 DM, et, à Paris, elle est revenue de 6,15 F à 6,07 F.

Le nouveau repli a pris par surprise les opérateurs qui, après le vif recul de la semaine dernière, tablaient sur un répit. Mais une déclaration de M. Bentsen, président de la commission des finances du Sénat, samedi, à Washington, a mis le feu aux poudres : selon le sénateur (démocrate), le dollar devrait baisser encore (jusqu'à 120-125 yens) pour réduire l'énorme déséquilibre du commerce extérieur *américano-japonais*.

A Paris, la baisse du dollar a propulsé vers le haut le mark, qui atteint un cours record à 3,35 F, pratiquement au niveau de son cours pivot de 3,3538 F, à mi-chemin de son cours-plancher de 3,2792 F et de son cours-plafond de 3,4305 F.

En réaction à cette nouvelle chute du dollar, la Banque du Japon est intervenue, mais en vain, sur les marchés d'Asie, premiers touchés au lendemain du week-end.

D'après le ministre japonais des finances, M. Kiichi Mizyazawa, les responsables nippons cherchent à s'entendre avec leurs partenaires occidentaux pour la tenue d'une réunion du groupe des cinq pays les plus industrialisés.

A Bonn, le porte-parole du gouvernement allemand, M. Friedhelm Ost, s'est déclaré favorable à une nouvelle baisse des taux d'intérêt : « *Après la réévaluation du mark, la Banque fédérale bénéficie d'une plus grande marge de manœuvre pour conduire sa politique monétaire qui pourrait être utilisée pour diminuer ses taux* », peut-être jeudi prochain, jour où se réunit son conseil.

F. R.

(*Lire nos informations page 44.*)

Washington de plus en plus tenté par une intervention au Nicaragua

Grandes manœuvres en Amérique centrale

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'est refusé, le dimanche 18 janvier à écarter l'hypothèse d'une intervention directe des « marines » au Nicaragua si les « contras » ne parvenaient pas à renverser le régime sandiniste. Il a ainsi confirmé des propos identiques de son adjoint, M. Elliott Abrams. D'autre part, les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA entament ce lundi une tournée en Amérique centrale.

Effervescence diplomatique et militaire en Amérique centrale : le voyage, dans la région, des secrétaires généraux des Nations unies et de l'OEA – dans le but avoué de relancer la dynamique *de paix, bien compromise*, du groupe de Contadora – suscite des réserves évidentes à Washington.

Les Etats-Unis mobilisent leurs alliés, ce qui ne leur pose guère de problèmes avec le Honduras, le Salvador et le Costa-Rica, et continuent d'espérer « une compréhension » plus grande de l'Europe, jusqu'à présent sans grand succès. Un envoyé spécial de leur président est attendu cette semaine à Paris. En janvier 1981, une haute personnalité de l'administration Reagan était déjà venue expliquer aux dirigeants européens la « *très grande importance* » attachée par Washington au « cas » du Nicaragua.

Six ans déjà ! Il semble que rien n'ait vraiment bougé. L'Amérique centrale – promue malgré elle au rôle peu enviable de « secteur chaud » de la planète – hésite encore entre un paix fragile et une guerre au profil bas, sanglante, épuisante, pour des nations minuscules sans vraies ressources. Plusieurs « petites » guerres, mais accompagnées d'horreurs, de massacres, de haines absurdes entre voisins de palier, d'exodes désespérés et *massifs*, de *spoliations* et de brigandage. Des guerres du Moyen Age, à deux pas d'une société nord-américaine qui bat tous les records de surconsommation et de gaspillage.

Rien n'a vraiment changé, mais tout s'aggrave et se dégrade. Le Salvador ressemble à un camion hérissé de fusils. Un pays troué de volcans mal éteints, où la guérilla rôde, pose des mines, reste capable quand elle le décide de paralyser le trafic routier. L'armée salvadorienne, suréquipée et surarmée par les Etats-Unis, est plus sûre d'elle-même, plus opérationnelle, cependant, la guérilla n'est pas abattue. Et le gouvernement démocrate-chrétien de Napoleon Duarte, soutenu fermement par Washington, mais bien plus faible à l'intérieur, doit affronter une nouvelle offensive *de la droite et de l'extrême droite* revancharde. Signe évident de détérioration : le général Blandon, chef d'état-major des forces armées, a dû, la semaine dernière, démentir des rumeurs de coup d'Etat.

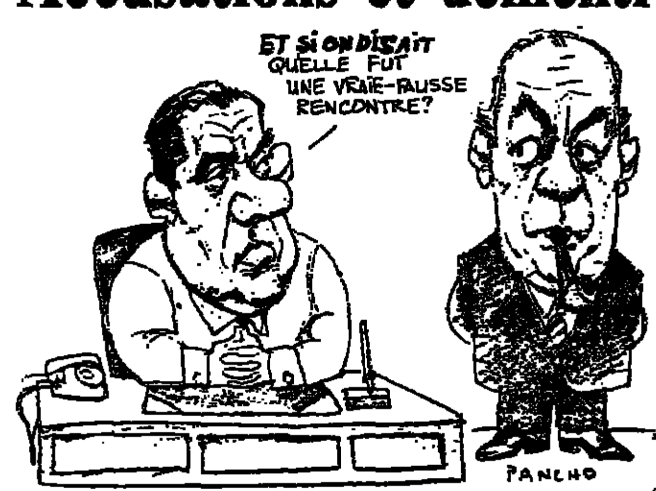
Le Honduras est d'abord un porte-avions américain aux portes du Nicaragua.

MARCEL NIEDERGANG.

(*Lire la suite page 5.*)

Carrefour du développement

Accusations et démenti



Au cours d'une audition, le 16 janvier devant le magistrat instructeur chargé du dossier Carrefour du développement, M. Yves Chalier, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ministre *socialiste* de la coopération, a *affirmé avoir rencontré* M. Charles Pasqua quelques jours à peine avant de fuir au Brésil. La rencontre a eu lieu, selon lui, dans les locaux parisiens du Club 89, que dirige M. Michel Aurillac, l'actuel ministre de la coopération.

M. Pasqua a démenti les affirmations d'Yves Chalier, mais ces déclarations mettent le ministre de l'intérieur en position *délicate*. Les nouvelles investigations des enquêteurs corroborent en effet les accusations antérieures d'Yves Chalier.

(*Lire page 12 l'article de GEORGES MARION.*)

La vague de froid sur la France

Quand les sans-abri préfèrent la rue

Les organismes d'assistance publics et privés ont riposté à l'offensive du froid en ouvrant à Paris des locaux d'urgence offrant deux mille cinq cents lits aux sans-abri. Or ceux qu'on appelle les « sans domicile fixe » ne se bousculent pas pour en profiter.

Où sont donc passés les sans-abri de Paris ? Certaines associations caritatives estiment que la capitale abrite, si l'on peut dire, 15000 personnes sans domicile fixe. *D'autres avancent plus prudemment* le chiffre de 10000. Cette population échappant par définition à tout recensement, toute évaluation reste une hypothèse. Une seule statistique paraît solide : celle du nombre des lits que les associations, la préfecture de police et le bureau d'aide sociale de la ville offrent aux déshérités : 5 500. Or M. Jacques Chirac a pu constater, au cours de sa visite dans les arrondissements *de l'Est parisien, dans la nuit du* mercredi 14 au jeudi 15 janvier, que l'un des foyers d'accueil était à demi vide. Plusieurs autres indices sont *troublants*.

Au cours de cette même nuit, on a proposé aux centaines de malheureux frigorifiés qui faisaient la queue devant le camion de l'Armée du salut distribuant des bols de soupe de les héberger. *Cinq d'entre eux seulement ont* accepté. Les deux stations de métro ouvertes depuis une semaine n'ont qu'une cinquantaine de « clients », et les dix églises mises à la disposition des sans-abri par le cardinal Lustiger n'ont guère abrité jusqu'ici qu'une centaine de personnes par nuit.

Aurait-on surestimé le nombre des sans domicile fixe dans la capitale ? Peut-être, mais y a d'autres explications. D'abord, la *moitié des places comptabilisées* comme « disponibles » sont celles offertes par des établissements recevant toute l'année les « gens à problèmes » : anciennes prostituées, mères à la dérive, toxicomanes, sinistrés, chômeurs en fin de droits. L'hiver venu, on n'y reçoit pas plus qu'avant n'importe qui, n'importe quand. Ces établissements ne sont donc pas complets. *C'était le cas du foyer visité* par le maire l'autre soir, qui est réservé aux femmes seules avec ou sans enfant. A partir de cet exemple particulier,on a bien imprudemment généralisé.

MARC AMBROISE-RENDU.

(*Lire la suite page 13.*)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 co. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1.50 $.

Débats

POLITIQUE DE LA VIEILLESSE

La jeunesse est aux premières loges de l'actualité. N'oublions pas les personnes âgées. La pression du chômage a faussé ce qu'aurait dû être normalement une politique de la vieillesse. Pierre Sudreau démontre les dangers multiples de ce qui est pratiqué aujourd'hui à propos des régimes de retraite et de la gestion de la vie humaine. Michel Loriaux abonde dans son sens. Pour lui, une population âgée de plus en plus nombreuse n'est viable que dans la mesure où elle continue à participer à l'effort collectif.

Ne secouez pas le cocotier...

La montée des vieux aboutira à une gigantesque impasse sociale si les transferts de ressources demeurent à sens unique

par MICHEL LORIAUX (*)

IL faut se rendre à l'évidence : la vieillesse fait peur et n'est plus valorisée, peut-être parce qu'elle est devenue trop communément partagée (à l'instar des valeurs économiques qui baissent quand elles sont trop abondantes). Les vieux, même s'ils font l'objet de politiques et s'ils sont pris en charge par des institutions de plus en plus nombreuses gérant le troisième âgé, restent pour l'essentiel des consommateurs passifs, socialement isolés, et considérés comme des assistés sociaux qui représentent une charge de plus en plus lourde pour la communauté.

Ce courant est d'autant plus fort qu'il ne touche pas seulement les retraités, mais qu'il a gagné les couches les moins âgées de la population active : les « jeunes vieux », c'est-à-dire les quinquagénaires et les sexagénaires, sont aussi considérés comme les agents amplificateurs de la crise économique, parce qu'ils feraient barrage à l'emploi des jeunes, alors même qu'ils seraient moins performants, moins dynamiques, plus résistants aux changements technologiques et plus coûteux. Du coup, les mises à la retraite anticipée se sont multipliées, contribuant ainsi à abaisser le seuil de la vieillesse, qui est de moins en moins fonction de l'échelle des âges calendrier ou des âges biologiques, et de plus en plus le résultat d'une détermination sociale relevant d'une logique de la production et de l'entreprise.

Les choses ne seraient pas encore trop graves, s'il n'existait un conflit croissant entre les contraintes de l'évolution technologique et les données nouvelles de la survie aux âges avancés. Actuellement, avec une espérance de vie de soixante-dix ans (sexe masculin), l'individu qui atteint son soixantième anniversaire peut encore compter vivre en moyenne seize années. Seize années de retraite bien méritée, de repos, de loisirs, de satisfaction de désirs différés, mais aussi souvent de coupure sociale, de marginalisation, de sentiment d'inutilité, de complexe de culpabilisation.

Car si la collectivité, qui doit supporter financièrement ces cohortes grandissantes de retraités à la vie longue, ne remet pas encore en cause le contrat social fondé sur la solidarité des générations, elle entend en renégocier la charge et désigner les vieux comme les responsables de cette hémorragie budgétaire.

Or la médecine et la biologie ouvrent des perspectives qui laissent entrevoir d'extraordinaires bouleversements des cycles de vie individuelle en même temps que des structures socio-démographiques : des démographes de l'UCL (université catholique de Louvain) ont construit une nouvelle table de mortalité biologique limite basée sur une espérance de vie de l'ordre de quatre-vingt-dix ans (pour les deux sexes) avec une longévité maximale de cent quinze ans.

Si ces hypothèses se vérifiaient dans un avenir plus ou moins lointain, l'espérance de vie à soixante ans passerait à trente-deux soit un doublement par rapport à la situation actuelle. Bien plus, dans cette hypothèse, une personne sur quatre serait âgée de plus de soixante-quinze ans. L'âge moyen de la population serait alors de quarante-six ans, et il faudrait compter plus d'un tiers de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus.

Du rose au gris

De tels chiffres, pour éloignés qu'ils soient encore des conditions actuelles, ne peuvent laisser indifférents. Ils démontrent que le vieillissement démographique n'est pas terminé et qu'il se poursuivra au cours du vingt et unième siècle, quelles que soient par ailleurs les fluctuations de la fécondité. Il serait absurde de le nier, cette nouvelle transition démographique aura nécessairement des implications sociales et économiques profondes.

Si la première révolution démographique démarrée à la fin du dix-huitième siècle ou au début du dix-neuvième siècle fut surtout rose puisqu'elle concerna d'abord en priorité l'image de l'enfant et sa valeur, avec une progressive substitution de la qualité à la quantité, la seconde, qui se met en place sous nos yeux, sera grise, parce qu'elle impliquera à l'inverse une progression quantitative des vieux et une reconstruction complète de la condition âgée. Il ne peut en être autrement, faute de quoi les structures sociales et économiques se trouveraient en totale rupture avec les structures démographiques.

Historiquement, la baisse de la natalité s'est produite parce que le flux transactionnel de ressources (matérielles et non matérielles) qui allaient des enfants vers les parents, en profitant principalement à ces derniers, s'est inversé sous l'effet de la modernisation et des changements culturels. Or il apparaît aujourd'hui que la montée des vieux aboutira à une gigantesque impasse sociale si les transferts de ressources vers les personnes âgées demeurent à sens unique, en s'amplifiant, même, sans compensation des générations vieilles vers les générations jeunes.

Une population âgée, de plus en plus nombreuse et de plus en plus vieillie, n'est viable que dans la mesure où elle continue à participer à l'effort collectif par son soutien à l'économie, par sa participation à la production, et par des échanges sociaux en tous genres. Dans ce scénario, le vieillissement apparaîtra pour ce qu'il est vraiment ; un progrès humain sans précédent, se traduisant pour les individus par une longévité accrue, dont tout porte à croire qu'elle se doublera d'une qualité de vie améliorée, et pour les sociétés par leur entrée triomphale dans la société tertiaire annoncée depuis si longtemps et dans la civilisation des loisirs, à la fois tant redoutée et tellement espérée.

(*) Professeur à l'université catholique de Louvain.

Une stratégie de l'absurde

Des efforts considérables ont été déployés pour allonger la vie et l'on fait du troisième âge le temps de l'inutilité sociale

par PIERRE SUDREAU (*)

LA France vieillit, lentement mais sûrement. Les démographes, dont Alfred Sauvy, rappelaient encore (*le Monde* du 30 août 1986) que les plus de soixante ans, qui, aujourd'hui, rassemblent moins du cinquième de la population française, constitueront plus du quart de celle-ci en 2020.

Pourtant, la classe politique et les gouvernements successifs n'ont jamais posé en termes clairs les conséquences de cette évolution. Les choix politiques ont été opérés, le plus souvent, à courte vue, en référence aux combats et aux problèmes d'hier, sans considération des défis de demain. La politique française de la vieillesse est un ensemble hétéroclite de mesures à courte vue, devenant de plus en plus contradictoires, qui confine à une stratégie de l'absurde. Elle illustre l'incapacité des dirigeants quels qu'ils soient de voir au-delà des prochaines consultations électorales.

Un livre passionnant, extrêmement documenté, qui vient de paraître (1), en fait une implacable démonstration.

Obsédés par la montée du chômage, les décideurs, il y a quelques années, n'ont pensé qu'aux statistiques. Or de nombreux travailleurs vieillissants aspiraient à une retraite plus précoce, parce qu'ils appartenaient à une génération entrée souvent très tôt sur le marché du travail et avaient connu, avec la pression de la productivité, des durées de travail longues exigées par les « trente glorieuses ». La tentation était donc grande d'utiliser ces générations pour en faire les bouche-trous du chômage et leur rationner le travail. On n'y résista pas.

La première conséquence de cette politique, dont on commence à mesurer l'impact désastreux aujourd'hui, est d'avoir renforcé la précarité des systèmes de retraite et d'avoir considérablement majoré l'enveloppe des dépenses sociales en faveur de la population considérée comme âgée. En décrétant vieux et bons pour la retraite, ou la préretraite, les travailleurs âgés de plus de cinquante-cinq ans, on a opéré un quasi-doublement des bénéficiaires potentiels de prestations vieillesse, sous une forme ou une autre.

Aux 7,5 millions de personnes de plus de soixante-cinq ans, on a ajouté le potentiel des 6 millions formant le groupe d'âge des cinquante-cinq-soixante-quatre ans. Comment s'étonner dès lors que plus de la moitié des ressources de l'UNEDIC soit consacrée aux chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans et que l'on puisse évaluer qu'en France 55 % des dépenses sociales vont à ce groupe d'âge ? Ce résultat était prévisible, compte tenu des orientations prises.

La deuxième conséquence est que cette politique myope empêche notre société de gérer, de la manière la plus harmonieuse, son bien le plus précieux : la vie humaine. Nous avons déployé des efforts considérables pour accroître la longévité. Est-ce pour retirer simultanément tout sens à la vieillesse, en en faisant le temps de l'inutilité sociale ?

Une orientation intenable

Un pays peut-il continuer à mettre au ban de la nation ceux qui, à terme, représenteront plus du quart de sa population et pour une durée qui approche vingt-cinq ans de vie ? Cette orientation est intenable. Nous tournons le dos aux défis de l'avenir : le vieillissement démographique inéluctable, l'allongement considérable de l'espérance de vie, les transformations du travail. Ces défis imposent une autre conception du parcours des âges, qui ne doivent plus être spécialisés à outrance, comme maintenant, où les jeunes sont confinés dans la formation, les adultes dans le travail, et où les travailleurs vieillissants sont, de plus en plus tôt, déclarés d'inutilité publique. Il faut prendre conscience que notre droit du travail, directement inspiré par le développement industriel du dix-neuvième siècle, n'est pas adapté à une société qui devient post-industrielle.

Réaménager le parcours des âges est possible, en s'engageant fermement dans la conduite d'un ensemble cohérent d'actions :

– *Opérer un autre partage du travail* que celui fondé sur le seul critère de l'âge :

– *Rechercher, pour chaque âge, un meilleur équilibre entre temps de formation, travail et activités libres* (redonner plus de temps aux adultes pour vivre et se former, offrir un large éventail de choix de vie avec l'avancée en âge) ;

– *Engager une transformation de la conception même de la politique de la vieillesse qui doit devenir une politique de vieillissement*, en développant des politiques propres à préserver les aptitudes et capacités de chacun, tout au long du cycle de vie.

A la carrière monolithique suivie du retrait précoce, il faut que succède le développement d'une vie à plusieurs carrières, certaines dans le secteur professionnel, d'autres, peut-être, dans le secteur non marchand, avec des passages optionnels et en douceur de l'une à l'autre, et une insertion sociale préservée. Cet objectif peut être atteint par différents moyens (retraits temporaires au cours de l'existence, années sabbatiques, aides à la formation...), financés grâce aux gains réalisés sur les transferts sociaux liés à la retraite.

L'interpénétration des activités à chaque étape d'âge doit relayer la relégation d'un groupe vieillissant, aujourd'hui perçu comme de plus en plus coûteux et à charge.

L'enjeu est d'importance. Il faut cesser d'interdire de travailler aux personnes vieillissantes, sous le prétexte de libérer des emplois pour les jeunes. Les résultats de cette politique menée depuis des années ont, en effet, été très décevants. Des grandes démocraties (notamment les Etats-Unis, le Japon et la Suède) ont déjà compris que redonner une place à la vieillesse, c'est redonner du futur à toutes les générations.

(*) Ancien ministre.

(1) Anne-Marie Guillemard, *le Déclin du social*, PUF, 1986, 400 pages.

LU

LA POPULATION DE LA FRANCE de Daniel Noin

Géographie et dimension politique

LE géographe est un rassembleur. Daniel Noin part des caractéristiques démographiques de notre pays pour retrouver toute la personne France dans ses activités, ses mouvements, ses problèmes et sa place présente entre les nations. C'est une moderne reconversion de la géographie, qui laisse délibérément le paysage pour prendre « une dimension politique ».

Le livre, alerte et clair, rend compte de la part prise dans le bouleversement de la population française par les transformations de l'appareil productif d'un côté, l'évolution des mentalités (fruit et facteur, en même temps, des oscillations de la démographie) de l'autre.

Les premières sembleraient inscrites dans le contexte de la crise que connaît notre pays depuis douze ans, mais l'auteur pense que la « rupture » de 1974 fut *« plus le début d'une profonde mutation que l'entrée dans une crise temporaire »*. C'est dire que si les incitations de l'économie jouent un rôle conjoncturel brutal, les transformations psychosociales, qui ont des répondants socio-démographiques d'une autre profondeur, tiennent la partie essentielle ; et, avec elles, cycliques comme elles, les mouvements de l'opinion, souvent répercutés d'un continent à l'autre avec décalage.

Cycles démographiques et cycles psychosociologiques, tour à tour causes et effets, sont ainsi à la base des changements les plus décisifs. Toutes ces imbrications font une histoire récente compliquée de notre société, d'où il est facile de tirer des pronostics contradictoires.

Daniel Noin se garde de vaticiner et, en géographe, préfère mettre l'accent sur la bigarrure d'une nation anciennement constituée mais restée diverse comme ses sièges géographiques eux-mêmes. Il n'en est pas moins possible de dégager quelques grandes lignes : un Nord et un Sud, un Nord-Est et un Sud-Ouest se lisent sur à peu près toutes les cartes figurant comportements démographiques, aptitudes à l'industrie, niveau d'éducation et bien d'autres données encore.

Ces oppositions s'affirment par un « redéploiement » de la population toujours en cours. « *Alors que pendant deux siècles les flux migratoires se sont faits au profit de l'agglomération parisienne et, secondairement, au profit des bastions industriels, ils se font désormais en direction de la moitié occidentale et surtout du Midi* », appelés par l'évolution de l'appareil productif et, parallèlement, par les attraits particuliers des régions méridionales.

Ce mouvement, contraire à celui qui s'est vérifié chez la voisine italienne, *« n'est pas sans rappeler ceux qui se sont produits aux Etats-Unis dans les années 1970 vers les Etats du Sun-Belt, en Angleterre vers les comtés du Sud et en Allemagne fédérale vers les Länder méridionaux »*. Pour une meilleure qualité de la vie, la France, en somme, emboîte le pas.

MAURICE LE LANNOU.

★ *La population de la France*, par Daniel Noin (avec la collaboration d'Yvan Chauviré), Masson (Coll. « Géographie »), 203 p., 99 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

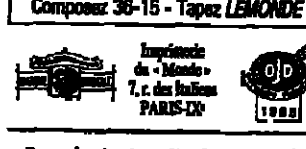
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.


Le Monde PUBLICITE S.A.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ITALIE : le procès des responsables de l'attentat à la gare de Bologne en 1980

Les juges tentent de définir les liens de la loge P 2 avec l'appareil d'Etat

ROME
de notre correspondant

Devant la cour d'assises de Bologne doit s'ouvrir ce lundi 19 janvier le procès des auteurs présumés de l'attentat à l'explosif qui avait provoqué la mort de quatre-vingt-cinq personnes et en avait blessé près de deux cents le 2 août 1980 dans la gare de cette ville. Vingt personnes ont été inculpées à l'issue d'une enquête difficile.

Trois niveaux de responsabilité ont été identifiés : celui d'abord des organisateurs de l'attentat, pas nécessairement ceux qui ont posé la bombe, puisque ce geste ultime aurait pu être accompli par un ou des *« gamins »*, qui n'ont pas été identifiés ; mais ceux qui ont repéré les lieux, choisi l'emplacement exact, effectué les dernières mises au point, etc. Ils sont trois, dont une jeune femme. Ils appartiennent au Noyau d'action révolutionnaire (NAR), groupe d'extrême droite né en 1977. Le choix de la gare de Bologne s'expliquerait dès lors assez bien : la capitale de la région Emilie-Romagne, citadelle du communisme en Italie, n'était-elle pas un parfait symbole de ce que pouvait haïr l'extrême droite ?

Un deuxième niveau de culpabilité présumée est celui des dirigeants et idéologues de deux organisations appartenant à l'« archipel néo-fasciste » : Construisons l'action et l'Avant-garde nationale (AN). La responsabilité des leaders du premier de ces groupes est directe, estiment les juges ; ils ne se contentaient pas de théoriser mais ils participaient au recrutement des exécutants, à la fourniture des explosifs et des armes, de l'argent. La responsabilité de l'équipe dirigeante de L'avant-garde nationale est certainement moins prouvée aux yeux des magistrats instructeurs ; mais l'imbrication des composantes de la nébuleuse d'extrême droite est telle qu'on ne peut *« exclure une implication dans l'association subversive »*.

Ce deuxième niveau était enfin en relation avec ceux que les juges de Bologne considèrent comme les véritables cerveaux de la « stratégie de la tension » qui — de l'explosion d'une bombe à la Banque nationale de l'agriculture de Milan le 12 décembre 1969 à celle qui, le 23 décembre 1984, a frappé les passagers du train Naples-Milan, — a provoqué au total la mort d'environ cent cinquante personnes et en a blessé près de sept cents autres.

« Il s'est créé en Italie un pouvoir invisible qui, grâce à ses liens avec la criminalité organisée, le terrorisme, des milieux politico-militaires, certains secteurs des services secrets et la franc-maçonnerie, et par sa capacité à les mettre en corrélation, est parvenu à une capacité de contrôler les mécanismes institutionnels au point de devenir un Etat dans l'Etat », lit-on dans l'ordonnance des magistrats.

Les services secrets en accusation

Cette pieuvre était, on l'aura compris, la loge maçonnique P 2. Son chef, Licio Gelli, en fuite depuis plusieurs années, figure donc en tête de la liste des inculpés. A ses côtés, on trouve les principaux anciens responsables de ces *« secteurs des services secrets »* qui reconnaissaient d'autant mieux Gelli pour chef qu'ils lui devaient, selon toute apparence, leur promotion. On verra donc, entre autres, dans les cages des accusés, un officier qui fut jusqu'en 1981 le numéro deux du SISMI (les services secrets militaires), le général Musumeci (son supérieur hiérarchique de l'époque, le général Santovito, étant décédé), ainsi que son collaborateur le plus direct, le colonel Belmonte.

Ces deux-là sont en prison de longue date pour avoir précisément mené un patient travail destiné à éloigner les soupçons portant sur les auteurs véritables du massacre. Un autre personnage qui a également défrayé la chronique, M. Francesco Pazienza (*le Monde* du 17 juillet et du 10 juin), est également impliqué, selon les juges, dans la *« stratégie des massacres »*. Il n'a en fait été « prêté » par la justice américaine à celle de la péninsule que pour répondre de son éventuelle implication dans la tortueuse affaire de la faillite frauduleuse, en 1982, du Banco Ambrosiano. Pourtant, les juges de Bologne voient en lui l'homme qui aurait été désigné par divers milieux américains — liés qui à l'aile droite du Parti républicain, qui à la CIA et qui au Grand Orient de New-York — pour succéder à Licio Gelli en perte de vitesse.

On le voit, les juges de Bologne ont voulu regrouper nombre d'éléments dans les quelque mille pages de leur ordonnance de renvoi. Et, de fait, hormis le pape Jean-Paul II et Enrico Berlinguer, à l'époque secrétaire général du PCI, il n'est aucun Italien de premier plan, du secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, premier ministre du Vatican, le cardinal Casaroli, président de la République, M. Francesco Cossiga, en passant par le président du conseil, M. Bettino Craxi, dont le nom ne figure dans l'ordonnance en la douteuse compagnie de Licio Gelli. Il appartiendra à la cour d'assises de Bologne en première instance, puis à d'autres magistrats en appel, et très probablement en cassation, de faire la part des choses. Il faudra du temps. On peut en être d'autant plus assuré que, passé l'interrogatoire des inculpés ce lundi, la cour devrait aussitôt suspendre ses audiences jusqu'à fin février début mars : des travaux de « consolidation » de la salle du tribunal ont en effet été reconnus indispensables.

JEAN-PIERRE CLERC.

Un colloque, à Londres, du Comité mondial pour la liberté de la presse

« Relever le défi des censeurs »

LONDRES
de notre correspondant

« Relever le défi des censeurs » ; à l'appel du Comité mondial pour la liberté de la presse (World Press Freedom Committee), cent cinquante journalistes, venus de trente-quatre pays, se sont réunis à Londres du 16 au 18 janvier, afin de donner un contenu à cette formule, c'est-à-dire définir des moyens concrets susceptibles de faire pièce aux progrès constants de la censure dans le monde.

Les congressistes, dans leurs conclusions, recommandent l'établissement de rubriques particulières et régulières pour faire connaître les cas les plus flagrants d'entraves à la liberté de la presse. Ils souhaitent, d'autre part, la création d'une sorte de *« palmarès de la honte »*, périodiquement mis à jour, pour y faire figurer les dix pays coupables des *« pires »* atteintes à cette liberté.

Mais dénoncer ne suffit pas. Le but de ce colloque était surtout de rechercher des dispositions « pratiques » pour venir en aide aux victimes et instituer une sorte de prévention à l'usage de la profession. Ainsi préconise-t-on la constitution d'un *« fonds contre la censure »* pour soutenir financièrement les procédures engagées par les journalistes concernés. A ce sujet, a été proposée l'élaboration d'un annuaire de juristes spécialisés, capables d'intervenir directement ou de fournir des conseils. Par ailleurs, un *« système d'alerte »* devrait être mis en place pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur la préparation de nouvelles restrictions ou mesures de répression, afin de tenter d'empêcher leur adoption ou leur mise en œuvre.

Avec le colloque de Londres et ses recommandations, le comité espère élargir son audience dans la profession et, autant que possible, son autorité vis-à-vis des gouvernements visés. Jusqu'à présent, cette organisation, fondée en 1981, avait un caractère essentiellement américain ; seuls des organes de presse des Etats-Unis, tels que le *Reader's Digest*, CBS et le *Los Angeles Times*, figurent au nombre de ses « sponsors ». Cette origine et une image assez conservatrice ont limité l'influence du mouvement.

Un rapport de « l'Index de la censure »

En raison d'une actualité récente, on a davantage remarqué, parmi les participants au colloque, la présence de Nicholas Daniloff, ancien correspondant de l'*Us News and Wordl Report* à Moscou, dont l'arrestation par les autorités soviétiques a provoqué en 1986, une crise grave entre les Etats-Unis et l'URSS. Mais la venue à Londres de journalistes sud-africains était encore plus importante. La déclaration finale souligne que des *« missions d'information »* devraient être envoyées dans les pays ou régions les plus touchés par la censure et *« et priorité »* en Afrique du Sud, où l'étau ne cesse de se resserrer depuis la proclamation de l'état d'urgence.

Les congressistes avaient pour principal document de travail un rapport réalisé par *l'Index de la censure*, institué à Londres depuis 1972. Ce texte examine la situation dans les principaux pays, à l'Est comme à l'Ouest, soumis à des régimes totalitaires ou à des dictatures. Mais il fait aussi observer que certaines formes de censure n'épargnent pas des Etats démocratiques où la presse jouit d'ordinaire d'une grande liberté. Il étudie ainsi l'exemple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, où les gouvernements persistent à abuser, par extension, de la notion de secret de défense...

Un autre rapport a été présenté au colloque sur les cas de censure *« les plus extrêmes »*. Il fait apparaître un sinistre bilan pour l'année 1986 : dix-neuf journalistes ont été tués, treize enlevés ou portés disparus, cent soixante-dix-huit arrêtés et quarante expulsés.

FRANCIS CORNU.

POINT DE VUE

Les initiatives de l'URSS en faveur du désarmement nucléaire

par le maréchal **Serguei Sokolov**
ministre de la défense de l'URSS

L'UNION SOVIÉTIQUE considère que la compétition au niveau des armements — tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif — et le désir d'obtenir une supériorité militaire n'apporteront à personne ni avantage politique ni avantage militaire à l'ère nucléaire spatiale. Le chemin qui mène à la sécurité passe par l'abaissement du niveau de confrontation militaire, par la réduction puis la liquidation totale de l'arme nucléaire et des autres armes de destruction massive. Les potentiels militaires doivent être ramenés à un niveau répondant aux seuls besoins de la défense. La tâche n'est pas des plus simples.

La situation est la suivante : d'une main, le président américain signe une déclaration politique proclamant qu'il ne doit pas y avoir de guerre nucléaire, qu'une telle guerre ne connaîtrait pas de vainqueur, que son pays ne cherchera pas à obtenir une supériorité militaire, et de l'autre, il signe les programmes du Pentagone qui s'attachent à préparer des guerres globales et « limitées » contre l'URSS et les autres pays socialistes, dans l'espoir de remporter une victoire.

Les USA développent une préparation à la conduite d'opérations militaires à partir de l'espace, ce qui fait peser une menace sur tous les Etats, sur l'ensemble de l'humanité. On engage simultanément une relance de la concurrence dans le domaine de la chimie militaire, des armes faisant appel à de nouveaux principes physiques et assurant un bond qualitatif par rapport aux armes dites conventionnelles.

Pourquoi les dirigeants des USA et de l'OTAN se refusent-ils à réunir les états-majors du traité de Varsovie et des forces de l'OTAN en Europe ? De telles rencontres permettraient de faire le point sur la situation militaire en Europe. Pourquoi n'ont-ils pas accédé à la demande des pays du traité de Varsovie, qui proposaient de réunir les secrétaires généraux des deux organisations ? L'Occident a également refusé de convoquer les groupes de travail d'experts — qui existent dans le cadre des deux organisations — sur les problèmes de la réduction des forces armées et des armements conventionnels en Europe.

Que penser de ce manque d'intérêt pour ce type de contacts ? Il traduit, de toute évidence, soit une erreur d'appréciation (le traité de Varsovie aurait davantage besoin d'un climat militaro-politique normal), soit l'idée illusoire que l'OTAN atteindrait à la suprématie militaire recherchée, pourrait dicter sa loi à l'URSS et à ses alliés « à partir de positions de force ».

En ma qualité de militaire au courant des possibilités de l'arme moderne, je ne peux que faire la constatation suivante : plus tôt les illusions sur la force seront abandonnées et mieux ce sera. Mieux pour tous.

L'Union soviétique est prête à structurer sa défense sans prendre appui sur l'arme nucléaire et sur les autres types d'armes de destruction massive. Nous sommes d'accord pour entreprendre immédiatement la réorganisation de tout notre mécanisme militaire en fonction d'une dénucléarisation, à condition que toutes les autres puissances nucléaires s'engagent dans la même voie. Selon l'Union soviétique, le désarmement nucléaire devrait s'accompagner d'une réduction considérable des armements conventionnels, sur la base de la réciprocité.

L'idée d'un monde dénucléarisé

Actuellement, l'URSS ne se contente pas d'appeler à une restructuration raisonnable du monde. Dans la mesure où la situation le permet, nous engageons des initiatives concrètes en vue d'un assainissement de la situation internationale, même quand la réciprocité fait défaut. C'est unilatéralement que l'URSS s'est engagée à ne pas recourir la première à l'arme nucléaire. Cette décision constitue une loi incontournable pour les forces armées de l'URSS.

L'Union soviétique n'a plus effectué d'essais nucléaires depuis un an et demi. Elle a unilatéralement interrompu le déploiement des missiles de moyenne portée en Europe, elle les a partiellement retirés du service opérationnel. Nous avons gelé les études sur l'arme antisatellite, etc.

Les positions adoptées par l'URSS lors de la rencontre soviéto-américaine de Reykjavik incarnaient l'idée d'un monde dénucléarisé pour l'an 2000, idée présentée par M. Gorbatchev. Les compromis importants que nous avons proposés en Islande sur tout un ensemble de points relatifs aux armes nucléaires et spatiales créaient un terrain propice à un progrès historique en vue de libérer l'humanité de la menace nucléaire. La politique américaine des « positions de force » a dressé un obstacle sur le chemin menant à un monde dénucléarisé, et le programme américain de « guerre des étoiles » a torpillé la signature d'un accord.

L'utopie absolue consiste, aujourd'hui, à courir après le spectre de la supériorité militaire, à vouloir assurer sa propre sécurité au détriment de celle des autres, à espérer vainement créer une « arme absolue » dans le cadre de la « guerre des étoiles » qui devrait aider à empêcher toute riposte en cas de conflit nucléaire. Une telle arme n'existe pas, nous sommes prêts à en faire la preuve par des mesures asymétriques. Mais est-il nécessaire de prendre des mesures aussi extrêmes ? Ne serait-il pas plus raisonnable d'agir sur la base d'accords politiques ?

Notre programme est constructif, il prend en considération les intérêts de tous les Etats, des Etats européens en premier lieu. La parité serait maintenue à toutes les étapes de sa réalisation, aucun Etat ne verrait sa sécurité lésée. Il prévoit la liquidation non seulement de l'arme nucléaire, mais aussi de tous les types d'armes de destruction massive, de l'arme chimique notamment.

Il a été complété de manière organique par les Etats membres du traité de Varsovie, qui ont proposé de réduire considérablement les forces armées et les armements conventionnels en Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Si les Etats de l'OTAN y étaient prêts, le niveau de confrontation militaire des deux groupements se trouverait réduit de plus d'un million d'hommes d'ici au début des années 90.

Les dirigeants soviétiques sont conscients de la complexité du problème posé par la dénucléarisation de notre planète. Mais ils sont également conscients du fait que la poursuite de la course aux armements rapproche toujours davantage le monde d'une catastrophe nucléaire. Si des mesures ne sont pas prises maintenant, l'homme est susceptible de perdre le contrôle de l'évolution des événements. L'URSS estime qu'il est de son devoir de faire tout ce qui est en son pouvoir pour préserver d'une catastrophe l'avenir de notre planète.

TURQUIE

M. Ecevit condamné à près d'un an de prison

ISTANBUL
de notre correspondant

Istanbul. — M. Bulent Ecevit, ancien président du Parti républicain du peuple, dissous après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, a été condamné à onze mois et vingt jours de prison par un tribunal de première instance de la région d'Izmir. Il lui est reproché d'avoir affirmé, au cours d'une réunion électorale du Parti de la gauche démocratique présidé par sa femme, Mme Rahshan Ecevit, que *« son cœur »* était *« avec la colombe »*, emblème de cette formation, et de s'être de la sorte mis en infraction avec la loi sur les partis politiques qui punit de six mois à un an de prison les anciens dirigeants qui apportent leur soutien à un parti.

La confirmation en appel de cette condamnation, ainsi que d'une précédente à neuf mois de prison, rendrait M. Ecevit constitutionnellement inéligible. La sentence a d'autant plus surpris que la campagne électorale pour les élections partielles de septembre 1986 avait vu le retour en force des anciens dirigeants, M. Ecevit et M. Demirel, et que les nombreux procès instruits à leur encontre se sont presque toujours terminés par des acquittements.

Elle intervient à un moment où les propositions de M. Ozal tendant à faciliter la révision des articles provisoires de la Constitution de 1982 qui interdisent la participation organisée des anciens dirigeants à la vie politique ont été mises en veilleuse. Cela afin de ne pas ajouter aux différences d'appréciation sur la question de l'intégrisme un nouveau sujet de désaccord avec le président Evren, hostile à toute modification constitutionnelle.

MICHEL FARRÉRE.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : vers des élections anticipées

La coalition gouvernementale est menacée d'éclatement

DUBLIN
de notre correspondant

Le gouvernement de M. Garret FitzGerald est dans une situation critique. On attend que le Parti travailliste de M. Dick Spring, partenaire de la coalition avec quatre des quinze portefeuilles, décide cette semaine de s'en retirer avec, pour conséquence, des élections législatives anticipées en février. Il existe, en effet, de profondes divergences entre le parti du premier ministre Fine Gael (centriste) et le parti de M. Spring, à propos du budget qui doit être présenté au Parlement à la fin du mois. Le ministre des finances, M. John Bruton (Fine Gael), insiste sur la nécessité de réduire les dépenses publiques de 265 millions de livres irlandaises. C'est un effort tardif pour résorber le déficit budgétaire, qui a atteint en 1986 son taux le plus élevé jamais enregistré, soit 8,5% du produit national brut.

Le gouvernement, dès son arrivée au pouvoir en novembre 1982, avait promis une réduction progressive du déficit budgétaire jusqu'à 5% du PNB, mais le Parti travailliste s'est opposé à la politique d'austérité nécessaire à la réalisation de cet objectif. Une augmentation des taxes n'a pas été possible en raison du taux extrêmement élevé de l'imposition sur le revenu (en moyenne 60%) et du taux de la TVA actuelle de 25%. Les problèmes du gouvernement se sont intensifiés avec la publication, la semaine dernière, du taux de chômage qui, en dépit de l'émigration, atteint 20% de la population active (deux cent cinquante mille personnes).

De plus, à la suite de la défection d'un député du parti Fine Gael pour raisons politiques et d'une autre pour maladie, le gouvernement est actuellement minoritaire au Parlement avec quatre-vingt-une voix contre les quatre-vingt-trois de l'opposition, et il lui aurait été, de toute façon, presque impossible de faire voter son projet de budget. Le Parti travailliste, dont l'électorat est tombé de 10% à 6% dans les sondages, s'efforce de prendre ses distances par rapport à la politique économique et sociale du Fine Gael et affirme que le chômage est dû à la tendance de droite de son partenaire.

L'exécutif du Parti travailliste a pris la décision de ne plus participer à une coalition tant qu'il n'aura pas conquis 25% de l'électorat, ce qui semble l'exclure du pouvoir pour longtemps. Le parti de l'opposition de M. Haughey formerait sans aucun doute le prochain gouvernement si l'on pouvait compter sans la nouvelle formation de M. Desmond O'Malley, les démocrates progressistes (conservateurs). En un an, M. O'Malley, qui a été expulsé du parti Fianna Fail en raison de divergences avec M. Haughey, a réussi à construire une véritable force politique, principalement parmi les classes moyennes. Avec 14% dans les sondages, elle apparaît comme l'arbitre entre les deux grandes formations, Fianna Fail et Fine Gael.

JOE MULHOLLAND.

Prochaine nomination de M. Jack Matlock comme ambassadeur des Etats-Unis à Moscou

Le président Reagan doit annoncer prochainement la nomination de M. Jack Matlock au poste d'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou en remplacement de M. Arthur Hartman, qui a annoncé son départ pour raison personnelle en décembre dernier. M. Matlock, diplomate de carrière et spécialiste des affaires soviétiques, était auparavant conseiller du président Reagan pour les affaires soviétiques et européennes au Conseil national de sécurité, où il avait été partisan d'une « ligne dure » envers l'URSS.

Parlant couramment le russe, M. Matlock a été directeur du bureau des affaires soviétiques au département d'Etat de 1971 à 1974, puis numéro deux de l'ambassade américaine à Moscou jusqu'en 1978.

Durant ses trente années de carrière diplomatique, il a été également en poste en Afrique pendant sept ans et ambassadeur en Tchécoslovaquie. — *(AFP.)*

Proche-Orient

LIBAN

Vague d'enlèvements et de contre-enlèvements à Beyrouth-Ouest

Beyrouth *(AFP)*. – Des enlèvements et des contre-enlèvements de dizaines de personnes ont été signalés dimanche soir 18 janvier, à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), entre le mouvement chiite Amal et le Parti socialiste progressiste (PSP, du chef druze Walid Joumblatt).

Des miliciens en armes, pour la plupart masqués, avaient dressé des barrages aux carrefours, alors que d'autres sillonnaient les rues de la capitale, à la suite de la tentative d'assassinat d'un dirigeant du PSP, responsable des services de sécurité à Beyrouth, M. Jamal Krara (Abou Haytham).

M. Krara, trente ans, de père égyptien et de mère libanaise, aurait été grièvement blessé, et deux de ses gardes du corps tués dans un attentat à Ouzaï, à la sortie sud de Beyrouth, dans une zone contrôlée par Amal.

« Disparition » d'un Allemand de l'Ouest

Dans un communiqué, Amal a démenti qu'il y ait eu attentat, affirmant que *« deux membres du PSP et un membre d'Amal ont été tués à Ouzaï dans un accident de voiture »*. Il a cependant annoncé, tard dans la nuit, avoir fermé la route du littoral, isolant ainsi Beyrouth-Ouest de la montagne druze et du Liban sud.

D'autre part, l'ambassade d'Allemagne fédérale au Liban a confirmé, dimanche, la « disparition » à Beyrouth-Ouest d'un de ses ressortissants, M. Rudolf Cordes, représentant de la firme chimique Hoechst. L'ambassade a reçu un appel téléphonique anonyme samedi annonçant l'enlèvement de M. Cordes. Celui-ci aurait eu lieu alors que M. Cordes se rendait à son hôtel, après avoir franchi les contrôles de l'aéroport de Beyrouth. Cet enlèvement, qui n'a pas, comme celui du journaliste français Roger Auque, été revendiqué, pourrait être lié à l'arrestation, mardi dernier à Francfort, d'un Libanais chiite, M. Hamade, qui était porteur d'explosifs.

M. Hamade, vingt-deux ans, serait l'un des auteurs présumés du détournement d'un Boeing de la TWA sur Beyrouth en juin 1985. La justice ouest-allemande a décidé de répondre favorablement à une demande d'extradition de la justice américaine, qui le recherche pour piraterie et meurtre, si elle obtient l'assurance qu'il n'encourt pas la peine capitale aux Etats-Unis.

Par ailleurs, un Palestinien a été tué et cinq blessés, dimanche, lors d'un bombardement par le mouvement chiite Amal des camps palestiniens de Beyrouth et du Liban sud. Des obus de mortier, cinq par minute, sont tombés sur le camp de Bourj-Barajneh, enclavé dans la banlieue sud chiite de Beyrouth, a affirmé le Front de salut national palestinien (FSNP, coalition prosyrienne).

Le camp de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, a également été pilonné au mortier. Dans un communiqué, le comité populaire du camp a souligné que soixante-trois de ses habitants, dont dix-sept enfants, sont déjà morts depuis le début du siège, et que les vivres et les médicaments commencent à manquer dans le camp.

Au Sud, la marine israélienne a bombardé, ce lundi matin, le village de Magdouché, surplombant Saïda, où se font face les combattants palestiniens et les miliciens chiites Amal, séparés par des hommes du Hezbollah. Il s'agit du second bombardement naval israélien depuis le 24 novembre, date du déploiement des combattants palestiniens à Magdouché. L'aviation israélienne a, pour sa part, effectué pendant cette période quatre raids contre des positions palestiniennes de l'est de Saïda, faisant treize morts et trente et un blessés.

Enfin, Moustapha Saad, secrétaire général de l'Organisation populaire nassérienne (OPN) et leader sunnite de la ville de Saïda, a échappé, dimanche soir, à une tentative d'assassinat lors du mitraillage de son convoi à la sortie sud de Beyrouth dans une zone contrôlée par Amal, a indiqué un responsable de l'OPN. La fille de M. Saad, Natacha, neuf ans, avait été tuée en 1985, lors d'un attentat à la voiture piégée à Saïda, qui avait rendu aveugle M. Saad.

Selon « le Point »

Les amis de Georges Abdallah « de nouveau prêts à frapper à Paris »

Selon *le Point* du 19 janvier, les *« amis »* de Georges Ibrahim Abdallah *« sont de nouveau prêts à frapper à Paris »*, si le procès de celui-ci *« traîne trop en longueur »*. L'hebdomadaire affirme que le réseau des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) auquel les policiers français imputent la vague d'attentats parisiens de septembre 1986 revendiqués par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA) a *« engagé les services d'un des groupes les plus redoutables du terrorisme international : le FPLP-Opérations spéciales de Selim Abou Salem »*, issu d'une scission du FPLP de M. Georges Habache.

Selon *le Point*, un avertissement aurait été transmis *« quelques jours avant Noël dernier, dans un pays du Proche-Orient »*, à un émissaire du gouvernement français par le numéro deux du FPLP, M. Bassam Abou Cherif. *« Si le procès n'a pas lieu avant le mois de mars, de nouveaux attentats vont être commis en France »*, aurait assuré celui-ci, tout en précisant que les services spéciaux syriens n'ont qu'un *« poids relatif »* sur les amis de Georges Abdallah.

Cette information n'est pas surprenante si l'on se rappelle que le gouvernement français avait, durant l'automne dernier, imposé une trêve au clan Abdallah par l'intermédiaire de la Syrie et de l'Algérie. Comme l'avait rapporté *le Monde* du 30 octobre, les terroristes auraient accepté de suspendre leurs actions jusqu'en février 1987, date alors envisagée pour le procès de Georges Ibrahim Abdallah. Mais le dossier judiciaire de celui-ci s'est ensuite brusquement alourdi, le 19 novembre 1986, avec une troisième inculpation de complicité dans la tentative d'assassinat commise par les FARL le 26 mars 1984 à Strasbourg contre le consul américain.

Le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, a clos la procédure fin décembre en ordonnant que le dossier soit transmis à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Celle-ci, dans un délai de deux mois, doit se prononcer sur le renvoi de l'inculpé devant la cour d'assises.

Selon *le Point*, les nouvelles menaces des amis d'Abdallah auraient conduit la chambre d'accusation à inscrire le dossier à son calendrier *« plus tôt que prévu »*. *« Elle devrait décider, ces jours-ci, d'envoyer le prévenu devant les assises au plus vite »*, assure l'hebdomadaire. Une décision qui ne préjuge pas cependant du sort judiciaire d'Abdallah, qui, selon, la nouvelle législation adoptée en décembre pour les affaires de terrorisme, sera jugé par un jury composé de magistrats professionnels.

Un tournant dans la guerre du Golfe

(Suite de la première page.)

« La situation est stable, et les forces irakiennes la contrôlent parfaitement, a indiqué un porte-parole ; *les affirmations iraniennes ne cherchent qu'à camoufler les pertes énormes subies par leurs forces d'invasion à l'est de Bassorah. »*



Quoi qu'il en soit de l'avancée exacte des troupes iraniennes, il est clair que celles-ci menacent cependant directement le grand port du sud de l'Irak. Depuis plusieurs semaines, la ville subit un pilonnage quotidien de l'artillerie iranienne, et un début d'exode de la population a été signalé ces derniers jours. Plusieurs sociétés étrangères ont rapatrié leur personnel à Bagdad. Tous les bâtiments officiels ont été couverts de sacs de sable ; des véhicules militaires patrouillent en permanence dans les rues.

Selon la plupart des experts, il n'est pas certain que l'Iran cherche à s'emparer de Bassorah – du moins pour le moment. L'objectif de l'offensive actuelle serait plutôt d'isoler la ville, de couper la route qui, au sud, mène au Koweït et de couper aussi celle qui relie Bassorah à Bagdad.

Il s'agit d'abord, à quelques jours de la réunion, le 26 janvier, du sommet islamique de Koweït, de marquer l'hostilité de l'Iran à la tenue de cette conférence dans un pays jugé pro-irakien. Il s'agit ensuite de manifester clairement aux participants au sommet que l'Iran entend poursuivre la guerre jusqu'à la réalisation de l'objectif que se sont fixé les dirigeants de la République islamique : obtenir la chute du président irakien, M. Saddam Hussein, pour le *« punir »* d'avoir déclenché ce conflit six ans plus tôt, en lançant ses troupes sur la rive est du Chatt-el-Arab, en septembre 1980. L'isolement total de Bassorah, escompte-t-on à Téhéran, sera un coup très dur porté à M. Saddam Hussein et susceptible de provoquer sa chute.

Comme elles l'ont fait depuis dix jours, les forces irakiennes ont essentiellement répliqué ce week-end à l'offensive « Kerbala-5 » en multipliant les raids aériens contre les villes iraniennes. Samedi, six villes étaient touchées, dont Téhéran : un appareil irakien a lâché une bombe sur un quartier de la capitale, tuant, selon un communiqué iranien, deux enfants et un adulte. A Bagdad, on assurait que le raid avait visé la résidence de l'imam Khomeiny, dans le nord de Téhéran. Dimanche, l'aviation irakienne a poursuivi ces opérations : Qom (la cité sainte des chiites), Dezfoul (sud du pays), Ispahan (centre) et Tabriz (nord-ouest) ont été bombardées.

L'état-major irakien a précisé que depuis le déclenchement de « Kerbala-5 », le 8 janvier, l'aviation avait effectué plus de trois mille sorties, contre des villes ou des concentrations de troupes.

Cette reprise de la « guerre des villes » a été vivement dénoncée par M. Rafsandjani qui a stigmatisé à cette occasion le soutien militaire que l'URSS apporte à l'Irak : *« Nous avons vu*, a dit dimanche le président du Parlement, *qu'avec le feu vert des Soviétiques, les Irakiens ont été encouragés à reprendre la guerre des villes criminelle. »* Depuis quelques semaines – et c'est sans doute un signe de l'aggravation de la situation sur le terrain, – les Soviétiques ont formulé, en termes feutrés il est vrai, plusieurs déclarations appelant à la négociation et dénonçant la poursuite de la guerre par l'Iran.

AL. FR.

Sous la pression du Congrès américain

Israël réexamine ses relations avec l'Afrique du Sud

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Il est urgent d'attendre : telle est la réponse du gouvernement israélien à ceux qui, depuis plusieurs mois, l'invitent à distendre ses liens privilégiés avec l'Afrique du Sud. Sur ce chapitre, l'Etat hébreu semble résolu à « bouger » le moins possible, du moins tant que l'Amérique ne l'y contraindra pas.

En quarante ans, Jérusalem et Pretoria ont noué des relations étroites multiformes et surtout occultes à partir de solides intérêts mutuels : un anticommunisme et une « mentalité d'assiégés » longtemps partagés, un fort sentiment d'appartenance au monde occidental, les besoins pressants d'Israël en matières premières, une communauté juive sud-africaine nombreuse (cent dix mille âmes) et prospère.

Tout en condamnant rituellement, de longue date – notamment à l'ONU, – le système d'apartheid, l'Etat juif a toujours ménagé un allié peu fréquentable mais fidèle. En Israël, le pouvoir et l'opinion – si l'on en croit les sondages – restent par principe et par réalisme d'autant plus hostiles à des sanctions envers Pretoria qu'une telle politique rappelle ici de mauvais souvenirs, ceux de l'embargo gaullien et du boycottage arabe. Il y a quelques années, Israël se fixa comme ligne de conduite d'emboîter le pas des démocraties occidentales : il suivrait leur exemple, *« ni plus ni moins »*, et ne serait, s'agissant des sanctions, ni à l'avant-garde ni à la remorque.

Maintenant que les Etats-Unis et la Communauté européenne se sont engagés, encore timidement, sur cette voie des sanctions, Israël est gêné aux entournures. Etre blâmé en Europe, passe encore, mais comment faire la sourde oreille aux appels et aux demandes du puissant protecteur et bailleur de fonds américain ? D'autant que le Congrès a pris les choses en main en demandant au département d'Etat de lui remettre avant le 1er avril la liste des pays entretenant une coopération militaire avec l'Afrique du Sud. On voit mal comment Israël pourrait ne pas figurer en bonne place sur cette liste. Or le Congrès souhaite que Washington exhorte les coupables à rompre dans les six mois leurs liens militaires avec Pretoria, faute de quoi l'aide américaine qu'ils reçoivent risquerait d'être réduite.

La menace, pour théorique et lointaine qu'elle soit, ne peut être totalement prise à la légère. La semaine dernière, MM. Shamir, premier ministre, Pérès, ministre des affaires étrangères, et Rabin, ministre de la défense, ont entendu un rapport d'experts mettant en garde contre les retombées néfastes d'éventuelles sanctions, notamment sur l'économie. M. Shamir a réaffirmé, il y a quelques jours, que son gouvernement n'envisageait aucune sanction. Pourtant, Israël s'interroge, c'est l'évidence, sur la marche à suivre. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a reconnu, dimanche 18 janvier, que l' *« ensemble du dossier sud-africain »* faisait actuellement l'objet d'un *« examen approfondi »*.

Des sanctions envisagées ?

Selon le journal *Davar* (travailliste), Israël envisagerait de cesser toute fourniture d'armes à Pretoria, d'interrompre les échanges culturels et sportifs, et de ne plus envoyer de délégation officielle (les deux ministres qui ont visité l'Afrique du Sud l'an dernier n'ont pas rencontré leurs homologues locaux). Il ne toucherait ni aux relations commerciales, ni aux échanges scientifiques, ni aux liaisons aériennes.

Même dans le domaine militaire, les promesses d'Israël n'auraient qu'une portée symbolique. Car si l'Etat hébreu a bien vendu des équipements – notamment des vedettes, des missiles Gabriel, des fusils Uzi et Galil – à l'Afrique du Sud, celle-ci s'intéresse surtout, aujourd'hui, aux transferts de technologie et aux fournitures d'informations « sensibles » lui permettant de construire elle-même ces armes sous licence. Comment un Etat tiers percerait-il tous les secrets d'une telle coopération militaire, par exemple en matière nucléaire ? Israël assure n'avoir conclu aucun nouvel accord militaire avec Pretoria depuis celui signé en 1977. Peu importe si ce dernier reste en vigueur (ce que l'on ignore).

Les échanges bilatéraux civils ont, en 1985, représenté 250 millions de dollars, somme négligeable par rapport au commerce extérieur d'Israël, mais dont la valeur stratégique est cruciale. L'Afrique du Sud fournit à l'Etat juif certains alliages rares et indispensables à l'industrie d'armement et des aciers spéciaux utilisés notamment dans le blindage du char Merkava. Elle lui vend 2 millions de tonnes de charbon par an, consommées par la centrale thermique Hadera, et un tiers des diamants et pierres précieuses taillés et polis en Israël. Jérusalem et Préétoria ont reconduit en août dernier une série d'accords commerciaux qui permettent à la communauté juive sud-africaine, sous couvert d'investissements – 100 millions de dollars par an, – de transférer sans contrainte du capital en Israël.

Si Israël devait se résigner à des mesures hostiles à Pretoria, ce serait le dos au mur. Le directeur politique du ministère des affaires étrangères, M. Yossi Beilin, a laissé entendre, dimanche, que Jérusalem avait le temps de voir venir : *« Si en avril les Américains nous mettent en cause*, a-t-il prédit, *nous aurons six mois pour réagir. »* Sans illusion sur les atermoiements de l'Occident, sur l'hypocrisie du monde arabe (qui vend en sous-main du pétrole à l'Afrique du Sud), sur l'efficacité des sanctions, l'Etat juif n'entend pas se faire violence pour le seul bon plaisir de l'Amérique.

J.-P. LANGELLIER.

A JÉRUSALEM

Regain de tension à la suite d'attentats contre deux Israéliens

Jérusalem. – La sécurité a été considérablement renforcée à Jérusalem après une série d'incidents qui ont relancé, ce week-end, la tension entre juifs et Arabes dans la vieille ville. Dimanche 18 janvier, un jeune Arabe était agressé et blessé dans le quartier de Mousmara. Le jeune homme a été attaqué par plusieurs personnes et blessé à la tête, apparemment peu grièvement.

Tout laisse penser qu'il s'agissait d'une opération de représailles après l'incident survenu samedi dans le même quartier. Deux Israéliens avaient été blessés à coups de poignard par deux assaillants, qui ont réussi à s'enfuir. Dès la nouvelle connue, la tension est montée à Mousmara, quartier pauvre situé à quelques centaines de mètres de la vieille ville, non loin de la porte de Damas, et où résident essentiellement des juifs d'origine orientale.

Alors qu'une cinquantaine de suspects arabes étaient interpellés par la police, plusieurs dizaines de manifestants descendaient dans la rue pour scander *« Morts aux Arabes ! »*. Le maire de la ville, M. Teddy Kollek, devait lancer un appel au calme aux habitants du quartier. *« Je comprends votre colère*, a-t-il dit, *mais il faut agir logiquement : on ne peut pas affecter un policier à chaque passant de la ville. »*

L'attentat contre les Israéliens a été revendiqué à la fois par l'OLP à Tunis, par le groupe palestinien dissident que dirige Abou Moussa à Damas, et par le mouvement d'Abou Nidal. – *(AFP, AP, Reuter.)*

ÉGYPTE

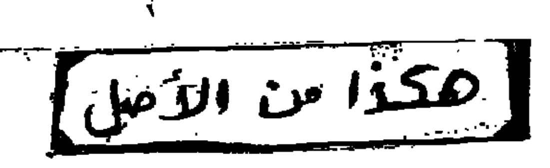
Vague de chaleur inattendue

LE CAIRE
de notre correspondant

Les Cairotes se sont livrés le dimanche 18 janvier à un effeuillage public généralisé. Vêtus en fonction d'une température plafonnant habituellement à 20 °C, ils ont vu le thermomètre faire un bond à 30. S'il ne s'agit pas là d'un record pour le mois de janvier, il n'en demeure pas moins que l'élévation de la température s'est accomplie de manière exceptionnellement brutale. Aux feux rouges, les automobilistes ont d'abord tombé la veste, puis le pull-over et sont enfin arrivés au travail en chemise largement déboutonnée et les manches retroussées. Le trafic a, lui aussi, été perturbé au gré des radiateurs transformés en bouilloires.

Les plages d'Alexandrie et les piscines des grands hôtels du Caire ont été prises d'assaut. On a même assisté à un début de manifestation dans un club sportif de la banlieue d'Héliopolis : la piscine était en réfection ! Au zoo, si les animaux, et notamment l'ours polaire, étaient malheureux, les visiteurs, surtout les enfants, étaient au comble du bonheur. Pour ces derniers, dont c'était le premier jour de congé, les vacances de la mi-année s'annoncent sous d'heureux auspices. Il en va de même pour les responsables du tourisme, qui prévoient déjà une imminente invasion d'Européens fuyant le froid pour se dorer au soleil.

A. B.



Grandes manœuvres en Amérique centrale

(Suite de la première page.)

Bases militaires, camps d'entraînement, routes stratégiques, pistes accessibles aux gros avions de transport de type Hercules, grandes manœuvres combinées et permanentes : le Pentagone, s'il le désire, peut, en demi-heure, déclencher la foudre sur le Nicaragua. Le colonel Bermudez, chef d'état-major militaire de la Contra et ancien officier de la garde nationale de Somoza, a eu l'imprudence de commenter le « plan d'invasion américain » du Nicaragua à un journal argentin. Tous les états-majors de toutes les armées du monde préparent des plans pour toutes les circonstances. Celui élaboré au Pentagone pour une éventuelle « opération Nicaragua » est presque du domaine public depuis deux ans, ce qui ne veut pas dire qu'il sera ou ne sera pas, appliqué avant la fin du mandat de M. Reagan.

Le Honduras, pauvre parmi les pauvres d'Amérique centrale, est particulièrement dépendant des Etats-Unis, qui lui accordent une aide économique et militaire importante. Le gouvernement hondurien a récemment montré qu'il ne voulait, ou ne pouvait pas refuser grand-chose à Washington. Au lendemain de son élection, le président Azcona affirmait déjà sans rire qu'il *« ignorait »* si des groupes armés de la Contra stationnaient en territoire hondurien. Pourtant, un courant d'opinion civil et militaire important s'inquiète, à Tegucigalpa, des conséquences de la présence de plusieurs milliers de « combattants de la liberté ». Soit qu'ils contribuent à entraîner le Honduras dans un conflit armé direct avec le Nicaragua, soit que, battus par les sandinistes ou abandonnés par les Etats-Unis, ils ne deviennent des bandits de grand chemin. Une hypothèse étayée par les plaintes de plus en plus fréquentes des paysans honduriens chassés de leurs villages frontaliers par les excès des « contras » ou par les combats entre ces derniers et les troupes sandinistes.

Le désir du gouvernement hondurien de voir les « contras » s'installer ailleurs rencontre un écho certain au Congrès de Washington, maintenant dominé par les démocrates. Une épine de plus pour l'administration Reagan, empêtrée dans les retombées de l'« Irangate ». M. Reagan savait-il ou non qu'une partie des fonds destinés à l'envoi de matériel militaire à l'Iran était déroutée vers les « contras » ? Peu importe, le doute existe aux Etats-Unis, et, de toute manière, la liste des pays sollicités par Washington de participer à la campagne d'aide financière à la Contra (pays du Golfe, Israël, Arabie saoudite, Portugal) s'allonge chaque jour.

« Si j'avais su... »

Si le sultan avait su !... Le sultan de Brunei, un petit mais riche Etat pétrolier de la côte de Bornéo, a donné 10 millions de dollars pour une aide humanitaire en Amérique centrale, à la demande expresse du secrétaire d'Etat George Shultz. Ces 10 millions sont allés à la Contra, *via* un compte numéroté en Suisse. *« Si j'avais su*, a dit le sultan, *je n'aurais pas fait ce don. »*

Avec ou sans approbation du Congrès, la Contra n'a jamais manqué d'argent, mais elle a manqué, elle manque encore, de conviction, de volonté de se battre et d'unité. A Washington, on lui demande avec insistance de faire ses preuves, d'obtenir *« des résultats »*. Pas seulement les « faucons », comme Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, qui se dit persuadé que *« la pression militaire de la Contra peut renverser le régime sandiniste »*. Des congressistes démocrates insistent pour que la totalité des effectifs de la Contra passent du Honduras à l'intérieur du Nicaragua. Plus facile à dire qu'à faire. M. Calero, porte-parole de la direction politique de la Contra, a promis – mais ce n'est pas la première fois – que ses commandos, encore au Honduras, allaient *« s'infiltrer »* par groupes de cinq cents hommes de l'autre côté de la frontière.

La résolution, la puissance de feu, la tactique, sont plutôt sandinistes, mais il est évident que les troupes du colonel Bermudez doivent faire quelque chose dans les semaines qui viennent. Faute de quoi, elles donneraient des arguments aux congressistes américains partisans de réduire, sinon d'annuler, l'aide militaire aux antisandinistes.

Le régime de Managua est de plus en plus lié à Moscou et à La Havane; il est surarmé par les pays du bloc communiste; il limite les libertés; il promulgue une Constitution qui légitime le pouvoir du parti *« prépondérant »*, le Front sandiniste. Il est, selon le sénateur Chris Dodd, *« intolérable »*, mais le sénateur ajoute : *« C'est la faute à l'administration Reagan »*, qui favorise, par sa politique, *« l'escalade militaire en Amérique centrale. » « Que faire ? »*, demande le sénateur Dodd, car un autre péril pointe pour les Etats-Unis : si les sandinistes ont l'intelligence de signer un accord de paix raisonnable et sérieux avec leurs voisins, Washington pourra plus difficilement mettre en avant l'argument de la sécurité des Etats-Unis.

Les recommandations dans ce sens auprès des sandinistes se multiplient. La dernière est à l'actif du président péruvien. Présent à Managua le 9 janvier pour la promulgation de la Constitution, M. Alan Garcia a exprimé sa *« solidarité »* avec le peuple du Nicaragua et ajouté, à l'adresse de M. Ortega : *« Pas de révolution sans liberté et sans démocratie. »* La mission de bons offices des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA, accompagnés des ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) et du groupe d'appui (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay) s'inscrit dans ce contexte. L'OEA, que Fidel Castro qualifiait de *« ministère des colonies des Etats-Unis »*, échappe aujourd'hui, en partie, à l'emprise de Washington. Et la très grande majorité des pays d'Amérique latine sont favorables à une solution politique des conflits d'Amérique centrale et du problème nicaraguayen.

Deux réalités

Le Costa-Rica n'a jamais été vraiment neutre dans le conflit, et il ne peut pas l'être pour des raisons historiques et culturelles. Une infrastructure militaire encore modeste mais récente, et éventuellement utilisable par la Contra a été mise en place à la frontière nord de ce pays, sous la pression américain. Pourtant, M. Lewis Tambs, ambassadeur des Etats-Unis au Costa-Rica, a dû quitter son poste le 15 janvier. Motif : il n'a pas réussi à persuader le président Arias de laisser les mains libres aux commandos antisandinistes installés sur le territoire de son pays. Le gouvernement de San-José propose, en revanche, un plan de paix, un cessez-le-feu des « contras » *« préalable »* à l'ouverture d'un dialogue (réclamé par Washington) entre Managua et les différents courants d'opposition nicaraguayens.

Une initiative qui n'enthousiasme pas les conseillers de M. Reagan, bien qu'elle implique à terme de nouvelles élections générales au Nicaragua.

Il y a deux manières d'appréhender la réalité nicaraguayenne. La première consiste à insister sur les erreurs, les ambiguïtés, l'irréalisme lyrique et le double langage des sandinistes, sur le sur-armement, la montée de la grogne populaire, le chaos économique, l'alliance de fait avec l'Est, les limitations des libertés, l'encadrement bureaucratique. En bref, sur la marche au totalitarisme de gauche au nom de la « révolution ». Ce que fait, ou fait semblant de croire Washington.

La seconde vision n'admet que la montée des périls extérieurs, la préparation d'une éventuelle intervention armée directe ou indirecte de la première puissance de la planète contre un petit pays sous-développé et misérable, les interventions de la CIA (minage des ports, sabotages, aide à la Contra), déjà condamnées par la Cour internationale de La Haye, les crimes et les harcèlements meurtriers de la Contra, les complicités ou les lâchetés de certains voisins du Nicaragua. C'est l'approche des amis inconditionnels du régime sandiniste.

En fait, ces deux réalités sont complémentaires, inter dépendantes, indissociables. Et les efforts des hommes de bonne volonté devraient persuader tous les acteurs – et d'abord Washington et Managua – que la voie de la paix passe par le renoncement au manichéisme *et au sectarisme.*

MARCEL NIEDERGANG.

● **NICARAGUA : l'affaire Hasenfus liée à l'« Irangate », selon la CBS.** – Le chèque pour l'achat de l'avion ayant servi à la mission d'Eugene Hasenfus au Nicaragua a été établi au nom de deux firmes liées à l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et du détournement de fonds au profit des « contras », a affirmé, samedi 17 janvier, la chaîne de télévision CBS, qui cite des sources gouvernementales non identifiées. Les enquêteurs fédéraux ont en leur possession un chèque de 475 000 dollars établi aux noms de Udell Research et Southern Air pour l'achat de l'avion de transport C-123, selon CBS. Southern Air a été pendant un certain temps la compagnie aérienne de la CIA et a été notamment utilisée par le lieutenant-colonel Oliver North, ancien membre du Conseil national de sécurité, pour acheminer des armes en Iran. – *(AFP.)*

EQUATEUR : après sa libération

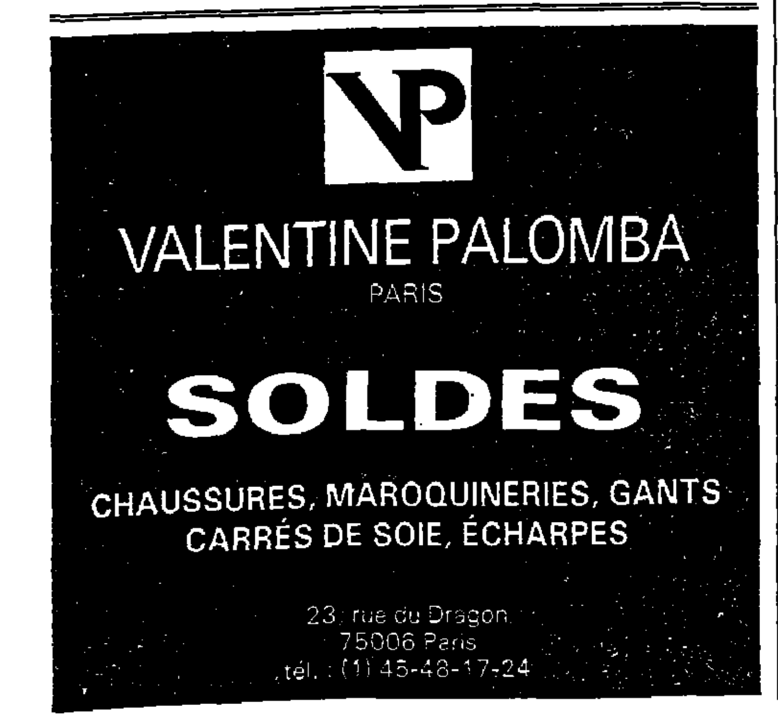
Le président est vivement critiqué par l'opposition

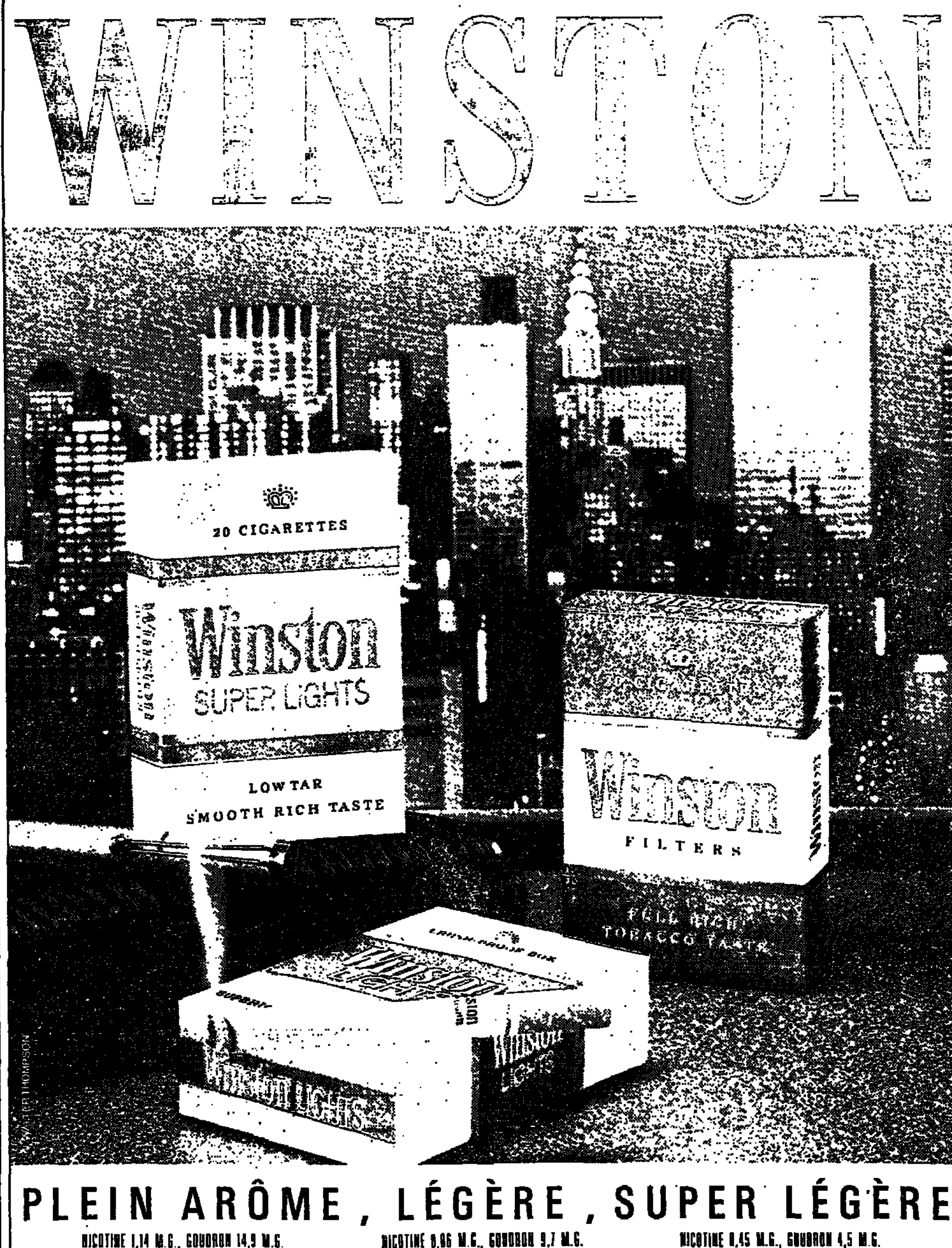
Le président Febres Cordero, libéré après avoir été pris en otage pendant douze heures par des officiers mutins, est en butte à de vives critiques de l'opposition parlementaire. Son prédécesseur à la tête du pays jusqu'en 1984, M. Osvalvo Hurtado, a même demandé la démission du chef de l'Etat. Le président du Parlement, où l'opposition est majoritaire, a, pour sa part, convoqué les députés en session extraordinaire pour le mardi 20 janvier. M. Andrès Vallejo a déclaré que le Parlement devra *« analyser la situation du pays ainsi que la conduite du président de la République, et adopter les solutions qui s'imposent »*. Les parlementaires pourraient approuver la création d'une haute cour, afin de juger M. Febres Cordero sur la façon dont il a été libéré. Le Parlement a le pouvoir de démettre le président de son mandat pour haute trahison, corruption, incapacité physique ou mentale.

Alors qu'il était accueilli par des milliers d'Equatoriens dans la ville de Guayaquil, samedi, le président a déclaré avoir été malmené et menacé de mort durant sa détention.

Dans des déclarations publiées dimanche par le *New York Times* et le *Washington Post*, il a précisé qu'au moment où il résistait aux exigences de ses ravisseurs, il lui avait été dit qu'un peloton d'exécution avait été formé. Finalement libéré après avoir accepté de ne pas prendre de mesures contre ses ravisseurs et de libérer le général d'aviation Frank Vargas qui était emprisonné, le président s'était aussi engagé à ne pas prendre de nouvelles sanctions contre ce dernier.

Selon le *New York Times*, il a néanmoins déclaré à ce sujet : *« Je dois y réfléchir. »* Son homologue vénézuélien, le président Jaime Lusinchi, a proposé d'accorder le droit d'asile au général Vargas pour favoriser un déblocage de la crise. *« Le président Lusinchi s'entretient avec le président équatorien (...) pour tenter d'apporter une solution concrète »*, a déclaré le ministre des relations extérieures vénézuélien, M. Alberto Consalvi. – *(AFP, AP, UPI.)*





Amériques

ÉTATS-UNIS

M. George Wallace prend sa retraite

Le gouverneur de l'Alabama, M. George Wallace, a quitté comme prévu ses fonctions lundi 19 janvier (*le Monde* du 4 avril 1986). M. Wallace, qui abandonne à son successeur, M. Hunt, le siège de gouverneur qu'il détint pendant seize ans, est resté célèbre pour avoir fait barrage aux Noirs voulant franchir les portes de l'université de l'Alabama et pour son apostrophe de janvier 1963 : « *Ségrégation aujourd'hui ! Ségrégation demain ! Ségrégation toujours !* » Huit mois plus tard à Washington, Martin Luther King proclamait son « rêve » de voir un jour les enfants noirs et les enfants blancs de l'Alabama « *joindre leurs mains comme des frères et des sœurs* ».

Aujourd'hui, M. Wallace, âgé de soixante-sept ans, quasiment sourd, à moitié aveugle et confiné dans une chaise roulante depuis l'attentat dont il fut victime lors de sa campagne pour la Maison Blanche en 1972, cherche à modifier son image. Lors de sa dernière élection, en 1982, il avait cherché et obtenu le soutien massif des Noirs. L'an dernier, il a même reçu un diplôme honoraire de l'une des plus importantes universités noires-américaines. Il a reconnu que les mots « *ségrégation pour toujours n'auraient pas dû être prononcés* » et a ajouté « *je visais le gouvernement fédéral* » et son pouvoir excessif sur les autorités locales. M. Wallace a espéré que les livres d'histoire retiendront que ses campagnes présidentielles (1964, 1968, 1972 et 1976) ont débarrassé le Sud de son complexe d'infériorité hérité de la guerre civile. M. Hunt sera le premier gouverneur membre du Parti républicain en Alabama. – *(AFP, AP.)*

• **CANADA : démission du ministre d'Etat aux transports.** – Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a annoncé, le *18 janvier, la démission de son* ministre d'Etat aux transports, M. André Brissonnette, et l'ouverture d'une enquête par la gendarmerie royale du Canada (GRC) à la suite d'une opération foncière suspecte dans laquelle le ministre pourrait être impliqué. Ministre depuis le 30 juin 1986, M. Brissonnette serait compromis dans une affaire de transactions spéculatives sur un terrain situé dans sa circonscription. S'il a commis une infraction à la loi fédérale, l'ancien ministre risquerait une peine pouvant aller jusqu'à sept ans de prison. – *(AFP.)*

Diplomatie

Bataille serrée pour la succession de M. Pflimlin à la présidence du Parlement européen

Le Parlement européen procède, le mardi 20 janvier, à l'élection de son président pour une période de deux ans et demi. Pour succéder à M. Pierre Pflimlin, les deux principaux candidats en lice sont Sir Henry Plumb (conservateur britannique) et M. Enrique Baron Crespo (socialiste espagnol). MM. Marco Pannella (radical italien) et Paul Staes (écologiste belge) sollicitent également les suffrages de l'Assemblée de Strasbourgs, mais sans avoir de chances réelles.

STRASBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

En principe, le centre droit et la droite de l'hémicycle européen détiennent largement la majorité, d'autant que les Droites européennes, conduites par M. Jean-Marie Le Pen, se sont prononcées en faveur de Sir Henry.

En fait, la partie va être très serrée. Officiellement, tous les groupes du camp de M. Plumb se sont prononcés pour lui : celui des démocrates européens, qui regroupe les conservateurs britannique, et les représentants de la droite espagnole, celui des démocrates-chrétiens (Parti populaire européen ou PPE), des Rénovateurs et démocrates européens (le RDE, qui regroupe le RPR et quelques élus irlandais et portugais), enfin celui des *libéraux*. Pourtant, on perçoit, au fil des conversations, que sa candidature ne bénéficie pas de tout l'appui escompté.

Il n'est un secret pour personne que les libéraux vont aller au scrutin en ordre dispersé. Au sein du RDE, le RPR est catégorique. Ses représentants voteront comme un seul homme pour le candidat de droite. Mais les partenaires irlandais et portugais montrent moins d'assurance. Le PPE constitue un cas particulier ; l'élection, en juillet 1984, de M. Pflimlin avait été l'objet d'un accord entre les conservateurs et les démocrates-chétiens, les premiers soutenant l'ancien président du conseil, les seconds s'engageant à appuyer un candicat britannique pour l'élection de cette année.

Aussi, les membres du PPE ne peuvent-ils que clamer haut et fort qu'ils honoreront leurs engagements. Des rumeurs persistantes font cependant valoir que quelques démocrates-chrétiens grecs, et surtout italiens, ne sont pas prêts à se mobiliser pour Sir Henry Plumb. Il lui est reproché d'être trop « libéral » sur le plan économique et pas assez européen au sens fédéraliste du terme.

Le clivage Nord-Sud joue même à l'intérieur du groupe des démocrates européens ; ses représentants espagnols ont déclenché une polémique dans leur pays, où l'on comprend mal que la défense de l'hispanité ne soit pas mieux assurée.

Le handicap de M. Baron

M. Baron, ayant pour lui d'être un proche de M. Felipe Gonzalez et auréolé de sa notoriété antifranquiste, n'a apparemment pas ce genre de difficultés avec ses troupes. Candidat du groupe le plus important de l'Assemblée (172 sièges contre 118 au PPE), il ne devrait pas enregistrer de grosses défections à gauche. Il est favorable à une plus grande « cohésion sociale » dans la CEE, c'est-à-dire à une aide plus soutenue des pays du nord à ceux du sud. Mais il a peut-être contre lui, surtout chez les Français, d'avoir proclamé trop souvent qu'il fallait « *réformer de fond en comble la politique agricole commune* ».

Agé de quarante-trois ans, le chef de file des socialistes espagnols a aussi l'inconvénient d'être tenu de se présenter en juin prochain aux élections européennes au suffrage direct (les parlementaires espagnols siégeant à Strasbourg sont, jusqu'à présent, des députés nationaux désignés par les Cortès). Pour certains, « *il n'est pas possible d'avoir un président qui briguera dans quelques mois un mandat européen* ».

Peu de sympathie pour Mme Veil

En tout cas, M. Pannella n'est pas satisfait de cette candidature, ni de celle de M. Plumb. « *Le maître de l'exhibitionnisme politique* », comme l'appelle M. Baron, a ses propres candidats, dont Mme Simone Veil et M. Pflimlin. Aussi faut-il s'attendre qu'il maintienne *son nom dans le cas où* le conservateur ou le socialiste n'obtiendrait pas au premier tour la majorité des suffrages exprimés.

Le leader des radicaux italiens, même si son score reste en tout état de cause modeste (pas plus de vingt voix) peut enlever de précieux suffrages tant à la droite qu'à la gauche.

L'espoir de M. Pannella est que M. Plumb renonce à l'issue du deuxième ou du troisième tour. Auquel cas il pourrait être fait appel à Mme Veil ou à M. Pflimlin, bien qu'ils se défendent d'être candidats.

Mme Veil, premier président de l'Assemblée élue au suffrage direct, ne bénéficie pas de la sympathie du PPE, qui rejette sans ambages l'idée d'une telle candidature. *Le* président actuel a contre lui son âge (quatre-vingts ans) et l'usure du pouvoir.

De toute façon, rien n'indique que Sir Henry se retirera en cours de route ; au contraire, on affirme dans son entourage qu'il se maintiendra au quatrième tour, c'est-à-dire jusqu'au moment où il faudra choisir entre deux noms à la majorité simple.

MARCEL SCOTTO.

Afrique

TCHAD

Les Libyens ont « doublé leurs effectifs » dans le nord du pays

déclare le président Habré

Une sorte de trêve tacite paraît *s'être installée* depuis trois jours dans le conflit tchadien, aucun combat n'étant signalé depuis les bombardements libyens du vendredi 16 janvier, dans le Tibesti et l'Ennedi. Cette suspension des hostilités pourrait cependant préluder à une offensive de grande ampleur de la part de la Libye. Le président tchadien, M. Hissène Habré, qui a tenu, samedi 17 janvier, à N'Djamena, une conférence de presse, a affirmé que la Libye avait récemment « *doublé ses effectifs et son potentiel aérien* » dans le nord du Tchad. Ce renforcement de la présence libyenne est confirmé de source autorisée française. Jusqu'à présent, les estimations occidentales faisaient état d'environ huit mille à dix mille Libyens dans le BET (Borkou-Ennedi-Tibesti, nord du Tchad).

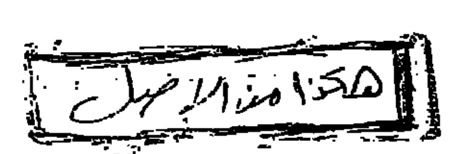
Le président tchadien s'est, d'autre part, montré assez optimiste quant au montant de l'aide militaire supplémentaire qui devrait être accordée à son pays, par la France et les Etats-Unis notamment, indiquant : « *Ces pays font beaucoup d'efforts, mais nos besoins sont immenses. Nous souhaitons plus d'aide. Toutefois, entre partenaires, tout ne s'obtient pas d'emblée. L'atmosphère de nos discussions est très positive.* » M. Hissène Habré a conservé ce ton conciliant – qui tranche nettement par rapport à de précédentes déclarations, dans lesquelles il critiquait la faiblesse de l'aide française.

Se refusant à « *prononcer un jugement* » sur la politique française à l'égard du Tchad, il a assuré que les relations entre Paris et N'Djamena étaient « *excellentes* ». De même, s'agissant de la passivité de la plupart des pays africains, qui se refusent à mettre en cause directement Tripoli, M. Habré a déclaré : « *C'est d'abord aux Tchadiens de prendre leurs responsabilités, de supporter les sacrifices.* » Citant le général de Gaulle, qui évoquait les « *monstres froids* » que sont les Etats, le chef de l'Etat tchadien a ajouté : « *Si Kadhafi s'acharne contre le Tchad, c'est parce qu'il estime qu'il lui est possible de continuer. Car, sur le plan mondial et africain, quelle réprobation a-t-il rencontré ?* » M. Habré a enfin affirmé que le Tchad était et avait « *toujours été prêt à discuter avec le régime libyen* », bien que, selon lui, le colonel Kadhafi « *ne veuille pas que le conflit soit réglé pacifiquement* ».

« Aide d'un pays frère africain »

Sur le plan diplomatique, diverses initiatives sont en cours, notamment du côté libyen. Depuis plusieurs jours, Tripoli a intensifié une campagne d'explication, envoyant des émissaires dans plusieurs capitales africaines. M. Acheikh Ibn Oumar, chef du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), qui s'est proclamé président du GUNT en remplacement de M. Goukouni Oueddeï, a indiqué, dimanche, à Alger : « *En tant que GUNT, nous sommes aidés militairement et matériellement par la Libye, qui est à nos côté depuis 1980. Mais les Libyens, même s'ils nous aident, n'ont pas à se battre à notre place, et nous ne leur avons jamais demandé d'envoyer des troupes en première ligne. Nous n'avons aucune honte d'avoir recours à l'aide d'un pays frère africain, face au soutien français, américain et israélien à Hissène Habré* », a ajouté M. Acheikh Ibn Oumar, affirmant qu'il était prêt à participer à « *une table ronde* » pour trouver « *une solution pacifique* ».

Pour sa part, M. Ahmet Kallan, directeur de cabinet de M. Goukouni Oueddeï, a estimé que les émissaires de M. Acheikh Ibn Oumar dans diverses capitales étaient des « *missions libyennes* ». Enfin, les autorités soudanaises, qui, conjointement avec les autorités nigérianes et algériennes, tentent de jouer un rôle de médiation entre les belligérants, ont indiqué : « *Les parties en présence au Tchad ont souhaité se servir des équipements militaires du Soudan, mais nous avons refusé d'accéder à leur requête, car l'espoir du Soudan est de voir un Tchad uni et stable, libéré de toute armée étrangère, et notre position est d'atteindre cet objectif pacifiquement.* » *(AFP, Reuter.)*



هكذا من الأصل

(Publicité)

(Communiqué)

CONFLIT COMMERCIAL EUROPE/USA

<u>Le Cognac doit-il en être la victime?</u>
Les mesures de rétorsion américaines signifieraient:
La condamnation d'un viticulteur sur quatre.
La perte de 1,5 milliard de francs en devises.
Un drame économique pour toute une région.

Les négociations décisives EUROPE/USA vont s'ouvrir à Washington.

<u>La solidarité européenne existe-t-elle? Oui ou non?</u>

Interprofession du Cognac.

Asie

CHINE : après le limogeage de M. Hu Yaobang

Incertitudes sur le nouveau rapport de forces à la tête du régime

PÉKIN
de notre correspondant

Trois jours après l'annonce officielle, dans la soirée du vendredi 16 janvier, du limogeage du secrétaire général du PCC et de son remplacement par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, la population chinoise n'a toujours pas eu droit à la moindre explication sur cet événement. Elle n'a, jusqu'à présent, pu se mettre sous la dent que le bref communiqué diffusé à l'unisson par les médias, qui se contente de dire que M. Hu Yaobang a reconnu ses *« erreurs »* sans préciser lesquelles. Ce manque d'informations explique qu'un certain nombre de Pékinois aient mis parfois vingt-quatre heures pour se rendre compte qu'ils avaient un nouveau « patron ». Encore que ce terme s'applique plus à M. Deng Xiaoping, qui tire toujours les ficelles, qu'à M. Zhao.

Aucune campagne politique, aucune publicité, n'a donc accompagné, pour le moment, ce que l'on veut présenter comme un simple remaniement. M. Zhao n'a été nommé qu'à titre « temporaire » jusqu'au prochain plénum du comité central, pour lequel aucune date n'a été donnée. Certains ici estiment qu'il n'a pas le profil de l'emploi, qu'il est plus technocrate qu'idéologue et qu'il n'est qu'un candidat de compromis en attendant que la direction se mette d'accord sur un nouveau nom.

La question est de savoir si le limogeage de M. Hu représente la conclusion d'une grave crise, ou bien s'il n'en est que le début. En d'autres termes, les réformateurs ont-ils stabilisé leurs positions face aux vieux caciques du parti en abandonnant une grosse pièce sur l'échiquier, ou bien seront-ils contraints, après ce lourd sacrifice, à reculer à nouveau jusqu'à ce que le prochain congrès du parti, à l'automne, officialise un nouvel équilibre des forces ? La nomination d'un nouveau premier ministre pourrait apporter quelques éclaircissements. Si M. Zhao conserve ses deux fonctions, il sera difficile de se faire rapidement une idée claire. S'il est remplacé à la tête du gouvernement par un jeune technocrate « libéral », la première hypothèse se confirmerait. En revanche, si M. Li Peng devenait premier ministre, après avoir rallié le camp des conservateurs et s'être manifesté quasiquotidiennement dans les médias, alors on pourrait s'attendre à une application beaucoup plus restrictive des réformes et de la politique d'ouverture.

La « tactique du salami » ?

Après une semaine d'intense lutte de sérail, le fait que la direction chinoise n'ait pas encore été en mesure d'expliquer publiquement le remaniement indique que tout n'est pas réglé. En attendant que l'officiel *Quotidien du peuple* commente l'événement, les dirigeants s'efforcent de répéter que rien n'a changé. M. Li Peng veut rassurer les intellectuels, secoués par la pluie de critiques qui s'est abattue sur certains d'eux. M. Zhao, inaugurant ses nouvelles fonctions en recevant un membre du bureau politique du parti hongrois, a déclaré dimanche que *« le changement de personnes n'affectera pas notre ligne ni notre politique intérieure et extérieure, mais vise au contraire à les appliquer de manière plus correcte »*.

On ne parle cependant plus beaucoup des réformes politiques. Le vice-premier ministre Tian Jiyun, juste avant de partir en visite au Japon, a été le seul dirigeant à les mentionner, pour dire qu'elles devraient se poursuivre *« pas à pas »* et sous la direction du parti. *Le Quotidien du peuple* de dimanche en a donné une définition qui n'a plus grand-chose à voir avec l'ouverture idéologique de 1986 : elles visent seulement, a écrit le journal, à l'*« auto-perfectionnement du système socialiste et non à un changement complet du système politique »*. Pékin s'acharne donc à présenter une image de stabilité et d'unité. La Chine ne lancera aucun mouvement politique, et aura encore moins recours aux pratiques « gauchistes » du passé, a réaffirmé M. Zhao. Pour le moment, le durcissement n'a fait que coûter à M. Hu son poste de secrétaire général — mais pas de membre du bureau politique, — leur place au parti à plusieurs intellectuels de renom, et a forcé le régime à réécrire l'histoire récente. Il n'a encore coûté la vie à personne, et les arrestations restent rares, ce qui représente un progrès substantiel par rapport aux précédentes périodes de répression.

Il faudra cependant attendre que la situation se stabilise pour y voir plus clair. M. Hu conservera-t-il son fauteuil au bureau politique ou bien sera-t-il victime de la classique « tactique du salami », comme le fut son prédécesseur Hua Guofeng ? Les étudiants libérés après la manifestation du 1er janvier à Pékin seront-ils condamnés par les tribunaux comme le demandent certains membres du bureau politique, ou bien passera-t-on l'éponge, D'autres intellectuels vont-ils être mis à l'index ? En tout cas, le *Quotidien du peuple* préconise ce lundi une saine lecture : les *« œuvres choisies »* de M. Deng Xiaoping...

PATRICE DE BEER.

PHILIPPINES

Les autorités démentent l'existence d'un nouveau complot militaire

Le ministre philippin de la défense, M. Rafael Ileto, a démenti ce lundi 19 janvier des informations faisant état, dans la presse de Manille, d'une nouvelle tentative de coup d'Etat contre le gouvernement de Mme Aquino. Il a, par contre, confirmé que, comme l'ont indiqué plusieurs journaux philippins, les forces armées avaient été placées en état d'alerte dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 janvier. Cette mesure, a-t-il précisé, faisait suite à des craintes d'attentat contre Radio-Veritas, une station de radio soutenue par l'Eglise. Le ministre a précisé que l'alerte avait été levée dimanche.

Auparavant, les journaux de Manille avaient fait état d'une tentative de putsch qui aurait été fomentée par des militaires hostiles au projet de nouvelle Constitution, soumis à un référendum le 2 février prochain et qui se seraient alliés à l'un des mouvements insurgés du sud de l'archipel, le Front de libération islamique Moro (FLIM). L'état d'alerte a été décrété quelques heures après la conclusion d'un cessez-le-feu « informel et provisoire » entre le gouvernement et le FLIM (*le Monde* daté 18-19 janvier).

Notre correspondant à Manille nous signale que, selon des sources militaires, l'état-major craignait samedi des attaques de membres du FLIM infiltrés à Manille. Peu de gens croient à un lien entre ces maquisards et d'éventuels putschistes au sein de l'armée, ajoute notre correspondant.

Les principaux officiers impliqués dans la tentative supposée de coup d'Etat de novembre dernier, à la suite de laquelle M. Enrile avait perdu son portefeuille de ministre de la défense, ont été « dispersés ». Par contre, des militaires mettent en cause la Philippine Constabulary, une organisation paramilitaire de soixante mille hommes, au sein de laquelle se manifesterait un mécontentement croissant. Ce corps craint en effet d'être placé sous un commandement civil qui en ferait une simple force de police si la nouvelle Constitution entre en vigueur.

A Mindanao, où Mme Aquino a lancé samedi un nouvel appel à la paix civile, aucun incident n'avait été signalé depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu provisoire entre le gouvernement et le FLIM. Les attaques anti-gouvernementales qui avaient précédé le cessez-le-feu paraissaient résulter de la volonté des maquisards d'être reconnus par les autorités comme une force à part entière aux côtés de la principale insurrection du peuple Moro, celle du Front national de libération Moro (FNLM), dirigée par M. Nur Misuari.

AFGHANISTAN : Kaboul réaffirme sa volonté d'ouverture

Visites à Islamabad de responsables des diplomaties américaine et soviétique

Le chef du régime de Kaboul, M. Najibullah, a critiqué, dimanche 18 janvier, la décision des principaux chefs de la résistance afghane de rejeter ses offres de cessez-le-feu (*le Monde* daté 17-18 janvier). Au cours d'une conférence de presse à Kaboul, il a qualifié cette décision de *« légère et à courte vue »*. M. Najibullah a reconnu néanmoins que la trêve unilatérale décrétée par son régime avait été violée, tout en estimant qu'il était *« trop tôt pour en déterminer les raisons : malentendus, provocations ou actes délibérés »*.

Il a évoqué la possibilité d'un retrait total des troupes soviétiques si sa politique de réconciliation nationale se concrétisait. Dès qu'un accord sera intervenu aux négociations de Genève avec le Pakistan, *« le nombre des troupes soviétiques* [en Afghanistan] *sera rapidement réduit »*, a-t-il assuré, tout en conditionnant la poursuite de ce processus vers un départ total de l'armée rouge à *« la cessation des ingérences extérieures »* en Afghanistan.

Cette intervention sur le ton de l'ouverture faisait suite à l'arrivée samedi à Islamabad du premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Kovalev, pour des entretiens avec les responsables pakistanais sur les perspectives d'un désengagement soviétique. Il a souhaité avoir un *« dialogue fécond »* avec le président Zia Ul Haq dans la perspective de la reprise, le 11 février, des négociations indirectes entre le Pakistan et le gouvernement de Kaboul.

Le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires politiques, M. Michael Armacost, s'est également rendu dimanche à Islamabad, où il a déclaré avoir eu des entretiens *« utiles »* avec les responsables pakistanais. Il ne devrait pas, en principe, rencontrer M. Kovalev. — *(AFP, Reuter.)*

INDE : la tension au Pendjab

Soixante personnes interpellées dans le Temple d'or d'Amritsar

New-Delhi *(AFP)*. — Soixante personnes, dont six responsables sikhs extrémistes, ont été arrêtées, samedi 17 janvier, au cours d'une opération de deux heures des forces de sécurité indiennes à l'intérieur du Temple d'or d'Amritsar, le sanctuaire sacré des sikhs dans l'Etat du Pendjab, a annoncé, dimanche, le chef de la police locale. L'intervention des forces de sécurité — environ trois cents hommes — s'est effectuée sans incident samedi à partir de 23 heures locales (17 h 30 GMT), et pas un seul coup de feu n'a été tiré, a-t-il indiqué. Trois des six responsables sikhs ont été arrêtés dans une auberge attenante au Temple d'or, où ils s'étaient enfermés. Un revolver, deux fusils et des munitions ont été saisis.

Les forces de sécurité n'ont pas pénétré dans la partie la plus sacrée du sanctuaire et se sont limitées aux locaux administratifs et à trois auberges réservées aux pèlerins, dont l'une abrite les bureaux de la Fédération des étudiants sikhs d'Inde (AISSF).

L'intervention a été ordonnée par le gouvernement sikh modéré du Pendjab, après des informations selon lesquelles le chef de la Force de commando du Khalistan (KCF) — sécessionnistes extrémistes, — Satta, avait été enlevé et tué à l'intérieur du Temple par un groupe rival, a ajouté le chef de la police. Cette intervention survient après une réunion, vendredi à New-Delhi, entre le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, et M. Surjit Singh Barnala, chef du gouvernement du Pendjab, au cours de laquelle les deux hommes ont examiné les mesures à prendre en vue de combattre l'extrémisme sikh.

هكذا من الأصل

La préparation du congrès du PS

Jeu de massacre

M. Pierre Mauroy a affirmé, le dimanche 18 janvier lors de l'émission « Les cahiers du Megahertz » de la radio 98,8 FM qu'il *« pourrait »* être candidat à l'élection présidentielle si les circonstances l'y conduisaient. M. Mauroy s'est *« étonné »* de la polémique entre rocardiens et mitterrandistes. Au sujet de M. François Mitterrand, il a affirmé : *« Le président de la République n'est ni un lièvre ni une tortue. D'une certaine manière, il est déjà au but ». Les socialistes attendent sa « décision » afin qu'ils puissent « tous (...) se rassembler ».*

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, et l'un des dirigeants de Socialisme et République (ex-CERES), a affirmé dimanche, lors d'une réunion du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) que le débat du congrès *« ne doit pas se fourvoyer plus longtemps »* et qu'il doit porter sur *« les questions de fond ». « Est-il normal,* a-t-il demandé, *que la question des alliances soit présente dans la presse et absente des premiers débats ? »*

Un congrès socialiste ? Peut-être. Un sac d'embrouilles ? Sûrement. La préparation du congrès socialiste de Lille prend décidément une curieuse tournure. Alors que les idées des différents courants – à en croire du moins leurs contributions – n'ont sans doute jamais été aussi proches, le courant mitterrandiste dominant s'emploie à débusquer des différences qui, en d'autres temps, auraient été éffacées en trois coups de cuiller à pot par n'importe quelle commission des résolutions soucieuse d'arriver à un accord.

C'est qu'il faut que tout le monde se compte. Pas sur des idées, ou si peu. Mais pour des enjeux de pouvoir interne et parce que l'élection présidentielle approche.

A l'intérieur du courant A (mitterrandiste), la question du renouvellement de la direction continue d'empoisonner l'atmosphère. L'« affaire Poperen » dépasse maintenant la question de la personne du numéro deux du PS, car elle est devenue l'un des éléments de la rivalité entre les chefs du courant. La « guerre de cent ans » entre MM. Lionel Jospin et Pierre Joxe s'est rallumée. Les amis du premier accusent le second de nourrir une campagne contre leur chef de file et passent à la contre-attaque.

Les partisans du président du groupe parlementaire ne cachent pas l'agacement qu'ils éprouvent devant la gestion « jospiniste » du parti.

La question Rocard

La question Rocard est aussi une pomme de discorde potentielle entre les dirigeants mitterrandistes. M. Jospin veut pousser M. Rocard à se compter, en espérant voir l'ancien ministre atteindre un score moins élevé qu'au congrès de Toulouse de 1985. Mais comment nourrir une querelle destinée à pousser à la motion un Michel Rocard qui ne veut pas y aller, sans, du même coup, affaiblir ses chances au cas où M. Mitterrand ne se présenterait pas ?

A l'inverse, M. Laurent Fabius, qui entend occuper, au sein du courant A, le créneau de « l'anti-Rocard », n'a aucune raison de pousser au compromis avec le député des Yvelines. L'ancien premier ministre n'est évidemment pas de ceux qui jugent que M. Rocard serait le candidat « naturel » du PS si le président sortant ne se représente pas.

Même si M. Pierre Mauroy laisse entendre que, dans un tel cas de figure, il pourrait, lui aussi, être candidat à la candidature, ce sont surtout les questions d'appareil qui risquent de gâcher une idylle entre les partisans du maire de Lille et les mitterrandistes. Ceux-ci jurent que, sur le plan des idées, les mauroyistes sont aujourd'hui les *« plus proches »* d'eux dans le parti. Mais on a beau l'aimer, on ne voudrait pas que M. Mauroy occupe plus que sa place.

Que le maire de Lille dépose ou non sa motion, les mitterrandistes entendent bien procéder à une révision en baisse de son influence dans le parti, qui n'a pas été mesurée depuis le congrès de Metz en 1979. L'un des « points chauds » de ce différend est le département des Bouches-du-Rhône : la direction nationale mitterrandiste souhaite y réduire de moitié le poids de M. Mauroy. Les amis du maire de Lille ont déjà fait savoir qu'ils feraient des Bouches-du-Rhône un *« test »* de la bonne volonté de M. Jospin *(lire par ailleurs)*.

Ironie de l'histoire : c'est aussi à cause de Marseille que risque de capoter la belle amitié – qui déplaît tant aux mitterrandistes « pur sucre » – entre M. Michel Pezet et M. Rocard. M. Pezet a bien pu assurer l'ancien ministre, lors d'une récente visite dans les Bouches-du-Rhône, qu'il compte *« beaucoup d'amis »* dans sa fédération, il veut quand même ramener le ministre de l'agriculture de 10 % à 4 % des mandats des Bouches-du-Rhône. Nul doute que M. Rocard apprécie cette preuve d'« amitié »...

Quant aux amis de M. Chevènement, soudainement vertueux, ils appellent désespérément au débat d'idées, tout en sachant très bien que le principal débat que M. Jospin voudrait avoir avec eux, c'est savoir combien il pèsent dans le parti. Ce qu'ils sont eux-même moins pressés de vérifier

Mais il n'y a pas à se tromper. Comme le dit M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, dans *l'Express : « L'unité est souhaitable avec Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement, après qu'ils se seront comptés... »*

JEAN-LOUIS ANDREANI.

● **RECTIFICATIF.** – Une erreur s'est glissée dans la publication, dans *le Monde* daté 18-19 janvier, des résultats des élections régionales du 16 mars en Haute-Corse. Les résultats officiels sont les suivants :

Inscr., 114 763 : abs., 23,50 % ; suffr. expr., 86 110. RPR (M. J.-C. Colonna), 16 542 voix, 8 élus ; MRG (M. Giacobbi), 16 441, 8 élus ; *UDF (M. Arrighi de Casanova)*, 8 989, 4 élus ; CNIP (M. Chiarelli), 7 835, 3 élus ; PS (M. Motroni), 7 588, 3 élus ; UPC-MCA (M. Siméoni, UPC), 7 214, 3 élus ; PC (M. Stéphani), 5 901, 2 élus ; PC-diss. (M. Padovani), 4 462, 2 élus ; FN (M. Calendini), 4 122 ; div. g. (M. X. Colonna, MRG-diss.), 3 132 ; div. opp. (M. Orasetelli), 2 280 ; RPR-diss. (M. Bartoli), 1 604.

Petites manœuvres d'avant-campagne

Ce cher CNI...

Dans la concurrence que MM. Jacques Chirac et Raymond Barre se livrent auprès des électeurs de droite, sous l'œil gourmand de M. Jean-Marie Le Pen, il n'y a pas de petits placements ni de petits renforts. Et encore moins de petits moyens pour se faire des alliés ou... se défaire des adversaires potentiels. M. Yvon Briant, député non inscrit du Val-d'Oise, en sait quelque chose.

Depuis qu'il a spectaculairement claqué la porte du groupe de M. Le Pen au Palais-Bourbon, l'été dernier, le nouvel animateur du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), qui cherche à redorer le blason de ce vieux parti cher à M. Antoine Pinay, avec la complicité de son président, M. Philippe Malaud, est devenu un homme très courtisé, à la fois par les chiraquiens et les barristes.

Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, lui porte une attention quasi fraternelle. L'hôtel Matignon tient ses faveurs à sa disposition. On a même pensé à lui, *« en haut lieu »*, quand il était question de procéder à un remaniement gouvernemental plus vaste, le faisant même contacter pour savoir s'il accepterait éventuellement le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle...

Mais on voit aussi M. Briant, souvent, en compagnie de MM. Philippe Mestre et Charles Millon, deux des principaux lieutenants de M. Barre, tandis que M. Le Pen continue de lui manifester certains égards en dépit de sa « trahison ».

Or, le nouveau secrétaire général adjoint du CNI, qui joue sur du velours, ne se presse surtout pas de prendre parti dans ces manœuvres d'avant-campagne présidentielle. Au contraire, il s'emploie plus que jamais à orienter sa petite formation, tiraillée en permanence, ces dernières années, entre le RPR, l'UDF et le Front national, sur une voie autonome, en s'adressant en même temps aux « déçus » du libéralisme et à ceux de l'extrême droite. Et, apparemment, cet ancien nageur de combat de la base d'Aspretto, brillamment reconverti dans le monde des affaires, engrange déjà quelques bénéfices.

Son « tour de France » des amis du CNI, qui l'a conduit à se rendre depuis l'été dans une soixantaine de départements, lui permet de constater, assure-t-il, que cette voie médiane attire, ici ou là, certains membres du RPR ou du Front national. Il enregistre notamment des ralliements dans les départements de l'Ouest, la Seine-Maritime, les Landes, le Doubs, ainsi qu'à Paris. M. Malaud et lui-même sont donc encouragés à persévérer dans leur entreprise.

Contre-offensive croisée

Mais personne, parmi ceux qui le courtisent, n'a vraiment intérêt à ce que le CNI réussisse à élargir son audience dans le pays. Le RPR en a certes besoin sur ses marges pour affaiblir le Front national et réduire le champ des barristes, mais à condition, évidemment, que cela ne se fasse pas à ses dépens. M. Barre en a besoin, lui, pour des raisons totalement inverses. Quant à M. Le Pen, il ne désespère pas de le séduire. Bref, pour les uns et les autres, plus le CNI bouge, plus il devient urgent d'essayer de le maîtriser afin d'être assuré de son soutien au moment crucial...

C'est ainsi que M. Briant sera la cible d'une contre-offensive croisée à l'occasion de la prochaine réunion du comité directeur du parti qui doit aboutir, le jeudi 22 janvier, au renouvellement du bureau national du CNI. Le député du Val-d'Oise, qui briguera ce jour-là le poste de secrétaire général, verra s'opposer à sa stratégie M. Michel de Rostolan, député de l'Essonne, membre du groupe de M. Le Pen au Palais-Bourbon, dont l'objectif est d'amarrer le CNI à l'extrême droite, avec l'appui du courant intégriste qui reprochait à M. Briant, en novembre dernier, de n'avoir pas signé une proposition de loi demandant l'abrogation du remboursement social de l'interruption volontaire de grossesse *(le Monde* du 19 novembre).

Le numéro deux du CNI subira également un nouvel assaut du courant pro-RPR, animé par les dirigeants de la fédération de Paris, MM. Jacques Féron, député apparenté RPR, et Michel Junot, médiateur de la Ville de Paris, qui n'ont pas donné suite à l'annonce de leur démission, en mai, à l'époque où ils accusaient M. Briant de vouloir *« inféoder »* le CNI au Front national. Par leur intermédiaire, l'état-major national du RPR aimerait, de toute évidence, reprendre le contrôle du bureau du parti afin d'éviter toute « mauvaise surprise »...

Bien qu'il paraisse assuré d'être soutenu par la majorité des membres du comité directeur et qu'il puisse se prévaloir du regain d'adhésions constaté ces temps-ci sous son impulsion (plus de vingt-cinq mille adhérents revendiqués), le député du Val-d'Oise peut difficilement, pour sa part, accentuer ces clivages. Il paraît donc enclin à proposer à ces contestataires un compromis qui consisterait à leur faire une petite place au sein du bureau de ce parti, à la condition, toutefois, que les uns et les autres s'engagent par écrit à soutenir, quel qu'il soit, le moment venu, le candidat du CNI pour l'élection présidentielle, ou, au moins, à ne pas critiquer ce choix.

Autant dire que toutes ces manigances promettent divers rebondissements. Une seule conclusion s'impose pour l'instant : il n'est décidément pas très facile de prétendre à l'indépendance politique... surtout chez les indépendants !

ALAIN ROLLAT.

PROPOS ET DÉBATS

M. Bérégovoy : Trois Français sur cinq

M. Pierre Bérégovoy, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 18 janvier, a affirmé, à propos de la politique du gouvernement : *« M. Jacques Chirac ne s'est pas comporté comme un chef de gouvernement. Il s'est comporté comme un chef de clan. (...) La paix sociale compromise, l'économie en panne, le franc dévalorisé, la France divisée, voilà le bilan de M. Chirac ! »* Pour l'ancien ministre de l'économie et des finances, *« rassembler la France (...) est une exigence patriotique »* pour les socialistes, qui doivent ambitionner de rassembler *« trois Français sur cinq »*.

Par ailleurs, M. Bérévogoy a évoqué la polémique entre mitterrandistes et rocardiens pour affirmer que si M. Rocard *« s'est énervé »*, il « a eu tort ». M. Bérégovoy pense qu'au comité directeur de synthèse, le PS trouvera *« une formule qui apaisera les passions qui sont nées »*.

M. Labbé (RPR) : équivoque

« La cohabitation pratiquée dans les plus mauvaises conditions ne permet guère au gouvernement que d'expédier les affaires courantes », déclare M. Claude Labbé, ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Pour lui, la cohabitation *« est un phénomène aberrant qui n'est pas conforme à l'esprit des institutions de la V[e] République. Les conditions dans lesquelles s'effectue aujourd'hui le déséquilibre des pouvoirs dessert à la fois la fonction du président de la Répubique et celle du premier ministre (...). Il s'agit d'une situation médiocre, équivoque »*.

M. Toubon : encerclement

M. Jacques Toubon, qui était dimanche 18 janvier, l'invité du Forum RMC-FR 3, a vigoureusement critiqué le Parti socialiste, coupable à ses yeux de ne présenter aucune *« solution alternative »* crédible à la politique du gouvernement et coupable également d'avoir voulu *« à travers l'angoisse des jeunes, faire beaucoup de politique »*. D'autre part, le secrétaire général du RPR a dénoncé en M. Jospin *« un irresponsable »* qui voudrait porter tort à la force de frappe puisque, a-t-il expliqué, le premier secrétaire du PS a mis en cause l'utilité des essais nucléaires de Mururoa. Après avoir affirmé que le président de la République *« est indiscutablement le chef des socialistes »*, M. Toubon s'est *« interrogé »*, sur *« la stratégie d'encerclement du pouvoir »* d'un parti qui a, selon lui, *« un encéphalogramme plat »*.

Les débats à l'intérieur du PC

Quand les « rénovateurs » deviennent des « liquidateurs »...

Les « rénovateurs » du Parti communiste sont devenus, dans la *terminologie officielle, des « liquidateurs ». Février 1985 :* la direction, estimant que le Parti est assez fort pour le supporter, fait réélire au comité central *« quelques camarades »* qui ne sont pas d'accord avec la ligne définie au vingt-cinquième congrès. Avril 1986 : M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, reconnaît l'existence d'une *« minorité »* au sein du parti (*le Monde* du 8 avril). Janvier 1987 : M. Georges Marchais, secrétaire général, dénonce les « rénovateurs » en les qualifiant, pour la première fois publiquement, de *« liquidateurs »* du parti (*le Monde* du 16 janvier). Un cohabitation mouvementée, de près de deux ans, est-elle en train de prendre fin ?

« L'accord ne cesse de grandir au sein du parti sur la politique que nous avons décidée au vingt-cinquième congrès et que nous mettons en œuvre de manière créative. Si mes souvenirs sont exacts, les documents la définissant ont été adoptés à l'époque à 95 % ou 96 %. J'ai la conviction que nous sommes aujourd'hui plus nombreux encore à considérer que c'est la bonne politique, celle qu'il fallait décider à l'époque et qu'il faut mettre en œuvre aujourd'hui. » Tel était le jugement que portait M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, lors de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », le 30 novembre dernier. Il affirmait alors que son parti compterait plus d'adhérents à la fin 1986 qu'en 1985, soit *« plus de six cent mille »*.

Les affirmations du dirigeant communiste sont vraies et fausses en même temps. A l'évidence – qui pourrait le contester ? – une fronde sans précédent depuis la Libération s'est emparée du parti dès après l'échec électoral des législatives de mars dernier (9,7 % des suffrages). Il est tout aussi évident qu'elle ne s'est pas dévelopée à la hauteur des ambitions de ceux qui y avaient placé leur espoirs. L'appareil a eu raison des velléités de changements, de démocratisation interne et de rénovation. L'échec est patent, pour les contestataires, dans la partie incertaine qui s'est jouée ces derniers mois.

Le comité central du PCF n'a-t-il pas adopté une résolution au cours de la session du « parlement » communiste des 24 et 25 mars 1986, désapprouvant l'attitude de M. Pierre Juquin pendant la campagne des législatives ? Les contestataires n'ont-ils pas publié, dans la foulée, un appel signé par mille communistes réclamant un vingt-sixième congrès extraordinaire *(le Monde* du 2 avril) ?

Invité du « Forum de RMC », le 6 avril, M. André Lajoinie n'a-t-il pas admis l'existence d'une *« minorité »* à l'intérieur du parti ? Les contestataires de Meurthe-et-Moselle, du Rhône, d'Isère, du Puy-de-Dôme, de l'Hérault, entre autres départements, n'ont-il pas tenté de s'organiser pour faire émerger publiquement leurs points de vue ? La direction du parti n'a-t-elle pas tenu, de son côté, des réunions regroupant, à diverses reprises, plusieurs directions fédérales *(le Monde* du 13 mai) afin d'affiner son activité d'écoute-contrôle de la base ?

L'inévitable : la lassitude

Les membres du comité central, après avoir appris, le 12 mai, que M. Marchais ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, n'ont-ils pas voté une résolution *« contre l'organisation fractionnelle dans le parti »* qui visait implicitement la fédération de Meurthe-et-Moselle ? Les « rénovateurs » de cette fédération n'ont-ils pas maintenu leur position, malgré la mise en garde de la direction ?

Invariablement, cette dernière n'a-t-elle pas poursuivi la normalisation dans le Puy-de-Dôme et dans le Finistère *(le Monde* du 24 mai), les contestataires y voyant, parfois, une *« résurgence du stalinisme »* dans le parti ? Les « rénovateurs » n'ont-ils pas – second coup de boutoir – publié un nouvel appel à congrès « urgent » (*le Monde* du 14 juin) signé cette fois par trois mille communistes ? N'est-il pas resté lettre morte, risquant de provoquer, chez les pétitionnaires, une déception et un abandon à la mesure de l'espérance que, pour certains, il avait soulevé ?

Il n'est pas nécessaire de poursuivre plus avant cette litanie. Elle prouve que dans cette bataille d'appareil, véritable guerre de tranchées, la direction a tenu bon après quelques flottements et que les opposants à « la ligne » n'ont guère marqué de points. Ou plus exactement, ils n'ont pas progressé de façon assez conséquente pour se situer en force de remplacement à l'intérieur du parti. Leur hétérogénéité, leur volonté de ménager l'« attachement au parti » des militants et l'absence de programme n'y ont pas été pour rien.

Leurs assauts se sont heurtés à un appareil fidèle qui tient sa légitimité de la direction, à une masse militante qui a choisi le *wait and see* neutraliste et à un programme politique minimum défendu par l'équipe de M. Marchais qui se résume à une formule : *« rassemblement populaire »*. Dès lors, que pouvait-il se passer à la fin – proche ? – de la joute ?

L'inévitable : la lassitude. La récente démission collective de neuf militants du Finistère – une fédération déchirée du PCF – n'en est que l'expression la plus visible et la plus spectaculaire (*le Monde* daté 14 et 15 décembre). Au fil des semaines, les liens se sont distendus entre les contestataires et leur parti jusqu'à casser. Pour paraphraser un slogan de la campagne publicitaire de la direction lancée à la fin de l'an dernier – *« Moi et le capitalisme ? Ça ne marche plus ! »*, – il est à craindre qu'entre les « rénovateurs » et le PCF ça ne marche plus... du tout ! Sans éclats, un grand nombre de communistes ont quitté le parti sur la pointe des pieds. Des dizaines ne souhaitent pas reprendre leur carte en 1987. A d'autres, elle a été refusée par des directions de cellules qui leur suggéraient d'aller s'expliquer devant les instances supérieures.

Cohérence pour 1988

Des militants font remarquer que de nombreuses cellules ne se sont plus réunies depuis une éternité. Par crainte ou faute de combattants ? Sans doute ému par le spectre des « mesures administratives », le secrétariat du comité central a fait un déclaration, publiée dans *l'Humanité* du 10 décembre, appelant les cellules à tenir leur assemblée générale afin d'aller à *« la rencontre avec tous les adhérents sans exclusive, pour leur remettre leur carte en assurant la mise à jour des cotisations, avec l'objectif d'accélérer sérieusement en 1987 le rythme de placement des cartes »*.

Cela n'empêche pas les responsables fédéraux finistériens, à croire les contestataires du département, de jouer la grève de remise des cartes contre ceux qui manifestent leur désaccord avec la ligne. Certains vont même jusqu'à penser qu'on pourrait leur faire le coup de la réadhésion politique, en toute connaissance des objectifs du parti, pour ne pas avoir à procéder à un renouvellement de carte purement administratif.

En accusant les rénovateurs d'être des *« liquidateurs »*, M. Marchais vient de donner un nouveau visage à la crise. Fort d'un parti qui, selon les spécialistes, est loin de compter *« plus de six cent mille adhérents »* (1), il estime probablement que le moment est venu de faire sortir du bois les contestataires afin que le parti, même encore réduit, aille à la bataille présidentielle dans la cohérence. Leur logique ayant été de refuser de se soumettre au cours des deux dernières années, quitte à passer implicitement des pactes de non-agression fédéraux ici ou là, les « rénovateurs » sont maintenant obligés de prendre toute la mesure de l'offensive lancée contre eux, qui n'est, ni plus ni moins, qu'une dénonciation de leurs activités « anti-parti ». On est loin du congrès de février 1985 !

Plus que la prochaine réunion du comité central, les 26 et 27 janvier, qui va, sans doute, offrir quelques joutes oratoires habituelles, l'accélération du processus interne (désignation du candidat présidentiel en mai, ratification par une conférence nationale en juin et congrès à la fin de l'année) va contraindre les contestataires à se compter dans les prochaines semaines. Pour récupérer, entre autres, les déçus avant qu'il ne soit trop tard. La rupture serait alors quasiment inéluctable, mais nul n'est capable de dire au profit – et au détriment – de qui elle se ferait.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Selon le chercheur Philippe Buton, le PCF comptait 380000 membres en 1984 (revue « Communisme » n° 7 de 1985).

LA POSTE VEND PARIBAS.

PARIBAS ouvre ses portes aux actionnaires. Aujourd'hui 19 Janvier LA POSTE ouvre ses portes aux actionnaires de PARIBAS. Tout près de chez vous, dans les 17.000 bureaux de poste, les actions d'un des premiers groupes bancaires et financiers français sont à vendre. Alors n'attendez pas, courez à LA POSTE acheter PARIBAS.

Une note d'information (visa COB n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des guichets de poste chargés de la vente des actions.

LA POSTE

Politique

En Polynésie française

M. Flosse désavoue spectaculairement une décision de justice

PAPEETE
correspondance

M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique-Sud et président du gouvernement territorial de la Polynésie française, vient de désavouer spectaculairement une décision de justice en se livrant à une démarche sans précédent dans les annales politiques et judiciaires.

En compagnie des deux députés RPR du territoire, MM. Edouard Fritch et Alexandre Leontieff, et des conseillers territoriaux composant sa majorité locale, M. Flosse a en effet effectué, vendredi 16 janvier, à 11 h 30 (dans la nuit de vendredi à samedi en métropole) une visite impromptue à la prison de Nuutania, située à Faaa, près de Papeete, pour donner publiquement... l'accolade à un de ses amis, M. Guy Sanquer, lui aussi conseiller territorial, écroué après une inculpation pour *« abus de confiance, faux et usage de faux en écritures privées »* et accusé d'avoir détourné 1 100 000 francs.

On a vu ainsi, dans la cour de cette prison, le secrétaire d'Etat et ses collègues, couronner de colliers de fleurs cet ami dans l'affliction, sous le regard ébahi du directeur de l'établissement pénitentiaire. Les caméras de RFO avaient été mobilisées pour la circonstance et toute la population polynésienne put ainsi découvrir, le soir, au cours du journal télévisé, cette *« scène poignante »*, selon le commentaire du journaliste chargé de la présenter.

Cette manifestation d'amitié peu banale faisait suite à la décision de la chambre d'accusation du tribunal de Papeete de prolonger la détention préventive de M. Sanquer. Dans un communiqué officiel, le parti de M. Flosse, le Taoheraa-Huiraatiraa, affirmait vendredi soir : *« Ce matin, la chambre d'accusation a refusé au conseiller Guy Sanquer sa mise en liberté. Convaincu que cette décision ne se justifiait pas, le président Flosse, accompagné du président de l'assemblée territoriale, de ses ministres, des conseillers territoriaux et de plusieurs membres de son cabinet, a tenu à manifester à Guy Sanquer qu'il lui conservait son amitié et son estime. »*

Sans la moindre nuance d'ironie, ce communiqué des services de la présidence territoriale précisait : *« Respectueux de la justice, le président Flosse a toutefois décidé d'attendre Guy Sanquer devant les portes de la prison et non à la sortie du palais de justice. »* Quant aux élus de ce parti, ils attribuaient en chœur, dans une motion, la cause des difficultés de M. Sanquer *« aux manœuvres politiques de l'opposition »*.

« Il fait partie de la famille »

M. Sanquer a été inculpé en septembre dernier, et placé sous contrôle judiciaire à la suite d'une patiente enquête de deux ans effectuée par les gendarmes de la brigade de recherches. On lui reproche notamment d'avoir détourné une partie d'une subvention – qui s'élevait à vingt millions CFP – destinée à une association d'agriculteurs de Raiatea, chef-lieu des îles Sous-le-Vent. Tête de liste du Taoheraa à Raiatea, M. Sanquer avait été l'artisan de la victoire de M. Flosse dans cette circonscription lors des dernières élections territoriales, le 16 mars. Dans ce fief traditionnel de l'opposition, il avait remporté presque la totalité des sièges. Son incarcération à Nuutania, il y a dix jours, avait été perçue comme un affront par M. Flosse.

Lundi matin, les magistrats, piqués au vif par la réaction de la présidence, se sont réunis à Papeete pour examiner les développements de cette affaire, abondamment commentée par l'ensemble de la population. Selon certaines sources, ils auraient déjà saisi la chancellerie.

Deux des trois quotidiens locaux – *les Nouvelles* et *le Nouveau Journal* – ont déploré cette brutale intrusion de l'exécutif dans le déroulement d'une instruction. Le sénateur centriste du territoire, M. Daniel Millaud, proche des barristes, s'est déclaré choqué par cette démarche du secrétaire d'Etat qui, à ses yeux, constitue *« une prise de position susceptible de faire pression sur la justice »*. *« Je pense que M. Flosse, membre du gouvernement de la République, est sorti d'une certaine réserve et je déplore qu'il se soit autorisé à se livrer à une telle manifestation »*, a-t-il ajouté.

Avant de s'envoler pour Paris, samedi, M. Flosse a fait une mise au point en disant : *« Il ne s'agit nullement d'un coup médiatique ou d'une contestation contre la justice. Je fais confiance à la justice de la France, mais Guy Sanquer fait partie de la famille. Je le considère comme mon enfant. »*

Toutefois, l'avocat de M. Sanquer, le bâtonnier Claude Girard, conseil du Taoheraa et du président Flosse, a indiqué qu'il demanderait au garde des sceaux que le juge d'instruction soit dessaisi de ce dossier. Il a précisé qu'il introduirait un recours auprès de la chambre criminelle de la cour de cassation pour que l'affaire Sanquer soit jugée ailleurs qu'en Polynésie. Il a affirmé que les témoins, dans cette affaire, avaient été *« manipulés »* par les enquêteurs, et il a mis en cause l'intégrité du magistrat-instructeur. *« Je pense,* a-t-il conclu, *que cette histoire est politisée. »*

Cumuls

M. FLOSSE détient déjà, en Polynésie, le pouvoir législatif. Son parti dispose en effet, depuis le 16 mars, de la majorité absolue à l'assemblée territoriale.

Président du gouvernement du territoire, et gérant, à ce titre, le statut d'autonomie interne, qui a transféré aux élus locaux de vastes compétences exercées naguère par l'Etat, M. Flosse détient aussi, localement, le pouvoir exécutif.

Membre du gouvernement de la République française, au poste de secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Flosse incarne, en outre, aux yeux des Polynésiens, le pouvoir central.

Enfin M. Flosse, ancien député RPR, dispose apparemment d'un capital illimité de confiance auprès de M. Chirac qui voit en lui, ainsi qu'il le disait à Papeete en octobre dernier, *«beaucoup plus qu'un ministre, plus qu'un président de gouvernement : un frère»*.

Si l'exercice de ces pouvoirs cumulés s'inscrivait dans un système institutionnel soumis à quelque contrôle que ce soit, la singularité de cette situation pourrait être imputée à la «sensibilité» locale. Tel n'est pas le cas. C'est le sénateur centriste du territoire, M. Daniel Millaud, barriste fervent, qui faisait remarquer, pour le regretter, le 22 novembre au palais du Luxembourg, que le pouvoir personnel de M. Flosse s'exerçait sous *«une tutelle administrative moribonde»* et *«une tutelle budgétaire inexistante»*.

A la rigueur, si la pratique de ces pouvoirs exorbitants était réputée pour ses vertus libérales et démocratiques, cette situation trouverait peut-être sa place au simple chapitre de la «spécificité» prévue par la Constitution pour l'outre-mer. Mais tel n'est pas le cas non plus si l'on en juge par le climat politique qui règne en Polynésie où diverses «affaires» valent à M. Flosse d'être accusé par ses adversaires d'*«affairisme, ingérence et corruption»* (*le Monde* daté 23-24 novembre).

Voilà pourquoi le spectaculaire défi lancé aujourd'hui par cet homme-orchestre au pouvoir judiciaire ne saurait être interprété comme une simple extravagance, sauf à considérer que l'intéressé peut agir en Polynésie selon son bon plaisir, avec la bénédiction des plus hautes autorités de l'Etat.

A.R.

Au conseil régional du Centre

M. Bassot (PR) invalidé

LIMOGES
de notre correspondant

Le Conseil d'Etat vient d'annuler l'élection au conseil régional du Centre, le 16 mars dernier, de M. Hubert Bassot (PR), ancien chargé de mission auprès de M. Valéry Giscard d'Estaing de 1975 à 1981, au motif qu'il ne payait aucun impôt dans le département de l'Indre où il s'était présenté. Il sera remplacé à l'assemblée générale par son second de liste, Me Jacques Morin (CDS), ancien maire d'Ecueillé (Indre).

M. Bassot, maire de Tinchebray (Orne), a été « parachuté » dans l'Indre, aux élections législatives du 16 mars, pour figurer en position éligible sur une liste d'union de la majorité conduite par M. Michel Aurillac (RPR), vice-président du conseil général, aujourd'hui ministre de la coopération. Mais l'ancien député de l'Orne s'est heurté au refus catégorique de M. Daniel Bernardet (UDF), maire de Châteauroux, de lui céder la seconde place, ce qui, en dépit des accords nationaux et de l'exclusion de ce dernier de l'UDF, a entraîné l'organisation d'une primaire, dont M. Bassot est sorti vaincu, sa liste ne recueillant que 8,49 % des suffrages.

Il était néanmoins élu au conseil régional, à la tête d'une liste qui avait obtenu 10,73 % des voix.

G.C.

Société

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Les déclarations de M. Chalier sur sa rencontre avec M. Pasqua

M. Yves Chalier, principal inculpé de l'affaire du Carrefour du développement, aurait personnellement rencontré M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, dans le courant du mois d'avril 1986, soit quelque temps seulement avant de prendre la fuite vers le Brésil : c'est ce qu'a affirmé l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, vendredi 16 janvier, lors de sa dernière audition par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction en charge du dossier. L'information, relatée par *le Journal du Dimanche* du 18 janvier, a provoqué un vif démenti du ministre de l'intérieur.

Plusieurs journaux, notamment *Libération* et *le Canard enchaîné*, avaient déjà évoqué la possibilité d'une rencontre entre M. Pasqua et M. Yves Chalier, mais c'est la première fois que, par procès-verbal, l'inculpé s'exprime lui-même à ce sujet. Vendredi 16 janvier, l'audition à laquelle il participait touchait à sa fin lorsque le juge lui demanda si, comme cela était affirmé ici et là, il était vrai qu'il avait rencontré M. Charles Pasqua avnt de s'enfuir au Brésil. M. Yves Chalier répondit par l'affirmative. La rencontre, précisa-t-il, avait eu lieu quelques jours après qu'il eut rencontré M. Mitterrand, à l'Elysée, le 15 avril 1986. M. Pasqua lui avait donné rendez-vous avenue Montaigne, à Paris, dans les locaux du Club 69 que dirige M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. Il lui demanda des précisions sur la situation financière du Carrefour du développement, puis le dirigea vers l'un de ses proches, M. Jacques Delebois, qui n'était encore que simple commissaire divisionnaire.

Aussitôt après cette audition, M. Jean-Pierre Michau devait rencontrer M. Yves Monnet, procureur général de la cour d'appel de Paris, et M. Michel Raynaud, procureur de Paris, tous deux récemment nommés. Les magistrats du parquet ont été informés du tour pris par le dossier.

Qu'est-ce qui pousse M. Yves Chalier à brûler ses derniers vaisseaux ? En se rendant à la justice, en novembre 1986, après six mois de cavale, le fugitif avait remis son « vrai-faux » passeport assorti d'un « vrai-faux » permis de conduire. De rapides vérifications avaient permis de savoir que ces pièces lui avaient été fournies par la DST, alors qu'il était déjà recherché. Du même coup, le dossier Carrefour du développement changeait de nature : il n'était pas seulement symbole de la malhonnêteté de certains socialistes dans le maniement des fonds publics, il devenait l'exemple d'une manipulation politico-policière montée par une membre de la majorité contre l'opposition. Rapidement se succédaient les informations, mettant en cause M. Jacques Delebois, chef du service de coopération technique internationale de police (SCTIP), inculpé peu après, puis M. Bernard Gérard, directeur de la DST, service où avait été partiellement fabriqué le faux passeport, enfin M. Pasqua lui-même qui, supérieur hiérarchique de M. Gérard, aurait donné son aval à la délivrance de la fausse pièce d'identité.

L'avocat de M. Chalier se refuse « à infirmer ou à confirmer »

M. Yves Chalier, le principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement, a *« été manipulé par tout le monde »*, a affirmé le lundi 19 janvier l'un de ses deux avocats, Me Xavier de Roux.

S'exprimant sur Europe 1, Me de Roux a estimé que *« ce que dit mon client est la vérité »*. Toutefois, l'avocat s'est refusé *« à infirmer ou à confirmer »* les informations faisant état d'une rencontre entre M. Yves Chalier et le ministre de l'intérieur Charles Pasqua.

Me de Roux a estimé que, dans cette affaire, il ne fallait pas mélanger *« les manipulateurs et les manipulés »*.

L'ancien chef de cabinet de M. Nucci était, jusqu'à présent, resté muet sur sa rencontre avec le ministre, comme s'il voulait se garder en réserve une ultime carte de négociation. Selon certaines sources, en effet, M. Yves Chalier aurait manifesté le désir de négocier son silence contre une rapide remise en liberté. Lui a-t-on fait savoir qu'aucun arrangement n'était possible ? Le récent refus du juge d'instruction d'ordonner sa mise en liberté l'a-t-il encouragé à franchir un pas supplémentaire ? A-t-il pensé que moins il en cachait, plus il serait en sécurité lorsqu'il sortirait de prison ?

Quoi qu'il en soit, M. Yves Chalier parle aujourd'hui. Certes l'accusateur n'est pas, comme on dit, au-dessus de tout soupçon, mais c'est grâce au rapport de M. Yves Chalier envoyé du Brésil que de graves accusation ont été portées contre M. Nucci ? Ceux qui contestent aujourd'hui son témoignage sur M. Pasqua sont les mêmes qui lui faisaient crédit lorsqu'il accusait l'ancien ministre de la coopération.

La filière des jeux

Ces rebondissements interviennent le jour même où arrive à Paris, expulsé du Brésil, M. Jules-Philippe Fillipedu chez qui M. Yves Chalier avait trouvé refuge en quittant, en mai 1986, Paris. Citoyen français considéré comme le chef de la maffia du vidéo-poker au Brésil, M. Jules-Philippe Fillipedu avait monté avec M. Yves Chalier, alias Yves Navaro, et M. Arnaldo Campana, ancien chef de la police de l'Etat de Rio, destitué pour corruption, la société Terrarum, entreprise d'import-export installée à Rio. Les inspecteurs de la brigade financière qui, le 17 janvier, attendaient M. Jules-Philippe Fillipedu à l'aéroport de Roissy l'ont immédiatement interpellé. Ce lundi matin, il était toujours placé en garde à vue. L'interrogatoire des policiers a notamment porté sur les circonstances qui ont permis à M. Yves Chalier d'entrer en possession du « vrai-faux » parvenu au Brésil grâce à l'entremise de M. Jacques Delebois.

Depuis quelques semaines, les enquêteurs ont considérablement avancé dans leurs investigations, mettant en lumière de nouvelles complicités, notamment dans le milieu des jeux en France. Dans un interview au *Point*, M. Yves Chalier avait déjà expliqué que avant de quitter Paris, son ami Delebois l'avait envoyé prendre avis chez un comptable parisien qui s'est révélé être un collaborateur de M. Jean-Dominique Fratoni, ancien patron du casino Ruhl, à Nice, récemment rouvert après cinq ans de fermeture. Mais la filière des jeux ne s'arrête pas là. C'est ainsi que, la semaine dernière, le juge d'instruction a discrètement entendu le docteur Pierre Chiarelli, qui, le 23 mai 1986, a rapporté de Rio le rapport de M. Yves Chalier sur le Carrefour du développement, ainsi que les deux photos qui ont servi à la confection du « vrai-faux » passeport.

Au terme de douze heures de garde à vue, le docteur Chiarelli a reconnu que son avion à peine posé à Roissy, il avait été appelé à la coupée par l'hôtesse qui l'avait fait débarquer le premier. Au bout de la passerelle, dans la zone internationale, l'attendaient deux hommes qui lui ont fait traverser les contrôles de police et de douane sans qu'il ait à dévoiler son identité et sans que ses bagages soient fouillés. Le docteur Chiarelli a assuré qu'il ignorait l'identité de ces hommes, mais, selon les enquêteurs, il ne fait aucun doute que l'un des deux était un policier, vraisemblablement membre de la police de l'air et des frontières (PAF). L'autre, contrairement à ce que nous avons écrit (*le Monde* du 7 janvier), était, d'après lui, non pas un policier, mais le responsable d'un important cercle de jeux parisien. C'est ce dernier qui aurait personnellement rapporté au ministère de l'intérieur – où il a ses entrées – les photos d'identité de M. Yves Chalier ainsi que le fameux rapport sur le Carrefour du développement.

Autre audition faite, la semaine dernière, par les enquêteurs : celle de M. Christian Corsiez, dirigeant de la société France-Afrique, à Bègles, dans la banlieue de Bordeaux. Homme d'affaires travaillant en direction de l'Afrique, lui aussi associé, semble-t-il, à la direction d'un cercle de jeux de la capitale, M. Corsiez a été mis plusieurs fois en cause par M. Yves Chalier. Le 21 novembre 1986, devant la magistrat instructeur, M. Yves Chalier a ainsi raconté que M. Corsiez l'avait un jour appelé à Rio pour lui dire qu'*« il avait vu Jacques Delebois, et que tout allait bien. Corsiez a ajouté qu'ils étaient allés ensemble voir le « chef »*. Selon M. Yves Chalier, c'est encore M. Corsiez qui, sous le pseudonyme de Mortimer, a remis de l'argent liquide à Mme Maggy Bacquian, amie de M. Yves Chalier, pour qu'elle puisse venir le rejoindre à Rio. Enfin, c'est encore M. Corsiez qui avait le contact direct avec le *« ministre »* « *Le 13 octobre 1986*, affirme l'ancien collaborateur de M. Nucci, *cet homme a appelé pour dire que Jacques Delebois avait vu le ministre, et qu'il y avait un risque de commission rogatoire au Brésil.* » Cet après cette mise en garde que M. Yves Chalier, refusant de s'enfuir au Paraguay et craignant pour sa vie, décida – dit-il – de rentrer en France et de se livrer à la justice.

Effet boomerang

Les affirmations de M. Yves Chalier, comme les investigations menées par les enquêteurs, viennent conforter ce qui, de jour en jour, apparaît comme une évidence : le dossier du Carrefour du développement a maintenant tous les attributs d'un dossier... multidirectionnel.

Les détournements de fonds publics, point de départ de l'affaire, ne peuvent plus être contestés. Selon certains, ce scandale pourrait même déboucher sur un autre, nettement plus consistant. Reste, en attendant, à évaluer la responsabilité exacte de M. Christian Nucci. Ancien ministre de la coopération, celui-ci pourrait avoir à répondre des détournements commis sous son autorité... s'il n'y avait, justement, son statut d'ancien ministre.

Selon des sources judiciaires, le dossier Nucci, quasiment bouclé, est bloqué depuis le début du mois. Les accusations portées par M. Yves Chalier, précises, vérifiables et vérifiées, ont permis d'avancer. Mais contre M. Nucci, ministre au moment des faits, la justice ordinaire ne peut pas grand-chose. Seule la Haute Cour est compétente. Encore faut-il que la justice renvoie le dossier devant cette juridiction. Autant dire que les autorités judiciaires y regardent à deux fois avant de se lancer dans une telle entreprise. Autant dire aussi que les autorités politiques qui connaissent les risques de boomerang de telles procédures sont tout autant hésitantes.

Deux faits mineurs mais suffisants pourraient, pourtant, autoriser l'inculpation de l'ancien ministre de la coopération selon la règle commune : un versement d'argent liquide de 200 000 francs effectué hors du cadre de ses responsabilités ministérielles et deux fausses factures acquittées par un bureau d'études au bénéfice de M. Nucci, candidat à la députation. M. Nucci serait déjà inculpé si le parquet n'hésitait à prendre des réquisitions d'inculpation. Dans un dossier devenu éminemment politique, tout doit être fait pour que cette éventuelle inculpation n'apparaisse pas comme unilatérale, et que les poursuites soient équilibrées, pense-t-on au Ppalais de justice. Autrement dit : qu'à l'inculpation de M. Nucci réponde celle, par exemple, de M. Gérard, directeur de la DST dont les services ont fourni le « vrai-faux » passeport.

Bref, la justice avance prademment. Au point que le procureur général et le procureur de Paris viennent de s'adjoindre deux collaborateurs, M. Francis Casorla, ancien procureur adjoint à Versailles, et Mme Claude Marlier, juge à Paris, appelés spécialement auprès d'eux pour traiter les affaires délicates. Celle du Carrefour du développement prend déjà l'essentiel de leur temps.

GEORGES MARION.

Société

JUSTICE

M. Hersant et le « petit juge »

Au palais de justice de Paris M. Jean-Pierre Michau, chargé d'instruire l'affaire du Carrefour du développement, suscite une admiration reconnaissante. Il tient à l'œil M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste, et ne se laisse pas impressionner par M. Charles Pasqua. Voilà un « petit juge » exemplaire, se réjouissent ses confrères, qui redore l'image des magistrats instructeurs ternie récemment, regrettent-ils unanimement, par M. Jean-Michel Lambert, le juge de l'affaire Villemin.

Promu symbole de l'indépendance de la magistrature et de son aptitude à tenir tête à tous les pouvoirs, M. Michau est porté aujourd'hui au pinacle. Les couloirs du palais résonnent de ses exploits présents et passés, comme ses poursuites, engagées il y a quatre ans, contre M. Robert Hersant et dont les détails commencent seulement à filtrer.

A cette époque, M. Michau, qui a été pendant treize mois conseiller technique au cabinet de M. Alain Peyrefitte alors garde des sceaux, est soupçonné de sympathies pour la droite.

A cette époque aussi, la Direction générale des impôts découvre que le PDG du *Figaro* a revendu à bas prix, à une société dont sa femme est le gérant, un yacht appartenant à la SOCPRESS, la société de M. Hersant. La transaction semble effectivement avantageuse : la SARL Maritime Méditerranée Caraïbes, que dirige Mme Rolande Hersant, aurait acquis le *Bagheera*, un bateau de 38 mètres, pour 4 millions de francs, alors qu'il est assuré pour 10 millions. Autre indice troublant : ses moteurs ont été récemment remplacés pour 6,5 millions de francs.

Une information judiciaire est ouverte et confiée à M. Michau. Le 1er février 1983, le juge inculpe le patron de la SOCPRESS d'abus de biens sociaux. Dans *le Figaro* du lendemain M. Hersant se rebiffe : *« Un nouveau juge vient de me notifier une nouvelle inculpation pour un nouveau délit. Délit plus grotesque encore que les précédents. »* Et M. Hersant de prendre ses lecteurs à témoin de l'acharnement de M. Michau : *« Le juge d'instruction m'a inculpé sans me poser la moindre question. »* Les lecteurs du *Figaro* ne sauront pas de quoi et pourquoi M. Hersant est inculpé. Celui-ci n'en dit rien. Ils ne savent pas non plus, bien sûr, que la loi interdit à un juge d'instruction de poser des questions à un inculpé le jour où cette inculpation lui est notifiée.

Une « affaire minable »

Sans se démonter, M. Michau commence son enquête. En juin 1983, il convoque M. Hersant pour, cette fois, lui poser des questions. Le 9 de ce mois de juin, il reçoit du PDG du *Figaro* une lette outragée dont la « chute » donne le ton : *« Le régime en place a pris la responsabilité de me faire vivre dans un goulag administratif, policier, douanier, judiciaire. J'ai pris la décision de n'accorder aucune considération à ces persécutions. Je ne serai non plus à aucun moment le complice des persécuteurs.*

» Dans ces conditions j'estime sans intérêt de prendre connaissance du dossier de cette affaire minable. Mon avocat étudiera la suite qu'il jugera utile de lui donner. »

Ce même 9 juin, M. Michau entend M. Hersant ou plutôt l'entend lui dire qu'il n'a rien à dire : *« Je n'ai pas d'observations particulières à faire. » « Je n'ai rien à dire sur ce que vous venez d'indiquer. Si cela apparaît nécessaire, mon conseil vous remettra des observations écrites. » « Je n'ai rien à dire. »* M. Hersant ponctue ainsi son interrogatoire comme en témoigne le procès-verbal d'audition rédigé ce jour-là.

Quatre ans après le début de cette affaire, le parquet de Paris, hiérarchiquement soumis au ministère de la justice, souhaiterait obtenir de M. Michau un non-lieu en faveur de M. Hersant. Que va faire le magistrat instructeur ? Non-lieu ou pas, la vie d'un juge d'instruction indépendant n'est pas, comme on voit, de tout repos.

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS DIVERS

A Carcassonne

Cinq parachutistes sont incarcérés pour avoir molesté des Maghrébins

Cinq parachutistes, Frank Herbaut, Cyrille Aubert, Fabrice Chassara, François Philippon et Patrick Lefebvre, du 3e régiment parachutiste d'infanterie de marine, ont été écroués, samedi 17 janvier, à Carcassone (Aude), pour avoir attaqué des passants d'origine maghrébine, quelques jours avant, dans un quartier de cette ville. Ils sont inculpés de coups et blessures, avec arme et avec préméditation, et de dégradation volontaire de biens.

Accompagnés d'une dizaine d'autres de leurs camarades, ces cinq parachutistes ont molesté trois personnes qui circulaient en voiture dans le quartier de La Conte à Carcassonne, pour se venger, selon eux, d'une agression dont auraient été victimes, la nuit précédente, deux militaires, isolés, de la même unité. Les cinq parachutistes ont frappé leurs victimes à coups de crosse, de matraque et de poing américain. Ils sont considérés, par le parquet, comme les auteurs des coups et les meneurs du commando.

Le colonel Serge Ménard, qui commande le 3e RPIMa, a stigmatisé *« cette conduite inadmissible »* mais il ajoute, dans son communiqué, que *« des agressions antérieures avaient échauffé les esprits »*. Il conclut : *« Cette agression est le fait d'un groupe éméché qui voulait venger un camarade agressé la veille et elle ne peut être assimilée à un acte de racisme. »*

● **Le preneur d'otages de la Caisse d'épargne de Pontoise inculpé et écroué.** — Remo Vallet, un artisan garagiste âgé de trente-cinq ans, auteur d'une prise d'otages à la Caisse d'épargne de Pontoise (Val-d'Oise), samedi 17 janvier, a été inculpé dimanche de tentative de vol à main armée et de vols à main armée, d'arrestations illégales et de séquestrations arbitraires, par le juge d'instruction, M. Jean-Marie Charrier, du tribunal de Pontoise.

Remo Vallet, écroué à la maison d'arrêt de Pontoise, a reconnu avoir commis le 31 décembre dernier une tentative de vol à main armée à la Caisse d'épargne d'Eaubonne (Val-d'Oise) ainsi que le vol à main armée avec prise d'otage réalisé dans cette même Caisse d'épargne de Pontoise, le 7 janvier dernier. Pour renflouer son entreprise en difficulté, cet artisan garagiste avait, samedi matin, pris en otage sept clients de la Caisse d'épargne de Pontoise durant quatre heures après avoir raté son hold-up. C'est le préfet Robert Broussard, aidé de trois autres policiers, qui devait l'arrêter à l'intérieur des locaux de l'agence.

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce qui a été imprimé dans *le Monde* daté 18-19 janvier, Mme Alice Dieuzeide nommée vendredi 16 conseiller à la cour de cassation n'était pas jusqu'ici *« président de Bordeaux »* mais président de chambre à la cour d'appel de cette ville.

POINT DE VUE

Ancienneté ou mérite : l'avancement des policiers

par Jean-Pierre Gualezzi,
secrétaire général
de la Fédération générale
autonome des fonctionnaires

LE récent conflit de la SNCF a mis en relief l'hostilité des personnels à la mise en place d'une nouvelle grille de rémunération et d'avancement fondée sur le mérite plutôt que sur l'ancienneté. Appelé à s'appliquer à l'ensemble de la fonction publique, ce système intéresse les policiers.

L'essentiel réside peut-être dans la définition préalable de la notion de mérite, s'appuyant autant que faire se peut sur des critères objectifs acceptés par toutes les parties prenantes. Une fois le contenu bien circonscrit, il restera à déterminer son champ d'application : salaires (et dans quelles proportions ?), promotions ?

Dans la fonction publique, la rémunération découle, pour l'essentiel, de la situation personnelle de l'agent (corps, grade, fonction) et elle est protégée statutairement. Nous passerons volontairement sous silence certaines rémunérations annexes qui varient de façon exorbitante suivant le contexte local, la place dans la hiérarchie et l'intérêt qu'y porte l'agent parfois au détriment de sa mission principale, rémunérations qui mériteraient d'être transformées en indemnités fixes attachées au salaire. C'est pourquoi, sans préjudice de quelques primes d'importance numérique faible mais pouvant cependant être incitatives à condition de ne pas ressortir au clientélisme, le mérite ne nous paraît pouvoir entrer en jeu que dans le déroulement des carrières.

Il y entre déjà, mais selon des critères qui restent généralement subjectifs, l'« avancement au choix » apportant chaque année son lot d'exemples condamnables et les alternances politiques multipliant les iniquités, dans le sens ascendant comme dans le sens descendant.

Aussi, puisque existe une volonté de changement, pourquoi ne pas saisir l'occasion pour aller plus loin encore et réfléchir à une conception complètement nouvelle et équitable des carrières ?

C'est dans ce sens que, dès 1981, dans un livre blanc intitulé *le Temps du respect*, la Fédération autonome des syndicats de police a proposé que le déroulement des carrières repose sur l'acquisition d'unités de valeur dont chaque fonctionnaire aurait la maîtrise, devenant ainsi le propre gestionnaire de sa vie professionnelle. Ces unités de valeur seraient de différentes natures, de façon à prendre en compte à la fois le mérite et l'ancienneté, le mérite s'entendant aussi bien comme la façon de servir à un niveau de responsabilités déterminé (actions particulièrement remarquées, exemplarité, bilan d'activité, réussite au quotidien...) que comme l'effort de spécialisation ou de qualification technique accompli (brevets professionnels, diplômes universitaires...).

Les franchissements de grade, voire même de certains échelons ainsi que l'accès aux corps supérieurs découleraient de l'acquisition d'un nombre déterminé de ces unités de valeur, créant ainsi des déroulements de carrière à vitesse variable, suivant la volonté et la capacité ou non du fonctionnaire à se remettre continuellement en cause. Ainsi nos concitoyens auraient-ils l'assurance que leurs impôts sont bien utilisés.

La vague de froid en Europe

Une situation qui dure

Le froid continue à régner sur une grande partie de l'Europe. En France cependant, les températures ont un peu remonté dans la moitié nord, mais elles restent tout de même en dessous des normales de janvier. Partout, sauf sur le littoral breton et la Côte d'Azur, les températures sont inférieures à zéro. Partout aussi, la circulation est très difficile ou même impossible sur les routes secondaires. En revanche, les grands axes ont été déblayés. Dans la Drôme et l'Aveyron cependant, des congères dues au vent qui souffle violemment ne cessent de se reformer.

Des pannes d'électricité privent des abonnés de courant, à Paris notamment. Quant aux chauffages de fortune, ils continuent à tuer : le 18 janvier, à Metz, trois enfants sont morts asphyxiés — le quatrième a été très gravement intoxiqué — par la fumée dégagée par une couverture et un rideau enflammés par un radiateur électrique trop proche. Un sexagénaire de l'Ariège est mort d'une crise cardiaque dans les rues de Foix.

Dans la Haute-Loire, c'est sans doute l'avarice qui a fait mourir de froid un vieux fermier. Vivant seul sans eau ni électricité dans sa ferme, Arthur Chazelet (soixante-quatorze ans) avait pourtant à portée de la main assez de bois pour se chauffer pendant des années ; les gendarmes ont aussi trouvé chez lui deux livrets de caisse d'épargne « pleins », des relevés d'un compte bancaire bien garni et un portefeuille d'actions.

A Bordeaux, une sexagénaire a été retrouvée morte dans son appartement mal chauffé, et dans le Vaucluse une femme très âgée a été tuée par le froid dans sa cabane. A Marseille, quelque quatre cents familles « oubliées de la vie » et souvent sans existence légale pour l'administration essaient de survivre dans leurs baraques de bois, de carton et de tôle.

La chasse, notamment celle du gibier d'eau et des oiseaux migrateurs, a été interdite à titre temporaire dans plusieurs départements.

Un peu partout en Europe, ce ne sont que grands axes routiers et ferroviaires coupés et personnes privées de courant électrique par dizaines de milliers. Dans de nombreuses villes, on note aussi une forte augmentation de la pollution de l'air en raison du froid qui ralentit la circulation atmosphérique. Un décompte provisoire a dénombre quelque trois cent trente personnes tuées en Europe par la vague de froid.

CCFD : forum sur les sans-abri le 20 janvier

Présidé par Léopold Sédar Senghor, ancien chef de l'Etat sénégalais, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) organise le 20 janvier un forum sur les sans-abri avec la participation de l'abbé Pierre. Le colloque se tiendra toute la journée à la Maison internationale de la Cité universitaire, avec la participation attendue de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, et de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération.

Quand les sans-abri préfèrent la rue

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, les organismes d'aide sociale publics et privés ouvrent, en période de grand froid, des centres d'hébergement d'urgence d'une capacité totale à Paris de 2 500 lits. Ceux-là, y compris les stations de métro et les églises, il faut les faire connaître aux zonards et autres clochards que les médias n'atteignent évidemment pas. Enfin, un certain nombre de traîne-patins et de nouveaux pauvres hésitent à gagner un asile par simple dignité, par répugnance à prendre une douche et par peur de la violence qui sévit parfois dans les centres d'urgence.

La Ville de Paris et les associations de bienfaisance réunies au sein d'un collectif d'urgence se sont mises d'accord, vendredi 16 janvier, sur un certain nombre de mesures destinées à corriger cette situation. La Ville accueillera plus libéralement ceux et celles qui se présenteront aux portes des foyers spécialisés permanents. En d'autres termes, plus d'exclusive. Dans chacune des vingt mairies d'arrondissement fonctionnent désormais tous les jours, jusqu'à 23 heures, des permanences de renseignements et d'orientation. Les panneaux d'informations électroniques vont afficher les adresses des lieux où l'on peut trouver un repas, un lit et, éventuellement, des vêtements. Un bus municipal accompagnera les véhicules de l'association Emmaüs qui distribuent des repas dans plusieurs quartiers de Paris, et transportera dans un foyer d'hébergement ceux qui le souhaiteront. Chaque matin, et chaque soir, un PC dirigé par M. Georges Herter, secrétaire général du collectif, fera le point de l'offre et de la demande d'hébergement. Il établira la liste des centres où il reste de la place. En cas de trop-plein, le foyer municipal situé rue du Chateau-des-Rentiers, dans le 13e, s'engage à accepter les laissés-pour-compte.

Il n'est pas certain que ce dispositif suffise à remplir les lits disponibles. Les zonards n'ont pas attendu l'hiver pour trouver un abri, qui dans une cave, qui dans les combles d'un immeuble. Chaque nuit, par exemple, 600 à 1 000 d'entre eux, estime-t-on, envahissent discrètement les couloirs du métro et les dépôts où stationnent les rames du RER et de la SNCF. Ces « débrouillards » ne veulent pas perdre leur bon coin qu'un collègue ne se ferait pas faute d'occuper aussitôt. Les interstices de la capitale sont autant de refuges non répertoriés où des milliers de Parisiens inconnus survivent sans bruit, à l'écart de la tapageuse sollicitude publique.

MARC AMBROISE-RENDU.

SÉCURITÉ

Un nationaliste corse écroué à Paris

Un militant nationaliste corse, M. Maurice Galleani, a été placé sous mandat de dépôt, le dimanche 18 janvier à Paris où il avait été transféré, par M. Jean-Claude Vuillemin, juge à Paris.

Interpellé mardi en Corse, dans le cours d'une enquête sur le meurtre, le 2 janvier, d'un commerçant d'Ajaccio, Marc Garguy. Maurice Galleani, qui a reconnu appartenir à l'ex-FLNC, a été inculpé de *« reconstitution de ligue dissoute »* et d'*« infraction à la législation sur les armes et munitions de première catégorie, détention d'explosif, destruction ou détérioration d'objets mobiliers ou biens immobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive »*. Ces inculpations étant en relation *« avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur »*. C'est la quatorzième section du parquet de Paris, spécialisée dans les affaires de terrorisme, qui est chargée du dossier.

Lors d'une perquisition au domicile de M. Maurice Galleani, les policiers ont découvert 200 grammes de dynamite, un détonateur et un morceau de mèche lente avec un dispositif artisanal de retardement ainsi qu'un colt 11,43 avec cinquante cartouches.

Marc Garguy, le commerçant assassiné, d'origine continentale, avait déjà été l'objet de quatre attentats avant celui qui devait lui coûter la vie. Se sentant menacé, il avait relevé les numéros d'immatriculation de deux voitures suspectes. Le premier véhicule appartenait à M. Jean Nicoli qui a été condamné par le tribunal d'Ajaccio pour détention illégale d'armes. La seconde voiture était celle de M. Galleani.

Manifestation et attentats

Une manifestation groupant un millier de personnes environ a, d'autre part, eu lieu, samedi soir 17 janvier, à Ajaccio. Les manifestants, répondant à l'appel de l'Union du peuple corse (UPC), du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), du Syndicat des travailleurs corses (STC) et de l'organisation « A Riscossa », ont défilé, entre 18 heures et 18 h 45, de la place de la Gare jusqu'à la préfecture, en réclamant le statut politique pour les militants nationalistes emprisonnés. Les forces de police, qui stationnaient à proximité de la préfecture, ne sont pas intervenues.

Dimanche matin, six attentats à l'explosif, non revendiqués, ont, d'autre part, été commis à Ajaccio entre 5 h 30 et 6 heures. Ils ont provoqué des dégâts matériels relativement importants, mais il n'y a pas eu de victime.

Deux explosions avaient pour cible des établissements bancaires (une agence du Crédit lyonnais et un bureau du Crédit agricole) au centre de la ville. Une troisième visait une agence des télécommunications, également au centre de la ville. Un magasin d'alimentation et un appartement du quartier Sainte-Lucie, où demeure un inspecteur des impôts, ont enfin été la cible des plastiqueurs.

ÉDUCATION

Le colloque de Matière grise à la Sorbonne

Laborieuses retrouvailles

Le colloque organisé, les 16 et 17 janvier à la Sorbonne, par l'association Matière grise sur l'université de demain devait marquer les premières retrouvailles des étudiants, un mois après le mouvement de grève qui a conduit au retrait du projet de réforme de M. Alain Devaquet. Née en décembre dernier, animée par des étudiants non syndiqués et par des militants de plusieurs organisations (UNEF-SE, proche des communistes, Jeunesse étudiante chrétienne, Pour un syndicalisme autogestionnaire et UNEF-ID, proche des socialistes), Matière grise a pour ambition de coordonner les travaux des commissions de réflexion qui se sont créées dans la plupart des universités à l'occasion du mouvement de novembre-décembre 1986.

Mais les lendemains de fête sont souvent douloureux. Alors qu'ils espéraient se retrouver à un millier, voire davantage, les quelque deux cents étudiants venus des universités parisiennes et d'une dizaine d'universités de province auront pu méditer sur le constat dressé par Daniel Cohn-Bendit, qui avait répondu à leur invitation : *« Vous dites que l'après-86 ne doit pas être comme l'après-68, mais vous allez vous apercevoir que les mêmes problèmes se posent. Car, lorsque le mouvement retombe, les groupes politiques s'engouffrent dans l'espace politique que le mouvement vient d'ouvrir. »*

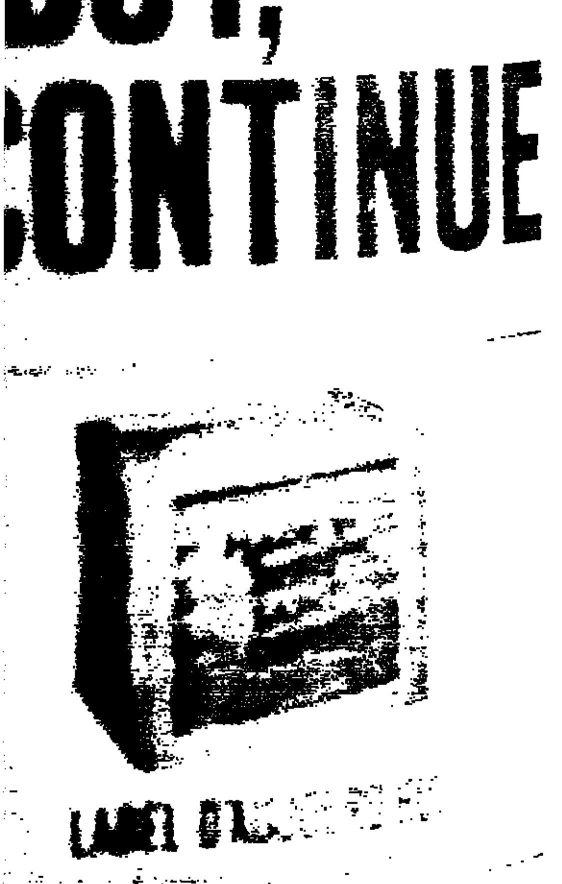
De fait, si les commissions de travail ont planché pendant deux jours sur la pédagogie, les structures de l'université et son financement, l'enseignement supérieur en Europe ou l'orientation et la sélection, si les étudiants ont écouté — sans enthousiasme excessif — les exposés de MM. Claude Pair, Georges Saada ou Bernard Decomps, anciens collaborateurs de M. Alain Savary, c'est sur l'organisation des futurs états généraux étudiants que le débat s'est surtout animé. Au point que le bureau de l'association Matière grise apparaissait très divisé au terme de ces deux jours.

Qui organisera les états généraux ?

L'enjeu est clair : la dernière coordination étudiante du 11 décembre dernier avait retenu l'idée d'états généraux qui devaient avoir lieu au mois de mars. Mais comment et par qui seront-ils organisés ? Un appel a été lancé le 15 janvier par les étudiants de Paris-VIII (Saint-Denis), Strasbourg et Nancy-II, invitant toutes les universités à tenir, le 31 janvier à Saint-Denis, des assises préparatoires aux états généraux.

C'est sur cet appel que n'ont pas réussi à se mettre d'accord les responsables de Matière grise. Pour Jean-François Kervan, vice-président et non-syndiqué, le choix de Saint-Denis n'est pas *« neutre »* et risque d'être dissuasif pour beaucoup d'étudiants. A quoi la présidente, Marie-Florence Roellens, répond : *« C'est vrai que nous ne sommes pas mandatés pour nous joindre à cet appel, mais cette proposition se situe dans la dynamique de mouvement. »* A l'évidence, le choix de Saint-Denis n'est pas neutre : l'extrême gauche et l'UNEF-SE, proche des communistes, y sont les plus actifs, et la section de l'UNEF-ID est tenue par des militants du PCI (Parti communiste internationaliste) et de la Ligue communiste révolutionnaire. En arrière-plan se poursuivent donc les manœuvres engagées depuis plusieurs semaines entre les différents courants politiques et syndicaux du milieu étudiant.

GÉRARD COURTOIS.



Religions

L'élection des pasteurs Stewart et Schweitzer

La Fédération protestante de France rajeunit sa direction

Le conseil de la Fédération protestante de France a renouvelé, le dimanche 18 janvier à Paris, son équipe dirigeante. Elu président, le pasteur Jacques Stewart (cinquante ans), qui, jusqu'à présent, présidait la région Est de l'Eglise réformée de France, succédera officiellement en juillet au pasteur Jacques Maury.

Pour favoriser la cohésion, un nouveau secrétaire général a été élu pour la première fois en même temps que le président : il s'agit du pasteur baptiste Louis Schweitzer (trente-quatre ans), appelé à succéder au pasteur Pierre Chrétien. Cette double élection marque un réel rajeunissement de la direction de la Fédération protestante de France (voir *le Monde* daté 18-19 janvier).

L'audace tranquille

Difficile, quand on s'appelle Stewart, de cacher qu'on a du sang écossais dans les veines. Venu d'Aberdeen, son grand-père paternel s'est installé, au début du siècle, dans le nord de la France. L'autre branche de la famille est héritière de la colonie vaudoise du Piémont.

Produit authentique de la « diaspora » protestante européenne, Jacques Stewart est né à Cannes (Alpes-Maritimes) le 24 juillet 1936, d'une famille qui, avant lui, ne comptait pas encore de pasteur, mais ne manquait jamais l'office au temple, ni l'école du dimanche.

Comme s'il lui fallait encore affermir son identité protestante, il entre à la faculté de théologie de Montpellier. *« Avant d'être des animateurs, des entraîneurs pastoraux,* dit-il aujourd'hui, *nous devons d'abord être des théologiens sûrs. »* Il consacre beaucoup de temps à l'exégèse et a toujours participé à des groupes locaux de recherche biblique, le plus souvent œcuméniques.

Après une année supplémentaire de théologie aux Etats-Unis, Jacques Stewart fait ses premières armes de pasteur dans une zone rurale du Pas-de-Calais, à Wanquetin. Marié à une institutrice, il est le père adoptif de deux jeunes Coréennes. De 1965 à 1970, il est secrétaire général du Mouvement d'action rurale, avant *d'exercer un ministère urbain dans* des paroisses réformées de Strasbourg, puis de Nancy, où il est en même temps aumônier de prison. Entré au conseil régional Est de l'Eglise réformée en 1976, il en devient, à partir de 1979, le président.

Successeur de Marc Boegner, Charles Westphal, Jean Courvoisier et Jacques Maury, le pasteur Stewart, malgré une chevelure précocement blanchie, est, à cinquante ans, un jeune président de Fédération. Voix posée, tout en rondeurs, il est la force tranquille du protestantisme. Il n'ignore pas les critiques qui pèsent sur la Fédération, son appareil jugé lourd, bureaucratique, lointain et même inutile, trop bavard pour les uns, muet pour d'autres.

Il en faut plus pour l'émouvoir. Jacques Stewart n'est pas loin de penser que les protestants français font une fixation avec leurs structures. Il entend cependant faire davantage équipe avec le nouveau secrétaire général, Louis Schweitzer. Il croit surtout que la Fédération peut être une plate-forme pluraliste permettant à chaque composante de s'exprimer, et à toute la famille protestante de se retrouver pour élaborer des positions sur les nouvelles pauvretés, sur la bioéthique, l'apartheid ou le chômage.

Minoritaire et éclaté, le protestantisme français est, à l'entendre, trop porté à l'autocritique. *« Quand on voit le dynamisme de bon nombre de paroisses, de la Cimade, de la Mission populaire évangélique, etc., il est faux de dire que le protestantisme ne produit plus rien de neuf »,* affirme Jacques Stewart, notamment à l'adresse des promoteurs d'Etats généraux (*le Monde* du 4 décembre 1986), dont il accueille pourtant l'initiative avec faveur.

Et si Jacques Stewart a pour demain une priorité, elle est dans l'audace du *« témoignage public ».* Il considère comme un atout la *« dissémination »* du protestantisme, qu'il a connue par sa famille, ses expériences pastorales dans le Pas-de-Calais et en Lorraine.

Car ce protestant qui lit Karl Barth, Moltmann et Bonhoeffer cite également Leonardo Boff, la théologie de la libération, et s'inspire des communautés de base. *« La dissémination nous oblige à inventer de nouvelles formes d'Eglise,* dit le pasteur Stewart. *Plutôt que de se replier en ghettos, nos communautés protestantes, peu nombreuses et dispersées, sont appelées à rendre témoignage là où elles sont. C'est une situation qui permet l'exercice le plus vivant du sacerdoce universel. »*

HENRI TINCQ.

[Né le 2 avril 1952 à Périgueux (Dordogne), le nouveau secrétaire général de *la Fédération protestante de France,* Louis Schweitzer, a suivi les cours de la faculté de théologie évangélique de Vaux-sur-Seine (Yvelines) et de la faculté protestante du boulevard Arago, à Paris. En 1977, il devient pasteur de l'Eglise baptiste de la rue de Lille. Il est, depuis 1981, membre du conseil de la Fédération des Eglises évangéliques baptistes. Il organise des rencontres régulières avec des catholiques. Marié, père de trois enfants, le pasteur Louis Schweitzer a été aumônier de l'ENA, avant d'enseigner à la faculté de Vaux-sur-Seine.]

Georges Casalis est mort

La foi du contestataire

Le pasteur Georges Casalis est mort d'une crise cardiaque, le 16 janvier 1987, à Managua (Nicaragua), où, proche du régime sandiniste, il donnait des conférences. Il avait eu soixante-dix ans le 4 janvier dernier. Il devrait être enterré à Managua.

Georges Casalis a été assurément l'un des hommes les plus contestés et les plus contestataires du protestantisme contemporain. Engagé au point de ne jamais transiger, même avec ses amis les plus proches. Et du coup ne laissant personne dans l'indifférence.

Engagé et militant,il le fut dès le début. Au nom et au service de l'Evangile, qu'il avait appris de Karl Barth à reconnaître comme une puissance irrécusable de contestation de toutes les forces de mort. C'est en effet dans les dernières années de l'avant-guerre, au temps du combat de l'Eglise protestante allemande contre le nazisme (dite « confessante »), qu'il fut, à Bâle, l'élève du principale inspirateur de celle-ci.

Et, depuis, il n'a cessé de se lever parmi nous en témoin intraitable de l'exigence de justice et de libération qui est en Jésus-Christ. D'abord, pendant l'Occupation, comme secrétaire général de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants, lorsque, appuyé sur les paroles rares et précieuces qui venaient des chrétiens d'outre-Rhin engagés dans la lutte contre la perversion nazie, il nous apprenait la Résistance. Il la vécut lui-même dans l'équipe de *Témoignage chrétien* et dans sa participation active au sauvetage de nombreux juifs.

Puis, quand revint la paix, il fut envoyé à Berlin comme aumônier militaire, pour y diriger en particulier l'indispensable reprise de contact avec tous les chrétiens qui, là-bas, se réveillaient douloureusement des années de cauchemar.

Il ne cessa de se tenir aux carrefours de l'histoire et d'y rendre attentifs ceux et celles auprès desquels il exerça son ministère, à Strasbourg, à la faculté de théologie de Paris et, ces dernières années, à Noyon (Oise), dans le cadre du musée Calvin.

Et toujours il s'y dressa en témoin de l'Evangile, dans des combats multiples, au service de la réconciliation dans la Conférence chrétienne pour la paix, qui tenta d'établir un dialogue essentiel entre chrétiens de l'est, de l'ouest et du sud. C'est dans la même dynamique qu'il fut le principal avocat, parmi les protestants français, des théologies latino-américaines de la libération.

Dans les institutions de l'Eglise réformée, au Conseil œcuménique, à la Fédération protestante, avec le texte *Eglise et Pouvoirs,* dont il fut l'un des principaux rédacteurs, et surtout dans sa prédication puissante et chaleureuse, mais aussi hors des limites de l'institution, par exemple au Tribunal des peuples de Russel, Georges Casalis payait toujours le prix de sa foi et ne trichait pas avec elle. Ce qu'il montra aussi, en étant sans doute l'artisan essentiel de la préparation et de la publication de la Traduction œcuménique de la *Bible* (TOB).

Ses nombreux livres (1) nous restent, tous témoins de sa conviction essentielle : l'Evangile concerne l'histoire du monde et des peuples, et il faut lui obéir, quel qu'en soit le coût. Il a tant promené cette assurance que ce n'est pas seulement le protestantisme français mais aussi la communauté œcuménique mondiale qui se trouvent amputés par sa disparition.

Pasteur JACQUES MAURY.

Président de la Fédération protestante de France.

(1) *Portrait de Karl Barth* (Labor, 1960). *Luther et l'Eglise confessante* (Le Seuil, 1962). *Prédication, acte et politique* (Le Cerf, 1970) ; *Les idées justes ne tombent pas du ciel* (Le Cerf, 1977).

Communication

Le rachat du groupe australien Herald and Weekly Times

La chère victoire de « Citizen Murdoch »

SYDNEY
de notre correspondante

Dans la bataille pour le rachat du groupe de presse australien Herald and Weekly Times, tout est bien qui finit bien pour « Citizen Murdoch », dont une nouvelle biographie paraît, cette semaine et sous ce titre à New-York. Tout est bien, ou à peu près.

Le 15 janvier, les deux rivaux – MM. Holmes A'Court et Ruppert Murdoch – ont en effet brusquement mis fin à la partie de bras de fer qu'ils se livraient depuis six semaines, acceptant de négocier un compromis. De quoi laisser à penser que la surenchère de M. Holmes A'Court sur l'offre initiale de M. Murdoch n'était en fait qu'une tactique du nabab de l'Ouest – assez classique dans les histoires de reprise – pour pousser son adversaire dans ses derniers retranchements. Car M. Holmes A'Court l'a prouvé : il n'était pas prêt à payer aussi cher que son rival pour s'assurer le quasi-monopole de la presse écrite australienne.

M. Holmes A'Court renonce à ses prétentions sur le *Herald and Weekly Times,* et fait grâce à M. Murdoch des poursuites légales qu'il avait commencé d'intenter contre lui, dans l'espoir de mettre son OPA en échec. Il accepte de lui vendre – et au prix fort – les parts qu'il détenait déjà dans la publication (environ 4 % du capital) ainsi que ses actions (14 % du capital) dans le groupe Queensland Press, le principal actionnaire dans le *Herald and Weekly Times.*

Toutefois, en échange, M. Murdoch a dû accepter de partager le butin, chose qu'il jugeait impensable au début de l'opération. Il cède à son rival les lots que celui-ci convoitait le plus : les deux grands quotidiens de Perth ainsi qu'une grande chaîne de télévision à Melbourne.

« Citizen Murdoch » régnera sur Flinders Street, la rue du *Herald and Weekly Times.* Un vieux rêve, sentimental aussi, puisque son père, Sir Keith Murdoch, fonda jadis ce groupe auquel le fils vient de prouver son attachement, en devenant à cette occasion le maître incontesté de la presse écrite australienne. Quatre lots de choix, entre autres, sont venus s'ajouter à son empire : la totalité du groupe Queensland Press – avec le prestigieux *Courier Mail* (Brisbane), – deux journaux importants de Melbourne et une bonne part de l'*Advertiser,* le grand quotidien d'Adélaïde.

Il n'empêche... dans la bataille, M. Holmes A'Court a fait perdre quelques plumes à M. Murdoch. Mais surtout, l'effort s'est révélé beaucoup plus ardu – six semaines d'enchères et de surenchères – que M. Murdoch ne l'avait soupçonné quand, le 3 décembre, superbe et confiant, il avait déposé son offre initiale sur la table des directeurs du groupe de Melbourne. Et, sous la pression de son rival, M. Murdoch a dû hausser considérablement la mise : le *Herald and Weekly Times* lui coûte aujourd'hui 500 millions de dollars australiens de plus qu'il ne l'avait prévu.

Le seul véritable perdant est le groupe John Fairfax and Sons, qui, pour tenter de contrecarrer les projets *« antidémocratiques »* du magnat Murdoch, avait fixé son enchère à 910 millions de dollars australiens, pour tenter de racheter le Queensland Press, principal actionnaire du *Herald and Weekly Times,* et dont la voix était déterminante pour le succès de la reprise.

L'offre de M. John Fairfax ne tenait qu'à condition que M. Holmes A'Court remporte l'OPA. Aujourd'hui, les Fairfax – un famille de magnats de la presse, discrète et cultivée – doivent se rendre à l'évidence. La voix de leur groupe – le dernier peut-être en Australie à se réclamer d'une éthique – n'a été qu'un point d'orgue et quantité négligeable dans cette joute bruyante entre deux milliardaires hauts en couleur.

SYLVIE CROSSMANN.

Accord entre la CLT et le BLIC

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) vient de signer un *« très important accord »* avec le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC). La CLT, qui émet dans l'est de la France par le biais de RTL-TV et qui est candidate à la reprise de la « 5 », s'est engagée à s'aligner *« dans l'immédiat »* sur les délais minimaux de diffusion et les quotas en faveur des films des pays de la Communauté économique européenne.

Cette convention devrait être complétée, indique le BLIC, par un accord avec les sociétés de télévision par câble françaises, concernant la grille des programmes et les conditions financières d'autorisation de diffusion des œuvres audiovisuelles. Pour le BLIC, ces accords *« assurent le maintien du système d'harmonisation des relations cinéma-nouveaux médias qui a permis au cinéma français de conserver le premier rang en Europe »* et *« constituent un premier pas vers une harmonisation européenne des relations cinéma-nouveaux médias »,* politique soutenue par le *« très ferme appui de M. François Léotard, ministre français de la culture ».*

Polac plébiscité

L'émotion a-t-elle été trop forte pour Michel Polac ? Pris d'un malaise dans la nuit de samedi à dimanche, hospitalisé à la suite d'une défaillance cardiaque, heureusement jugée par les médecins *« peu préoccupante »,* l'animateur de « Droit de réponse » venait de savourer un *double* triomphe.

A l'occasion du cinquième anniversaire de cette émission – cible favorite de la droite, – un sondage IFOP-*le Parisien libéré,* réalisé auprès de mille personnes représentatives de la population de plus de quinze ans, révèle que les Français estiment à 82 % que *« TF 1 privatisée devrait garder Michel Polac ».* 42 % des personnes interrogées *« regardent l'émission de temps en temps »,* et 50 % la trouvent *« plutôt intéressante ».* Enfin, pour 67 % d'entre elles, Michel Polac est *« un journaliste indépendant ».*

Deuxième coup au cœur pour l'un des personnages les plus controversés de l'audiovisuel : le deux cent quatorzième numéro de « Droit de réponse » était une fête d'anniversaire peu commune. Parmi les deux cents invités sur le plateau venus trinquer à la santé de l'émission et regarder des extraits des meilleurs numéros, il y avait des représentants du Tout-Paris médiatique (Sérillon, Rapp, Masure, Kahn), artistique (Bernadette Lafont, Stéphane Audran, Rika Zaraï), sportif (Marielle Goitschel), sans parler de quelques personnalités politiques.

Les extraits d'émissions mémorables – tel le témoignage émouvant du lamineur de Longwy, celui de Serge Combret sur Pétain ou de l'ineffable Marie Paoleschi (quatre-vingt-deux ans) racontant sa vie de prostituée dans le milieu marseillais – ont montré à quel point l'émission de Polac est devenue un espace de débat et de liberté indispensable dans une télévision de plus en plus frileuse. Comme devait le dire Marcel Jullian, dans « 7 sur 7 », dimanche soir, *« c'est une des rares émissions qui prend le risque du direct, alors qu'on nous sert toujours plus d'émissions en conserve, voire surgelées. Il faudrait multiplier les « Droit de réponse ».*

La consécration suprême – qui a achevé Polac ? – est venue du PDG de TF 1. Comparant l'émission aux dessins de Daumier, à Céline, à *l'Assiette au beurre* et au *Canard enchaîné,* M. Hervé Bourges a déclaré : *« Droit de réponse », émission unique à la télévision, doit continuer. »* Et de s'écrier : *« Gardons-nous un jour de connaître la dictature des beaufs ! »* Avec ce dernier avertissement : *« Avant de supprimer « Droit de réponse », il faudra supprimer le PDG ! »* De quoi réchauffer le cœur de Michel Polac sur son lit d'hôpital.

ALAIN WOODROW.

Pour la première fois

La CNCL autorise une expérience de TV locale hertzienne

Elle s'appelle joyeusement Canal Portes du soleil, du nom du domaine skiable qui englobe huit stations autour d'Avoriaz. Elle a déjà trois jours mais doit vivre six semaines ; elle espère toucher environ huit cent mille personnes et dispose d'un budget de 8 millions de francs. Elle emploie près de trente-cinq professionnels, compte une dizaine de sponsors (UAP, Crédit agricole, Société lyonnaise de banque...), deux parrains importants (la DATAR et l'INA) et une marraine de choix en la personne de Jacqueline Baudrier.

Elle a pignon sur rue, Pensez ! Le bâtiment qui l'abrite, situé en plein cœur d'Avoriaz, n'est autre que l'ancien office du tourisme, et les projecteurs que l'on voit à travers les vitres du studio incitent les promeneurs à ralentir le pas. Et puis elle a ses stars : André Campana, son président, qui a quitté FR 3 ; Christian Debois-Frogé, son directeur général (ex-RTL) et Patrice Laffont (présentateur « Des chiffres et des lettres »), responsable des programmes. Et puis, bien sûr, pendant toute la durée du Festival du film fantastique, acteurs, cinéastes, et même ministre de la culture et de la communication. Elle propose en direct deux rendez-vous quotidiens – 8 h-10 h (un guide pratique des stations) et 17 h-20 h (variétés, jeux, informations) – et meuble son antenne libre par quelques vieux feuilletons, des programmes thématiques et des grands reportages fournis par Gamma TV.

A ceux qui parlent de télévision hertzienne locale (par opposition aux chaînes câblées, comme ce fut *le cas l'an dernier pour TV-Avoriaz*), les promoteurs de Canal Portes du soleil répondent en corrigeant avec un sourire entendu : *« Expérience d'animation audiovisuelle hertzienne. »* Nuance ! On ne dit pas « télé ». L'astuce sans doute est grosse mais mieux vaut faire preuve de souplesse et jouer le pragmatisme que de buter sur un mot. En l'occurrence, pour autoriser l'expérience que prépare depuis huit mois une équipe soudée, la CNCL – handicapée par la non-parution des décrets sur les télévisions locales – a dû contourner les textes et préserver les apparences. C'est donc à l'INA (Institut national de l'audiovisuel), société publique, considérée à la fois comme opérateur et diffuseur que la CNCL a officiellement donné son feu vert. Un feu vert détourné au profit d'un groupe de professionnels indépendants. En fait, l'INA se contentera de faire un bilan d'évaluation de l'expérience ; la DATAR s'intéressera surtout aux émissions thématiques qui lui permettront d'étudier les besoins en informations de la population ; quant à TDF si souvent décriée, elle a, semble-t-il, fait des prouesses pour rendre possible l'expérience et lui assurer une couverture parfaite dans les deux vallées. Un accord avec les sociétés immobilières et les hôteliers ne prévoit-il pas le branchement systématique des récepteurs dans les appartements et chambres d'hôtel sur Canal Portes du soleil ?

C'est donc bel et bien d'une première qu'il s'agit. Et nul doute que la CNCL ne suive de près cette expérience aux enseignements multiples, notamment sur le plan du financement et d'un nouveau type de relations entre une société de programmes et des entreprises privées. Etonnons-nous simplement de la différence d'attention prêtée par la CNCL à TV-Caraïbes, l'expérience de télé locale présentée par le président du conseil régional (PS) de Guadeloupe. Faute de feu vert, et d'accord avec une société publique (en l'occurrence RFO), celui-ci a dû se résoudre à émettre en pirate et s'exposer au blâme. Comme Point-à-Pitre est loin de l'avenue Poincaré !

ANNICK COJEAN.

EN BREF

● **Alerte à la pollution à Strasbourg.** – Quinze jours après sa création, le processus d'alerte à la pollution atmosphérique, (PAPA) de l'agglomération de Strasbourg (*le Monde* daté 18-19 janvier) a été appliqué jeudi 15 janvier. La concentration en dioxyde de soufre (SO_2) a en effet dépassé 400 microgrammes par mètre cube d'air. Vingt-six entreprises ou grosses chaufferies polluantes sont dès lors contraintes à réduire leurs rejets de dioxyde de soufre en modifiant leur rythme de production ou en employant du fioul à basse teneur en soufre, moins polluant mais plus coûteux. La vague de froid est l'une des causes de cette concentration, déjà observée plusieurs jours de suite en février 1986. – *(Corresp.)*

● **Poissons morts à Calais.** – On a découvert samedi 17 janvier des centaines de poissons morts sur une plage près de Calais. Des bateaux des affaires maritimes et de la gendarmerie ont pris la mer pour effectuer des prélèvements, la pollution étant jugée *« importante ».* Une usine de la côte pourrait en être responsable.

● **Grève de la CGT au *Télégramme de Brest.*** – Le quotidien breton *le Télégramme de Brest et de l'Ouest* n'a pas paru ce lundi 19 janvier, en raison d'une grève de vingt-quatre heures décidés la veille par le syndicat CGT. A l'origine du conflit, la négociation salariale qui a donné lieu, le 16 janvier, à un accord signé par la CGC et Force ouvrière mais rejeté par la CGT. Il porte notamment sur l'application d'accords nationaux qui seront négociés les 27 et 28 janvier, sur des augmentations de salaire et sur le versement d'une prime exceptionnelle représentant 1/26e des salaires. La CGT demande l'intégration définitive de cette prime et la signature d'un accord d'entreprise sur des augmentations de salaire, qui rattraperaient la perte de pouvoir d'achat et permettraient au personnel de bénéficier de l'expansion de l'entreprise en 1986. – *(Corresp.)*

هكذا من الأصل

ESSO N'A PAS ATTENDU QU'IL FASSE FROID POUR S'EN OCCUPER.



-18°c

Température limite de filtrabilité

McCANN-ERICKSON

Fin novembre, Esso a mis en place le gasoil grand froid dans une cinquantaine de stations situées dans les zones les plus froides et sur des grands axes routiers.

Aujourd'hui, pour vous aider à mieux combattre le froid, Esso fait le maximum pour mettre en place ce nouveau gasoil dans encore plus de stations.

STATIONS AUTOROUTES ESSO :

A1 sens Paris-Lille - 62 CROISILLES - Esso Service Croisilles - 21.48.91.11
A1 sens Lille-Paris - 80 PERONNE - Esso Service Assevillers - 22.85.20.44
A4 sens Paris-Strasbourg - 51 LES PETITES LOGES - Esso Service Champagne Sud - 26.03.92.17
A4 sens Strasbourg-Paris - 51 LES PETITES LOGES - Esso Service Champagne Nord - 26.61.62.17
A4 sens Paris-Strasbourg - 67 ECKARTSWILLER - Esso Service Saverne - 88.91.31.10
A6 sens Paris-Lyon - 21 BLIGNY - Esso Service Bligny - 80.20.10.07
A6 sens Lyon-Paris - 71 SAINT-AMBREUIL - Esso Service St-Ambreuil - 85.44.22.65
A6 sens Paris-Lyon - 77 ACHÈRES - Esso Service du Parc - 64.24.40.97
A6 sens Lyon-Paris - 77 DARVAULT - Esso Service Darvault - 64.28.06.05
A31 sens Dijon-Nancy - 52 NOIDANT - Esso Service Noidant - 25.87.55.54
A36 sens Mulhouse-Beaune - 25 MARCHAUX - Esso Service Marchaux - 81.57.93.43
A41 sens Chambéry-Grenoble - 38 ST-NAZAIRE-LES-EYMES - Esso Service Gresivaudan - 76.52.02.97
A41 sens Annecy-Chambéry - 73 MOUXY - Esso Service Drumettaz - 79.88.04.66
A43 sens Lyon-Chambéry - 38 BOURGOIN - Esso Service Le Lombard - 74.27.02.90
A9 sens Espagne-Narbonne - 11 LAPALME - Esso Service Lapalme - 68.45.77.31
A72 sens St-Etienne-Clermont - 63 LEZOUX - Esso Service Orleat - 73.73.18.19

AUTRES STATIONS ESSO :

01 PONCIN - Esso Service Lyon-Genève RN 84 - 74.37.20 66
01 LES ECHETS - Esso Service Les Echets RN 83 - 74.91.80.00
01 POLLIAT - Monsieur André Subtil - Station Esso RN 79 - 74.30 40.24
02 EPPES - Esso Service Eppes Sud RN 44 - 23.24.56.55
02 VAUXBUIN - Esso Service Vauxbuin - 183 Route de Paris RN 2 - 23.73 11.18
08 CURON - Esso Service Curon RN 51 - 24.54.90.88
11 NARBONNE - Esso Service Croix Sud, échangeur Sud autoroute - 68.41.44.00
21 TIL-CHATEL - Esso Service Maupin RN 74 - 80.95.20.14
25 MONTBELIARD - Peugeot Auto - Station Esso - 16 bis, av. d'Helvétie - 81.94.52.15
25 MORTEAU - Esso Service Barbier Dubois, rue Laumière - 81 67.08.12
25 BESANÇON - Esso Service Les Quatre Vents - boulevard Léon Blum - 81.88 42.51
27 PONT-AUDEMER - Esso Service de la Risle - 67, route de Rouen - 32.41.14.11
38 GRENOBLE - Esso Service Les Diguières - 176, cours de la Libération - 76.09 12.43
38 GRENOBLE - Ets Bernard S.A. - Station Esso - 233, cours de la Libération - 76.09.43.54
38 BOURGOIN - Esso Service Bourgoin - 45, avenue Alsace-Lorraine - 74.93.11.26
38 LE BOURG-D'OISANS - M. Alain Pouchot - Station Esso - Avenue de la Gare - 76.80.02.56
38 URIAGE-LES-BAINS - Esso Service Uriage - RN 524 - 76.89.01.59
38 MOIRANS - Esso Service Moirans - 8, route de Grenoble - 76.35.33.05
39 CUISIA - Esso Service du Revermont - RN 83 - 84.85.91.18
42 SAINT-ETIENNE - Ets Jacob - Station Esso - 14, rue Scheurer Kestner - 77.74.25.35
42 RIORGES - Esso Service Eureka - 46, avenue Charles de Gaulle - 77.72.41.77
51 SEZANNE - Esso Service Sézanne - RN 4 - 26.80.51.78
51 BLACY - Esso Service des Indes - Route de Paris - 26.74.16.36
52 SAINT-DIZIER - Esso Service Aérodrome - Route de Vitry - 25.05.34.93
52 SAINT-DIZIER - Esso Service Robinson - Route de Vitry - 25 05.34.93
54 NANCY - Esso Service Saint-Joseph - 40, avenue de la Libération - 83.96.55.68
57 CREUTZWALD - Esso Service Adèle - 3, rue du Barrois - 87.93.08.17
57 METZ - Monsieur André Dubois - Station Esso - 149, route de Thionville - 87.32.16.52
57 METZ - Esso Service Borny - Route de Strasbourg - 87.50.60.03
57 HAYANGE - Esso Service Hayange - Rue du Maréchal Foch - 82.84.10.70
57 BETTING-LES-ST-AVOLD - Esso Service RN 3 - 87.81.44.86
59 BAVAY - Esso Service Bavay - Route de Valenciennes - 27.63.14.55
62 AIRE S/LA LYS - Esso Service Inglard - Route de Lambres - 21.39.04.09
62 BOULOGNE S/MER - Ets Venière - Station Esso - Z.I. boulevard de la Liane - 21.31.97 40
63 CLERMONT-FERRAND - Esso Service Montferrand - Boulevard Léon Jouhaud - 73.25.12.13
66 PIA - Esso Service de Pia - RN 9 - 68.61.03.20
67 ERSTEIN - Esso Service de l'Ill - Route de Lyon - 88.98.18.57
67 HAGUENAU - Esso Service Haguenau - 121, route de Strasbourg - 88.93 38 09
68 HORBOURG WIHR - Esso Service Horbourg - 73 Grande-rue - 89.24.29.76
71 MACON - Esso Service du Maconnais - 830, avenue Charles de Gaulle - 85.38.33.75
73 UGINE - Esso Service Arly - 13, route d'Albertville - 91.95.25.05
73 BOURG-ST-MAURICE - Esso Service Petit Saint-Bernard - Avenue du Général Leclerc - 79.07.05.12
73 PONTAMAFREY - Esso Service Relais France/Italie - RN 6 - 79.59.95.01
73 ST-JEAN-DE-MAURIENNE - Ets Alpettaz - Station Esso Les Plans - RN 6 - 79.64.13.88
73 CHAMOUSSET - Esso Service Pont Royal - RN 6 - 79.36.42.20
74 ANNEMASSE - Esso Service des Vallées - 6, route des Vallées - 50.37.44.46
74 CRAN-GEVRIER - Esso Service de Paris - 1, avenue de la République - 50.57.32.15
74 THONON-LES-BAINS - Esso Service Bonne Rencontre - 48, avenue d'Evian - 50.71.09.39
74 CLUSES - Esso Service Cluses - 1, avenue du Mont-Blanc - 50.98.15.07
74 MORZINE - Esso Service Prémat - Les Plagnes - 50.79.91 11
74 ABONDANCE - Esso Service des Alpes - La Foully - 50.73.01.41
74 ST-PIERRE-EN-FAUCIGNY - Esso Service du Borne - Route d'Annecy - 50.97.25.52
75 PARIS 18e - Esso Service de la Chapelle - 85, rue de la Chapelle - 46.07.35.62
76 LE TRAIT - Esso Service des Abbayes - 48, rue R. Brétèche - 35.37.06.91
76 N.-D. DE GRAVENCHON - Esso Service N.-D. de Gravenchon - Carrefour de l'Europe - 35.38.24.64
76 LE HAVRE - Esso Service Le Havre-New York - 199, boulevard de Strasbourg - 35.42.35.43
76 LE HAVRE - Esso Service Porte Océane - 8, rue Béranger - 35.42.33.51
76 LE HAVRE - Esso Service Caucriauville Sud - Avenue du Général Ferrié - 35.47.21.56
76 LE HAVRE - Esso Service Winston Churchill - 14, boulevard Winston Churchill - 35.26.56.01
76 LE HAVRE - Etablissements Renaut - 253, rue du Bois au Coq - 35.46.15.57
76 LE HAVRE - Société Industrielle Automobile du Havre - 94, rue Denfert-Rochereau - 35.25.25.05
76 DIEPPE - Esso Service des Canadiens - 78, rue Gambetta - 35.84.25.37
76 BOLBEC - Esso Service Roncherolles - RN 15 - 35.31.04.83
77 MEAUX - S.A. des Garages Metin - Station Esso - 81, avenue du Président Roosevelt - 64.33.20.00
88 SAINT-DIE - Esso Service St-Martin - 61, rue d'Alsace - 29 56.20 43
93 AULNAY-SOUS-BOIS - Garonor - Station Esso - Gare Routière Autoroute A1 - 48.67.13.08
94 BONNEUIL-SUR-MARNE - Esso Service Bonneuil - CD 60 - 43.99.19.85

Esso

AVEC NOUS SOYEZ PLUS EXIGEANTS

Culture

M. Raymond Soubie et l'avenir de l'Opéra

Pour une politique lucide

La transmission des pouvoirs de M. André Larquié à M. Raymond Soubie, nouveau président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris, a eu lieu vendredi 16 janvier. Un tournant dans l'existence agitée du palais Garnier.

Cette nomination marque peut-être un tournant décisif dans la crise de l'Opéra de Paris et sa réforme, annoncée par M. François Léotard, ministre de la culture, comme un «dossier prioritaire en 1987» (*le Monde* du 12 décembre). Elle met fin à un conflit de pouvoirs qui opposait M. Larquié à l'administrateur général, M. Jean-Louis Martinoty.

Ce conflit est d'ailleurs endémique depuis le décret du 30 décembre 1972, exigé par la Cour des comptes, et plaçant, à côté ou au-dessus de l'administrateur, doté de pouvoirs absolus en 1939, un conseil d'administration chargé du contrôle budgétaire, financier et comptable. Les dissensions entre M. Liebermann et M. Salusse, dénouées tragiquement par le suicide de ce dernier en 1977, en furent l'épisode le plus spectaculaire.

La prééminence du président fut clairement confirmée par un décret de février 1978, signé par M. d'Ornano, puis par le gouvernement socialiste, lors de la nomination de MM. Puaux et Bogianckino. Après un premier interrègne, provoqué par la démission de M. Bernard Lefort en 1982, et géré par M. Puaux avec un triumvirat, un second fut causé par l'élection de M. Bogianckino à la mairie de Florence en 1985 et obligea M. Larquié (successeur de M. Puaux) à assumer la totalité des charges jusqu'à la nomination de M. Martinoty en 1986. M. Larquié a eu le mérite de tenir «la grande boutique» d'une main ferme, sans conflits sociaux, au cours d'une saison très lourde (quelque trois cent quarante spectacles), mais la répartition des responsabilités avec le nouvel administrateur, exigeant à juste titre de retrouver ses prérogatives, s'est ensuite assez mal passée.

D'autant que l'année 1986 a été marquée par une incontestable perte d'audience (avec, en particulier, l'échec de *Salammbô* et de *Don Carlos*) et un déficit de 11 300 000 F, cependant que les luttes politiques et l'incertitude entretenue autour de l'Opéra de la Bastille ne favorisaient guère l'établissement d'un climat serein.

Dans ces conditions, l'arrivée de M. Raymond Soubie apparaît comme une éclaircie. Agé de quarante-six ans, cet ancien élève de l'ENA a été le conseiller chargé des affaires sociales et culturelles à Matignon, auprès de M. Jacques Chirac, puis de M. Raymond Barre, de 1974 à 1981 ; à ce titre, il a suivi de près la vie de l'Opéra dans ses années les plus glorieuses et difficiles. Professeur de sociologie des organisations à l'Institut d'études politiques et président, depuis mars 1980, du Théâtre des Champs-Elysées, qui a remonté brillamment une pente dangereuse, il semble vraiment l'homme de la situation.

Il n'aura pas trop de toute son expérience et de sa connaissance très approfondie des lieux pour affronter, avec son regard lucide et dépassionné, l'immensité des problèmes qui se posent à très court terme. Nul doute qu'il saura prendre de la hauteur, tout en épaulant Jean-Louis Martinoty pour lui permettre de franchir une passe assez critique. Il pourrait être un agent essentiel dans la définition de la politique que compte annoncer prochainement M. Léotard.

Une certaine spécialisation

L'avenir est conditionné par l'édification, devenue irrévocable, du théâtre de la Bastille, qui doit ouvrir normalement en 1989. La construction avance, respecte ses délais et son enveloppe financière, mais au-delà aucune décision n'est prise. La grande bataille politique est terminée ; désormais le projet lancé par le président de la République et son ancien ministre de la culture est devenu celui de l'Etat. Le départ de M. Larquié, ancien collaborateur de M. Jack Lang, son remplacement par un conseiller de MM. Chirac et Barre, contribueront sans doute à aplanir les difficultés psychologiques. Il faut maintenant réussir la transition, trouver un équilibre financier, tirer le meilleur parti des différents théâtres, faire évoluer les esprits à l'intérieur et à l'extérieur de l'Opéra.

Les questions sont nombreuses et pressantes, statutaires, administratives, sociales et artistiques. Première évidence : il sera impossible de maintenir l'activité actuelle du palais Garnier et de la salle Favart en y surajoutant une pleine exploitation de la Bastille. La charge en serait intolérable pour l'Etat. Selon les estimations du ministère de la culture (*le Monde* du 14 août 1986), l'augmentation de la subvention atteindrait 65 % (soit 530 millions de francs sur la base de celle de 1986, qui s'élevait à 306 millions, sans compter 50 millions pour les caisses de retraite). On voit mal d'ailleurs la nécessité d'offrir deux cent cinquante soirées supplémentaires, représentant six cent soixante-quinze mille places, aux amateurs d'opéra et de ballet.

Une certaine spécialisation paraît donc s'imposer, affectant des missions propres à chaque théâtre. La solution radicale, prônée par M. Bloch-Lainé et le gouvernement socialiste, de consacrer le palais Garnier uniquement à la danse semble mal accueillie par l'opinion et a été rejetée par M. Léotard. Il conviendrait donc de réserver à cette scène, comme le prônait M. Bogianckino, des séries homogènes de spectacles (par exemple cinq par an, joués chacun dix fois) particulièrement adaptés à son cadre, avec de grandes vedettes, pour un public élégant et fortuné. Ces soirées ne nécessitant qu'un seul jeu de décor montés, elles alterneraient avec des ballets, qui ont des dispositifs plus légers, ce qui éviterait une des causes majeures de surchauffe et de relâche : la vétusté des installations techniques.

Il est évident en tout cas que le Ballet de l'Opéra devrait rester en priorité au palais Garnier ; l'exiler à la Bastille serait risquer de perdre une partie de son public, y compris celui qui vient avant tout contempler le monument fameux, son grand escalier, ses foyers et le plafond de Chagall. La Bastille devrait rapidement polariser l'esprit d'initiative, l'intervention, l'espoir des artistes et l'intérêt du public, comme c'est le cas du Centre Georges-Pompidou. Il ne faudrait pas que, du même coup, le palais Garnier devienne un corps sans âme, et l'on doit donc lui trouver une véritable vocation.

Ce dernier pourrait être, ou rester, «le grand salon» de Paris, accueillant, à côté de l'opéra et du ballet, de grands galas, des fêtes, voire des congrès de prestige, quelque chose comme l'Alte Oper de Francfort (*le Monde* du 12 juin 1985) qui, à côté de l'opéra moderne et de ses deux cent vingt représentations, accueille tout autant de manifestations dans sa salle de quelque deux mille cinq cents places. Et ce «salon», avec son acoustique célèbre, ne serait-il pas un lieu privilégié pour l'Orchestre de Paris, qui (toujours comme à Francfort) y donnerait ses concerts et assurerait l'accompagnement des spectacles lyriques, évitant ainsi l'écartèlement de l'Orchestre de l'Opéra ou son accroissement démesuré ?

Une nouvelle équipe

A terme, cette distinction des tâches et des objectifs aboutira peut-être à une séparation du palais Garnier et de l'Opéra de la Bastille en deux établissements distincts (voire à la privatisation partielle de l'un d'entre eux), mais au début il sera nécessaire d'assurer une transition harmonieuse. L'erreur majeure serait, dans les prochaines années, de se désintéresser de Garnier, en misant tout, et d'abord les moyens financiers, sur la Bastille. Il importe d'aider Jean-Louis Martinoty à réussir les deux saisons et demie qui lui restent, sous peine de voir le public se dissoudre, ce qui rendrait très aléatoire le succès du nouveau théâtre. Cela passe par une réorganisation administrative et sans doute une aide accrue de l'Etat.

La charge actuelle est assez lourde pour qu'on ne demande pas à l'administrateur de penser la Bastille. La désignation d'une équipe nouvelle s'impose donc de toute urgence ; elle aura à travailler la main dans la main avec les responsables en place. Outre les problèmes énormes que poseront le déménagement, la formation des personnels, la mise au point de conventions collectives adaptées, la constitution d'une troupe de chanteurs, une tout autre approche du public, etc., la programmation des prochaines saisons (qui se préparent au minimum trois ans à l'avance) devra être faite également dans la perspective du futur théâtre, qui ne saurait monter son répertoire *ex nihilo* : il faut dès maintenant prévoir des productions qui puissent passer de l'un à l'autre.

Dans cette perspective, quel sera le sort de l'Opéra-Comique ? Ne conviendrait-il pas, dans un premier temps, de concentrer toutes les ressources financières sur Garnier pour assurer son rétablissement ? Mais, la salle modulable de la Bastille étant abandonnée, au moins provisoirement, que deviendront des spectacles de haute qualité comme *Ariane à Naxos*, *Atys* et le répertoire baroque ou contemporain ? La rénovation du Théâtre des Champs-Elysées, dont l'Opéra reste actionnaire, n'incitera-t-elle pas à abandonner Favart pour une salle dotée d'installations modernes et bien plus confortable ?

Autant de questions, à peine esquissées ici, et aux tiroirs multiples, qui appellent des réponses rapides, une politique lucide, un engagement ferme de l'Etat, la nomination d'hommes de haute compétence assurés de la durée, pour éviter que la grande chance qui s'offre à l'art lyrique ne soit gâchée.

JACQUES LONCHAMPT.

● **Un poste de directeur technique est créé au palais Garnier.** — Il est confié à Henri Œchslin, qui occupait jusqu'à présent les mêmes fonctions à la Monnaie de Bruxelles. Le poste de chef des chœurs revient à un artiste italien, Andrea Giorgi, en remplacement de Jean Laforge, qui dirigera les chœurs du Théâtre de Genève la saison prochaine. Le poste de directeur de la programmation artistique pour les deux salles — Garnier et Favart — est confié à Thierry Fouquet, jusqu'alors conseiller pour la programmation, après avoir été administrateur de la danse.

L'anti-semaine du mélomane

Ayant entendu à France-Musique l'enregistrement d'une des plus mémorables et des plus longues colères de Toscanini, traitant les honorables membres de l'Orchestre de la NBC des épithètes les plus blessantes pour un la bémol pas tout à fait juste, un trait savonné ou un rythme flottant, le mélomane n'aura pas honte de se montrer lui aussi exigeant à l'excès. Il raye donc de son agenda les concerts qu'il s'était promis : «L'univers intime de Nadia Boulanger» (Stravinski, Françaix, Bach, Lili Boulanger, Kee) à la Comédie des Champs-Elysées, lundi à 20 heures, par les Musiciens amoureux ; le récital de Jorge Bolet (ballades de Grieg, Brahms, Liszt et Chopin), salle Pleyel, mardi à 20 h 30 ; les créations de Ducol, Finzi, Reibel, Dusapin et Dao, mercredi à 20 h 30, à l'Auditorium 106 de la Maison de Radio-France ; *le Chant de la terre*, de Mahler, avec H. Schwarz et J. Lawton, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, direction M. Janowski (précédé de la *Barcarolla*, de Henze, et des *Pièces opus 6*, de Webern), vendredi à 20 h 30, au Grand Auditorium de la Maison de Radio-France ; le *Requiem*, de Verdi, avec S. Dunn, Y. Minton, F. Bonisolli, P. Bouchouladze, les chœurs et l'Orchestre national de France dirigés par G. Rojdestvenski, salle Pleyel, le 24 à 21 heures et le 26 à 20 h 30. Il renonce même à *la Clémence de Titus*, de Gluck, à Tourcoing (20, 23 et 25 janvier), aux *Puritains*, de Bellini, à Toulouse (23, 25, 27 et 30 janvier) et se met à la recherche d'une partenaire pour exécuter sauvagement chez lui quelques trios de Mozart à quatre mains. Oreilles délicates s'abstenir.

G. C.

CINÉMA

« The Roaring Twenties », de Raoul Walsh

L'Amérique entre deux guerres

Sur une idée de Mark Hellinger (le futur producteur de *la Cité sans voiles*, juste après guerre), *The Roaring Twenties* se veut un «mémoire» sur une époque disparue, les rugissantes années 20 du titre original. Le héros en est James Cagney, chauffeur de taxi, venu combattre en Europe pendant le premier conflit mondial. De retour à New-York, il se retrouve chômeur, et, la prohibition aidant, ne voit d'autre alternative que de se lancer dans le commerce illégal de l'alcool.

Un commentateur à voix de stentor ne manque pas de moraliser à plusieurs reprises sur le contexte social où s'inscrit cette irrésistible ascension. Bien que présenté à New-York fin novembre 1939, peu après l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne il est fait clairement allusion à l'enjeu de ce nouveau conflit). *The Roaring Twenties* ne relève déjà plus du film de gang-sters où s'illustra la Warner au début de la décennie. L'action pour l'action cède le pas à des arrière-pensées critiques. Le gangstérisme, encore d'actualité quand se tourne *The Public Enemy* (1931), avec le même James Cagney, appartient à l'histoire. Mark Hellinger et les producteurs – Raoul Walsh, le metteur en scène, prête son savoir-faire – se rappellent visiblement la série documenaire *March of Times*, qui, sous une forme légèrement romancée, dénonçait vers 1936 les fléaux sociaux, en même temps qu'ils anticipent sur la version américaine du néo-réalisme qui s'imposera un moment après-guerre, à travers *Panique dans la rue* et *la Cité sans voiles*, déjà citée.

Le personnage de James Cagney s'inspire d'un gangster, Larry Fay, abattu sur les marches d'une église. La chanteuse qu'il adore, jouée par Priscilla Lane, est la réplique de la petite amie de Latty Fay, Texas Guinan. Ce mélange de faits vécus replacés à distance et la prescience du film noir donnent une œuvre bâtarde et fascinante, avec la cohabitaton, pourrait-on dire, d'Humphrey Bogart en minus de la gâchette. Il deviendra bientôt star à part entière, et Cagney amorce son déclin.

La vérité, l'émotion du sujet, on les doit à l'authenticité de certains détails, par exemple à l'accent résolument pacifiste des premières images (faut-il y reconnaître l'influence de Robert Rossen, coscénariste, future victime du maccarthysme ?). Derrière son clinquant, ses images racoleuses, le brio des principaux interprètes, *The Roaring Twenties* appartient à une époque précise : celle où l'Amérique essaie de prendre conscience de ses responsabilités.

LOUIS MARCORELLES.

«La Vie dissolue de Gérard Floque», de Georges Lautner

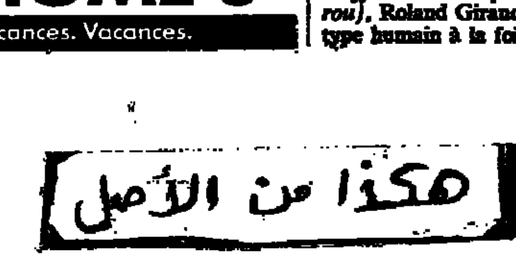
Vaudeville

Le jour où il vient de perdre son travail dans une agence de publicité, Gérard Floque apprend que sa fille fait du trafic de drogue à l'école et que sa femme, Cécile, le trompe avec Francis Clément, présentateur vedette de télévision. Pour la drogue, c'était un malentendu. Mais pour le reste, catastrophe ! En faisant face au mauvais sort, Gérard Floque tombe d'excentricités en excentricités.

Le scénario et les dialogues sont écrits dans l'esprit du café-théâtre : humour noir, situations absurdes, mœurs branchées. Sortie de ses aventures dans le domaine de la paternité (*Trois hommes et un couffin* et *le Complexe du kangourou*), Roland Giraud devient ici un type humain à la fois drôle et attachant, un homme tranquille aimant bien son confort et brusquement projeté dans l'instabilité, les caprices et les humeurs des autres. Qu'on lui mette des bâtons dans les roues ou qu'on cherche à l'aider, tout se retourne contre lui, le pousse en avant, rend sa vie frénétique. Roland Giraud semble remonter un fleuve à contre-courant. Il est excellent avec ses réactions imprévisibles, très bien entouré par Clémentine Célarié (qui s'affirme de film en film), Gérard Rinaldi, Jacqueline Maillan, Marie-Anne Chazel et quelques autres. Dommage que la mise en scène retienne le délire de l'histoire en se contentant du mouvement d'un vaudeville traditionnel.

JACQUES SICLIER.





هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUE

Quatre concerts inattendus avec le NOP

La méthode Janowski

Les orchestres de Radio-France s'élèvent peu à peu au « top niveau ». Pour le Nouvel Orchestre philharmonique, Marek Janowski est l'artisan du renouveau.

Depuis 1984, Marek Janowski est, selon la formule consacrée, premier chef du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. C'est dire qu'il vient à périodes régulières veiller à la diversité du répertoire, à l'efficacité et à la rapidité des méthodes de travail de ces cent trente-huit musiciens dont la particularité est, depuis leur réunion en 1976, de pouvoir adopter des effectifs différents selon les œuvres et les genres musicaux abordés.

Né en pleine guerre à Varsovie, de père polonais, Janowski a fait ses études auprès de Wolfgang Sawallisch à Cologne Cologne qui lui a confié la responsabilité de son orchestre du Gürzenich, après Abendroth et Günter Wand. A une époque où les maestros débutent jeunes et par les sommets, ce nouveau prototype du maître de chapelle a passé sur les scènes et dans les fosses de l'Allemagne profonde (Aix-la-Chapelle, Opéra de Cologne, Düsseldorf, Hambourg, Fribourg, Dortmund...) l'essentiel de ses années d'apprentissage, lanceur de disques parcimonieux (1), homme de métier sévère et rigoureux, bûcheur obstiné et aimé. Le triomphe en quatre concerts d'une *Tétralogie* assimilée à l'arraché fut, l'an dernier, son cadeau royal pour les dix ans du NOP. Messiaen et Ligeti (lire en encadré la critique de Gérard Condé), Mahler et Webern, Busoni et Florent Schmitt, Milhaud, Canteloube et Vincent d'Indy : son programme dans les semaines à venir constitue toute une philosophie.

« La mission d'un chef permanent auprès d'un orchestre jeune est de l'ouvrir à tous les répertoires, dit Marek Janowski. *Pas question de s'enfermer dans une époque ou dans un idiome particulier. Il faut d'abord établir ensemble, par un échange d'influx et d'idées, une manière de travailler qui permette d'atteindre partout la même qualité.*

» Il y a cinquante ans, les orchestres français se cantonnaient dans Debussy et Ravel. Ce temps-là est terminé. Tous les orchestres doivent désormais se plier aux normes internationales, qui imposent de jouer aussi bien Beethoven et Lutoslawski, Schumann et la Seconde Ecole de Vienne. Dans Brahms et Schumann, on forme la sonorité et la pulsation rythmique. Dans les symphonies de Haydn, que les chefs n'osent pas toucher mais que conseillait Erich Kleiber, on acquiert la classe et la pureté.

» Mon contrat avec le NOP m'invite à diriger aussi des œuvres moins connues du répertoire français. Je m'y prête volontiers. Si la radio veut bien me garder dix ans encore, il sera toujours temps de me consacrer à Strauss et à Brahms, mon répertoire préféré. Pour l'instant, le but est l'efficacité : cette souplesse d'adaptation propre aux instrumentistes efficaces. Le style vient après.

» Je ne dirais pas que je ne touche jamais à la Première Symphonie *de Schumann ni aux* Troisième *et* Quatrième *de Bruckner. Mais je m'en méfie, c'est un fait. Non que je les trouve particulièrement difficiles, mais je ne peux pas m'y donner tout entier. Quand j'étais jeune, j'avais l'impression d'avoir composé la musique que je dirigeais. Cela, bien sûr, m'a passé. Pourtant, j'ai toujours besoin d'y adhérer, sans la moindre distance critique. On trouve chez Knappertsbusch l'exemple même de cette direction par identification (2).*

Des partitions difficiles

» De nos jours, les chefs pratiquent volontiers la méthode distanciée. Sans doute parce que les partitions contemporaines sont si difficiles : les interpréter se résume à mettre en place le rythme et les nuances. Quand Ligeti demande, dans son Requiem, *l'entrée simultanée des trois trombones et du tuba sur un quadruple pianissimo, aucun orchestre au monde n'est capable de la réaliser. Alors, on s'adapte. Et l'on consacre à des questions d'organisation les forces que l'on mobilisait au siècle dernier pour la tension et la pulsation. Il est vrai que Wagner et Bruckner ont eu à leur époque des exigences que les musiciens étaient alors incapables de réaliser : dans cinquante ans, on jouera sans doute Ligeti sans difficulté.*

» Pour les chefs, comme pour les orchestres, le monde est devenu tout petit. Ils doivent diriger régulièrement aux Etats-Unis et au Japon, se partager entre plusieurs formations, alors qu'il serait sans doute plus fructueux de se fixer. Et, avec leurs orchestres, enregistrer. Un chef qui n'enregistre pas et qui, à quarante ans, n'a pas atteint la célébrité est, à part de très rares exceptions comme Günter Wand, un chef foutu. Telles sont les lois du marché. Mais ne parlions-nous pas de musique ?... »

Propos recueillis par
ANNE REY.

★ Prochains concerts du NOP, dirigé par Janowski : 23 janvier (*Chants de la terre* de Mahler ; *Pièces opus 6* de Webern) ; 29 janvier (*Concerto pour piano* de Busoni, avec Peter Donohe ; *Tragédie de Salomé* de Florent Schmitt) ; 6 février (Milhaud, Canteloube, d'Indy).

(1) Marek Janowski a enregistré *la Tétralogie* avec la Staatskappelle de Dresde (Eurodisc).

(2) Hans Knappertsbush (1888-1965). Wagnérien d'une majesté légendaire, il a succédé à Bruno Walter comme directeur de la musique à Munich et a souvent dirigé à Bayreuth après 1951. Ses deux enregistrements do *Parsifal*, datés 1962 et 1951, sont parus chez Philips et Decca.

Marek Janowski

MARC ENGUERAND

Résurrection et repos éternel

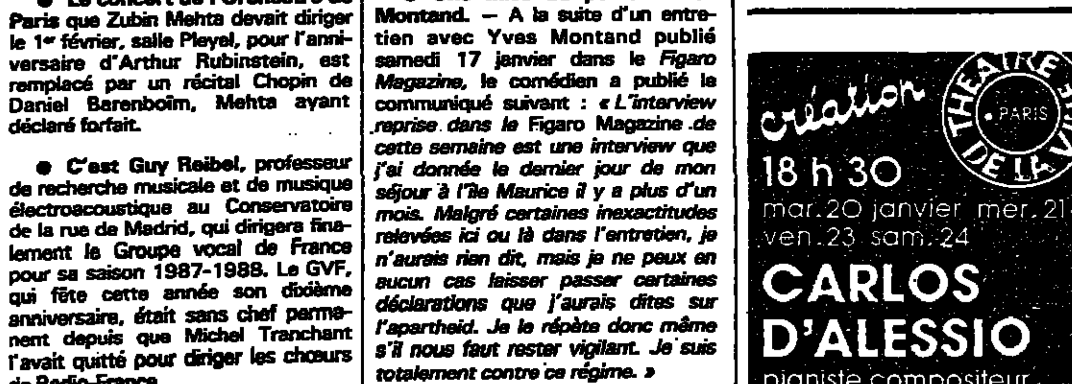
Créés à quelques semaines d'intervalle, au printemps 1965, le *Requiem* de Ligeti et *Et expecto resurrectionem mortuorum* de Messiaen, que le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France avait réunis dans son concert du 15 janvier, offrent de prime abord l'image du contraste le plus absolu. Ligeti affectionne les trames sonores denses qui se meuvent lentement, les brouillages, le pianissimo continu (sauf dans le *Dies Irae*, nettement dramatisé), Messiaen choisit ici des lignes bien définies, des couleurs franches, des effets saillants, des rythmes nets.

Il est vrai que le premier évoque le repos éternel dans une atmosphère d'angoisse sourde, d'immobilité affligée, tandis que le second, confiant dans la Résurrection, laisse libre cours à une sorte de jubilation ritualisée. Mais, à la réflexion, au-delà des différences de propos et de langage, on perçoit une parenté esthétique, car les deux ouvrages sont des fresques, des visions intellectualisées de la mort et de la Résurrection qu'ils ne cherchent pas tant à illustrer de façon discursive qu'à exprimer continûment.

Ainsi, le *Requiem* de Ligeti compte-t-il parmi les musiques les plus déprimantes à écouter et l'œuvre de Messiaen parmi les plus roboratives. Les murmures raffinés des Chœurs de Radio-France préparés par Michel Tranchant, les voix contenues de Beth Griffith et Ute Trekel-Burckhardt, le soin de Marek Janowski à obtenir de son orchestre des pianissimos si ténus qu'ils étaient presque couverts par la ventilation de la salle, distillent un charme puissant. Mais celui-ci s'émousse un peu à la longue, tandis que l'orchestration de Messiaen, si subtile derrière une apparence de simplicité crue, captive plus durablement l'attention parce que la gamme des effets est beaucoup plus vaste.

On y est plus sensible, en revanche, aux légères approximations dans l'exécution ; pas au point, cependant, de méconnaître la qualité d'un orchestre aussi à l'aise dans la création contemporaine que dans le grand répertoire et qui trouve, avec des œuvres frontières comme celles-ci, l'occasion, de conjuguer sa double expérience.

GÉRARD CONDÉ.



● **Le concert de l'Orchestre de Paris** que Zubin Mehta devait diriger le 1er février, salle Pleyel, pour l'anniversaire d'Arthur Rubinstein, est remplacé par un récital Chopin de Daniel Barenboïm, Mehta ayant déclaré forfait.

● **C'est Guy Reibel**, professeur de recherche musicale et de musique électroacoustique au Conservatoire de la rue de Madrid, qui dirigera finalement le Groupe vocal de France pour sa saison 1987-1988. Le GVF, qui fête cette année son dixième anniversaire, était sans chef permanent depuis que Michel Tranchant l'avait quitté pour diriger les chœurs de Radio-France.

● **Une mise au point d'Yves Montand.** — A la suite d'un entretien avec Yves Montand publié samedi 17 janvier dans le *Figaro Magazine*, le comédien a publié le communiqué suivant : *« L'interview reprise dans le* Figaro Magazine *de cette semaine est une interview que j'ai donnée le dernier jour de mon séjour à l'île Maurice il y a plus d'un mois. Malgré certaines inexactitudes relevées ici ou là dans l'entretien, je n'aurais rien dit, mais je ne peux en aucun cas laisser passer certaines déclarations que j'aurais dites sur l'apartheid. Je le répète donc même s'il nous faut rester vigilant. Je suis totalement contre ce régime. »*

PATRIMOINE

Cent cinquante ans de restauration en Picardie

Sisyphe mégalomane

La bibliothèque de la direction du patrimoine montre à travers une exposition l'évolution du service des monuments historiques. De la vision mégalomane des architectes à la Viollet-le-Duc à celle plus modeste de ses successeurs, au lendemain de la première guerre mondiale.

Brûlés par les Anglais, ravagés par les Espagnols, saccagés par les cosaques, anéantis par les Allemands, les monuments picards, comme tout ceux du nord de la France, n'ont pas eu une existence paisible. Ils ont souffert au cours des âges des envahisseurs successifs. Sans parler des maux proprement nationaux : guerres de religions, frondes et soulèvements divers, révolutions.

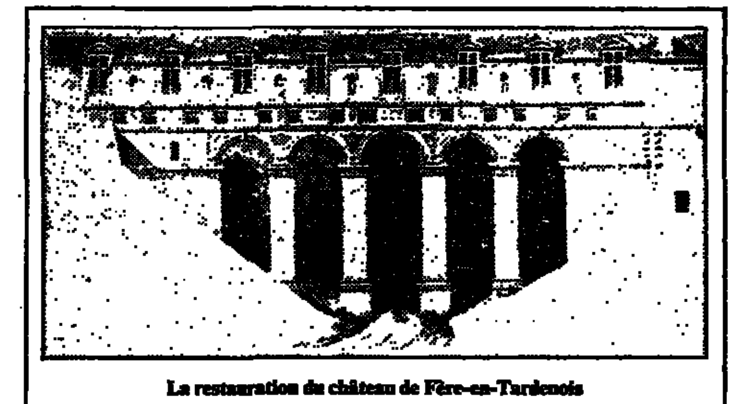
Chacun d'entre eux porte les cicatrices d'une histoire mouvementée. Au dix-neuvième siècle, sous l'impulsion de Prosper Mérimée, les Monuments historiques songèrent à panser les plaies des plus menacés de ces édifices. L'exposition organisée au Musée des monuments français, palais de la Belle au bois dormant, retrace cet effort jusqu'au lendemain de la guerre de 1914.

Les instructions de Mérimée étaient précises. Les architectes devaient effectuer un relevé exact de l'œuvre en péril avant de suggérer, par un dessin tout aussi minutieux, les travaux à entreprendre et le résultat final. Cela nous permet d'avoir un aperçu de quantité d'édifices avant restauration et dans certains cas (le château de Coucy, par exemple) avant destruction irrémédiable.

Un « prototype » médiéval

Les architectes, Viollet-le-Duc, Boeswillwald, Hardion, Semersheim ou Boitte, ont tous la même perspective : « retrouver » l'œuvre originale sous les ajouts composites. On va donc modifier une façade, diminuer la hauteur d'un pignon, tranformer un clocher, surbaisser une toiture ou percer des orifices, au nom d'un purisme tout théorique et d'une unité de style parfaitement factice.

L'abbaye romane de Morienval, coupable d'avoir été remaniée au seizième siècle reprend ainsi son « aspect primitif ». L'édifice, dont on peut mesurer le charme et l'harmonie grâce au relevé pointilleux de Semersheim va perdre une bonne part de son élégance au profit d'une « vérité » parfaitement illusoire. Le château de Pierrefonds, « l'œuvre » la plus connue de Viollet-le-Duc, est présentée avant, pendant, et après la restauration.



La restauration du château de Fère-en-Tardenois

Les dessins et les photos nous montrent la ruine imposante se transformant peu à peu en un prototype médiéval qui servira de modèle à tous les Disneyland de la planète. La forteresse de Fère-en-Tardenois, flanquée au seizième siècle d'une belle galerie sur pilotis, avait été demantelée par l'un de ses derniers propriétaire, Philippe Egalité. Boitte propose lui aussi son projet idéal de restitution. Il traite la galerie haute comme un passage, ce qu'elle n'était sans doute pas, et pour justifier sa proposition, l'allonge d'une travée, puis la flanque d'une lourde construction octogonale qui n'avait jamais existé.

Parfois, le pastiche est au carré. L'église de Tracy-le-Val, sur la ligne de feu pendant quatre ans de guerre, pratiquement anéantie au moment de l'armistice, en 1918, est rétablie par André Collin sur ses plans d'avant guerre. C'est-à-dire sur ceux de son collègue Verdier, qui l'avait quasiment reconstruite quelques années auparavant.

Mais ces maladresses ou ces excès ne doivent pas nous faire oublier que sans ces architectes parfois trop imprégnés d'un idéal sulpicien de nombreux bâtiments civils, militaires ou religieux n'existeraient plus.

Au milieu du dix-neuvième siècle, avant l'intervention de Boeswillwald, la cathédrale de Laon menaçait littéralement de s'écrouler. Celle de Soissons comme la collégiale de Saint-Quentin n'étaient plus que ruines au lendemain du premier conflit mondial. Les Monuments historiques relevèrent plus de sept cents édifices détruits. Les restaurations étaient à peine finies à la veille de 1939. Ils durent reprendre, six ans plus tard, leur travail de Sisyphe. Mais avec moins d'idéalisme et plus de modestie. Les grands visionnaires « troubadours » ont fait place aux historiens d'art. L'ère des grandes recréations est close.

EMMANUEL DE ROUX.

★ *Cent cinquante ans de restauration en Picardie, Musée des monuments français, place du Trocadéro, jusqu'au 16 mars 1987.*

THÉATRE

« Risotto », à la Maison de la culture de Bobigny

L'art d'accommoder l'amitié

Fabrizio Beggiato est un spécialiste des textes romains anciens, docteur en philosophie et professeur à l'université de Rome. Amedeo Fago est scénographe au cinéma, cinéaste et comédien à ses heures, dans le petit Teatro politecnico qu'il a créé via Tiepolo, où il interprète des textes d'auteurs contemporains.

Comme ce *Risotto*, qu'il a lui-même écrit et qui narre son amitié vraie, avec Fabrizio. La mise en scène est simple comme un bon petit plat : à droite, Amedeo, attablé. A gauche, Fabrizio, derrière un plan de travail où sont rassemblés tous les ingrédients nécessaires à la préparation d'un bon risotto. Ce soir-là : du riz, des oignons, de l'ail et de l'échalote, un vin blanc, des truffes blanches. Fabrizio aurait pu utiliser des bettes, des poivrons, du saumon. Ce risotto était aux truffes blanches.

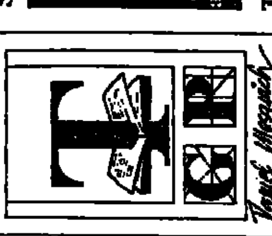
Il faut environ quarante-cinq minutes pour préparer et cuire un risotto. C'est la durée de ce spectacle insolite, le temps de raconter plus de trente années de compagnonnage dans l'Italie contemporaine qui semble bien être et rester une douleur. Les souvenirs se dessinent peu à peu, des images surgissent. Beaucoup d'humour, un zeste d'ironie et, au bout du compte, une somme de déceptions diverses souvent poignantes.

L'essentiel désormais n'est-il pas que le risotto soit bon ? *« Pourvu que tu y mettes un peu d'amour, il vient toujours bien. »* Cela est d'autant plus important que le public est convié à le découvrir avec ses propres papilles, à la fin du spectacle. Goût étrange qui donne l'envie de s'interroger plus encore sur une Italie débarrassée des fumets du folklore. Jamais on n'a mangé italien comme avec ces deux drôles de Romains.

OLIVIER SCHMITT.

★ Jusqu'au 12 février, du mardi au samedi, à 20 heures précises. Possibilité d'assister le même soir au spectacle Gassman ou Heiner Müller.





Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES YEUX D'AGATHE, Mouffetard (43-31-11-99), 20 h 45.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Atys, de J.-B. Lully ; dir. musicale : William Christie.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Turcaret.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : 20 h 30 : Récitations/conversations, Poésie : Jean Tardieu.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Cinéma-Vidéo : de 14 h 30 à 20 h 30 : Cinorama Tokyo 87 (Grande Salle, 1er sous-sol) ; Cinéma et littérature au Japon (voir la rubrique Films/Cinémathèque) ; Vidéo-Information : à 13 h, Murs murs, d'A. Varda ; 16 h, la Princesse Palatine à Versailles, de M. Porte ; 19 h, le Baiser de Tosca, de D. Schmidt ; Vidéo-Musique : à 13 h : la Fille du Far-West, de Puccini ; à 16 h : Matériaux et instruments ; à 19 h : Falstaff, de Verdi ; Cinéma du musée : 15 h + 18 h, Cinéma japonais des avant-gardes.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Yiddish cabaret.

Les autres salles

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Adriana Monti.

AQUARIUM (43-74-99-61), 20 h 30 : le Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mao Tse Toung.

CITÉ INTERNATIONALE (45-85-38-69), la Resserre, 20 h 30 : la Leçon des ténèbres.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Baudelaire; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 ; On répète Bagatelle.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.

MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double Mixte.

ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold le bien-aimé.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), Grande Salle, 20 h 30 : F. Chopel.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.

ROSEAU THEATRE (48-07-00-21), 19 h : Brèves inquiétudes dans une chaise longue.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TH. DES 50 (43-55-33-88), 20 h 30 : Parle pas comme ça tu t'fais du mal.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Taupes niveaux.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : J'assure à tes risques ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) (D.). I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : P. Salvadori ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CLUB DES POÈTES (47-05-06-03), 22 h : Vivre en poésie.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), à 21 h : Ligue d'improvisation française.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h 30 : Los Machucambos.

PALAIS DES CONGRÈS (47-58-40-45), 21 h : M. Sardou.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : S. Joly.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-Habitation.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

La danse

BASTILLE (43-66-42-17), à 19 h : Nota Bene.

LIERRE-THEATRE (45-86-55-83), 20 h 30 : Dhyanam.

Opérettes, comédies musicales

TH. DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : la Belle Hélène.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : M. Laferrière.

CITHEA (43-57-99-26), 22 h 15 : Claire.

ESCALIER D'OR, voir Théâtres subventionnés.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 19 janvier

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h : High Society Jazz Band.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : Tentet Design.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : D. Moroni, L. Trussardi, Ch. Bellonzi.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : C. Alvim Connexion Featuring.

Les concerts

LUNDI 19 JANVIER

Eglise de la Madeleine, 21 h : Les petits chanteurs de Vienne (Haydn, Britten, Galuppi...).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre des concerts Colonne, dir. P. Dervaux (Bach, Beethoven, Brahms).

Comédie des Champs-Elysées, 20 h : David Abramovitz, N. Lee, E. Naoumoff, Ensemble Erwartung, dir. B. Desgraupes (Stravinski, Françaix, Bach...).

Mogador, 20 h 30 : A. Gavrilov (Chopin).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Y. Le Gaillard, P. Cohen (Krebs, Méhul, Clementi...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

18 h, En avant-première : Pouvoir intime, de Y. Simoneau.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Hommage à la Cinémathèque des armées : Algérie ; Visions d'Algérie 1956-1958 ; Hommage à Gaumont : 90 ans de cinéma ; 17 h, Un papillon sur l'épaule, de J. Deray ; 19 h, Le sucre, de J. Rouffio.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Cinéma et littérature au Japon

14 h 30, l'Épouse de Hanaoka Seishu, de Masumura Yasuko ; 17 h 30, les Années du crépuscule, de Toyoda Shiro ; 20 h 30, la Rivière Ki, de Nakamura Noboru.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

AMERICAN WARRIOR II (A., v.o.) (*) : George V, 8e (45-62-41-46) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Club, 9e (47-70-81-47) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE BEAUF (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Gaumont Halles 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

LE CHEVALIER A LA ROSE (All., v.o.) : Vendôme, 3e (47-42-97-52).

COCA COLA KID (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-62-16-16).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE COUREUR (Iran., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

DÉSORDRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-47-57-47).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

ON A VOLÉ CHARLIE SPENCER (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

LE PASSAGE (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LA PURITAINE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71).

LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

SARRAOUNIA (Fr.) : Cinoches (h.sp.), 6e (46-33-10-82).

SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

TOP GUN (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA VÉRITABLE HISTOIRE d'AH. Q (Chin., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

Y A-T-IL QUELQU'UN POUR TUER MA FEMME ? (A., v.o.) : Biarritz, 8e (45-62-20-40). Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-49-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

KAMIKAZE (Fr.) : Studio Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LE MAL D'AIMER (Fr., it.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MISSION (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34), George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Galaxie, 13e (45-80-81-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

EMMANUELLE V (Fr.) (**) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-05-06-07).

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : UCG Biarritz, 8e (45-62-20-40).

FIRESTARTER (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A., v.o.) : Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-86-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Templiers, 3e (42-72-94-56).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Elysée, 8e (47-20-76-23) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

JUMPIN JACK FLASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES AMOURS D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

L'ASSASSINAT DE TROSKY (A., v.o.) : Reflet-Médicis, 6e (43-54-42-34).

BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BARRY LYNDON (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BOB LE FLAMBEUR (Fra.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA BOUM AMÉRICAINE (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CLÉOPATRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

COMMANDO (A., v.f.) (*) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

LE CORBEAU (Fr.) : Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA DÉESSE (v.o.) : Cluny Palace, 6e (43-25-19-90).

DROLE DE DRAME (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

ELLE ET LUI (A., v.o) : Champo, 5e (43-54-51-60) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

E.T. (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES FANTASTIQUES ANNÉES 20 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA GARÇONNIÈRE (A. v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

HUSBANDS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (47-00-89-16).

L'IMPOSSIBLE Mr. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

INFIDÈLEMENT VOTRE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Angl., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

OLIVER TWIST (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

PIRATES (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (42-36-12-83).

QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

SI J'AVAIS UN MILLION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

VOUS NE L'EMPORTEREZ PAS AVEC VOUS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (47-72-94-56).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

WEST SIDE STORY (A. v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LES FILMS NOUVEAUX

COMME UN CHIEN ENRAGÉ (*), film américain de James Foley, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (*), film américain de René Cardona Jr, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

JASON LE MORT-VIVANT (*), film américain de Tom Mac Loughlin, v.o. : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

MALCOLM, film australien de Nadia Tass, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

LA MESSE EST FINIE, film italien de Nanni Moretti, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Racine-Odéon, 8e (43-26-19-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MORT OU VIF, film américain de Gary Sherman, v.o. : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Grand-Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-31-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LES MURS DE VERRE, film américain de Scott Goldstein, v.o. : Forum 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain-Village, 5e (46-33-63-20) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 5e (45-79-33-00) ; v.f. : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

PAIEMENT CASH, film américain de John Frankenheimer, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SALE DESTIN, film français de Sylvain Madigan : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOQUE, film français de Georges Lautner : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-46-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler-Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

MARDI 20 JANVIER

« G. Courbet et l'impressionnisme », 10 h 30, entrée Petit Palais, avenue W.-Churchill (Paris passion).

« Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (S. Rojon).

« Le Palais de Justice en activité », 14 heures, 4, boulevard du Palais (AITC).

« Les homosexuels du Père-Lachaise », 14 h 30, escalator du métro Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Exposition Orfèvrerie de Tarente », 15 heures, musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, caisse (approche de l'art).

« Saint-Germain-l'Auxerrois et son quartier », 15 heures, métro Pont-Neuf, sortie côté Samaritaine (G. Botteau).

« Histoire et fonctionnement du Palais de Justice, un procès des flagrants délits », 15 heures, métro Cité, côté marché aux fleurs (M. Ragueneau).

« Hôtels, églises et ruelles du Vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (résurrection du passé).

« Le Marais, ses rénovations, les hôtels de Sens, de Brinvilliers », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (vieux Paris).

« L'Opéra de Paris », 13 h 15, vestibule.

« L'hôtel des Monnaies et ses alentours », 15 heures, 11, quai Conti.

« L'hôtel Lauzun et son décor », 15 heures, tél. le matin : 48-87-24-14 (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

CONFÉRENCES

30, rue Cabanis, séminaire du SEFRI : « URSS, l'ère de Gorbatchev ». Renseignements : 43-36-04-41.

Salle Chaillot-Galliéra, 28, avenue George-V, 15 heures : « Akhénaton et Néfertiti » (Mme Desroches-Noblecourt).

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Histoires et chroniques au Moyen Age ».

19 heures : « Cours d'histoire de l'art : la peinture en France au XVe siècle ».

Salle souterraine, gare de l'Est, porte 18, 17 h 30 : « En marge des mille et une nuits, la Perse et l'Iran » (conférence-projection de M. Mamene).

[هكذا من الأصل]

هكذا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 19 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20.35 Cinéma : Les Arnaud. □
Film français de Léo Joannon (1967).
Avec Bourvil, Christine Delaroche, Adamo, Michel de Ré.

22.10 Magazine : Acteur studio.
Emission proposée par Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
▶ Avec Vittorio Gassman et son fils Alessandro, pour la pièce de Pasolini ; Affabulazione, Isabella Rossellini, Milva.

23.25 Paris-Dakar : résumé.

23.30 Journal.

23.50 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.35 Série : Les cinq dernières minutes.
Crime sur mégahertz, téléfilm de Joannick Desclers.
Avec Jacques Debarry, Marc Eyraud, Roland Bertin, Michel Boujenah.

22.00 Documentaire : Des trains pas comme les autres.
▶ L'Inde : quatre milliards de voyageurs.
Deuxième émission d'une série de trois, proposée par François Gall.

23.00 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.35 Cinéma : La mariée était en noir. ■■
Film français de François Truffaut (1968). Avec J. Moreau, Cl. Rich, J.-Cl. Brialy, M. Bouquet, M. Lonsdale, Ch. Denner.

22.25 Journal.

22.50 Documentaire : Pierre-Dominique Gaisseau, aventurier.
(3e et dernière partie.)

23.40 Prélude à la nuit.
Presto, d'Albeniz.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Philadelphia Experiment. ■■ Film américain de Stewart Raffil (1984). Avec Michael Paré, Nancy Allen, Eric Christmas, Boddy DiCicco ; **22.10** Flash d'informations ; **22.15** Etoiles et buts ; **22.45** Les drives de Canal + ; **23.45** *Football américain* ; **0.55** *Cinéma : Massacres dans un train fantôme.* ■ Film américain de Tobe Hooper (1981). Avec Elisabeth Berridge, Cooper Huckabee, Miles Chapin, Largo Woodruff, Sylvia Miles ; **2.25** Série : Les monstres.

LA « 5 »

20.30 Série : L'inspecteur Derrick ; **21.35** Série : Kojak ; **22.35** Série : *Supercopter* ; **23.30** Série : *La cinquième dimension* ; **0.20** Série : L'inspecteur Derrick ; **1.35** Série : Kojak ; **2.20** Série : Star Trek.

TV 6

20.30 Série : Les envahisseurs ; **21.20** Série : Les superminds ; **22.05** 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Cinq psychanalyses de Freud. 1. L'homme aux rats ; **21.30** Musique : Latitudes. Les origines traditionnelles du raï, avec la chanteuse Chikha Remettez ; **22.30** La nuit sur un plateau. Invité : André du Bouchet.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de la salle Gaveau à Paris) : Concerto en la mineur, de Krebs ; Sonate en ré majeur, de Méhul ; Sonate à quatre mains n° 3 en mi bémol majeur, de Clementi : Andante con variazioni en fa mineur, de Haydn ; Sonate à deux claviers en ré majeur, K448, de Mozart, par Yannick Le Gaillard et Patrick Cohen, Pianoforte ; à 23.08, la vie passionnée et romantique de Louis-Ferdinand Kornfeld ; **24.00** Les soirées de France-Musique. Dvorak et le sens du sacré.

Mardi 20 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13.50 Série : La croisière s'amuse.
14.40 Feuilleton : Isaura (12e épisode).
15.15 Ravi de vous voir.
16.00 Série : Alfred Hitchcock présente...
La provocation.
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
Avec Juliette Gréco, Daniel Defilipi, Léo Basel.
17.25 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.25 Loto sportif.
20.35 Feuilleton : Dallas.
3e épisode : Quels yeux.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
Le baiser de Midas.
22.20 Documentaire :
Nouveaux mondes, l'Australie.
▶ Premier volet d'une série de trois : La dernière conquête de l'Ouest.
23.20 Paris-Dakar : résumé.
23.25 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire.
Emission de Luce Perrot.

DEUXIÈME CHAINE : A2

13.45 Feuilleton : Le riche et le pauvre.
14.35 Magazine : Ligne directe.
De Jacques Pradel et Dominique Verdeilhan.
15.35 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.05 C'est encore mieux l'après-midi.
17.30 Récré A 2.
Mimi Cracra ; Lire, lire, lire ; Les maîtres de l'univers ; Quick et Flupke.
18.05 Série : Ma sorcière bien-aimée.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Klute. ■■
Film américain de Alan J. Pakula (1971).
Avec Jane Fonda, Donald Sutherland, Charles Cioffi, Nathan George, Dorothy Tristan, Rita Gam, Roy Scheider.
Un homme de science, bon époux et père de famille, disparaît. Le policier chargé de l'enquête découvre qu'il a fréquenté une call-girl à New-York et surveille celle-ci. Un suspense rebondissant en étude de mœurs et de milieu, une peinture désenchantée de l'Amérique moderne livrée à la débauche et à la corruption, le portrait d'une femme étrange et complexe : Jane Fonda, c'est tout dire.
22.25 Magazine : Cinéma, cinémas.
Emission d'Anne Andreu, Michel Boujut et Claude Ventura. Au sommaire : Samuel Fuller, Buster Keaton, Wim Wenders, Janet Leigh, Gérard Depardieu, Maurice Pialat.
23.15 Série : Johnny Staccato.
23.45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

14.00 Documentaire : Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
14.30 Magazine : L'art en tête (rediff.).
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
15.50 Les métiers d'avenir : Le gang des informaticiens.
16.00 Documentaire : Les grandes villes.
Rome.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Série : Zorro.
18.00 Inspecteur Gadget.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).
19.15 Actualités régionales.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.05 Les jeux à Aix-les-Bains.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : War games. ■■
Film américain de John Badham (1983). Avec Matthew Broderick, Dabney Coleman, John Wood, Ally Sheedy.
En piratant des jeux vidéo sur son ordinateur, un lycéen de Seattle capte, sans le savoir, les véritables données de la guerre thermonucléaire totale. Un postulat qui fait froid dans le dos : danger de l'ordinateur à la maison, suppression de l'intervention humaine dans le déclenchement de la guerre mondiale. Et aussi un extraordinaire spectacle qui tient en haleine.
22.30 Journal.

CANAL PLUS

14.00 *Cinéma : Une femme en Afrique.* ■■ *Film français de* Raymond Depardon (1985). Avec Raymond Depardon, Françoise Prenant ; **15.20** Cinéma : Time Walker. ■ Film américain de Tom Kennedy (1982). Avec Ben Murphy, Kevin Brophy, Nina Axelrod, James Karen ; **16.45** Série : Espion à la mode ; **17.30** Série : Les monstres ; **18.00** Flash d'informations ; **18.05** Dessins animés ; **18.15** Jeu : Les affaires sont les affaires ; **18.45** Top 50 ; **19.15** Zénith ; **19.55** Flash d'informations ; **20.05** Starquizz ; **20.30** Les triplés ; **20.35** Cinéma : Moi vouloir toi. Film français de Patrick Dewolf (1985). Avec Gérard Lanvin, Jennifer, Daniel Russo, Corine Marienneau, Clémentine Célarié, Bernard Giraudeau ; **22.00** Flash d'informations ; **22.10** Cinéma : P.R.O.F.S. ■ Film français de Patrick Schulmann (1985). Avec Patrick Bruel, Fabrice Luchini, Christophe Bourseiller, Laurent Gamelon, Martine Sarcey, Yolande Gilot ; **23.40** Cinéma : Martin soldat. ■■ Film français de Michel Deville (1966). Avec Robert Hirsch, Véronique Vendell, Walter Rilla, Paul-Emile Deiber ; **1.10** Jeu : Shanghai-Paris.

LA « 5 »

14.10 Série : L'inspecteur Derrick ; **15.20** Chips ; **16.10** Série : K 2000 ; **17.10** Série : Shérif, fais-moi peur ; **18.5** Série : Supercopter ; **19.5** Série : Happy days ; **19.35** Série : Star Trek ; **20.30** Cinéma : Et vive la liberté ! W Film français de Serge Korber (1977) ; **22.00** Série : Supercopter ; **23.00** Série : Lou Grant ; **23.55** Série : La cinquième dimension ; **0.45** Série : Star Trek ; **1.45** Série : Lou Grant ; **2.40** Série : La cinquième dimension.

TV 6

14.00 6 Tonic ; **17.00** Système 6 ; **18.50** NRJ 6 ; **19.40** Série : Max la menace ; **20.10** Feuilleton : Le temps des copains ; **20.30** Cinéma : Deux sœurs vivaient en paix. ■ *Film américain d'Irving Reis (1947) avec C. Grant, M. Loy,* S. Temple. *Un conférencier fantaisiste, qui a eu affaire à une femme-juge, est en butte aux avances de la sœur de celle-ci, une adolescente énamourée. Pas follement original dans le scénario et la mise en scène, mais le trio Cary Grant/Mirna Loy/Shirley Temple fait des étincelles* ; **22.05** 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. L'homme naît à la mer ; Le handicap : la culture handicapée ; **21.30** Musique : Diagonales. Entretien avec Michel Jonasz ; **22.30** Nuits magnétiques. La nuit et le moment ; Louis Jouvet ; **0.10** Du jour au lendemain.

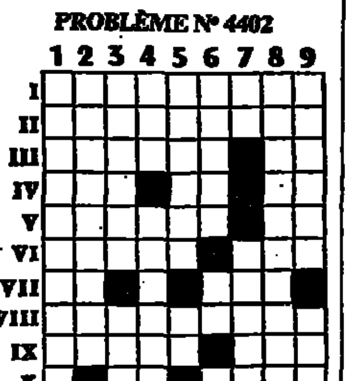
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel). Récital Jorge Bolet, piano ; **22.00** Les soirées de France-Musique. Concert de minuit : ouverture de *Manfred*, de Schumann ; Guillaume Tell, de Rossini ; Neuvième symphonie en mi mineur, op. 95, de Dvorak (enregistré le 31 janvier 1953 au Carnegie Hall) ; Le barbier de Séville (ouverture), de Rossini, Sixième symphonie en si mineur, de Tchaïkovski (enregistré le 21 mars 1954 au Carnegie Hall) ; par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanini.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4402



HORIZONTALEMENT

I. Qualifie une personne qui n'a pas de dents. – II. Ont souvent des « figures » à faire peur. – III. Célèbre facteur. Abrégé d'enseignement. – IV. Prise d'eau. Abréviation religieuse ou guerrière. Aurait confirmé le proverbe : « souvent femme varie ». – V. N'est donc pas restée seule. Démonstratif. – VI. Se consomment grillés ou fumés. Cassant ou casseur. – VII. Temps. Relève des épaules. – VIII. Des femmes souvent à la page. – IX. Prophète juif. Liquide. – X. Dans le vent. Apprécie ou n'est pas apprécié. – XI. Couvertes d'ardoises.

VERTICALEMENT

1. Caractère d'une personne peu faite pour le commerce. – 2. Sont donc sur la bonne voie. – 3. Gros cordage. Chef de la police à l'étranger, chef du milieu en France. – 4. Possessif. Partie de « boule ». – 5. Bien roulés. Note. – 6. Panier à poissons. Forme d'auxiliaire. Le platine. – 7. En instance. Est à faire sans faute. – 8. Finit toujours bien. – 9. Intime conviction. En France.

Solution du problème n° 4401

Horizontalement

I. Plastiqueur. Ego. – II. Recousu. Cristal. – III. Epris. Eole. Auge. – IV. Sien. Or. Atelier. – V. S.O.S. Abêtir. – VI. Et. Voilure. Nain. – VII. Céder. Lie. Nô. – VIII. Ost. Elucide. – IX. Tartes. Eros. Ria. – X. Rôti. Ans. Mâtins. – XI. Or. Aile. Bègue. – XII. Nidifier. Déesse. – XIII. Sir. Oui. Ou. – XIV. Attelé. Brel. Tir. – XV. Hesse. Teen-agers.

Verticalement

1. Presse-citron. Ah ! – 2. Lépiote. Aoriste. – 3. Acres. Dort. Dits. – 4. Soin. Vestiaires. – 5. Tus. Aorte. If. Le. – 6. Is. Obi. Salive. – 7. Querelle. Née. – 8. Tuiles. Robe. – 9. Eclaireur. Ure. – 10. Urètre. Comédien. – 11. Ri. Visage. La. – 12. Salon. Tuer. – 13. Etui. Aneries. Té. – 14. Gage. Io. In. Soir. – 15. Oléron. Masseurs.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 17 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

● N° 87-24 du 15 janvier 1987 relatif à l'exercice du droit de communication par les agents de la direction générale des impôts ;

N° 86-1415 du 31 décembre 1986 pour l'application des dispositions du chapitre premier du titre premier du livre premier du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier ;

N° 86-1422 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application du la loi 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

DES ARRÊTÉS

● Du 16 décembre 1986 relatif à la diffusion de mises en garde et de précautions d'emploi concernant l'utilisation de certains jouets-poussettes pliantes ;

● Du 16 janvier 1987 fixant les modalités de la privatisation de la Compagnie financière de Paribas.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 18 janvier 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 1er décembre 1986 relatif à l'augmentation du titre alcoométrique naturel des raisins frais, des moûts et des vins de la récolte 1986 ;

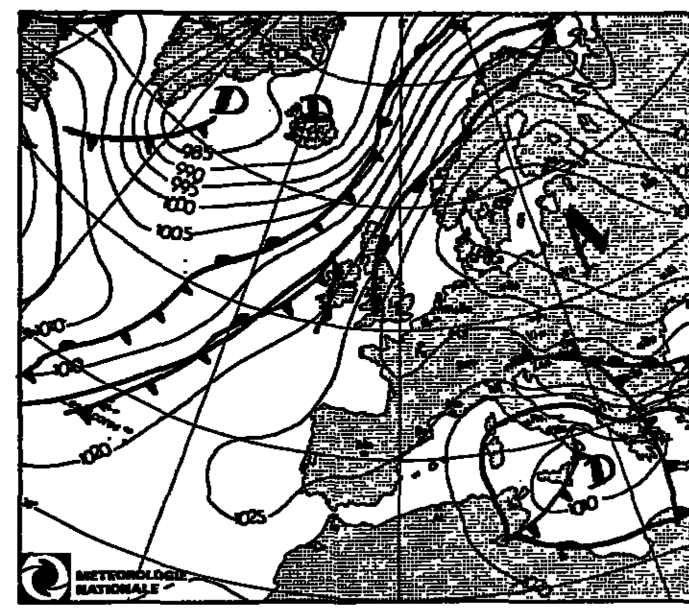
● Du 7 janvier 1987 modifiant l'arrêté du 2 février 1982 relatif à la création de zones dangereuses en Nouvelle-Calédonie.

SUR MINITEL

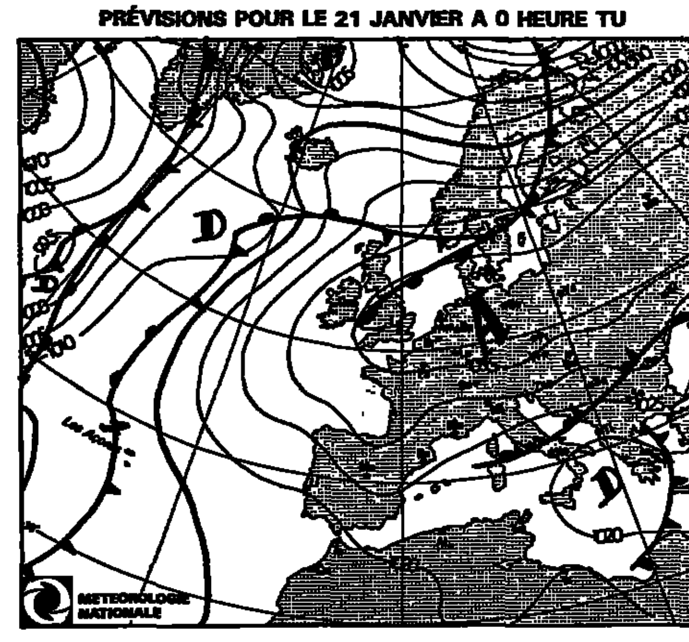
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 JANVIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 janvier à 0 heure et le mardi 20 janvier à 24 heures.

Durant les quarante-huit heures à venir, la France sera soumise à un régime anticyclonique stable, froid et sec, le centre des hautes pressions (1040 hPa) se situant sur le nord de la Russie. Les journées se caractériseront par de fréquents brouillards et nuages bas matinaux, qui devraient laisser place dans l'après-midi à des éclaircies.

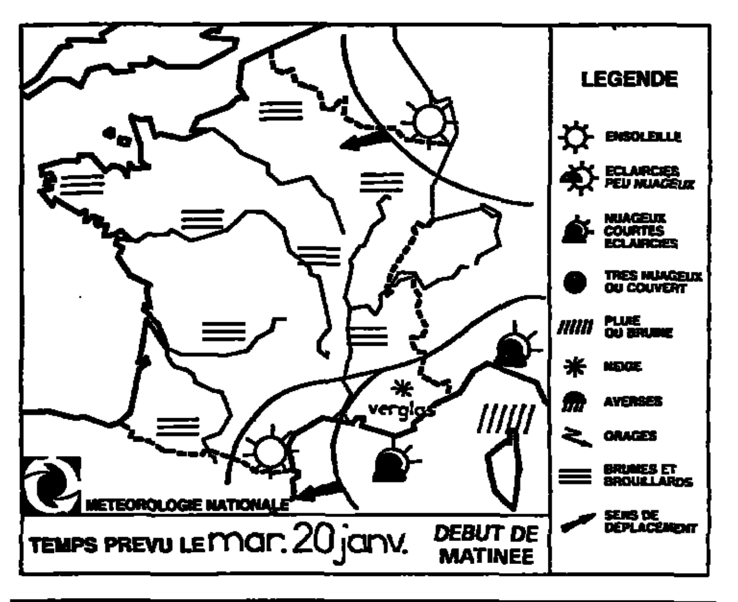
Mardi : la journée débutera presque partout dans la brume et le brouillard, localement givrant (notamment en Bretagne). Seuls les habitants du Sud-Est y échapperont grâce à une couverture nuageuse abondante. Par contre, ils devront s'attendre à quelques pluies verglaçantes près du littoral entre Marseille et Nice.

En cours d'après-midi, des éclaircies se développeront sur la plupart des régions. En revanche, pas d'amélioration à attendre dans le Sud-Est, où les *nuages envahiront peu à peu le Languedoc*, l'Aude et le Roussillon.

Côté températures, elles s'échelonneront le matin entre –10 et –6 degrés dans l'intérieur du pays, 2 et 5 degrés près de la Méditerranée, pour avoisiner 0 degré sur la côte bretonne.

En cours de journée elle remonteront *sensiblement grâce à l'ensoleillement* pour atteindre généralement –5 à 0 degré, et 3 à 8 degrés près du golfe du Lion.

Quant au vent, il soufflera faiblement de secteur nord à nord-est. Mistral et tramontane ne dépasseront pas 30 à 40 km/h.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-1 à 6 h TU et le 19-1-1987 à 6 h TU — le 19-1-1987

FRANCE	max	min	temps		max	min	temps		max	min	temps
AJACCIO	13	2	N	TOURS	–6	–6	C	LOS ANGELES	16	5	D
BIARRITZ	–2	–4	B	TOULOUSE	–9	–9	C	LUXEMBOURG	–6	–8	D
BORDEAUX	–7	–8	C	POINTE-A-P.	28	20	D	MADRID	7	–3	C
BOURGES	–5	–6	P	**ÉTRANGER**				MARRAKECH	20	7	N
BREST	0	0	N	ALGER	13	3	C	MEXICO	28	9	B
CAEN	–5	–8	C	AMSTERDAM	–5	–6	C	MILAN	5	–4	C
CHERBOURG	–5	–7	B	ATHÈNES	15	10	P	MONTRÉAL	–10	–17	*
CLERMONT-FERR.	–6	–7	C	BANGKOK	33	25	N	MOSCOU	–5	–8	*
DIJON	–4	–5	C	BARCELONE	11	0	D	NAIROBI	24	16	C
GRENOBLE St-M-H	–3	–5	C	BELGRADE	1	–2	*	NEW-YORK	3	–3	C
LILLE	–4	–6	C	BERLIN	–7	–11	*	OSLO	–9	–12	*
LIMOGES	–6	–8	C	BRUXELLES	–4	–6	*	PALMA-DE-MAL.	12	–2	D
LYON	–4	–4	B	LE CAIRE	31	16	N	PÉKIN	4	–9	D
MARSEILLE-MAR.	1	–8	D	COPENHAGUE	–2	–7	N	RIO-DE-JANEIRO	30	25	N
NANCY	–4	–6	C	DAKAR	23	19	N	ROME	15	4	D
NANTES	–5	–7	C	DELHI	17	9	B	SINGAPOUR	29	29	C
NICE	13	5	D	DJERBA	13	9	N	STOCKHOLM	–6	–9	*
PARIS-MONTS.	–4	–5	B	GENÈVE	–3	–4	*	SYDNEY	27	22	D
PAU	–2	–7	B	HONGKONG	20	17	C	TOKYO	11	2	N
PERPIGNAN	8	–1	D	ISTANBUL	7	7	C	TUNIS	12	9	P
RENNES	–6	–8	B	JÉRUSALEM	21	7	D	VARSOVIE	–8	–16	N
St-ÉTIENNE	–7	–7	B	LISBONNE	12	5	D	VENISE	5	1	D
STRASBOURG	–4	–6	C	LONDRES	–2	–4	*	VIENNE	–5	–5	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Médecine

Médecins sans frontières grande cause nationale de l'année

Contrairement à ce que Mme Michèle Barzach avait annoncé, la lutte contre le SIDA ne sera pas la *« grande cause nationale »* de l'année 1987 *(le Monde* du 29 novembre 1986). On apprend en effet que c'est l'association d'aide humanitaire Médecins sans frontières qui bénéficiera cette année de ce label.

L'association du docteur Claude Malhuret – aujourd'hui secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme – a été désignée par une commission interministérielle dans laquelle étaient notamment représentés les ministères de la santé, de l'intérieur, de la culture et, pour la première fois, le secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme.

Ce label permet de bénéficier d'une série de messages télévisés gratuits sur les chaînes publiques. Trois campagnes *« d'intérêt général »* seront organisées, d'autre part, au profit de la Fondation pour la recherche médicale, du Comité catholique contre la faim, et de la lutte contre le SIDA. Les messages télévisés diffusés dans le cadre de ces campagnes bénéficient d'une réduction de tarif de 65 %.

On indique, dans l'entourage de Mme Barzach, que la campagne de prévention contre le SIDA sera lancée durant le premier semestre et qu'elle s'adressera au grand public et aux professionnels de la santé. Aucune précision n'a toutefois encore été donnée en ce qui concerne le financement de l'ensemble de ces actions.

Le bilan de santé d'Isabelle Adjani

« Convenable », selon le conseil de l'ordre

Le professeur Raymond Villey, président du conseil de l'ordre des médecins, a démenti, le dimanche 18 janvier, au cours du journal de TF 1, les rumeurs qui, depuis quelques mois, couraient sur l'état de santé d'Isabelle Adjani. *« Son bilan de santé est convenable*, a déclaré le professeur Villey. *Elle a une bonne santé. Tout ce que j'ai pu lire ou entendre comme rumeur est faux. Ce sont des fables, ce sont des inventions.* En outre, le professeur Villey a ajouté que *« puisqu'on a insinué que, peut-être, des membres de professions de santé avaient pu contribuer à répandre ces rumeurs, nous cherchons. Parce que si cela – auquel je ne veux pas croire, c'est trop abominable – était prouvé, évidemment les auteurs de ces médisances, de ces calomnies, de ces affirmations fausses répandues dans le public, feraient l'objet de poursuites disciplinaires ».*

● SOLIDARITÉ : Sauvez les enfants. – Famine en Afrique, cyclone au Bangladesh, tremblement de terre à Mexico, éruption volcanique en Colombie, l'association Save the children (Sauvez les enfants), créée en 1919, est chaque fois sur place, pour secourir les enfants qui souffrent, sans considération de race ou de religion, et ses programmes d'assistance sont élaborés en collaboration étroite avec chaque pays.

Présente dans quatre-vingt-dix pays (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, Danemark, Norvège, Australie, Autriche, entre autres), elle a distribué une aide directe de 790 millions de francs en 1985, et cinq mille personnes s'emploient sur le terrain à lutter contre la maladie, la misère et l'analphabétisme. En 1987, Sauvez les enfants entreprend une action en France et Afrique francophone pour *« permettre à chacun de se prendre en charge »* et *« préparer l'avenir du monde ».*

★ Adresser les dons à Sauvez les enfants, 9, rue Benjamin-Godard, 75116 Paris. Tél. (16-1) 47-39-41-82. Compte d'association à la Fondation de France n° 060571.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Anne BRUNEL-FLIEDER
et Laurent FLIEDER

sont heureux de faire part de la naissance de

Gaspard.

Paris, le 4 janvier 1987.

– Célia CAMPOMIZZI-VILLOIN

a la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Nicolas,

le 14 janvier 1987.

La Haye-aux-Moines,
94000 Créteil.

Mariages

– Philippe DELLEUR
et
Maria-Luiza BARRETTO

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 27 décembre 1986, à Rio-de-Janeiro, par dom Helder Camara.

16, rue des Poissonniers,
92200 Neuilly.

Décès

– Marlieux. Limonest. Paris. Lyon. Chambéry.

M. François Allix,
ses enfants et petits-enfants,
Dupin de Saint-Cyr,
M. et Mme Jacques Allix,
leurs enfants et petite-fille,
Mme Alfred Manthe,
Mlle Georgette Allix,
M. et Mme Denis Allix
et leurs enfants,
Mme Edmond Fardel,
M. et Mme Pierre Yakovlef,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Guy Lejeune,
M. et Mme Jean-Pierre Allix
et leurs enfants,
Mme Gladys Kirk,
Mme la directrice,
Les résidentes,
Et le personnel de la maison de retraite de Marlieux,

ont le chagrin de faire part du décès de

Mme André ALLIX,
née Jeanne Manthe,
agrégée de l'Université,

survenu à Marlieux, le 12 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Selon son expresse volonté, les obsèques ont eu lieu le 15 janvier, à Lancié (Rhône), dans la *stricte intimité familiale.*

– Les amis de

Etienne CAHEN,
dit Jean Alberede,

annoncent son décès, survenu le 11 janvier 1987, à Angers.

Il a fait don de son corps à la médecine.

Une messe sera célébrée le 22 janvier, à 19 h 15, dans la chapelle Notre-Dame-de-Pitié, à la cathédrale d'Angers.

De la part de M. et Mme Gauthron,
15, square Mongazon,
49000 Angers.
Tél : 41-66-92-59.

Dieu ! scrute-moi et connais mon cœur ;
Eprouve-moi et connais mes soucis.
Vois donc si je prends le chemin périlleux,
Et conduis-moi sur le chemin de toujours.
(Psaume 139.)

Georges CASALIS

est mort à Managua (Nicaragua), le 16 janvier 1987, alors qu'il animait un partage théologique avec les communautés chrétiennes locales.

L'inhumation a eu lieu à Managua.

De la part de :
Dorothée Casalis-Thurneysen,
qui l'accompagnait dans ce voyage.
Ses enfants :
France Sarradon,
Florence et Joseph Haeringer,
Sylvaine et Bernard Tomasi,
Olivier Casalis,
Ses petits-enfants :
Anne-Sophie, Nicolas, Laure, Jérôme, Emmanuel-Etienne,
Et sa mère, au Chili.
Sa famille de Reims, Paris et Bâle.
Ses amis d'ici et de par le monde.

Des dons peuvent être faits à la CIMADE, pour les projets au Nicaragua, CCP Paris 4088 87 Y.

Managua. Albuquerque. Chambéry. Etalans. Saint-Martin-d'Hères.

6, place Aristide-Briand,
60400 Noyon.

(Lire page 14.)

– M. et Mme Henri-Pierre Culaud
et leurs filles,
M. et Mme Roger Gros
Mme Marie-Jacqueline Gros,

font part du décès, survenu le 14 janvier 1987, de

M. Etienne CULAUD.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, square Delambre,
75014 Paris.

– Mme Jacques Demey,
son épouse,
M. et Mme Jean-Philippe Demey,
M. et Mme Nicolas Demey,
Mme Ariane Demey,
M. et Mme Dominique Demey,
M. et Mme Gilles Flaissier,
ses enfants,
Ses douze petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jacques DEMEY,
ancien président-directeur général
du journal *Nord-Eclair,*

pieusement décédé en son domicile, le 16 janvier 1987, dans sa soixante-dix-septième année.

La messe des obsèques aura lieu à Roubaix, où il sera inhumé.

Une messe sera célébrée à Paris, en la chapelle de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8e, le samedi 24 janvier, à 11 h 30.

[Né le 23 février 1909, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, M. Jacques Demey est rédacteur en chef puis directeur, en 1936, du *Journal de Roubaix*. Il en assurera la difficile parution pendant la guerre et, en 1943, passera un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). Celui-ci permettra de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien *Nord-Eclair*, qui succède, à la Libération, au *Journal de Roubaix*.

En 1952, M. Demey devient gérant-directeur, puis PDG de *Nord-Eclair*, poste qu'il conserve jusqu'en 1978. M. Demey a été, en outre, de 1968 à 1976, administrateur du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR).]

– Le président,
Le bureau national,
Le conseil d'administration,
La direction et le personnel de la Mutuelle nationale des hospitaliers,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Henri FABRE,
président-fondateur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Montargis, le 15 janvier 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 janvier 1987, à 10 h 30, en l'église Sainte-Madeleine, à Montargis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le bureau national,
Le conseil d'administration
et le personnel de l'Association nationale des retraités hospitaliers,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Henri FABRE,
président-fondateur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Montargis, le 15 janvier 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 janvier 1987, à 10 h 30, en l'église Sainte-Madeleine, à Montargis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jean-Pierre FAURE,
née Jeanne Costes.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 15 janvier 1987, à Royan (Charente-Maritime).

– Le président national,
Le secrétariat national,
Le comité national de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie,
Le conseil d'administration de la SA Mâcon-Imprimerie,
Le conseil d'administration du journal *l'Ancien d'Algérie,*

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert PELLETIER,
secrétaire national de la FNACA,
directeur général de Mâcon-Imprimerie,
ancien rappelé en Algérie,
chevalier dans l'ordre national
du Mérite,

survenu à Lyon, le 17 janvier 1987, dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 janvier, à 14 h 30, en l'église de Montbellet (Saône-et-Loire).

Les dons sont reçus au profit de l'Institut de recherche neurologique à l'IRN Pierre-Wertheimer, BP Lyon Monchat, 69394 Lyon Cedex 03.

FNACA, 37-39, rue des Gatines,
75873 Paris Cedex 20.

– Le colonel Michel Piroux,
son époux,
Isabelle, Anne-Claire, Olivier et Eric,
ses enfants,
Mme Serge Ferri,
sa mère,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Michel PIROUX,
née Solange Ferri,

survenu à Paris, le 13 janvier 1987, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 janvier, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 *bis*, rue Saint-Jacques, à Paris-5e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Mandrier-sur-Mer (Var), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue de Presles,
75015 Paris.

– Mme David Spitezki,
M. et Mme Henri Spitezki
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Spitezki
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. David SPITEZKI,

survenu le 16 janvier 1987, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 20 janvier, au cimetière parisien de Pantin.

On se réunira à la porte principale, à 11 heures.

« We want Moshiach now ! »

54, avenue Alfred-Belmontet,
92210 Saint-Cloud.

– Romain et Josianne VALBUENA

ont la grande douleur de faire part de la perte de leur fils,

Guillaume,

survenue le 13 janvier 1987, dans sa huitième année.

Avis de messes

– La comtesse Lilan Alefeld

fait part de la messe des quarante jours qui sera célébrée le vendredi 23 janvier 1987, à 18 h 30, en l'église cathédrale russe, rue Daru, à Paris-8e, à la mémoire de

Me Serge LIFAR,

décédé le 15 décembre 1986, à Lausanne.

Communications diverses

– « Une alternative à la prison : le contrôle judiciaire. » Soirée-débat organisée par l'ARAPEJ (Association Réflexion Action Prisons et Justice, 32, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris), avec l'intervention de magistrats, d'avocats et d'éducateurs, concernant une formule de substitution à l'incarcération. Entrée libre, le mercredi 21 janvier 1987, à 20 h 30, au centre Chaillot Galliera, 28, avenue George-V, 75008 Paris (métro : George-V).

– Une conférence du Père M. Cagnac, dominicain, sur « La non-violence hier et aujourd'hui » aura lieu le jeudi 22 janvier, à 20 h 30, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Libre participation aux frais. Renseignements : 43-37-14-52.

LOTO – TIRAGE DU SAMEDI 17 JANVIER 1987

3 17 19 26 33 47 – 42

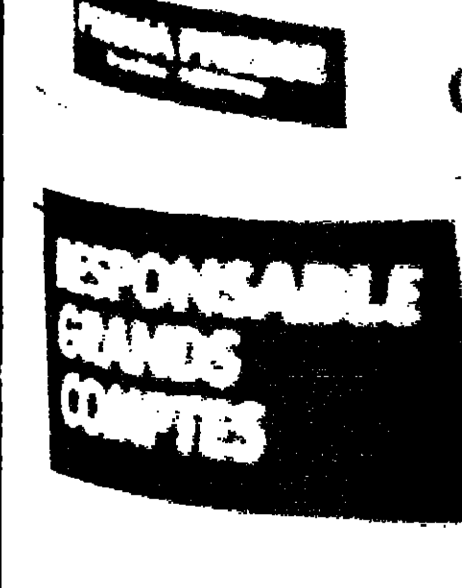
6 BONS N°	5	1 314 995,00 F
5 BONS N° + complémentaire	46	74 625,00 F
5 BONS N°	2 2[illegible]	4 990,00 F
4 BONS N°	111 240	100,00 F
3 BONS N°	1 874 181	8,00 F

3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 8,00 F X 2 = 16,00 F



	Equipe 1	Equipe 2			
1	ATLETICO MADRID	CADIX	X	N	2
2	MAJORQUE	SABADELL	X	N	2
3	SANTANDER	SÉVILLE	X	N	2
4	F.C. BARCELONE	ATHLETIC BILBAO	X	N	2
5	OSASUNA	VALLADOLID	1	N	X
6	REAL SOCIEDAD	REAL MADRID	1	N	X
7	BETIS	ESPANOL	X	N	2
8	GIJON	LAS PALMAS	1	N	X
9	ASCOLI	MILAN AC	X	N	2
10	ATALANTA BERGAME	SAMPDORIA	X	N	2
11	COME	ROMA	1	X	2
12	FIORENTINA	AVELLINO	X	N	2
13	INTER MILAN	EMPOLI	X	N	2
14	JUVENTUS	UDINESE	X	N	2
15	NAPLES	BRESCIA	X	N	2
16	VERONE	TORINO	X	N	2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 18 Janv. 1987 : 2 4 6 9 11 13 16



هكذا من الأصل



Conseillers Grande Clientèle Privée dans une banque au rayonnement mondial.

Notre image est celle d'une banque professionnelle et performante. Il y a de bonnes raisons, parmi lesquelles : une implantation exceptionnelle à l'étranger, un savoir-faire reconnu en matière de marchés financiers, de gestion de patrimoine, d'opérations de haut de bilan.

Nous souhaitons renforcer les équipes de notre département Clientèle Privée, à Paris et en Province. Leur mission ? Conseiller la clientèle privée à hauts revenus ou patrimoine important dans le choix de ses investissements. Un conseil financier à pratiquer en généraliste averti et fin relationnel, en sachant utiliser les sources d'informations internes. Il entre également dans leur fonction de développer progressivement la clientèle qui leur est confiée.

Les consultants du cabinet SIRCA, en charge de cette recherche, étudieront avec attention votre candidature si, diplômé (e) de l'enseignement supérieur, vous exercez déjà cette fonction depuis 3 ans environ. La réussite dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives : la province, l'étranger, le marché financier, les grandes entreprises, etc. Merci d'écrire sous référence 649 517 M. à SIRCA, 64 rue La Boëtie 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.


Sirca

Membre de Syntec

Expert-comptable ou ESC + DECS
pour diriger un service comptable étoffé

Une importante société chimique, filiale d'un des tout premiers groupes français, recherche le chef de ses services comptables.

- il dirigera un service comptable central étoffé (35 personnes), assurera la consolidation des filiales françaises et étrangères et pilotera, sur le plan technique, les antennes comptables décentralisées dans les usines,
- il fera évoluer les méthodes et procédures comptables afin que leur efficacité soit constamment à la mesure de la progression de la société.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de premier plan, bon animateur, bon organisateur, ayant de solides compétences en comptabilité générale et analytique ainsi qu'en fiscalité et disposant de 5 à 10 ans d'expérience en qualité de responsable de l'ensemble des activités comptables d'entreprises industrielles disposant d'outils de gestion performants.

Poste à Paris

Ecrire sous réf. ZK 283 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Jeune juriste valorisez votre expérience immobilière avec nous H/F

Le Groupe de la Compagnie Bancaire recherche pour l'une de ses filiales un jeune juriste (25/30 ans) doté d'une maîtrise de Droit privé et bénéficiant d'une première expérience de 3 à 5 ans, réussie dans une société de promotion immobilière.

Au sein d'une petite équipe jeune et soudée, vous serez chargé tant de l'étude du montage juridique d'opérations immobilières complexes, que de la conduite d'affaires contentieuses. Votre réussite dépend de vos qualités de contact, d'analyse et de synthèse.

De bonnes perspectives d'évolution existent tant dans cette société qu'au niveau du Groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 418 M à Madame JANIN - COMPAGNIE BANCAIRE
5, avenue Kléber 75116 PARIS

groupe de la compagnie bancaire

PMI dynamique (50 millions de francs de CA dont 85 % à l'export) ; une des cinq premières entreprises mondiales dans la domaine de la conception et la réalisation d'équipements de production de fils et de câbles métalliques, recherche un

Jeune directeur technique

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, après intégration, d'animer les services techniques (26 personnes) : bureaux d'études mécanique et électrique, atelier de montage et de mise au point, achats, sous-traitance...

En relation étroite avec la Direction Commerciale, il participera personnellement à la négociation des affaires sur le plan technique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, INSA, CESTI, ENI...), d'une trentaine d'années, possédant une expérience industrielle d'environ 5 ans de direction d'atelier et d'études, si possible dans le domaine des machines de production. Dynamique et de bon contact, il sera désireux de participer, dans une structure légère, au développement de la société.

Connaissance CAO appréciée. Anglais indispensable.

Lieu de travail : banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. OD 287 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

RESPONSABLE
DE LA COMMUNICATION H/F

PRISMA PRESSE, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenue, en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion.

Nos atouts : un état d'esprit enthousiaste et un souci permanent de qualité et de rigueur.

Soucieux de valoriser ces atouts, nous voulons développer une véritable politique de communication et créons le poste de : RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION.

Rattaché à la Direction Générale, votre mission consiste à définir la *stratégie* et les *moyens* d'une politique de communication externe et interne.

Au niveau externe, vous aurez à promouvoir l'image du Groupe et de ses réalisations. Vous interviendrez dans les actions menées autour de chacun de nos titres pour en assurer la cohérence avec la politique de communication du Groupe.

Au niveau interne, vous serez maître d'œuvre des principaux outils d'information et de développement de notre culture d'entreprise : livret d'accueil, journal d'entreprise, en particulier.

Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures (BAC + 4), votre *professionnalisme* et votre *personnalité* correspondent à ce que nous attendons de vous : rigueur intellectuelle, créativité, sens aigu des contacts.

Une expérience journalistique pourrait constituer un atout supplémentaire. La pratique courante de l'anglais ou de l'allemand est indispensable pour vous imposer à ce poste.

Merci d'adresser curriculum vitae, lettre manuscrite et photo, sous la référence RC/M, à Dominique THUILLEZ - **PRISMA PRESSE** - 6, rue Daru - 75008 PARIS.

PRISMA PRESSE
6 rue Daru - 75008 Paris

GEO Ca prima Femme Actuelle Télé Loisirs

Jeune juriste immobilier

Jeune et dynamique société de développement immobilier, filiale d'importants groupes financiers, recherche un RESPONSABLE JURIDIQUE.

Sa mission est d'assister sa Direction dans l'achat, la vente et la location de terrain et d'immeubles après leur mise en valeur à des fins industrielles ou commerciales et, dans ce but :

- de participer à des montages juridiques,
- rédiger des actes, des baux commerciaux,
- traiter le contentieux, les problèmes d'assurances...

Situation intéressante et évolutive pour candidat de valeur, disposant d'une solide formation juridique, d'une expérience d'environ 3/5 ans dans le secteur immobilier et alliant des qualités de rigueur, d'imagination et de bonnes capacités relationnelles.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. PE 288 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

RESPONSABLE GRANDS COMPTES



Direction Générale des Télécommunications
Service des Grands Comptes

Dans le cadre du développement de sa stratégie commerciale, la Direction Générale des Télécommunications crée des postes de RESPONSABLE GRANDS COMPTES, chargé de développer les opportunités commerciales et de promouvoir l'usage de services des Télécommunications auprès des grandes entreprises.

Ces postes sont destinés à des ingénieurs et à des commerciaux diplômés d'une grande école ayant déjà acquis une première expérience commerciale ou technico-commerciale dans les secteurs de l'informatique ou de la communication d'entreprise.

Représentant la Direction Générale des Télécommunications sur le plan national et international, *chargé d'entretenir des relations de haut niveau*, l'Ingénieur Télécom Grands Comptes est un développeur d'affaires, un diplomate, coordinateur, animé par un excellent esprit d'équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature qui sera traité confidentiellement : lettre manuscrite, CV, photo (retournés), prétentions, au
Service des Grands Comptes
Direction Générale des Télécommunications
20, avenue de Ségur, 75700 PARIS CEDEX.

DE GRANDS PROJETS POUR DE GRANDS METIERS



conseils en organisation

NOTRE METIER :
CONSEILLER LES ENTREPRISES

- Pratiquer le métier de conseil aux entreprises dès votre entrée dans la vie professionnelle au sein d'une équipe d'intervention ;
- Recevoir une formation continue - en France et aux Etats-Unis - ; diversifier vos compétences ; devenir en 5 ans responsable d'une ou de plusieurs missions ;
- Intervenir dans des secteurs aussi variés que l'industrie, la distribution, la banque, la communication, l'Administration ou les collectivités locales ;

C'est ce que vous propose ARTHUR ANDERSEN & CIE

Si vous êtes intéressé par ces possibilités d'évolution.
Si vous êtes diplômé d'une grande école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP) ou d'une grande école scientifique (X, ECP, ENST, ESE, ENPC, MINES).

Envoyez votre dossier de candidature à :
Bruno CORMOULS, ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour Gan, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2



Cadres de personnel ! Consultants R.H. !..
Bâtir une vraie stratégie sociale...

C'est ce que vous propose cette importante Société (6 000 personnes, à forte composante Ingénieurs et Cadres : 1 500), filiale de l'un des tout premiers GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS à l'IMAGE de MARQUE IMPORTANTE... Auprès de son DIRECTEUR, vous ferez œuvre d'

Ingénierie sociale

en animant une équipe chargée de préparer l'évolution des métiers et des hommes, à partir d'une stratégie d'entreprise dynamique, efficace et adaptée à un environnement très concurrentiel. En liaison avec la politique Groupe : créations d'activités nouvelles, regroupements d'entités, vous aurez à imaginer, construire et mettre en place un plan de gestion prévisionnelle du personnel, global ou sectoriel, qui permettra à la fois la flexibilité de l'activité, la mobilité *des Ressources Humaines*, en un mot *l'adéquation maximale des « objectifs »* et des « aspirations »...

Votre formation supérieure et votre expérience acquise dans une Société à établissements multiples « où il se passe souvent quelque chose » vous a préparé à cette nouvelle dimension que vous souhaitez donner, à présent, à votre carrière. Venez nous en parler. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/IS/LM.


Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Concevoir les batteries de demain...

INGENIEUR RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES PRODUITS NOUVEAUX

FULMEN La Compagnie Européenne d'Accumulateurs (1er fabricant français - 2400 personnes - Groupe CGE) est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation d'accumulateurs au plomb. Le service Développement de sa Division Batteries Automobiles souhaite renforcer son équipe.

Rattaché au Responsable du service, le titulaire du poste a pour principales missions, l'étude des conceptions des produits nouveaux et la définition des procédés de fabrication, l'élaboration et le suivi de l'exécution des essais labo et l'exploitation des résultats. Il collabore étroitement avec la fabrication.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur physico-chimiste diplômé (ESPCI...). Agé d'environ 30 ans, il justifie d'une expérience réussie d'environ 5 ans d'animation d'équipe et possède des aptitudes à la communication et une bonne pratique de l'anglais.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 19/431 AL à :

CIGIE

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Consultant opérationnel
études économiques et statistiques sur la diffusion de la presse

Bien organiser la distribution en France et à l'étranger, connaître le marché, ses besoins, ses tendances, la concurrence, prévoir au mieux et développer les ventes, réussir les réglages... autant d'impératifs quotidiens qui obsèdent les responsables de nos ventes au numéro, de nos abonnements et de notre distribution. Sous l'autorité de la Direction Commerciale, vous mènerez des missions d'études, de propositions et de conseil très opérationnel sur la diffusion de notre Journal et sur l'élaboration de tous les moyens d'information. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion -ESSEC, HEC, SUP DE CO, ECOFI, DAUPHINE- avec une spécialité en statistiques. Ils posséderont une expérience d'au moins cinq années dans des fonctions similaires en entreprise et/ou en cabinet d'organisation, où ils auront acquis la maîtrise de l'informatique et si possible la connaissance des circuits de la diffusion des journaux. Esprit d'analyse et maîtrise de la synthèse des aspects techniques, économiques, commerciaux, et financiers, goût de la communication et de la pédagogie leur permettront d'assister avec efficacité les différents services et d'éclairer avec professionnalisme les choix de la Direction Commerciale.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée - 75008 Paris, sous la Réf. 305.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Conseil études stratégie/développement

Au sein de Bernard Julhiet Conseils, importante société de conseils en développement commercial. (40 consultants), le département Etudes & Stratégie a une activité en progression constante auprès de clients d'activité et de taille variées mais visant en priorité des clientèles professionnelles.

Les missions sont centrées sur des problèmes liés au développement de l'entreprise : diversification, stratégie marchés-produits-applications, potentiels, organisation... qui exigent des consultants implication et disponibilité en même temps qu'une large autonomie.

Celui ou celle qui rejoindra notre équipe aura un profil à son image : une formation supérieure et l'expérience de l'entreprise, si possible industrielle, un tempérament ouvert au commercial, un sens de la communication écrite et orale. Un bonne pratique des études acquise en entreprise et/ou en société de conseil souhaitée. La pratique de la micro-informatique constituerait un autre atout.

Si vous êtes disposé(e) à vous engager auprès d'une équipe performante et ambitieuse, si le travail bien fait vous tente, alors *adressez-nous sans tarder votre dossier à Bernard Julhiet Conseils, sous* référence WES 87.J M, 28 boulevard Belle Rive 92500 Rueil-Malmaison.


GROUPE BERNARD JULHIET

Membre de Syntec

BANQUE PARISIENNE
recherche

POUR RENFORCER SON EQUIPE D'EXPLOITANTS

CADRE CONFIRMÉ

Le candidat retenu, de formation supérieure (formation scientifique appréciée), devra assurer l'entretien et le développement d'une clientèle d'entreprises grandes et moyennes.

Il devra justifier d'une solide expérience dans ces fonctions et d'une réussite dans la vente des produits de marchés.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est utile.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 226-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Créer la Fonction Communication et Développement Social
au sein d'un Grand Groupe

L'une des clés de la compétitivité de notre très important groupe agro-alimentaire est notre volonté de mener de front efficacité économique et développement social. La cohérence et la réussite de nos évolutions passent par l'élaboration d'un PROJET D'ENTREPRISE véhiculant une culture commune et fédérant toutes les énergies.

En liaison étroite avec le Directeur des Ressources Humaines, vous animerez ce projet en établissant une stratégie globale de l'information destinée tant aux salariés qu'aux partenaires extérieurs et portant sur tous les aspects professionnels, économiques, culturels de l'entreprise. Dans le cadre de la mise en place d'un management participatif par la hiérarchie, vous favoriserez le développement de structures interactives, l'organisation de l'expression directe et de la concertation.

La réussite dans cette fonction catalysatrice, basée dans une **ville universitaire** de l'Ouest implique une formation supérieure et une expérience d'au moins 6/8 ans de développement social et de *communication au sein d'entreprises industrielles évoluées, à travers la prise en charge d'un plan de* communication global. La maturité du candidat, son intelligence des situations, son charisme social constitueront les critères déterminants du choix.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 57 6701 M. Elle sera examinée confidentiellement par notre Conseil, qui vous contactera rapidement.


EQUIPES ET CARRIERES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Gilbarco
UNE SOCIETE INOTEC

Nous sommes une jeune société française très performante de 50 personnes, bénéficiant de l'appui de grands groupes industriels et financiers. Nos produits font appel aux technologies électroniques et informatiques les plus modernes. Notre marché est la distribution pétrolière. Pour concrétiser et poursuivre notre développement, nous recherchons :

ingénieur développement

De haut niveau, diplômé d'une grande école (ECP, SUPELEC, ENSEEIHT...).
Le candidat, homme ou femme a de préférence 2 à 3 ans d'expérience.
Nous lui proposons de travailler sur des projets motivants traitant de la physique, de *l'électronique, de l'informatique dans le cadre d'équipes jeunes et innovantes.*

ingénieur développement logiciel

Diplômé d'une grande école ou titulaire d'une maîtrise informatique (MIAGE).
Le candidat, homme ou femme, a de préférence une première expérience dans l'analyse et l'écriture de logiciel d'application et de gestion sur petits systèmes (PC-AT).

techniciens BTS/DUT électronique et informatique

Titulaires d'un diplôme BTS ou DUT option électronique et informatique, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience. Plusieurs postes sont à pourvoir.
Nous vous proposons d'une part, de participer aux développements de systèmes électroniques à base de micro-processeurs et de logiciels d'applications spécifiques et, d'autre part, aux développements des méthodes de test des ensembles électroniques de nos fabrications.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à :
GILBARCO DISTRIBUTION S.A.
19, rue de la jeune-Fille, B.P. 10223, 95703 ROISSY, Aéroport CDG.

P.R.Bleu

GENERAL MOTORS FRANCE DIVISION DELCO MORAINE

GM

Le développement de nos systèmes de freinage nous amène à recruter un
INGENIEUR SYSTEME
Il assurera l'interface technique *entre General Motors France*, ses clients et d'autres unités General Motors participant au programme A.B.S.
Il sera responsable de la mise au point des procédures de contrôle et de spécification, coordonnera les essais de développement des algorithmes et des [illegible]. En liaison avec nos clients, il aura la responsabilité de la validation [illegible]


CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

Auditeur interne groupe
Paris

- Profil -

Ce poste intéresse un candidat correspondant aux critères suivants :
- Formation supérieure HEC-ESSEC-ESCP niveau Expertise Comptable ou équivalent.
- Expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'audit anglo-saxon.
- Anglais courant indispensable.
- Audit informatique souhaité.

- Mission -

- Les interventions de l'audit interne portent sur la fiabilité des résultats des filiales, le contrôle des procédures dans les agences et le fonctionnement des systèmes informatiques de notre Groupe.
- Basé à Paris, il dépend de la Direction Financière et il est amené à effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux USA.

Ses perspectives d'évolution, en France ou à l'étranger, sont à la mesure de notre Groupe à vocation très internationale.

Adresser CV + photo + prétentions à CAP GEMINI SOGETI SA, Audit Interne, 11 Rue de Tilsitt - 75017 Paris, sous référence HMA 001.

média-system



Directeur industriel

300.000 F

Matériels mécaniques et électroniques - Un groupe européen qui fabrique et commercialise dans le monde entier des matériels de levage et de manutention recherche le directeur de son unité industrielle située dans la région de Troyes (160 personnes). Sous l'autorité de la direction générale France, il assumera l'ensemble des responsabilités qui incombent habituellement à un responsable d'unité de fabrication et auxquelles il convient d'ajouter la supervision du bureau d'études et de différents services fonctionnels (comptabilité, administration des commandes et informatique). Ce poste s'adresse à un ingénieur (type Arts et Métiers ou équivalent), âgé de 33 ans minimum et parlant couramment l'anglais. Il doit nécessairement avoir exercé pendant plusieurs années des responsabilités de fabrication dans une unité confrontée à des impératifs rigoureux de qualité et de productivité et produisant en moyenne série des matériels mécaniques et/ou électroniques. Des connaissances précises en gestion constitueraient un atout important. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT, en précisant la référence A/R 9218M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Créer la première école de consultants

Ouest - L'Ecole de consultants d'entreprises, créée sous l'égide d'organismes publics, d'institutions de développement économique, d'organisations professionnelles, d'écoles de gestion, débutera ses activités en septembre 1987. Elle formera des spécialistes du conseil aux entreprises, débutants issus de l'enseignement supérieur - bac + 4 minimum - et cadres expérimentés. Son directeur, en liaison avec un conseil d'orientation stratégique et pédagogique, assurera le lancement de l'Ecole, sa promotion, et la coordination des moyens matériels et humains. L'équipe pédagogique sera composée d'intervenants de haut niveau issus des entreprises, des professions de conseil, de l'enseignement supérieur. La réussite dans cette fonction suppose une formation supérieure - grande école, 3ème cycle... -, avec une composante de gestion, et une expérience professionnelle diversifiée - responsabilités en PME-PMI, conseil, pédagogie d'adultes... - Une bonne connaissance de l'Ouest et des organismes régionaux constitueraient des atouts supplémentaires. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1446M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.52

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Consultants en maintenance ou en logistique

Neuilly - PA, Cabinet International de Conseil (1200 consultants dans le monde), poursuit son développement dans le conseil en management. Notre société française recherche des consultants chargés aussi bien de conseiller les directions générales et industrielles que de dialoguer à tous les niveaux de l'encadrement. Les missions auront trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action dans les domaines de la maintenance et de la logistique industrielle (amélioration des flux). Ces postes basés à Neuilly impliquent une mobilité certaine sur la France et, occasionnellement, des déplacements de moyenne durée en Afrique francophone. Les candidats doivent avoir une formation d'ingénieur complétée par un diplôme de gestion (IAE, ICG...). Ils ont une première expérience industrielle orientée vers la gestion de la maintenance d'installations complexes ou vers la logistique (approvisionnements, gestion de production, distribution physique). Ils savent animer des équipes et peuvent s'impliquer dans des actions de formation. La pratique de l'anglais est nécessaire pour les échanges au sein du groupe PA. Ecrire à F. MAUBOUCHE, Directeur Général, en précisant la référence A/062MLM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

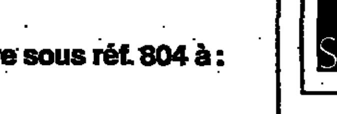
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale française d'un Groupe américain occupant dans le secteur de la chimie une position de tout premier plan, nous recherchons pour notre siège social à Paris un :

MANAGER LOGISTIQUE

Il assurera pour nos deux principales unités de production la responsabilité complète de la gestion des flux matières destinés à l'ensemble de notre clientèle.
S'appuyant sur un réseau informatique de première qualité, il optimisera le mix coûts/ délais grâce à la rigueur et à l'efficacité de son planning opérationnel.
Mobile, en contact permanent avec la clientèle, il veillera à la qualité des prestations fournies, facteur essentiel de notre réussite.
Ses facultés de dialogue et ses compétences lui permettront d'exercer une autorité naturelle auprès de son équipe, de motiver les hommes, de stimuler *les énergies en communiquant sa passion du service de haute qualité.*
Il mettra en œuvre ses talents de négociateur auprès des contractants et des sous-traitants afin d'exploiter au mieux les ressources de son budget de fonctionnement (env. 30 MF).
Agé de 35-40 ans, le candidat pourra se prévaloir d'une formation initiale de type Ingénieur Arts et Métiers et d'une expérience valorisante de 8 à 10 ans dans une fonction de production industrielle.
Maîtrisant parfaitement l'anglais, il saura saisir l'opportunité d'un poste clé dans notre organisation, qui lui permettra par la suite d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein du Groupe.
Un véhicule de fonction sera fourni.



Envoyez votre dossier de candidature sous réf. 804 à :
ADVANTAGE
35, rue Brunel
75017 Paris



Renouveler l'idée du marketing bancaire

Le GROUPE CREDIT MUTUEL D'ALSACE, DE LORRAINE ET DE FRANCHE-COMTÉ c'est d'abord bien sûr, une banque (et même le 1[er] groupe bancaire régional en France). Mais il faut savoir que c'est aussi un ensemble performant et très diversifié de *Sociétés de Services qui emploie près de 6 000 salariés et s'adresse à plus de 2 millions de clients avec qui il entretient des relations* fondées depuis longtemps sur la confiance réciproque. Position exceptionnelle dont le CREDIT MUTUEL entend bien se servir pour continuer à progresser sur ses marchés.
Cette vocation de développement est peut-être l'essentiel du Département Marketing que nous vous proposons d'intégrer et à l'intérieur duquel vous prendrez la responsabilité du Service Clientèle et Marchés à Strasbourg.
Dix personnes. Les uns mènent des recherches et des études sur notre clientèle, nos marchés, notre image et notre implantation, sur la conception et l'adaptation de nos produits et services. Les autres sont en charge des différents segments de marchés, acquis ou potentiels, que concerne l'ensemble de nos activités.
Vous animez et coordonnez le tout.
Avec l'aide de l'informatique, vous concevez des outils pour vendre et des moyens pour suivre les objectifs.
Avec la Direction, vous participez à la définition du plan de développement.
Le présent et l'avenir de ce poste nous ont aidés à préciser ce que nous vous demandons : un grand diplôme commercial (HEC, ESSEC, SUP de CO...), une dizaine d'années d'expérience avec un passage obligatoire dans la Banque, l'Assurance, le Crédit... une forte connaissance des problèmes de distribution dans le Service et certainement la pratique opérationnelle des études et de la stratégie.
Quant au reste, sachez que vous passerez votre temps à communiquer et à convaincre, que nous comptons sur vous pour imaginer ce qui n'existe pas encore et que nous avons une envie formidable de succès.
Merci de nous croire. A votre tour vous direz, nous ayant rencontré, si vous avez envie de tenir ce pari avec nous.
SEFOP, *notre Conseil, vous donnera toutes précisions sur nos projets.* Merci de leur adresser votre dossier sous réf. MR 137.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



Adjoint au responsable de la Comptabilité Générale

GRANDE BANQUE PARIS

recherche pour sa Comptabilité Générale un candidat de formation supérieure Grande Ecole de Commerce, Expertise ou équivalent, expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en cabinet d'audit.

Il aura à assurer progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, sous référence 2290 M à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité



REDACTEURS H/F CONTENTIEUX SINISTRES

Statut Cadre

Vous êtes Rédacteur et vous souhaitez une progression de votre statut, de votre polyvalence, de vos responsabilités. C'est ce que vous offre une importante Compagnie d'Assurances IARD pour son siège social. Votre rôle sera de conseiller et de guider ses délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres Auto et autres produits et de gérer vous-même les sinistres importants, notamment corporels. Ces postes vous intéressent si vous êtes titulaire au minimum d'une licence en Droit et si vous avez une expérience d'au moins 2 ans dans une Compagnie d'Assurances où vous avez acquis une bonne autonomie dans la gestion des sinistres corporels. Une bonne réussite personnelle dans la fonction, qui est évolutive, vous permettra de disposer d'une plus grande délégation dans votre gestion
Lieu de travail : banlieue Est (RER). Horaires souples. Restaurant d'entreprise.
Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11743/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

PUBLIVAL

sélé CEGOS

Membre de Syntec

Dans le cadre de notre programme QUALITÉ TOTALE, nous recrutons

un ingénieur assurance qualité contrôle

pour une de nos unités de production de 400 personnes dans la région Rhône-Alpes.

Vous êtes de formation Centrale ou Mines, débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
Vous avez une constante volonté de progression, un fort potentiel d'évolution : ce poste vous prépare à assumer les responsabilités de Direction.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo à la Direction du Personnel : UNION CARBIDE FRANCE - 4, place des Etats-Unis - Silic 214 - 94518 RUNGIS CEDEX.

UNION CARBIDE

Emplois et Entreprises

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
(quartier Denfert-Rochereau)
recherche afin de renforcer son service sinistres au sein de son service régional de l'ILE-DE-FRANCE

2 RÉDACTEURS CONTENTIEUX CORPORELS HF

Les candidats (tes) de formation juridique devront avoir acquis une première expérience professionnelle et être en mesure de s'intégrer dans une équipe d'environ 10 personnes

Nous vous invitons à adresser votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé et photo à l'attention de M[me] DUPONT 29, rue de la Tombe-Issoire 75683 PARIS BRUNE.

ETS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR CINÉMA ET AUDIOVISUEL

RECHERCHE

pour la prochaine rentrée praticiens ayant exp. de L'ENSEIGNEMENT dans les domaines suivants :

● Média - Marketing Publicité. Sémiologie, scénario, mise en scène, réalisation technique de la vidéo, journalisme, anglais, économie, droit

Env. C.V. et prét. (Rémunérat. horaire)

Ecrire sous le n° 8.287
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7[e].

Consultant opérationnel

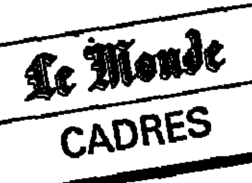
études économiques et statistiques sur la diffusion de la presse

Bien organiser la distribution en France et à l'étranger, connaître le marché, ses besoins, ses tendances, la concurrence, prévoir au mieux et développer les ventes, réussir les réglages... autant d'impératifs quotidiens qui obsèdent les responsables de nos ventes au numéro, de nos abonnements et de notre distribution. Sous l'autorité de la Direction Commerciale, vous mènerez des missions d'études, de propositions et de conseil très opérationnel sur la diffusion de notre Journal et sur l'élaboration de tous les moyens d'information. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion -ESSEC, HEC, SUP DE CO, ECOFI, DAUPHINE- avec une spécialité en statistiques. Ils posséderont une expérience d'au moins cinq années dans des fonctions similaires en entreprise et/ou en cabinet d'organisation, où ils auront acquis la maîtrise de l'informatique et si possible la connaissance des circuits de la diffusion des journaux. Esprit d'analyse et maîtrise de la synthèse des aspects techniques, économiques, commerciaux, et financiers, goût de la communication et de la pédagogie leur permettront d'assister avec efficacité les différents services et d'éclairer avec professionnalisme les choix de la Direction Commerciale.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée - 75008 Paris, sous la Réf. 305.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

هكذا من الأصل



Région Paris-Ouest

Filiale d'un groupe de dimension internationale, notre société (360 MF, 750 personnes) développe ses activités dans les produits et services liés aux ouvrages d'arts.

Au sein de la Direction Technique, la section "Chimie" met au point et commercialise des produits spécifiques de synthèse (résines époxy, polyuréthanes, acryliques...). Elle recherche actuellement un

INGENIEUR CHIMISTE

Répondant au Directeur Technique et vous appuyant sur les moyens logistiques du service, vous développez de façon autonome cette activité : analyse des besoins de la clientèle, mise au point de produits nouveaux, coûts, suivi et contrôle des produits en phase d'élaboration et de mise en oeuvre, respect des délais, etc.

Nous attendons un candidat diplômé en chimie (école d'ingénieur, doctorat, maîtrise) qui, à 28/30 ans, possède une expérience similaire de 3 ans minimum. La candidature de techniciens supérieurs sera prise en considération si l'expérience est plus importante.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 5/1256 B à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Faire vivre notre double projet économique et humain en usine

evian

La société Evian (1,4 milliard de francs de CA, 1250 personnes) poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Athlon et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Jeune ingénieur en organisation

L'unité d'Amphion (800 personnes, à 7 km d'Evian) qui exploite la source Evian, est la plus importante de la Société. C'est une usine de pointe utilisant largement les automatismes et l'électronique.
Elle démarre actuellement un ambitieux projet de réorganisation de sa production pour créer des unités décentralisées par produit qui enrichiront les tâches et supporteront nos efforts importants de diversification notamment à l'export. Réussir ce changement avec et par les hommes est l'un de vos challenges.

Rattaché au responsable du service Hommes et Organisation, vous avez aussi à rechercher pour l'ensemble des services, l'amélioration et l'innovation en matière de productivité, d'organisation et de conditions de travail, et contribuez aux programmes d'action.
Vous jouez un rôle majeur dans la préparation des changements socio-industriels de l'usine.
Jeune ingénieur diplômé d'une grande école généraliste, vous êtes attiré par le terrain, vous savez toute à la fois écouter les autres et agir avec eux. Votre évolution de carrière est ouverte après cette première expérience valorisante.

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P 1 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



laboratoires WYETH-BYLA

Plus qu'un adjoint de notre D.R.H... ... un généraliste de la fonction

Le titre ? Peu vous importe. Tout comme à notre D.R.H., qui attend avant tout de faire EQUIPE avec un jeune généraliste de la Fonction Personnel, dynamique et compétent.

De formation supérieure, maîtrisant bien l'anglais, vous avez acquis en quelques années une première expérience de la Fonction.

Vous souhaitez maintenant développer votre professionnalisme dans un contexte international en saisissant l'opportunité de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique sociale nouvelle, dans une entreprise à taille humaine, en étant rapidement opérationnel auprès de notre D.R.H.

Venez nous rejoindre...

Nous sommes la filiale française d'un des tous premiers Laboratoires Pharmaceutiques *américains ; l'expansion soutenue de notre* C.A. (600 millions de francs en 1986) s'appuie sur des produits renommés et des collaborateurs performants.

Merci de prendre contact avec notre Conseil Denis SESBOÜÉ, en lui adressant votre dossier complet (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions), sous la référence S/DP/LM, qui le traitera en toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

En accord avec la Direction Générale, vous aurez à animer et améliorer la politique sociale de notre société. Vous assurerez les responsabilités traditionnelles de la fonction :

- gestion des hommes,
- recrutement,
- formation,
- information,
- rémunérations

Homme de terrain, de niveau licence ou maîtrise droit social, votre personnalité et votre caractère vous permettent d'appréhender les Relations Humaines avec simplicité, souplesse et pragmatisme et de vous adapter rapidement à notre société industrielle (300 pers.) *rattachée à la convention collective de la métallurgie.*

Poste situé en Ile de France (Ouest de Paris).

Merci de préciser sous double enveloppe le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que soit transmise la candidature que vous allez adresser sous réf. 5103M à F. OGRYZEK, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS

Chef du Personnel

DESSEIN



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Directeur d'un groupe d'agences

250 KF + DREUX

La B.P.R.N.P. (Banque Populaire de la Région Nord de Paris) mène une politique active en matière de développement et de démocratisation. C'est dans ce contexte que nous recherchons aujourd'hui le nouveau DIRECTEUR D'UN GROUPE D'AGENCES.

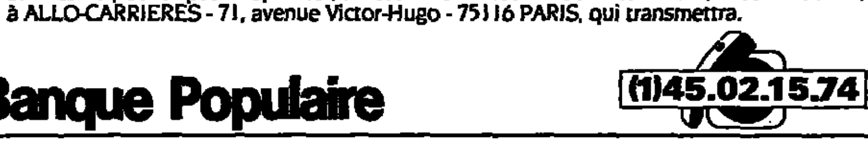
Basé à DREUX, vous serez responsable d'un ensemble de 4 unités d'exploitation que vous gérerez comme des centres de profit en développant vos clientèles et leur équipement.

Agé d'environ 35 ans, votre formation supérieure, votre expérience de la direction d'agence (notamment dans une banque régionale) font de vous un homme d'entreprise aguerri. Vos qualités de manager et votre conviction mobilisent vos collaborateurs sur des objectifs *ambitieux. Homme de gestion et de communication, vous serez reconnu dans le tissu* économique de votre région.

Votre réussite sera synonyme de promotion.

Prenez l'avenir au bout du fil ! Contactez les collaboratrices d'**ALLO-CARRIERES**. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au **(1) 45.02.15.74**. (Précisez la réf. 475).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 475/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



MEDIA PA

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Nous diffusons Interférence ART. Pour faire face à la croissance de nos activités, applications et études avancées, nous recherchons plusieurs



diplômés Grandes Ecoles ou Université (DEA et/ou doctorat en IA).

Ils s'intégreront à notre équipe IA forte aujourd'hui de 25 ingénieurs et disposeront de moyens puissants : machines LISP, stations de travail IA DEC et SUN, ateliers logiciels ART.

Lieux de travail : Région parisienne et Toulon.

Merci d'adresser votre candidature à SYSECA SELECTION, réf. M1917
315, *Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX*

SYSECA SELECTION



Importante Société de travaux Publics recherche *pour son siège* de Bordeaux un

INSA Lyon (option GMC)

Opérationnel dès votre arrivée, vous assisterez le Directeur du matériel dans la gestion administrative du service.
Si vous avez le sens des responsabilités, de l'initiative, de nombreuses opportunités vous seront offertes au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et photo) sous réf. 2293 M à



108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

FINANCIAL TIMES
EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

Sales Executive Paris-based

The Financial Times is looking for a circulation/advertising sales assistant to the Manager of its Paris office.
Ideally you will be aged between 25 and 35 and fluency in French and English is mandatory. A proven track record of selling is required and the ability to negociate at all levels is paramount. Some direct marketing experience would be an added asset.
Salary and conditions are commensurate with the responsibility of the position and a company car will be provided.

Please apply in writing to :
Ben Hughes, Financial Times (France) Ltd.,
168, rue de Rivoli, 75044 PARIS CEDEX 01.

Responsable des Ventes Paris

Le Financial Times cherche, pour son bureau de Paris, le bras *droit de son Directeur des Ventes et de la Publicité.*
Agé de 25 à 35 ans, il parle couramment le français et l'anglais. Il faut avoir fait ses preuves dans la vente et la capacité à négocier à *tous les niveaux est fondamentale. Une expérience dans le mar*keting direct constitue par ailleurs un atout supplémentaire.
Salaire et conditions sont en rapport avec les responsabilités du poste et une voiture de fonction est fournie.

Répondre par écrit à :
Ben Hughes, Financial Times (France) Ltd.,
168, rue de Rivoli, 75044 PARIS CEDEX 01.

BANQUE PRIVEE PARIS 2e

Pour faire face à sa forte expansion, la filiale française d'un important *groupe bancaire international recherche pour son siège parisien :*

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Vous avez : environ 30-35 ans ; 5 à 10 ans d'expérience en comptabilité bancaire ; une solide formation universitaire (DECS) ; une bonne autonomie de travail.

Vous aurez pour mission : d'assister notre chef comptable dans toutes les opérations de comptabilité générale, fiscalité, de contrôle budgétaire, de contrôle des changes. **(Réf. 84/LM)**

ADJOINT CHEF DES CREDITS

Vous avez : 25-30 ans ; 2 à 3 ans d'expérience des crédits ; une *solide formation universitaire (Sup de Co ou équivalent) ; une bonne* autonomie de travail ; des qualités d'analyse, de méthode et un sens affirmé de l'esprit d'équipe ; de bonnes connaissances en informatique (IBM-PC) et en anglais *seraient un plus.*

Vous aurez pour mission : d'assister notre chef des crédits ; de *préparer et de présenter les dossiers de crédit à la clientèle* d'entreprises ; et d'en assurer la surveillance et le suivi. **(Réf. 85/LM)**

Pour ces deux postes :
La rémunération sera fonction de votre expérience, votre évolution sera liée à votre réussite au sein d'une banque dynamique en pleine expansion.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite, photo, et prétentions, sous la référence choisie à **O.C.B.F. SERVICES** - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA PA

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Neuilly-Sablons
recherche pour
son département international

UN FISCALISTE CONFIRME

Pour ce poste d'avenir, une formation spécialisée, une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet international, le sens du contact et la pratique courante de l'anglais sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. au :
3, villa Emile Bergerat - 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Le Monde
CADRES



TRANSPORTS GRAVELEAU

Groupe Transports Graveleau (1 200 personnes - âge moyen : 30 ans), 35 agences en France, une logistique informatisée, 8 000 clients, 450 millions et l'ambition de devenir l'un des

10 PREMIERS GROUPES DE TRANSPORT DE L'EUROPE DE DEMAIN...

Pour y parvenir, nous avons fortement investi en matériels équipements et technologies de pointe ; nous avons également élaboré un ambitieux **projet d'entreprise** et nous recherchons, pour le consolider, gérer et manager un

Directeur des relations humaines

qui partage notre enthousiasme et nos valeurs.

Véritable trait d'union entre la direction, l'encadrement et le terrain, il accompagne de très près notre évolution en catalysant les besoins et en intervenant comme conseil auprès des hiérarchies.

Tout en inspirant une politique de personnel à la hauteur de notre développement, il assure la promotion de l'existant : évaluation des potentiels, cercle de qualité, système de rémunération à la performance, marketing social...

Nous attendons, bien sûr, un praticien confirmé, diplômé d'études supérieures, 35-40 ans, capable de concilier l'administratif et le social et qui soit un homme d'ouverture, de dialogue et de réalisation, bref, le bâtisseur et le gestionnaire de toute notre politique sociale.

La fonction basée à notre siège en VENDEE implique des déplacements sur toute la France ; elle bénéficie de nombreux avantages (congés, assurance) et d'une rémunération attractive.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil

Michel AUBRY 1 et 3, Place de la Vendée 85000 LA ROCHE-S-YON

MEDIA BL



Avec nous. Allez au bout de vos idées

Tout comme vous, nous avons ressenti un jour en entreprise le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses. Habité par la passion d'entreprendre, nous avons alors choisi le métier de consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseils.
Pour faire face à notre important développement, nous recherchons aujourd'hui deux :

Consultants "produits grande consommation"

qui nous ressembleront. Véritables "Conseillers opérationnels" vous aiderez les entreprises de ce marché à maîtriser l'évolution de leur environnement et à accroître leurs performances marketing et commerciales.
Vous développerez vos actions tant au plan de la réfléxion qu'à celui de la mise en œuvre des solutions retenues. Ainsi vous pourrez aller jusqu'au bout de vos idées.
Après des études commerciales supérieures, vous avez depuis 5 ans minimum des responsabilités opérationnelles commerciales ou marketing dans une entreprise de produits de grande consommation dans les branches alimentaires ou non alimentaires (plutôt hygiène, beauté, textile) et vous y avez en particulier démontré votre sens de l'autonomie.
Notre message vous a convaincu que le passage de l'entreprise au Conseil est une ouverture séduisante. *Merci de nous écrire sous la référence PGP87 M* en joignant à votre lettre un CV et une photo. Notre adresse : Bernard Julhiet Conseils 28 bd Belle Rive 92500 Rueil Malmaison.

GROUPE BERNARD JULHIET

Membre de Syntec



Secrétaire général en Gascogne

Notre CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU GERS — 32000 AUCH (Effectif : 540 - 80 % du marché du Crédit — 50 % du marché des Ressources...), recherche d'urgence, pour faire face au départ à la retraite du titulaire de ce poste, son SECRETAIRE GENERAL.

Rattaché à la Direction Générale, ce cadre sera avant tout le CONSEIL JURIDIQUE interne de notre Caisse et aura, à ce titre, à intervenir au niveau des aspects juridiques de tout dossier et, notamment, en matière de contentieux. Il éclairera utilement les décisions de la Direction Générale concernant la création, le fonctionnement et l'évolution de nos filiales, et, dans tous les domaines où son intervention sera souhaitée.

Oeil juridique interne et externe de notre Caisse, sa tâche sera élargie à des missions de Secrétariat Général : organisation et secrétariat des Comités de Direction, Assemblées Générales, etc.

Nous désirons rencontrer de jeunes candidats (30 à 35 ans), de formation juridique supérieure (Doctorat en Droit - Maîtrise), justifiant d'une expérience significative et réussie en Cabinet (avocat d'affaires - conseil juridique), en Entreprise ou dans une Banque.

Membre du Comité de Direction, un candidat compétent, fin négociateur, large d'esprit et bien intégré à notre Equipe, trouvera dans ce poste, à la fois une situation de premier plan dans une région très agréable, et des perspectives d'évolution au sein du Crédit Agricole.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et dernière rémunération à notre Conseil : Henri THOMAS - CAPFOR Grand Sud-Ouest - 5, Place de la Libération - 32000 AUCH - 22, rue Lafayette - 31000 TOULOUSE, qui vous assure de sa totale discrétion.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

MEDIA BL

La qualité de nos prestations, la rigueur de notre gestion, le professionnalisme et la motivation de notre personnel (1 500 collaborateurs) ont fait de notre société *L'UN DES LEADERS DU TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES.*

Nous souhaitons renforcer notre équipe de la **DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES** et nous recherchons un

cadre fonction personnel

qui sera plus particulièrement chargé de conduire les opérations de **RECRUTEMENT** sur la zone qui lui sera dévolue ainsi que des actions de **FORMATION** et d'**INFORMATION.** Ce poste conviendrait à un JEUNE DIPLOME (licence, maîtrise), de préférence de formation juridique.
Une première expérience du recrutement, acquise en entreprise, serait appréciée.

Il pourra aussi être associé au développement dans l'entreprise du management participatif.
Poste basé à **TRAPPES**, nécessitant de fréquents mais courts déplacements en province.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 4327 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.



GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M191, à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION

LA VILLE DE CHERBOURG

ville centre d'une agglomération de 90.000 habitants

RECRUTE

UN DIRECTEUR DU SERVICE ANIMATION/théâtre

LE POSTE PROPOSÉ COUVRE TROIS SERVICES EXPLOITÉS EN RÉGIE DIRECTE :
THÉATRE MUNICIPAL
SERVICE ANIMATION-EXPOSITIONS
ARTOTHÈQUE

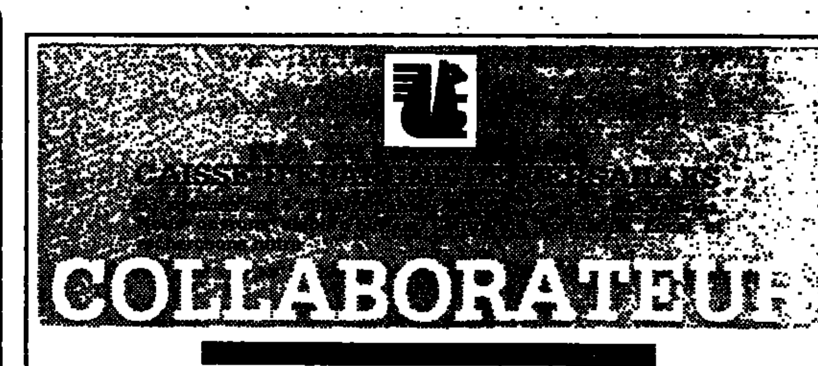
au sein d'un centre culturel qui abrite également une bibliothèque municipale et un musée consacré à la peinture et à la sculpture.

Le directeur sera chargé de l'organisation et de la gestion de ces trois services.
Il assurera la programmation théâtrale.
Il sera, au titre de l'animation, l'interlocuteur des différents partenaires culturels, il leur apportera son concours et accueillera toutes les propositions et initiatives, il devra établir un planning d'expositions et de manifestations culturelles au centre culturel ou autres édifices municipaux.

CE POSTE EST OUVERT :
- aux attachés territoriaux « option Animation » figurant sur la liste d'aptitude ou par voie de mutation ;
- ou, sur contrat, aux personnes titulaires, à la fois, d'une licence et :
- ou d'un diplôme sanctionnant un formation particulière dans l'animation culturelle ou la gestion d'équipements culturels ;
- ou d'une expérience similaire.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé doivent être adressées à M. le Maire de CHERBOURG 50108, avant le 31 janvier 1987.

(Renseignements au 33-94-55-20), poste 231.



COLLABORATEUR

FONCTION PERSONNEL

Votre profil :
- 25 ans environ ;
- formation supérieure BAC + 4 ou DEA Sciences Eco et IAE ;
- une première expérience dans l'organisation et la gestion de la formation dans un secteur similaire ;
- ouvert aux technologies nouvelles (Enseignement Assisté par Ordinateur) ;
- organisé, apte à vous intégrer rapidement dans une équipe jeune et motivée.

Votre mission :
- participation à la mise en œuvre de la politique d'information et de communication ;
- principalement chargé de la création, la gestion et l'animation du CENTRE DE FORMATION LOCAL : lieu privilégié de la formation et de la communication, doté de moyens adaptés (Enseignement Assisté par Ordinateur, vidéo, fond documentaire).

Si vous êtes doté d'un bon sens du contact et de l'écoute, faites-nous parvenir votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à la

CAISSE D'EPARGNE DE VERSAILLES
Service du Personnel - 143, boulevard de la Reine - 78000 VERSAILLES

MEDIA BL



ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques américains dans le domaine des spécialités pour l'agriculture et l'industrie
(C.A. mondial 2 milliards de dollars, résultat net 141 millions de dollars en 1985).

En France, nous fabriquons et commercialisons avec succès une part importante de nos gammes de produits (C.A. 2 milliards de FF en 1985).

Notre usine de Lauterbourg, située en Alsace au Nord de Strasbourg, comprend 4 unités de production et compte environ 630 personnes.

L'une de ces unités, qui fabrique des modifiants utilisés dans l'industrie du plastique, recherche un

Ingénieur de Production

De formation ingénieur chimiste, vous avez une expérience d'environ 3 ans en production ou en développement. Une spécialisation en génie chimique donne à votre candidature un atout supplémentaire.

Votre anglais est opérationnel et vos qualités de contact vous permettent de communiquer efficacement.

Vous êtes ouvert à l'idée de mobilité nationale ou internationale.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo + prétentions au
Directeur Adjoint du Personnel
Société ROHM AND HAAS FRANCE S.A. - La Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75579 Paris Cedex 12

ORGANISME ÉCONOMIQUE GRAND SUD-OUEST

recherche

pour sa direction des transports

UN CHARGÉ DE MISSION

Plus spécialement chargé du développement du fret international

PROFIL : formation supérieure

Expérience du transport et du fret appréciée
Age : 35 à 45 ans

C.V. (+ photo) et prétentions à adresser à :
l'Agence D. 10 - réf. 56-20 - B.P. 2
33360 Latresne
qui transmettra.

Banque italienne
recherche
pour son bureau de représentation à Paris

● 1 ADJOINT DU REPRÉSENTANT

LE CANDIDAT IDÉAL AURA :
- un âge de 35 ans environ ;
- une excellente maîtrise du français, de l'italien et de l'anglais ;
- une expérience significative (5 ans minimum) au sein du département international d'une banque active dans le cadre du commerce extérieur ;
- une vocation spécifique au contact avec les banques et les entreprises ;
- une bonne connaissance des principes de l'analyse financière ;
- une très grande disponibilité aux déplacements sur l'ensemble du territoire français.

● 1 CADRE

LE CANDIDAT IDÉAL AURA :
- un âge de 28 ans environ ;
- une expérience juridique/administrative et comptable de 3 ans minimum au sein du service du personnel d'une banque ou d'une entreprise ;
- une bonne expérience de programmation et utilisation de procédures informatiques sur personal computer.

TITRE PRÉFÉRENTIEL :
- bonne maîtrise de la langue italienne.

Envoyer les demandes de candidature + C.V. et photo sous n° 8273 M,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.



Importante société d'assurances-vie
recherche

LE CHEF DE PROJET FORMATION DE SON RESEAU DE VENTE

Au sein du département commercial, il prend en charge les différents aspects de la formation du réseau de vente.
A *ce titre :*
- il participe à l'analyse des besoins,
- il conçoit les modules du plan de formation *destinée aux* animateurs de la force de vente,
- il organise les stages d'accueil des nouveaux animateurs,
- *il assure certaines formations,*
- il procède aux évaluations et aux suivis des opérations.

Pour ce poste impliquant un fort *investissement personnel* et une grande disponibilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la formation, ayant une expérience d'encadrement de vendeurs si possible dans une société de services.

Merci d'envoyer C.V., *photo, lettre manuscrite et prétentions* sous référence 19523 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

Ingénieur alimentaire «dimension Gervais Danone»

GERVAIS DANONE

Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1[er] producteur mondial de produits laitiers ultra-frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Produire 70 000 tonnes de yaourts, c'est le défi que relève chaque année l'usine de Gervais Danone du Plessis Robinson (400 personnes).
Le conditionnement est une fonction clé de ce type de fabrication. Avant tout la fraicheur, mais aussi les contraintes du marketing, imposent rigueur, rapidité et fiabilité.
Ingénieur de formation alimentaire, vous connaissez la production. Vous pouvez aujourd'hui prendre en charge 7 lignes de fabrication automatisées et une équipe d'une centaine de personnes avec comme objectif d'améliorer à tous les niveaux les conditions de sécurité, qualité, maîtrise des coûts et respects des délais.
Ce challenge vous le gagnerez avec votre équipe que vous encadrerez et animerez dans un esprit de participation. A vous d'apporter également les améliorations nécessaires à l'évolution technologique de votre outil.
Professionnalisme et dynamisme sont les deux qualités fondamentales qui vous permettront de réussir dans cette mission et d'évoluer dans le Groupe.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. CTM en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service *Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris.*

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Diriger la filiale... d'un groupe réputé et puissant

La Direction Générale de notre Groupe français à vocation internationale et *performant, a su créer et développer une activité* complémentaire, mais toujours axée sur la haute technologie, notre raison d'être ! Aujourd'hui, nous souhaitons vous confier la

Direction générale

de cette filiale axée sur les composants passifs (CA 120 MF, 35 pers.) tournée à 35 % du CA vers l'export.
Vous mettrez en œuvre une politique de développement commercial, marchés et produits, et d'animation des hommes tant en France qu'à l'étranger. Bien entendu votre domaine d'intervention s'étendra à la gestion administrative et à la logistique.
Une fonction complète de DIRIGEANT, donc, avec une accentuation du domaine commercial... distribution oblige...
De toutes façons, une occasion de vous faire connaître et apprécier par la Direction du Groupe...

Dans cette perspective, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence C/DG/LM, à *notre Conseil, qui vous garantit toute discrétion.*



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA



Vous exercez des fonctions commerciales ou marketing en banque. Diplômé de l'Université ou d'une Ecole Supérieure, vous participez depuis 5 années minimum au développement d'un établissement financier.
Dynamique et volontaire, vos aptitudes relationnelles et vos capacités d'analyse et de synthèse vous ont valu d'obtenir très vite des responsabilités.

Vous cherchez une structure légère privilégiant travail d'équipe et performances, un grand réseau offrant de réelles possibilités d'évolution. Devenez

Chargé de produits et services d'un établissement financier régional

Vous assurerez au sein de notre Direction du Développement, et dans un esprit essentiellement opérationnel :
la *création*, le suivi, l'actualisation des produits et services,
la conception et la réalisation d'outils commerciaux.

Notre Conseil Françoise Petit attend votre candidature (lettre, CV, photos + prétentions) à CDPA : 62, rue Miromesnil - 75008 Paris. Tél. : 42 89 10 08, sous réf. P.001.

Paris
Dijon
Besançon





L'Université de Technologie de COMPIÈGNE à SEVENANS recrute un enseignant-chercheur pour l'animation et le développement de l'enseignement et de la recherche en traitement du signal et d'image. De formation supérieure (ingénieur titulaire d'un Doctorat), il aura le goût des contacts industriels ; une expérience en architecture de circuits intégrés spécifiques serait fort appréciée.
Env. C.V. détaillé et prétentions à Guy Fontanier Département d'Informatique.



AGRO-ALIMENTAIRE

Groupe DOUX - 1 750 personnes
1[er] Producteur Européen de volailles.
6 usines.
Filiales aliment du bétail, accouvage, transport par route et par mer,
nous créons le poste de

RESPONSABLE MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Rattaché à la Direction générale, il sera chargé de préparer et d'étudier sur le plan technique tous les projets d'investissement ou de modification des installations existantes.
Ce poste implique qu'on soit capable d'imaginer les solutions les plus pratiques aux problèmes les plus divers, de mettre au point avec *rigueur* les plans d'exécution des travaux envisagés, puis d'en assurer la supervision.
Une telle fonction peut convenir à un candidat (30 ans minimum), de formation A et M, ICAM, INSA ou équivalent, ayant déjà occupé un poste similaire par les *compétences de généraliste qu'il exige.*

Poste basé au Siège Social à **CHATEAULIN (29).**

Envoyer C.V. + lettre + photo sous la réf. suivante :
DOUX SA - Direction Générale - BP 22
29150 CHATEAULIN.

Pierre Lichau

SCORE

Distribution Spécialisée

créer la fonction d'auditeur opérationnel

Vous élaborez et mettez en oeuvre les procédures, recherchez les gains de productivité et contrôlez la validité des chiffres. Vous êtes rattaché à la Direction Exploitation et Développement.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise si possible de la distribution.

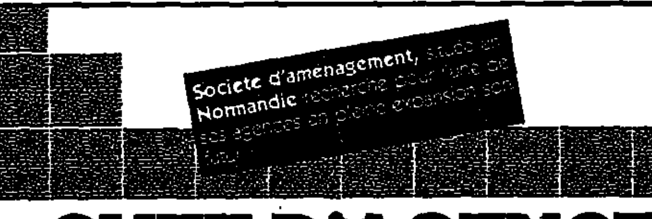
Notre Société de Distribution Spécialisée réalise en région parisienne 700 Millions de Francs de chiffre d'affaires avec 600 personnes. Notre croissance est supérieure à 25 % par an.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV, sous réf. *883.51* à notre *Conseil*

ONOMA 26 rue de Berri 75008 Paris.



L'Université de Technologie de COMPIÈGNE à SEVENANS recrute un *enseignant-chercheur pour l'animation et le* développement de l'enseignement et de la recherche en Intelligence Artificielle : systèmes experts et base de connaissances industriels. *De formation supérieure (ingénieur titulaire d'un Doctorat)*, il aura le goût des contacts industriels.
Env. C.V. détaillé et prétentions à Guy Fontanier Département d'Informatique.



CHEF D'AGENCE

Il prendra en charge le développement et le suivi d'opérations d'aménagement diversifiées.
Bénéficiant d'une large autonomie, il assurera également les contacts nécessaires avec les élus locaux.
De formation supérieure, il doit avoir une expérience confirmée dans l'aménagement et/ou l'immobilier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Média-System,' (Réf..3560|) 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



L'Université de Technologie de COMPIÈGNE à SEVENANS recrute un enseignant-chercheur pour prendre en charge et développer les *activités du Service Électronique*. De formation supérieure (ingénieur en électronique), il aura une expérience de quelques années en électronique, micro-*informatique et conception de circuits intégrés.*
Env. C.V. détaillé et prétentions à Guy Fontanier Département d'Informatique.

Engeneering **Rhône-Alpes**

Directeur Général

Vous avez déjà expérimenté vos talents de Manager ou Dirigeant Entrepreneur en intégrant le développement *technique et commercial au sein de Société* Engeneering ou ensemblier industriel concevant des usines ou biens d'équipements industriels clés en main. *Une expérience en Ingénierie liée à l'industrie* de transformation de matières plastiques, du traitement des minéraux, du verre est appréciée.
Notre Société française d'Engenierie a acquis une notoriété internationale solide. Elle est dotée d'une équipe d'Ingénieurs et de Techniciens fortement investis à leur *outil de travail. Elle bénéficie* d'une expertise reconnue dans son domaine d'activité. Auprès de son PDG, le **DIRECTEUR GENERAL** est un homme de développement, *manager* confirmé et un animateur commercial rompu aux négociations difficiles. Il est responsable de l'expansion et de la prospérité de la Société à partir d'une *définition* concertée de la politique générale.
40 ans mini, nous souhaitons une formation d'Ingénieur Grandes Ecoles complétée *par une* spécialité en Gestion des Affaires type ICG, CPA, INSEAD, etc... Il dispose d'une bonne introduction en milieu industriel haut niveau.

Merci *d'adresser CV* manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 8415 CHM à notre Conseil
58 *avenue de Wagram* - 75017 Paris
17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



FOURCY

En région de Cergy-Pontoise

LE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT AUTOMATION ROBOTIQUE

recherche

SON ADJOINT

De formation Arts et Métiers (ou équivalent), vous aurez à prendre en charge : avant projets *clients, devis, planning, études, coordination* technique avec fournisseurs et ateliers de montage, suivi des prix de revient, ...

Une expérience dans domaine robotique et vente d'applications matériels avec équipements intégrés serait un atout, ainsi que la connaissance de la langue anglaise.

Si vous souhaitez intégrer la filiale française d'un leader mondial en produits industriels, envoyer rapidement votre C.V. en rappelant la référence 64209 à PROJETS 12, rue des *Pyramides 75001 Paris, qui transmettra.*

Pensez-vous que les **gains de productivité dans le secteur tertiaire** doivent être améliorés par des **actions** sur les **structures** et les **mentalités ?**

Trouvez-vous **motivant** de travailler avec des **équipes** qui utilisent une **méthode d'analyse participative** *ou chacun apporte sa culture et ses* compétences **?**

Avez-vous **l'esprit ouvert** et de réelles qualités **d'animateur** et de **négociateur ?**

Etes-vous un **jeune ingénieur** ou un **universitaire** titulaire au minimum d'une maîtrise **?**

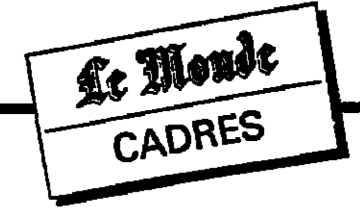
Si vous répondez **oui** à toutes ces questions le



vous propose des postes :

D'ORGANISATEURS

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 02
GROUPE VICTOIRE - Madame Imbert
52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.



GROUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion recherche
pour son Agence de

ROUEN

1 CHARGE DE CLIENTELE *HF*

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à **N. 5723 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.**

ROCKWOOL ISOLATION
N° 2 européen sur le marché des fibres minérales offre, dans le cadre de son expansion, à un jeune cadre diplômé(e) de l'enseignement supérieur et immédiatement opérationnel(le), la responsabilité des actions de

RECRUTEMENT ET FORMATION

Après une expérience de quelques années en entreprise, vos qualités relationnelles et votre rigueur vous permettront d'assurer, en liaison avec l'ensemble des directions de l'entreprise, la mise en œuvre du plan annuel de recrutement et de formation.

La Société offre de larges possibilités de développement aux personnes à la fois ouvertes et affirmées.

Adressez votre lettre motivée + CV + photo à
ROCKWOOL ISOLATION - Direction du personnel
111 rue du Château des Rentiers 75013 Paris.



ROCKWOOL-ISOLATION
LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

SOURCES

Conseil en Recrutement Futur Associé HF

Au sein d'EQUIPES ET ENTREPRISES, Cabinet spécialisé dans le Conseil en Ressources Humaines, EQUIPES ET CARRIERES a pour vocation la recherche et la sélection de collaborateurs par voie d'annonces, ainsi que les bilans de personnalité. Nous souhaitons intégrer un futur associé, *capable de gérer une clientèle confiée et d'en développer progressivement* une propre, de façon autonome.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (une formation psychologique et graphologique approfondie représenterait un plus), vous avez impérativement 5 à 10 ans d'expérience du recrutement en entreprise et peut-être pour partie en Cabinet.

Outre des moyens humains et financiers, nous vous apporterons la notoriété de notre marque, une longue pratique des méthodes de recrutement de cadres, l'expérience réussie de l'association de consultants seniors formant une équipe ayant une commune volonté d'entreprendre.

François CORNEVIN vous remercie de lui écrire ou de lui téléphoner, sous la référence 17 6905 M, à :



EQUIPES ET CARRIERES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72

ROCKWOOL ISOLATION
filiale d'un groupe européen, recherche

JEUNES DIPLOME(E)S

+ 1 à 2 ans d'expérience

Formation Ecole d'Ingénieurs pour notre Unité de Production Région Centre

Vous serez responsable de la préparation des budgets et de l'analyse, en collaboration avec le Contrôleur de Gestion, de l'activité de la Société au moyen des tableaux de bord principalement.

Vous aurez également à conseiller les autres Départements, et exercerez, à terme des fonctions plus larges.

Proche des opérationnels, vous êtes ouvert, rigoureux et autonome.

Ecrivez à ROCKWOOL ISOLATION, Service Recrutement
111 rue Chateau des Rentiers - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION
LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

SOURCES

FONCTION FINANCIÈRE

**SOCIÉTÉ DE SERVICES
EN TRÈS FORT DÉVELOPPEMENT
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FINANCIER PRIVÉ
RÉALISANT DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU
DANS DES SECTEURS PORTEURS ET
POUR UNE CLIENTÈLE HAUT DE GAMME
recrute pour base à PARIS (8e)**

CONSULTANT
junior

La mission

Au sein d'une équipe jeune et très professionnelle, **PARTICIPER A DES MISSIONS DE CONSEIL, ANIMER DES SÉMINAIRES DE FORMATION** et apporter **SA PARTICIPATION A LA CONCEPTION DE NOUVEAUX PRODUITS.**

L'homme

Motivé par la diversité des actions à conduire nécessitant une grande exigence de qualité et une compétence professionnelle certaine • FORMATION SUPÉRIEURE : Grande Ecole de Gestion ou équivalent • Une première EXPÉRIENCE (2 à 4 ans) DE LA FONCTION FINANCIÈRE DANS UN GROUPE INDUSTRIEL, UNE SOCIÉTÉ DE CONSEIL OU UNE BANQUE.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscr., C.V. dét., photo et rémunér.) ss réf. 8576 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

TEXTUEL

L'une des premières agences françaises
de création de journaux d'entreprise, recherche :

DIRECTEUR DES PUBLICATIONS

Vous êtes journaliste, chef de service ou chef d'édition. Vous avez environ 36 ans. Vous avez le goût d'entreprendre, la capacité d'animer une équipe (10 personnes) et un sens des relations avec les entreprises.

Nous vous proposons de diriger la réalisation des magazines que nous publions « clés en main » pour le compte de grandes entreprises ou institutions.

Vous serez à la fois le conseil de nos clients et le garant de la qualité de nos journaux.

Vous animerez l'équipe de journalistes de l'agence et assurerez la rédaction en chef interne. Vous conseillerez nos clients pour la conception du sommaire et le suivi de chaque numéro. Vous assumerez la coordination du travail des directeurs artistiques et des fournisseurs. Vous serez responsable de la rentabilité des budgets de l'agence.

Envoyez lettre + c.v. + photo à CPM, Christophe Bapst, 29, bd Bourdon, 75004 Paris, réf. T87-I-M.

**METHODES
ET PROCEDURES COMPTABLES
Grande Banque Paris**

recherche un

Adjoint au responsable

du service Méthodes et procédures comptables, de formation supérieure Grande Ecole de Commerce Expertise ou équivalent, ayant une expérience de quelques années dans un poste similaire ou dans un cabinet d'audit, et possédant de bonnes capacités d'organisation et de rédaction.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2291 M à

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

**SI LA TÉLÉMATIQUE
ET LA PUB VOUS BRANCHENT,
CE QUI SUIT VOUS CONCERNE :**

Nous proposons à un jeune Chef de Produits, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, SUP. DE CO), ayant une expérience marketing réussie d'au moins trois ans, d'exercer ses talents au sein d'une société de services résolument tournée vers la télématique et la communication d'entreprise.

Disponibilité immédiate exigée.

Ecrire sous nº 7 030 LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

Société Robinetterie Industrielle
Sud Paris recherche

JEUNE COMMERCIAL

POUR SUIVI DÉPARTEMENT 93 et 94

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous nº 8.280 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

FENWICK

dont le siège est situé en Région Parisienne, recherche pour un de ses Services chargés de diffuser des machines automatiques destinées à l'industrie électronique



ayant déjà acquis si possible une expérience de 2 ou 3 ans. Le candidat retenu se sera déjà intéressé au marché de l'électronique et se sentira très disponible pour la vente.
Ce poste, pour lequel la formation est assurée, comporte de très nombreux déplacements en France, Belgique et Suisse.
Envoyer CV et prétentions à Fenwick, Service du Personnel, 69 rue du Dr Bauer, 93400 Saint-Ouen.

INGÉNIEUR DE RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT

Nous sommes une entreprise de conserves de viandes et plats cuisinés, filiale d'un grand groupe agro-alimentaire.

Le dynamisme des marchés sur lesquels nous intervenons et les projets de développement que nous avons nous incitent à renforcer notre potentiel de recherche.

Ingénieur agro-alimentaire, avec au moins 5 ans d'expérience, vous avez acquis une connaissance technologique complète dans le domaine des conserves de viandes et de plats cuisinés.

Basé à Strasbourg, vous serez responsable du développement technique de nos produits actuels et futurs.

Merci d'adresser votre candidature à COMALIM
Mme PARIER - 23, avenue de Neuilly, 75116 Paris.



Partenaire d'un groupe suédois

recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE
(ESPCI, ENSCP, ENSIC,...)

Pour travaux d'études sur les
DÉCHETS NUCLÉAIRES

- Anglais courant nécessaire.
- Période d'essai à accomplir à STOCKHOLM
- Connaissances informatiques (SOFTWARE) appréciées.

Adresser c.v. à :
Didier MERLE - INTACTA FRANCE SARL
22, rue Vignon,
75009 Paris.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

RECHERCHE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA ENSI, DEA, MIAGE

POUR ASSURER DES DÉVELOP. EN :
- LOGICIELS DE BASE.
- LOGICIELS SYSTÈMES.
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL.
- TÉLÉCOM, RÉSEAU.
- CAO, CFAO, IA.

Ecrire à : S.D.I. 78/80, avenue Gallieni, Tour Gallieni I 93174 BAGNOLET CEDEX.

Hebdomadaire d'informations professionnelles recherche SON FUTUR

Rédacteur en Chef

Le candidat devra justifier d'une solide connaissance des problèmes socio-économiques et d'une exp. réussie de la presse écrite

Env. C.V. + photo + lettre manuscr. + prét. s/réf. 18.965 à CONTESSE . 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01.

Vous êtes actuellement très bon vendeur, cela ne suffit pas, vous devez être un vrai patron qui sait organiser, diriger, un travail de négociation à niveau très élevé, pour achat, vente de pptés PARIS, Ile-de-France, bureaux dans le 93, statut salarié, cadre, revenu important, vous êtes celui-là, adressez C.V., photo, BOURDET/AVIS 68, boulevard Sébastopol 75003 PARIS.

Société études de marché recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

Formation psychologue spécialisé études de motivation de qualitatives, créativité

Envoyer C.V. sous nº 8.288 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Rédacteur études de crédit

Nous sommes un établissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES dans les domaines de l'affacturage et du financement des équipements. Pour étoffer notre service ETUDES DE CREDITS, nous recherchons un REDACTEUR.

Vous serez chargé d'étudier les demandes de financement d'équipement d'entreprises de tous secteurs et d'établir les contrats concernant les dossiers acceptés.

Agé d'environ 25 ans, vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur (Maîtrise de gestion ou Ecole de Commerce), débutant ou ayant une 1re expérience dans un établissement financier ou bancaire.

Votre rigueur et votre sens du risque vous permettront de rejoindre une équipe jeune et d'y évoluer selon votre réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, au Service du Personnel - B.P.F.D. - 31, quai de Grenelle - 75738 PARIS Cedex 15.



BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT
BPFD

MEDIA BA

Importante PMI en forte expansion

spécialisée dans l'injection plastique
située en SAONE-ET-LOIRE

recherche

SON RESPONSABLE COMPTABLE
(homme ou femme)

Poste comportant responsabilité :
- Du fonctionnement du service ;
- Du contrôle de gestion ;
- Du budget de trésorerie.

Qualités requises : dynamisme, aptitude au travail en équipe, bonne capacité d'analyse, esprit de synthèse.

Les conditions et l'évolution de carrière liées à l'expansion de l'entreprise seront communiquées au cours du premier entretien.

Ecrire avec prétentions et c.v. sous nº 8 275 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. Monttessuy, 75007 Paris.

SPÉCIAL — UNIVERS DE LA GESTION — FINANCE

Directeur administratif et financier

400.000 F

Paris - Ce groupe d'investissements et de gestion est très diversifié (immobilier, distribution, gestion locative...). Vivant une période de très forte croissance, il souhaite consolider ses structures et recherche pour son siège un directeur administratif et financier. Sa mission sera d'assurer la gestion (comptabilité, trésorerie, personnel, juridique et fiscal) de la holding et des différentes sociétés du groupe. Il mettra en œuvre et fera vivre des outils de gestion performants notamment l'informatique. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 38 ans, de formation supérieure, disposant d'une expérience complète de la fonction, maîtrisant l'informatique, ouvert sur le juridique et le fiscal. La connaissance de l'immobilier est un atout supplémentaire. Son étroite collaboration avec l'équipe dirigeante et son implication dans la réalisation des affaires nécessitent beaucoup de vivacité d'esprit et une grande disponibilité. La rémunération, fonction de l'expérience, pourra atteindre 400.000 francs. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8150M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Adjoint au responsable titres

Banque - 180/200.000 F

La filiale française d'un important groupe bancaire international recherche un adjoint au responsable titres pour son siège à Paris. Il aura la responsabilité de la supervision des différentes filières (caisse titres, comptabilité, opérations sur titres, coupons...) et sera plus spécialement chargé de la section bourse étrangère. Dans ce domaine particulier, il sera assisté d'un collaborateur, et assurera la liaison avec les correspondants (brokers), exécutera les ordres en devises sur les marchés étrangers en appliquant la réglementation propre à chaque place financière. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat possédant une expérience de l'activité bourse étrangère, acquise dans une banque ou une charge d'agent de change. La rémunération de l'ordre de 180/200.000 francs pourra *éventuellement être supérieure en fonction* de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9220M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires crédit-bail immobilier

Banque - 120/170.000 F

Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers notamment auprès des professionnels, recherche un chargé d'affaires pour son département crédit-bail. Basé à Paris, il aura pour mission d'assurer, après une période de formation, le montage complet et le suivi des dossiers de crédit-bail immobilier sous l'angle juridique, fiscal et comptable auprès d'une clientèle diversifiée (PME, investisseurs, professions libérales...). Il devra assurer la recherche d'opérations en collaboration avec les commerciaux de la banque, procéder à l'analyse du risque, négocier les conditions, apports, garanties... et superviser le bon déroulement de l'opération en faisant preuve d'un esprit créatif. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, SCPO, école d'ingénieurs...) débutant ou ayant une courte expérience professionnelle de la banque et/ou de l'immobilier. Il sera en outre *familiarisé à l'outil informatique. La rémunération sera* fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9221M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche

CADRE Classe V - H/F

pour le secteur

CAUTIONS INTERNATIONALES

Au sein d'une équipe d'une vingtaine de personnes vous :

- animerez un groupe de quatre collaborateurs,
- et aurez pour mission essentielle le montage des dossiers de caution.

Ayant déjà acquis ***plusieurs années d'expérience,*** *éventuellement* dans un autre secteur lié à la grande Exportation, vous avez le sens du contact commercial et une bonne maîtrise de l'anglais (la connaissance d'une autre langue étrangère sera appréciée).

Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 18943 à BUE Service du Recrutement, 75107 Paris Cedex 02.

CONTESSE

Contrôleur de gestion junior

Du diagnostic à la prescription... en milieu pharmaceutique

700 personnes en France, filiale d'un important Laboratoire Pharmaceutique américain, nous avons intégré la dimension analyses et prévisions dans l'ensemble de nos actions... notamment Marketing/Ventes.

Vous appuyant sur le Contrôleur de Gestion vous « vivrez » donc avec ce Département et serez associé à toutes les actions, dès leurs origines.

Simulations, établissements et suivi des objectifs de ventes et de dépenses, budgets, analyses puis recommandations opérationnelles, vous saurez également « parler boîtes, échantillons, promotions ou nombre de visites ». C'est votre rôle d'interface entre la Finance et le Commercial.

Diplômé d'études supérieures, une première expérience dans le Contrôle budgétaire, l'administration des ventes ou l'audit, est un préalable.

Une bonne connaissance de l'anglais et le goût de la réussite sont par ailleurs vos principaux atouts pour évoluer au sein du groupe... en France ou à l'Etranger, *dans la Finance ou dans d'autres types de fonctions.*

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence QO/COG/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit une totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Le Monde — CADRES

Groupe Bancaire Paris 8e recherche pour son **Service Contentieux**

Inspecteur

- expérience de quelques années dans le domaine de l'immobilier
- connaissances juridiques
- ce poste implique de nombreux déplacements en région parisienne et en province.

Rédacteur

- maîtrise droit privé
- formation bancaire (DEA Droit Bancaire) ou
- expérience de quelques années dans le secteur bancaire.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous réf. 1087/M à LTA, Antenne St Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris qui transmettra.

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

UN MÉDECIN DU TRAVAIL

PAR VOIE DE DÉTACHEMENT
OU PAR CONTRAT

CONDITIONS :

- être fonctionnaire titulaire du grade de médecin du Travail ou :
- être titulaire du certificat d'études spéciales de médecin du travail.

Transmettre les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photocopie des diplômes, d'une photographie d'identité et de 2 enveloppes timbrées portant nom et adresse à :

L'HOTEL DU DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel Départemental
1er Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle
94000 CRETEIL
Téléphone : 48-99-94-00 - Poste 24-04
AU PLUS TARD LE 28 FÉVRIER 1987.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL LEADER SUR LE MARCHÉ DES SYTÈMES D'ÉTIQUETAGE

Effectif : 550 personnes, 10 établissements.
Siège ouest région parisienne

RECHERCHE

INGÉNIEUR

en organisation administrative

POUR

- Analyse fonctionnelle et rédaction cahier des charges.
- Définition des procédures en amont et en aval des traitements informatiques.
- Simplification et intégration des charges de travail.

FRED : Organisateur informaticien ou école d'ingénieurs + gestion.

Expérience minimum 3 ans, anglais courant.

Merci d'adresser c.v., lettre et photo sous nº 8 286 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

ADJOINT RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

- Niveau DECS et/ou diplôme 3e cycle de gestion.
- Expérience bancaire de 3 années minimum exigée.
- Capacité à diriger petite équipe.

Envoyer c.v. et prétentions à :
B.A.I.I.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Première expérience souhaitée mais non indispensable

- Salaire motivant.
- Larges possibilités d'évolution pour candidat de valeur.

Adresser candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 474 à HAVAS NEUILLY 136, avenue Général-de-Gaulle, 92522 NEUILLY.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

CHIFFRE D'AFFAIRES 1986 : 1 MILLIARD DE FRANCS consolidé, effectif de 2 000 personnes

RECHERCHE :

UN(E) JURISTE D'ENTREPRISE

expérimenté(e) dans les domaines suivants : droit des sociétés, *contrats liés aux activités de la société, contentieux commercial* et social, baux commerciaux, récupération et déclaration des créances.

Le(la) candidat(e) devra justifier de 5 à 8 années de pratique *soit dans un cabinet d'avocat, soit au sein du service juridique* d'une entreprise de taille significative.

Pour réussir dans ce poste évolutif, il(elle) devra s'intégrer à l'équipe en place, être fortement motivé(e), avoir le sens de la négociation et faire preuve de sa capacité à adapter les solutions juridiques disponibles aux nécessités opérationnelles.

Adresser c.v. et photo à Madame Henriette CORTIER, SSI, 5, rue de Turin, 75008 PARIS.

Cabinet d'Audit recherche
EXPERT HAUT NIVEAU

TAXES FONCIÈRES

rémunération motivante pouvant atteindre **500 KF**
Connais. cadastre appréciée
Téléphone : 40-10-01-31.

Cabinet d'Audit en expansion recherche

JEUNE COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. même débutant si ambitieux, formation haut niveau assurée. 40-10-01-31.

Conseil Juridique et Fiscal (Droit des sociétés) recherche

COLLABORATEUR (H.F.)

Conditions exigées :

- titulaire d'un DEA ou DESS approprié ;
- 2 ans min. d'exp. dans un cabinet de conseil similaire, avec pratique effective : sociétés, fiscalité, contrats, rédaction d'actes.

Ecrire avec C.V. détaillé, réf. précises et rémunér. actuelle à SOCOGES 104, bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

A PARIS
Organisme professionnel spécialisé dans le conseil aux entreprises du commerce spécialisé leader dans son domaine recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

- Jeune diplômé (e) d'école de commerce.
OU
- Première expérience *d'urbanisme commercial.*

Disponible rapidement

Adr. lettre de candidature C.V. détaillé, photo et prét. LE MONDE PUBLICITÉ sous nº 8.279 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Société d'Edition recrute

UN CHEF DE PUBLICITÉ

Jeune, dynamique et motivé pour gestion d'un news magazine Grand Public spécialisé

Envoyer C.V. à SERVAC 70 bis, rue de Romainville 75019 PARIS.

Sté d'ingénierie informatique rech. pour travailler sur un important projet de fabrication de satellites

TECHNICIENS GESTION DE CONFIGURATION

pour appartenir à notre équipe « Gestion de Projet » ils devront connaître la gestion de configuration dans les domaines mécaniques *électroniques, informatiques* Adressez C.V. à Mme LANDOIS sous réf. JPC 701 M INFO'ROP 70, avenue du Général-de-Gaulle 94000 CRETEIL.

DAO
Programmeur FORTRAN ASSEMBLEUR Contrat temporaire, passif d'intégration
Ecrire sous le nº 8.285 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Imprimerie centre Paris recherche

CONDUCTEURS
PETITES MACHINES OFFSET

Ecrire sous le nº 8.278 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

AGENCE D'URBANISME cherche

ARCHITECTE URBANISTE

EXPÉRIMENTÉ

Très bonne pratique du droit de l'urbanisme et de la composition urbaine, pour missions d'études, conseil et assistance technique auprès des collectivités locales et maîtres d'ouvrage

Envoyer C.V. et prétentions sous le nº 8.283 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

QUAD INFORMATIQUE recherche pour son département Exploitation Chargé (e) d'études disposant au minimum d'une première expérience en dépouillement d'enquêtes statistiques et analyse de données Connaissance du langage A.P.L. souhaitée Ecrire à Alain TRIPIER QUAD Informatique - 72, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

SPÉCIAL — UNIVERS DE LA GESTION — FINANCE

HERCULES

Cadre Financier

Responsable de la Trésorerie et du Credit Management

HERCULES FRANCE est l'un des leaders de la Chimie dans sa spécialité et réalise un CA de 500 MF.
Dans le cadre d'un redéploiement de ses activités, la Direction financière souhaite renforcer ses structures.

Rattaché au Directeur Financier, vous animez un service de 3 personnes. Chargé d'appliquer la politique de crédit de la société, vous assurez le suivi des comptes clients, gérez les relances, procédez au recouvrement des dettes et à l'analyse de la situation financière des clients.
Appuyé par l'outil informatique, vous mettez en place les procédures nécessaires. D'autre part, vous contrôlez les opérations bancaires et gérez la situation de trésorerie.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (Sup de Co + spécialisation finances, Dauphine,...) vous possédez déjà une première expérience réussie de la fonction acquise de préférence au sein d'une société industrielle anglo-saxonne.

L'anglais est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance des techniques de change et de l'assurance crédit.
Le poste est situé à Rueil.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à TEG sous référence M 60301 NLB

TEG,
113 rue de l'Université
75007
PARIS





DESSEIN

PME **Banlieue Sud**
Equipements et Loisirs

Filiale française d'un groupe anglo-saxon CA : 10 MF recherche son

Directeur Administratif et Financier

Directement impliqué dans le management, l'organisation et la gestion générale de la société, il est plus particulièrement responsable du développement des affaires, des marges dégagées, des objectifs à atteindre, de la trésorerie et des relations avec les banques.
Il coiffe le service comptable, les services généraux et gère l'ensemble du personnel. Il assure le reporting anglo-saxon.
Diplômé d'Etudes Supérieures de Commerce ou de Gestion, vous possédez une solide expérience administrative et financière acquise au sein d'une P.M.E. anglo-saxonne. Vos contacts avec la société mère et avec l'étranger impliquent une parfaite maîtrise de la langue anglaise et sera nécessaire à votre évolution.
Les entretiens en anglais auront lieu à Paris avant la fin janvier avec le Contrôleur Européen.
Adresser très rapidement votre lettre de candidature **en anglais**, CV **en anglais**, photo et prétentions à **TEG** S/réf. M60401 NLB.

TEG
113 rue de l'Université,
75007
PARIS.



DESSEIN

CONTROLLER

Filiale française d'un puissant groupe international, nous occupons une place de leader sur nos marchés (biens d'équipements). Quelques chiffres : CA 2 MMF, effectifs : 5200 personnes.

Ce poste de Controller, par la diversité des responsabilités qu'il recouvre, occupe une place véritablement stratégique dans notre organigramme.

Gardien de notre plan comptable, vous êtes responsable de l'élaboration et de l'application des règles et procédures touchant à la comptabilité et au contrôle interne. Vous êtes par conséquent le premier concerné par le fonctionnement optimum des comptabilités analytique, fournisseurs, clients et du contrôle de gestion export et filiales. Financier de premier ordre, vous n'en demeurez pas moins très avisé en matière de fiscalité. L'impact du poste vous rend l'interlocuteur privilégié de plusieurs responsables de départements. Vous leur apportez toutes les informations, toutes les idées nouvelles susceptibles d'améliorer leurs performances, veillant toutefois à ce que celles-ci restent en harmonie avec les procédures du groupe.

Agé de 35 ans environ, formé dans l'une des meilleures Ecoles de Gestion, vous maîtrisez parfaitement les techniques de gestion comptables et budgétaires françaises et anglo-saxonnes, acquises si possible en cabinet d'audit et en entreprise multinationale.
Anglais impératif.
Rémunération liée bien sûr à l'envergure du poste...et du candidat, basé à Paris.
Merci d'adresser votre dossier sous référence 521M à notre conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Contrôleur Interne

Vous analyserez, participerez à la mise en place et contrôlerez les procédures permettant une information financière et opérationnelle adéquate dans notre filiale.

Issu(e) d'une Ecole de Commerce ou d'une Université, 3 à 5 ans d'expérience en contrôle/audit interne ou externe dans un environnement international, l'anglais, vous sont nécessaires pour vous sentir à l'aise dans ce poste.

A terme, vous seront offertes des possibilités d'évolution vers des fonctions plus opérationnelles.

Merci d'envoyer votre dossier à Anne CHEVALLIER sous réf. MON329, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

CURRICULUM

HAUT NIVEAU

Cadre financier

HEC
ESSEC
EXPERTISE COMPTABLE

A 35 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire de l'expertise comptable, vous avez fait vos preuves au cours de ces dix dernières années dans les domaines de la finance et de la comptabilité, de préférence en secteur bancaire.

Groupe industriel français de premier plan également implanté à l'étranger, nous connaissons une expansion constante avec un C.A. de près de 3 milliards de francs.

Nous recherchons le Cadre Financier à qui nous confierons progressivement de très importantes responsabilités dans le groupe.

Dans un premier temps, vous allez vous former à nos procédures internes, et acquérir une parfaite connaissance des structures du groupe.

Vos facultés d'adaptation, votre personnalité affirmée, vos compétences ainsi que votre fort potentiel seront vos meilleurs atouts pour gagner la confiance du groupe et, à terme, jouer un rôle capital pour l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscr, C.V., photo et prét.), s/réf. 4380/LM, à

MÉDIA PA. 71, av. Victor-Hugo
75116 PARIS,
qui transmettra.

DESSEIN



---

jeunes diplômé(e)s HEC, IEP, EXPERTISE COMPTABLE...

choisissez l'inspection dans un grand organisme financier

qui regroupe de nombreux établissements répartis sur l'ensemble du territoire national. A la fin de vos études ou après une première expérience professionnelle, de préférence financière, vous vous joignez au corps d'inspection de notre organisme central situé à Paris, tout en étant disponibles pour des déplacements en province. Vous apprenez à exercer des fonctions qui mettent en valeur votre sens de l'analyse et de la synthèse ainsi que votre aptitude à communiquer. Vous participez à nos interventions dans les différentes entreprises de notre groupe puis, vous devenez responsables de missions d'inspection. Vous avez pour objectifs de vous assurer de l'application de la réglementation par les établissements, d'apprécier les moyens qu'ils utilisent pour leur gestion et de contribuer à l'information de la Direction Générale. Votre activité devrait être la voie privilégiée d'un développement de carrière dans notre groupe.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87.002, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

SERTI SELECTION

UNANIME



Importante entreprise industrielle

située en SAONE-ET-LOIRE
effectif 400 personnes

recherche

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

Poste pouvant convenir à candidat (homme ou femme) titulaire MSTCF, DECS ou équivalent et disposant d'une première expérience de 5 années minimum.

Les conditions générales de collaboration seront communiquées au cours du premier entretien.

Ecrire sous n° 8 274 M LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

CABINET CONSEIL
spécialisé dans le secteur immobilier
recherche un

CONSULTANT JUNIOR

pour lui confier la responsabilité du département formation commerciale et le développement de son activité conseil en recrutement.

Poste à pourvoir dès février 87 à Paris. Première expérience exigée. Rémunération fixe + intéressement.

Adresser candidature en indiquant vos prétentions à

CEFLU RECRUTEMENT
5, rue de Vienne - PARIS 8ème
La clé de l'emploi dans l'immobilier.



Pierre Lichau

Société à vocation Outre-Mer

RECHERCHE

HEC - ESSEC OU ÉQUIVALENT

35 ans minimum, pour assurer au Siège Parisien le suivi administratif, commercial et de gestion de deux Sociétés en Afrique

Ce poste comprend de très bonnes possibilités de développement

Le candidat idéal devra avoir :
- une bonne expérience de l'Afrique Noire ;
- de bonnes capacités de négociation ;
- une connaissance parfaite de l'anglais ;
- une bonne formation financière ;
- de bonnes connaissances générales d'informatique ;
- la possibilité de se déplacer en Afrique ;
- l'esprit d'un homme de terrain et les connaissances d'un homme d'études.

Sa rémunération sera comprise entre 250.000 F et 350.000 F suivant références

Adres. candid. manuscr. avec photo au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8.289
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

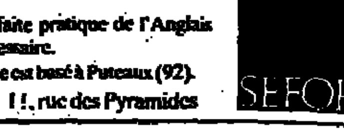
ENTREPRISE INDUSTRIELLE
Rouen
recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

Dans le but d'optimiser sa productivité et d'en contrôler l'évolution, cette Entreprise réputée cherche à s'adjoindre un collaborateur de qualité.

Diplômé d'Etudes Supérieures, ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction, il aura acquis une connaissance véritable des prix industriels.

Ce poste implique essentiellement :
- l'établissement des budgets annuels par département et leur suivi ;
- l'étude des prix de revient et de leur évolution.



Adresser CV détaillé + lettre manuscrite + prétentions sous référence CT/572/02 à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris qui vous garantit le plus strict anonymat.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

DURACELL®

Filiale de KRAFT Inc

Contrôleur budgétaire

La Société par la qualité de ses produits, de sa stratégie, de sa publicité et de ses hommes, *bien sûr... s'est imposée*, vite et durablement, sur son marché. Mais toutes ses actions sont évidement accompagnées d'une gestion rigoureuse. D'où l'importance du rôle du nouveau Contrôleur Budgétaire que nous recherchons pour se joindre à l'équipe de la Direction Financière.

En relation avec l'ensemble des services il étudie, prépare, détermine les budgets puis suit et analyse les résultats (écarts, commentaires...) de même, il est celui qui, en relation avec le headquarter assure le «reporting». Enfin, il participe activement à la progression d'une informatisation déjà performante.

Pour ce poste, à pourvoir rapidement, nous souhaitons un jeune diplômé d'enseignement supérieure (ESC, Université...) possédant une expérience même brève, dans ce domaine (reporting, budgets...) vécue, si possible, dans une structure légère. Il est précis, relationnel et responsable.

La parfaite pratique de l'Anglais est nécessaire.
Le poste est basé à Puteaux (92).

SEFOP, notre Conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. CB133M

11, rue des Pyramides 75001 Paris

SEFOP

هكذا من الأصل

SPÉCIAL



FINANCE

SALOMON

Leader mondial sur le marché des équipements de sports d'hiver (1700 p. - 2400 MF de CA), notre croissance et notre forte rentabilité sont obtenues par la recherche permanente d'améliorations et une responsabilisation de tout notre personnel. Pour développer avec nous cet esprit d'entreprise, nous cherchons pour Annecy,

un jeune contrôleur de gestion, H/F

Au sein de notre direction commerciale Europe, en liaison étroite avec la direction financière du groupe, venez aider nos cinq filiales européennes à définir les méthodes et moyens pour améliorer leur gestion (élaboration budgétaire, mise en place et animation d'outils de gestion).

De formation supérieure (Sup de Co ou universitaire), vous avez une expérience de deux ans en cabinet d'audit ou en entreprise. La pratique de l'allemand et/ou de l'anglais est indispensable.

Nous vous offrons, en retour, l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge.

Mme F. JOUISHOMME,
vous remercie
de lui écrire (réf. 1226 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde

Avec 900 millions de Chiffre d'Affaires, des ventes Presse et Publicité en hausse, une diversification des produits et 1000 personnes, notre Journal construit son avenir d'entreprise performante dans le monde des médias. La Direction Financière recherche un

Professionnel de la comptabilité pour assister le contrôleur de gestion

En collaboration étroite avec le Contrôleur de Gestion et le Directeur de la Comptabilité, nous vous confierons l'élaboration et la mise au point des systèmes de gestion, de la comptabilité analytique aux tableaux de bord. A partir de ces nouveaux outils et systèmes, vous rédigerez l'ensemble des procédures qui présideront aux nouvelles méthodes de travail des équipes comptables -une quinzaine de personnes- dont vous assurerez la formation. Le succès dans cette mission doit naturellement vous faire évoluer vers l'animation et l'encadrement du Service Comptabilité. Pour ce poste aux responsabilités évolutives, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la comptabilité possédant au moins 5 ans d'expérience avec éventuellement un passage en cabinet d'Audit. Avec une formation Ecole de Commerce ou de Gestion et le DECS, nous apprécierions une spécialisation en organisation. Ces responsabilités font autant appel à la rigueur et à l'imagination qu'à la souplesse et à la ténacité. Nous parlerons ensemble de votre rémunération et de votre évolution dans notre structure.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la réf. 306.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

jeune contrôleur de gestion

dans une société en très forte croissance, filiale d'un groupe multinational. Vous créez cette fonction dans notre usine de 250 personnes, située à l'est de la région parisienne et spécialisée dans l'assemblage de pièces de précision pour l'industrie. Vous établissez les prix de revient standards, déterminez les coûts de production directs et indirects à l'aide d'un système informatisé. Vous calculez également la rentabilité des investissements en appliquant les procédures de contrôle de gestion du groupe. Cette situation s'assortit de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Vous êtes âgé(e) de 26 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'Ecole de Commerce. Vous bénéficiez d'au moins deux ans d'expérience de la comptabilité analytique anglo-saxonne acquise dans une unité de production et vous parlez anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/477.04, à notre Conseil, NICOLE DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS



UNANIME

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche
pour la Direction Financière de sa Division pièces de rechange

ANALYSTE DE GESTION

Le candidat sera *diplômé de l'enseignement supérieur* (Ecole de Commerce, de Gestion ou universitaire) et aura une première expérience dans une entreprise si possible anglo-saxonne.

Au sein de la Direction Financière et sous l'autorité du contrôleur de gestion, le candidat retenu se verra confier des missions dans les domaines comptables, financiers ou contrôle budgétaire.

Ce candidat sera ouvert aux techniques informatiques et aura le sens du contact humain.

La connaissance et la pratique des langues étrangères (anglais et allemand) sont nécessaires pour le poste recherché.

LIEU DE TRAVAIL PROCHE BANLIEUE NORD-EST DE PARIS.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photo et prét. sous réf. 18935 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

BANQUE INTERNATIONALE D'AFFAIRES
en pleine expansion
PARIS 8ème

propose 2 postes à *candidats de valeur*:

UN RESPONSABLE DES SECTIONS - SOUSCRIPTIONS - TITRES - - COUPONS -

5 ans d'expérience dans la fonction.
Classification : minimum Classe V
Bonne connaissance de l'anglais.

UN ASSISTANT DU RESPONSABLE DE LA BOURSE ETRANGERE

Service : administration titres bourse.
Section : bourse étrangère.
Classification : Classe V
Anglais exigé.

Ces 2 postes s'adressent à des cadres expérimentés, ambitieux, à fort potentiel et susceptibles d'évoluer.

Téléphoner pour rendez vous au : 42.65.48.29 poste 7

P.R.

Une énergie nouvelle en Auvergne

Spécialiste produits financiers

250/300.000 F

La Banque Populaire Auvergne et Corrèze, dont le siège est à Clermont-Ferrand représente 400 personnes, 3 milliards de francs de dépôts gérés, et exerce son activité sur quatre départements (44 agences). Sa direction générale a défini un ambitieux plan de développement à moyen terme et recherche un spécialiste des produits financiers pour intensifier l'action de la banque sur le marché des capitaux : SICAV, FCP, gestion de patrimoine, épargne des salariés, opérations financières des entreprises... Dépendant du directeur général adjoint, il disposera de moyens administratifs propres et s'appuiera sur le réseau pour le développement commercial. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure possédant une expérience confirmée des produits financiers bancaires (particuliers et/ou entreprises). La rémunération annuelle pourra atteindre 300.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2821M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8e
recherche

ANALYSTES DE CREDITS CONFIRMES H/F

CLASSE IV - V

Fonction principale :
- analyse autonome des risques
- montage et suivi des dossiers.

Profil :
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession et/ou
- diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole Commerciale avec au minimum 1 an d'expérience dans l'analyse du risque).

Bonne maîtrise de la langue allemande - Bonnes connaissances des produits bancaires.

Adresser CV et prétentions sous réf. 649 à M. A. DANNENBERGER
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS - Discrétion assurée.

AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER

Diplômé d'école de commerce ou équivalent et après une expérience de 2 à 4 années en cabinet ou en entreprise, vous maîtrisez solidement la technique d'audit comptable. Vous souhaitez acquérir de nouvelles responsabilités en exerçant votre métier dans le sens d'une plus grande implication personnelle. La Redoute Catalogue, entreprise leader dans le domaine de la VPC, vous offre cette opportunité. Rattaché au Directeur Financier, vous prenez en charge les missions d'audit dans les différents secteurs de la Société, en apportant conseil et assistance dans l'évaluation des circuits et procédures comptables. Sur ce poste opérationnel, votre sens pratique et vos qualités relationnelles doivent vous permettre d'être rapidement efficace dans la Société. La réussite de cette mission vous conduira à exercer de nouvelles responsabilités au sein de l'entreprise. Poste basé à Roubaix.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prét.) s/réf. 89 à
Jean-Michel ANOT - Service Emploi-Orientation - LA REDOUTE CATALOGUE
57, rue de Blanchemaille, 59082 Roubaix Cedex 2

La Redoute catalogue



Groupe informatique
coté au second marché
recherche
dans le cadre de son expansion

CONTROLEUR FINANCIER H/F

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, avec une expérience de 2 à 3 ans dans un grand Cabinet d'Audit et une bonne pratique de la micro-informatique, vous serez chargé du suivi du reporting.

Homme de dialogue, vous aurez la responsabilité de l'Audit opérationnel et financier des filiales.

Vous participerez également au montage des opérations financières.

Vous reporterez au Directeur Financier.

Ce poste est à pourvoir rapidement à Asnières.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée à : Madame Bert - METROLOGIE 4, avenue Laurent Cély 92600 Asnières.

Groupe important, spécialisé dans l'aménagement et la gestion d'équipements publics, recherche pour sa **Direction Régionale à Rennes** un

Responsable de gestion comptable et financière

Il devra assurer :
- des missions d'Audit Comptable, de gestion et de suivi financier auprès des sociétés du Groupe,
- le suivi de la gestion de la Direction Régionale (comptabilité, paie...).

De formation supérieure en comptabilité et en gestion (DECS - écoles de commerce ou de gestion). Il doit avoir des connaissances en micro-informatique et une expérience confirmée en entreprise ou en cabinet.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à Média-System, (réf. 3732), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SPÉCIAL 

FINANCE



recherche

CONTRÔLEUR DE GESTION

H ou F

Pour s'intégrer à une équipe jeune formée aux méthodes d'un important groupe international et y évoluer.
Plus spécifiquement axée sur le département marketing, sa mission comportera également des études ponctuelles pour la direction contrôle de gestion.
De formation supérieure (gestion, comptabilité, sciences économiques ou équivalent) le candidat justifiera d'une première expérience du contrôle de gestion, et de solides connaissances en micro-informatique. La pratique de l'Anglais et de l'Allemand sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Danielle Lecharpentier, France Loisirs - BP 6 - 75725 Paris Cedex 15.

CONTESSE

Mexico - Chicago - Lille ou Paris ...

Contrôlez et Développez notre Gestion Comptable

Groupe de renommée internationale, nous concevons, développons et réalisons des projets, incorporant une technique très en pointe au niveau informatique, électronique et micro informatique. Nous répartissons nos activités entre Paris, Lille et nos filiales et missions à travers le monde. Nos problèmes comptables sont par conséquent intéressants et nous ne pouvons les offrir qu'à un

Audit Comptable ... très opérationnel

Développement des méthodes comptables, aides ponctuelles, gestion des clôtures, consolidation, reporting au Groupe, missions d'Audit et même votre appui en cas de création de filiales seraient les principaux volets de votre activité. Dépassant les notions de Comptabilité, d'audit ou d'organisation que vous possédez déjà, gestionnaire capable de penser à la fois en centimes et en kilofrancs, c'est un poste large que nous vous confions. Si de surcroît vos études, un passage significatif à l'Audit, s'allient à une bonne connaissance de l'anglais vous avez de sérieux arguments pour débuter un parcours prometteur au sein de notre Groupe, surtout si vous acceptez de résider à Lille pour l'instant.

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous référence O/AC/M à notre Conseil Didier LESUEUR

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DES RESPONSABILITES ELARGIES, UN CONTEXTE INTERNATIONAL.

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence de nos équipes.
Dans ce contexte, nous offrons à un jeune professionnel de la gestion à fort potentiel, l'opportunité de valoriser son expérience au travers de l'une de nos activités de négoce.

GESTIONNAIRE DE DEPARTEMENT

Assisté par l'équipe comptable dont vous assurez l'encadrement, vous êtes responsable de la totalité de la gestion du département. Outre les aspects classiques de votre mission (reporting, contrôle budgétaire...), vous prenez notamment en charge la détermination des besoins informatiques.
Rattaché au directeur opérationnel, vous assurez de plus le suivi des performances commerciales des activités de négoce.

Diplômé Grande Ecole de Gestion ou titulaire du DECS complet, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.
Outre votre compétence technique, vos réelles qualités de contact vous permettront de dialoguer avec vos nombreux interlocuteurs.

Ce poste, basé à ISSY-LES-MOULINEAUX, s'exercera à court terme à partir de notre usine de STAINS (93).


THOMSON CGR

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. GPB/GFA/LM à Pierre GROISY - THOMSON-CSF - 52, boulevard Galliéni - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT

Combativité et créativité

Notre société, spécialisée dans les systèmes de gestion manuels et informatiques, opère un retour en force. Pour accompagner ces efforts entrepris pour reconquérir une place de leader sur notre marché, nous recherchons notre

Directeur Administratif et Financier

Bordeaux

La gestion financière, l'informatique, le contrôle de gestion et la fiscalité seront sous sa responsabilité. Une importante mission d'organisation comptable lui sera confiée dans un premier temps. Des professionnels compétents l'assisteront dans ces divers domaines où beaucoup reste à faire.

Nous recherchons un excellent gestionnaire, dynamique, ayant de réelles qualités d'organisation et de management et fortement motivé pour nous accompagner dans la réussite de notre projet d'entreprise. Homme de PME, vos 10 années d'expérience dans la fonction comptable et financière feront de vous un membre actif et écouté de notre Comité de Direction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et *prétentions*) s/réf. C074, à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

JACOB DELAFON

Filiale depuis peu d'un grand groupe US très performant dans le domaine des équipements sanitaires, nous renforçons nos structures et créons, auprès de notre Directeur Comptable, le poste de

Chef Comptable

Basé à Paris 13e — 260/300 KF

Votre première mission consistera à mettre en place et à produire le reporting mensuel. Vous participerez également à l'implantation d'un nouveau logiciel comptable ainsi qu'à la refonte de nos procédures, en harmonie avec celles de la société-mère dont vous serez l'interlocuteur. Vous assurerez enfin avec votre équipe (5 pers.) l'établissement des divers états comptables et fiscaux.

Le candidat, de formation comptable supérieure (minimum DECS) justifiera d'une expérience d'environ 10 ans, acquise à un poste d'encadrement dans une société filiale d'un groupe international. Il maîtrisera parfaitement la comptabilité et le reporting anglo-saxon. De réelles qualités de Manager, l'esprit d'équipe, la disponibilité ainsi qu'une pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. CO851, à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

UNILEVER recherche

HEC, ESSEC, CENTRALE PARIS (option gestion)

Débutants ou munis d'une première expérience.

Performance, Professionnalisme, Diversité caractérisent l'activité des sociétés du Groupe UNILEVER

CONTROLEURS DE GESTION

Des postes sont à pourvoir dans trois des sociétés du Groupe à Paris et en Province :
LEVER : produits détergents (Skip, Sun, Omo...)
FRALIB : thés, potages (Lipton, Elephant, Royco)
COGESAL : glaces et surgelés (Motta, Iglo)
Au sein du siège social ou d'une usine, vous participerez, dans le cadre d'un poste opérationnel, au contrôle de gestion d'une société performante.
Vous prendrez part notamment à l'élaboration des objectifs, au contrôle de leur réalisation et mènerez un certain nombre d'études de fond (tableaux de bord, suivi budgétaire...).

AUDITEURS INTERNES OPERATIONNELS

Au sein du Département Audit (basé à Paris), vous effectuerez des missions auprès des différentes sociétés du Groupe UNILEVER situées en France, Afrique Francophone, Espagne, Portugal, Amérique Latine.
Vous interviendrez dans les domaines comptable, financier, informatique, gestion, marketing, organisation...
Vos contacts s'effectueront à tous les niveaux et vous rapporterez au Département d'Audit à Londres.
Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, espagnol ou portugais. Vous avez de bonnes connaissances en informatique.

Intégrés à une équipe performante, vous mettrez en œuvre vos compétences techniques, votre sens des responsabilités et vos qualités humaines. Vous évoluerez ensuite vers un poste de haut niveau à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale du Groupe UNILEVER.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence I/87 M à
UNILEVER FRANCE SERVICES *- Recrutement des Cadres - 8 Avenue Delcassé - 75384 Paris Cedex 08*

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

SOURCES

A un(e) Fiscaliste...

ERNST & WHINNEY, l'un des grands cabinets d'audit, de conseil fiscal et de gestion (28.000 personnes et 350 bureaux dans 75 pays), recherche pour participer au développement de son département fiscal à Lyon un(e) fiscaliste ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.
Votre connaissance pratique de l'anglais sera appréciée.

Nous vous remercions d'écrire à Christian Clocher, ERNST & WHINNEY Fiscalité, 208 rue Vendôme, 69003 LYON, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion.

Ernst & Whinney Fiscalité

POUR PROMOUVOIR LA BOURSE DE NANCY

LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE, recherche pour sa délégation de NANCY, fonctionnant avec 7 personnes,

LE SECRETAIRE GENERAL

Animer votre équipe, gérer votre établissement et agir auprès de votre environnement, sont les axes principaux de la mission que nous vous proposons.

Vous assurez le fonctionnement du marché régional. En outre, avec le concours des agents de change locaux, vous concevez et animez sur le terrain, un programme d'actions promotionnelles, orienté vers les entreprises, les chambres de commerce, les établissements bancaires et financiers, les écoles, la presse, etc.

Une formation économique supérieure et la connaissance des réels besoins financiers des entreprises à travers une dizaine d'années d'expérience s'imposent pour être crédible. De même, l'aptitude à la communication et l'ouverture sur le monde économique régional seront des atouts indispensables.

Une formation à PARIS et dans une autre Bourse régionale (2 mois environ) est prévue.

Nous vous remercions de faire part de votre intérêt pour ce poste à notre Cabinet Conseil, en lui adressant votre C.V. détaillé + photo, sous la référence 1199/M.

Nous vous assurons une totale confidentialité.



65, rue de Tivoli
57070 METZ-QUEULEU
Tél. : (8) 766.52.35

MEDIA BA.

TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE
(proximité RER - 15' Étoile)
recherche

GESTIONNAIRES JURISTES

HF

maîtrise en droit privé (droit des assurances, droit de la construction, I.E.J. appréciés) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

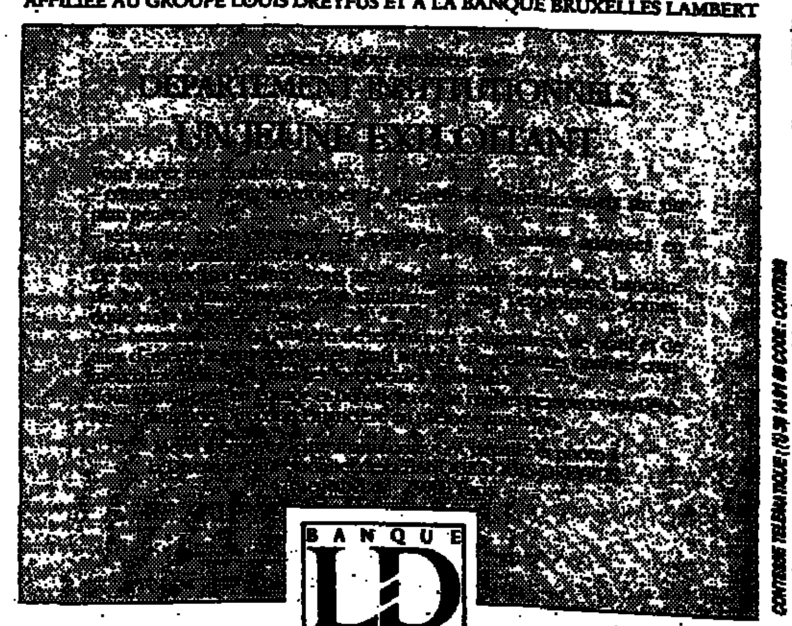
Avantages sociaux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 1117 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SPÉCIAL



FINANCE

Littoral Normand

330 KF environ

Contrôleur financier une fonction à développer...

Cette filiale française d'un groupe international dans le secteur chimique industriel réalise 300 MF (300 pers., 3 unités de production).

Dans le cadre d'un renforcement de la structure actuelle, le Directeur Financier vous chargera de maintenir et d'améliorer la qualité des informations comptables - *générales et industrielles* - produites par votre service (11 pers.), d'optimiser l'utilisation d'un nouvel outil informatique, de veiller au respect des délais et de la fiabilité des résultats mensuels et annuels, de la bonne application des procédures comptables. Bien-sûr, la fiscalité, le contrôle budgétaire, la trésorerie sont également sous votre responsabilité.

Agé de 30 ans au moins, diplômé d'une Ecole de Gestion + DECS, vous avez l'expérience de l'audit et de l'animation d'un service financier et une bonne pratique de la comptabilité anglo-saxonne, de la fiscalité et de l'outil informatique.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et salaire actuel sous référence IB 60501 M.

TEG,
113 rue de l'Université,
75007 PARIS.

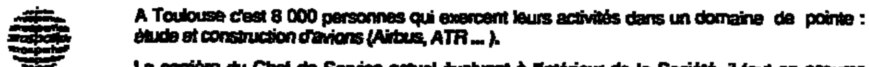




DESSEIN

Toulouse

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE



aerospatiale

A Toulouse c'est 8 000 personnes qui exercent leurs activités dans un domaine de pointe : *étude et construction d'avions (Airbus, ATR ...).*

La carrière du Chef de Service actuel évoluant à l'intérieur de la Société, il faut en assurer la succession. En dehors des activités classiques liées à la fonction (élaboration du bilan et des comptes de résultats, prévisions de trésorerie, contrôle budgétaire, études économiques et financières), ce service assure la comptabilité de tous les grands programmes de la Division Avions. Au cours des trois prochaines années, le Chef du Service devra également piloter une importante rénovation des procédures et outils informatiques. Enfin, il doit animer efficacement son service (90 personnes, 7 cadres).

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, ...) de 35 ans minimum. Son expérience professionnelle de 10/15 ans a été acquise dans un groupe industriel. Elle lui a permis d'élargir ses compétences en comptabilité à des fonctions de gestion et d'organisation. Il a déjà animé un service important. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4/863 P à :

EGOR MIDI-PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE

ou

EGOR S.A.
8, rue de Berri
75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

1er fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, société française du groupe international MARS Inc. ; 1 000 personnes, 34 ans d'âge moyen, 3 usines, 3 Milliards de Francs de CA, 28% à l'export, croissance annuelle : 20%.

PLANIFIER NOTRE AVENIR FINANCIER

Nous recherchons pour notre service planification de la Direction Financière.

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Vous souhaitez être associé à la marche de l'entreprise en pratiquant une communication étroite avec les départements opérationnels.

Responsable de la valorisation des plans dans le cadre de la stratégie définie, vous en assurerez le suivi et les corrections nécessaires. Vous utiliserez des méthodes et des outils financiers de pointe. Vous animerez une petite équipe jeune et motivée.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez 3 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion ou de l'audit, soit dans une entreprise aux techniques financières anglo-saxonnes soit en cabinet. Vous parlez couramment l'anglais.

Vos qualités de manager, votre aptitude à convaincre à tous niveaux, votre sens de l'initiative vous permettront d'évoluer rapidement au sein de la société ou du groupe en France ou à l'étranger.

Le salaire est motivant en fonction de l'expérience.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1h30 de Paris.

Ecrivez-nous : UNISABI, Service du Personnel, s/réf. CG 18, BP N° 7, 45550 St-Denis-de-l'Hôtel.

unisabi

[illegible]

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 36 14 91 66 CODE : CONTESS

BANQUE INTERNATIONALE

Notre activité de premier plan et le développement important de nos interventions tant sur les marchés financiers internationaux que dans le financement du commerce extérieur nous conduisent à rechercher un spécialiste de l'

ECONOMIE INTERNATIONALE

- ayant une formation de haut niveau : ENSAE, Doctorat ou DEA Sc Eco, Grandes Ecoles...
- maîtrisant parfaitement l'anglais
- possédant déjà une expérience pratique d'au moins 3-4 ans au sein d'un service d'études économiques internationales, de préférence orientée vers le suivi des grands pays industriels et axée vers une approche plutôt financière : macroéconomie, conjoncture, marchés financiers, taux de change...

Nous vous offrons un poste, au sein d'une petite équipe dynamique, requérant à la fois esprit d'analyse et de synthèse, imagination et rigueur, ouverture d'esprit et aptitude à dialoguer à tous niveaux.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé s/réf. E 878 à notre Conseil, Monsieur R. FARRUGIA, 60 rue La Boétie, 75008 Paris.
Il vous assure une totale discrétion.

Jeune ANALYSTE FINANCIER H/F

DEBUTANT OU 1ERE EXPERIENCE

Basés en région Nord de Paris, nous sommes le siège FRANCE (6 sociétés - C.A. 600 MF) d'un groupe multinational ayant pour activité la fabrication et la commercialisation de produits de grande consommation.

Rattaché à notre Direction Financière, vous assisterez le chef du service financier dans divers domaines :
- reporting groupe,
- préparation des plans, budgets annuels et prévisions trimestrielles,
- participation au contrôle de gestion commerciale,
- «special projects» d'audit et d'organisation.

Cette mission variée et très formatrice vous mettra en relation avec le siège européen en Hollande et les diverses sociétés du groupe.

De formation HEC, ESSEC, ESC option finance/comptabilité, vous êtes autonome, rigoureux et vous maîtrisez l'anglais.
La pratique de la micro-informatique (LOTUS 1-2-3 par exemple) sera fortement appréciée.

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions sous référence 4081 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

GROUPE FINANCIER PRIVÉ
PARIS XVIe

Le développement de nos activités financières nous conduit à créer de nouveaux postes et à recruter des comptables responsables en totalité de

LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DE NOS FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Mission : Organiser et participer activement à la gestion de nos produits financiers.

Profil : BTS comptabilité ou DUT et expérience de 2 ou 3 ans dans une fonction similaire.

Qualités relationnelles, méthodes et rigueur feront de nos futurs collaborateurs des interlocuteurs responsables face à nos différents partenaires.

La taille de notre groupe et sa forte croissance ouvrent à terme d'excellentes perspectives pour des collaborateurs passionnés par les activités financières.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf. 18989 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01.

CONTESSE

GROUPE EXPANSION

recherche

contrôleur budgétaire

Intégré au Service Contrôle de Gestion, il sera chargé, pour plusieurs produits Presse, d'élaborer les budgets annuels, de suivre en liaison avec les responsables de ces Produits les résultats mensuels, d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse. Il devra en outre réaliser les études qui lui seront confiées et faire preuve d'initiatives pour en proposer lui-même. Il doit devenir l'interlocuteur de la Direction et des Responsables de Département pour tous les problèmes de gestion concernant les produits dont il aura la charge.

Ce poste conviendrait à un JEUNE DIPLOME d'ETUDES SUPERIEURES COMMERCIALES ou de GESTION, débutant, ou ayant un an d'expérience, motivé par une activité d'analyse rigoureuse des chiffres et leur interprétation, et souhaitant rejoindre un groupe où le travail en équipe et les contacts humains sont primordiaux.

Les dossiers de candidatures + photo - sous réf.3287 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC.

CENTRE DE GESTION AGRICOLE IMPORTANT

Solidement implanté à travers 2800 adhérents, 95 salariés, 5 bureaux et 7 antennes, nous disposons de moyens réels et notamment dans le domaine *informatique*.

Pour FAIRE ENCORE PROGRESSER cet ensemble, nous recherchons notre

DIRECTEUR

Connaissant *bien le milieu* agricole et/ou viticole, tant en FISCALITE qu'en GESTION, vous êtes un BATTANT ORGANISE, une PERSONNE DE DIALOGUE ayant le souci de l'EFFICACITE et la notion du SERVICE.

Travaillant en étroite collaboration avec le Conseil d'Administration et son Président, vous SEREZ RESPONSABLE *de la politique définie conjointement et de sa mise en œuvre*, vous montrant aussi un ELEMENT DE PROPOSITION et d'ASSISTANCE.

Ce poste se situe en BOURGOGNE à DIJON (21).

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous la Réf. 2571.

RESULTATS
CONSEIL EN RECRUTEMENT
7 place Darcy · BP 1388 · 21051 DIJON Cedex

Crédit Mutuel

MAINE - ANJOU - BASSE NORMANDIE
Siège social LAVAL

Chargé d'Etudes en Organisation

pour participer à la réalisation de projets liés aux crédits et susceptible de prendre à terme des responsabilités au sein de la Direction Financière.

Formation supérieure type ESC, débutant ou première expérience acquise en milieu bancaire ou directement liée à l'organisation.

Adresser lettre manus. et C.V. sous réf. 439/M à Crédit Mutuel, Service du Personnel 43, bd. Volney 53002 LAVAL CEDEX.

CURRICULUM



DMC

DIRECTEUR DE L'AUDIT

DMC, un des premiers groupes textiles européens (C.A. : 7 milliards de francs), et l'une des meilleures performances boursières des dernières années, recrute son DIRECTEUR DE L'AUDIT.

Le titulaire du poste, rattaché à la Direction Budgets, Objectifs et Contrôle, assure la fonction d'audit opérationnel du Groupe.

Il propose et mène à bien le programme annuel d'audit dans tous les domaines : finances, comptabilité, commercial, technique, etc... par une animation systématique de son équipe. Il contrôle l'existence et le bon fonctionnement des procédures et apporte sa contribution à l'amélioration des systèmes de management. Il assure également le suivi efficace de l'application des recommandations.

Ce poste basé à PARIS, s'adresse à un **Responsable d'Audit** ou à un **Chef de Mission** ayant impérativement une expérience de l'audit opérationnel en milieu industriel.

La maîtrise de l'anglais et, si possible, de l'allemand est indispensable, ainsi que des connaissances informatiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 423 à Catherine MANGET - DMC - Direction Gestion des Cadres - 88, rue de Rivoli - 75004 PARIS.

CURRICULUM

SPÉCIAL — UNIVERS DE LA GESTION — FINANCE

Important Groupe
du tertiaire
Nous renforçons
notre équipe
Audit Interne
par un

AUDITEUR

1ère Expérience

Diplômé de l'enseignement supérieur de Gestion, vous travaillez depuis 1 ou 2 ans dans un cabinet ou au sein du département audit interne d'un Groupe important.

Nous vous proposons de vous confier des missions **d'audit opérationnel** portant sur tous les domaines des différentes directions du Groupe et filiales (gestion, comptabilité...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée s/réf. 18927 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
nous recherchons

L'ADJOINT DE NOTRE P.D.G.

Paris 8ème **250.000 F+**

Rattaché directement au P.D.G. de ce cabinet (15 personnes), vous aurez rapidement pour vocation de coordonner les missions de commissariat aux comptes, de contrôle, d'expertise comptable, de bilans, de conseil. Vous assurerez de façon autonome la responsabilité de certains dossiers.

De formation expert comptable, vous avez de 3 à 5 années au moins d'expérience acquise au sein d'un cabinet d'une importance moyenne. Vos connaissances en fiscalité et en droit des sociétés seraient des atouts très appréciés.

Votre intégration réussie vous permettra de devenir l'un des associés et de prendre de plus en plus de responsabilités.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 613/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS.

AL conseil

CURRICULUM

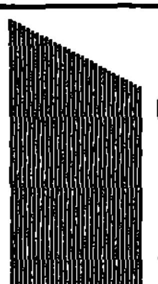
Contrôleur de gestion

pour le Siège d'une Banque Parisienne

Il sera chargé, au sein d'une équipe dynamique, de contribuer au développement du système d'informations de gestion de la Banque.
De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co, maîtrise de gestion, expertise comptable ou ingénieur avec formation complémentaire de gestion), il aura une expérience de quelques années, pas nécessairement dans le domaine bancaire.
Il sera demandé outre des qualités de rigueur et de méthode, une aptitude aux contacts et de la créativité.
Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2287 M à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

GROUPE BANCAIRE



DU SECTEUR COOPERATIF
recherche

UN JURISTE *HF*

chargé de conseils et d'assistance en droit des obligations et en droit des sociétés auprès des services du Groupe.

Pour répondre aux exigences de ce poste évolutif, il est demandé :
— maîtrise de droit privé
— expérience de 3 à 5 ans en tant que juriste dans le monde bancaire de préférence.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à **N. 5722 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS** qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour son Siège Social basé
dans la Banlieue Sud Ouest de la Région Parisienne

AGENTS COMMERCIAUX EXPORT

Mission :
- assurer la gestion des dossiers clients
- établir les devis, répondre aux demandes
- veiller à la bonne exécution des commandes selon les cahiers des charges
- établir et vérifier les avoirs, commissions...
- déclancher la facturation.

Profil souhaité :
- formation BTS commerce international ou équivalent
- connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 2997
à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

CHARENTE

Société implantée à 30 km d'ANGOULEME
leader dans son domaine recherche son

Chef comptable

Votre mission :
— assurer la comptabilité générale jusqu'au bilan,
— superviser la comptabilité analytique,
— animer une équipe de 4 personnes.

Votre profil : formation BTS ou équivalent.
Expérience significative en PME.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions
à **BORDEAUX RECRUTEMENT**
33, rue Ferrère - 33000 BORDEAUX.

COMMUNICO

Importante Société de Réassurance
recherche l'

adjoint au directeur financier
350.000 +

Les placements et investissements sont faits en 25 monnaies

Mission : il participera au Comité Financier au cours duquel est définie la politique de gestion du **PORTEFEUILLE TITRES.** En liaison avec la Comptabilité, il devra surveiller la bonne marche du service titres et traiter les problèmes fiscaux afférents aux valeurs mobilières.

Profil : le candidat retenu sera âgé de 35 ans minimum, issu d'une Grande Ecole (option finance), et justifiera de 5 à 10 ans d'expérience en gestion de valeurs mobilières dans une entreprise du secteur Banque/Assurances.

PRATIQUE DE LA LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE ET REELLES APTITUDES A EVOLUER EN MILIEU INFORMATIQUE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M161, à notre Conseil. (10 ans d'expérience)



MICHEL JOUSSE 13, rue Tronchet 75008 Paris



1 200 personnes - 750 M C.A.

Leader dans la fabrication des mousses polyuréthane recherche

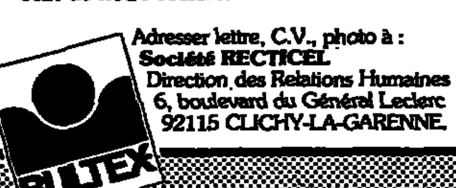
RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE H/F
(150 KF +).

De formation BTS - DECS, vous avez acquis la maîtrise de l'ensemble des techniques comptable et fiscale et de leur application informatique.
Sous l'impulsion du Chef de Comptabilité et au sein d'une petite équipe, vous assumerez la responsabilité de la comptabilité générale de l'établissement, du suivi des comptes et des déclarations fiscales et sociales.

Position cadre - Avantages sociaux.

Votre potentiel déterminera votre évolution au sein de notre société.

Adresser lettre, C.V., photo à :
Société RECTICEL
Direction des Relations Humaines
6, boulevard du Général Leclerc
92115 CLICHY-LA-GARENNE.



Pierre Lichau

PARIS - LYON - TOULOUSE - BORDEAUX
* CONSEIL FINANCIER
recherche

* CONSULTANT

Clientèle : entreprises 100 à 1.000 salariés.
28 35 ans. HEC - ESC - IHFI
CPA - ICG
Met en œuvre des instruments spécifiques : rentabilité performances - efficacité sociale - stratégie. Système de Promotion / Commercialisation éprouvé
Statut indépendant possible à terme
* J. COQUAND - 33, rue de Naples, 75008 PARIS.

---

les annonces classées

Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures

au 45-55-91-82

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche

FISCALISTE *confirmé*

POUR SON SECTEUR ASSURANCES (CA : 10,5 Mds)

Responsable de la cellule fiscale ses principales missions seront :
- le suivi et la justification des comptes fiscaux de l'institution,
- la réalisation des déclarations fiscales,
- l'étude des nouvelles réglementations et le conseil en matière fiscale à la direction,
- l'animation d'une équipe de 3 personnes.

Pour ce poste à larges responsabilités, nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou université) ayant impérativement une expérience d'au moins 3 ans de la comptabilité et de la fiscalité en grande entreprise.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 19524 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE
recherche pour sa filiale en PROVINCE (400 personnes)

UN RESPONSABLE DE LA FONCTION PERSONNEL

- Cadre de formation supérieure avec une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction personnel en milieu industriel.
- Pratiquant la législation sociale tout en restant un homme de contact et de communications, rompu aux réalités de chaque jour.
- Poste d'avenir dans le Groupe, rémunération en conséquence.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. **11750**, qui seront transmis par :



Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louvois - 75002 PARIS

Dans le cadre du développement de ses moyens informatiques de gestion et de communication

ORGANISME ECONOMIQUE PUBLIC
recherche

RESPONSABLE ORGANISATION/INFORMATISATION

- Diplôme ingénieur ou grande école de gestion.
- Expérience requise (5 ans minimum) en organisation d'entreprise, (y compris informatisation des tâches, définition des procédures correspondantes).
- Expérience mise en place et gestion d'un réseau informatique (type IBM 38/IBM36) avec applications gestion, bureautique, demandée.

SERA CHARGÉ
- Etude, organisation et procédures de fonctionnement interne dans un contexte à informatiser.
- Mise en œuvre et gestion complète du PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE (matériels et logiciels d'application).

ADRESSER CANDIDATURE ET C.V. à :
ORESPACE : 9, rue Saint-Antoine-du-T. - 31000 Toulouse.

Audit Bancaire

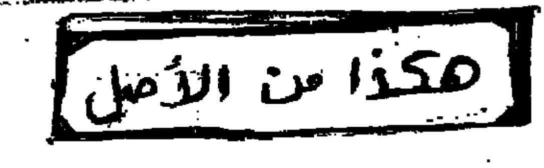
Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et vous avez suivi une formation comptable et/ou financière. Vous avez acquis une première expérience professionnelle en Cabinet ou en entreprise dans le domaine de l'audit ou du contrôle des engagements bancaires.
L'inspection générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel à Paris recherche

2 Auditeurs

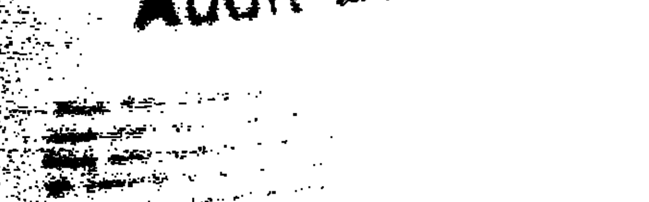
Vous serez chargés d'effectuer, seuls ou en petites équipes des missions sur l'ensemble des activités de nos Fédérations situées en Province.
Pour réussir dans ces fonctions, il est nécessaire d'être disponible (déplacements fréquents), d'avoir le contact facile et le souci de la rigueur.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 445/M à Michel HERTH, CNCM, 88, rue Cardinet 75017 Paris.

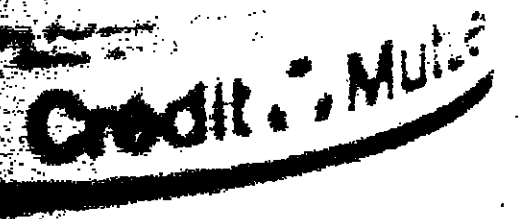
Crédit Mutuel

CURRICULUM



هكذا من الأصل





SPÉCIAL UNIVERS DE LA GESTION FINANCE

FINANCES ET GESTION EN PAYS DE LOIRE

600 MF réalisés par 450 personnes : notre affaire est saine et profite largement d'un marché très porteur. Nous cherchons :

UN GESTIONNAIRE 250 000 F +

POUR DIRIGER NOS SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

...Les restructurer, les améliorer. La comptabilité générale - qui compte 7 personnes - doit être modernisée, et en particulier mieux informatisée. La comptabilité analytique et de gestion doit être également reconçue par un spécialiste de haut niveau qui dirigera par ailleurs le contrôle budgétaire.

Voilà brièvement la mission que nous souhaitons confier à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou gestion, titulaire dans l'idéal d'un DECS et d'une première expérience en cabinet d'audit ou similaire avec une évolution rapide vers la Direction Financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 87/37/603 à notre Conseil Pascale GALAMPOIX.

Dominique Leligois Conseils

dL conseils

Bâtir pour un programme Eureka

Nous sommes la Division Recherche d'une entreprise de dimension et renommée mondiale et souhaitons intégrer pour un projet électronique d'envergure européenne.

Ingénieurs Electroniciens
confirmés et débutants

De formation Grande Ecole vous avez des connaissances ou une expérience en **CONCEPTION** de circuits analogiques, numériques, microprocesseurs, en **INFORMATIQUE** (langages de haut niveau, assembleur), en **TRAITEMENT DU SIGNAL**.

Pour évoluer au sein de notre groupe, il est souhaitable que vous parliez l'anglais.

Lieu de travail : Proche banlieue Ouest.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 455/M à CURRICULUM "L'ATELIER", 6, Passage Lathuile 75018 Paris.

Attaché de clientèle Marseille HF

Nous sommes une banque privée, filiale d'un important groupe financier. Afin d'accompagner le développement de notre centre de Marseille, nous recherchons un attaché de clientèle.

Vous avez la trentaine, un niveau bac + 2, avec une formation bancaire (B.P. minimum). Une expérience de 5 ans acquise impérativement dans la banque et dans la région fait de vous un bon professionnel des produits bancaires. Vous avez notamment une bonne connaissance de la clientèle particulière (conseils en placement, titres, fiscalité...).

A l'homme de terrain, autonome et dynamique que vous êtes, nous confierons la responsabilité de développer, gérer et fidéliser un portefeuille de clients dont vous serez l'interlocuteur privilégié.

Votre rémunération sera directement fonction de votre valeur et de votre expérience.

Si vous êtes l'homme de la situation, veuillez nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 411 PGP, en précisant votre salaire actuel, à notre Conseil PATRICIA PERONA, 1 rue de la République 13002 MARSEILLE.

patricia perona
conseil en recrutement.

médie-system

représentation offres

SOCIÉTÉ RECHERCHE VRP

introduits grand public via grossiste, domaine électronique, secteur géographique indifférent.

TÉL. 35-65-80-40.

SOCIÉTÉ RECHERCHE VRP

INTRODUITS en paramédical pour commercialisation appareils destinés aux handicapés, secteur géographique indifférent. TÉL. : 35-65-80-40.

capitaux propositions commerciales

Importateur général demandé pour notre gamme de produits TECHNIQUE DE SÉCURITÉ DISPOSITIFS D'ALARMES sans concurrence en qualité et prix. Renseignements : VALCOMMERCE C.P. 201. TX 459426 CH-1347 Le Sentier.

En vue retraite céderait cabinet juridique Bordeaux avec ou sans association temporaire C.A. 86 : 1 million. Expér. contentieux utile. Formation spécifique assurée. Ecrire au n° 64.114 PROJETS 12, rue des Pyramides, PARIS-1er.

Comment réussir vos affaires avec 83 idées lucratives : demandez le guide gratuit à Selz S.A. MUA, 68005 Colmar Appel gratuit : 05-22-22-00.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Particulier vend 205 S.R.D. Année 1986 (1re mise en circulation le 28-08-86) glaces teintées, bleu métal, verni. Alarme volumétr., Hts-parleurs, bulles, stores arrière 19.500 km - PRIX 63.500 km Tél. M. GAUDIN, heures bureau au 39-89-14-17 et/ou dom. au 34-19-00-20.

de 12 à 16 C.V.

MERCEDES 190, 2,3 l, 16 S, 1986, 36 000 km, noir métal., nomb. options, 43-47-44-66 h bur. Mme BOUVENOT-M. Sereno.

SECRÉTAIRES

Secrétaire assistante

Société conseil en recherche de cadres et dirigeants, nous souhaitons accueillir une nouvelle collaboratrice.

Responsable du secrétariat de deux consultants, elle coordonne et suit les opérations de recrutement (tenue des plannings, frappe de dossiers et de courriers confidentiels...) et permet, grâce à ses initiatives et à son sens de la communication, d'apporter aux clients et aux candidats un service de qualité.

Ce poste convient à une secrétaire de bon niveau, 22 ans minimum, très organisée et rigoureuse. La connaissance de l'IBM PC AT est un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., lettre et photo à Annick Lucchini, s/réf. 535/LM, à **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MÉDIA BL

ORGANISME DE FORMATION recrute d'urgence pour postes à durée déterminée

EXCELLENTES DACTYLOS

débutantes s'abstenir
Libres de suite
Adresser rapidement C.V. en précisant références et vitesse de frappe à OBEA 3, rue du Javelot 75013 PARIS.

JEUNE BUREAU D'ÉTUDE EXPORT
RECHERCHE
SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE
DYNAMIQUE MOTIVÉE
POUR
POSTE RESPONSABILITÉ
EXPÉRIENCE 5 ANS MINIM.
BON NIVEAU :
SECONDE LANGUE
Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous le n° 8.240
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DE PERSONNEL

ayant exercé ses fonctions dans une société de fabrication et de distribution de forte notoriété (600 personnes) ; 36 ans ; connaissant tous les aspects de la fonction ; disponible rapidement et ayant une mobilité totale. Etudie toute proposition.

Tél. : (16) 35.37.59.10 le soir ou (16) 32.37.79.50 et (16) 32.37.79.42

Publival

J.H. cherche place comptable de chantier, 2e échelon, responsable service paie. Michel VALLOT, 45-42-57-78.

H. 33 ans, 15 ans expér. secteur Hôtellerie - Restauration Tourisme ch. poste haut niveau responsabilités - créativité Téléphone : 45-55-91-82 Poste 4313.

J.H. 19 ans recherche travail bureau, aptitude dessin, disponible. Tél. 47-41-66-20 ou écrire Morgan Provignon la Luciole, 8, sente des Buttes, 92420 Vaucresson.

J.F. cherche place stable DACTYLO ou STANDARDISTE ou HOTESSE ACCUEIL. Ecrire n° 7 029 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

H. 38 ans, DUT Gestion, angl. cour., 10 ans expér. sur les MARCHÉS A TERME DE MATIÈRES PREMIÈRES Très bonne connaissance des VALEURS MOBILIÈRES ch. poste dans le cadre des NOUVEAUX MARCHÉS FINANCIERS (OPTIONS. GESTION. TRADING) Ecrire sous le n° 8.282 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. conseil juridique en entreprise, 3 ans d'expér., étudierait toute proposition Téléphone : 45-44-77-86.

INDÉPENDANT IBM. PC.
CONSEIL - FORMATION DÉVELOPPEMENT Anglais courant, très mobile M. PINHEIRO, 32 bis, avenue René-Coty, 75014 PARIS Téléphone : 43-27-50-79.

F. 50 ans ch. secrétariat (s) privé (s), possib. sténo. Préf. employeur unique. Eventuel : rédaction courrier, suivi contentieux, démarches pour *Ménages ou Professions* libérales ou ciales. Formation secrétariat direction + maîtrise droit privé Ecrire sous le n° 8.284 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

PHARMACIENNE DIPLOMÉE 1983
Expér. officinale et hospitalière parlant anglais. Etudie ttes propositions Paris-Banlieue Téléphone : 48-04-74-78.

J.H. souhaite mettre ses atouts au service d'un groupe, Sté, Entreprise, qui lui offrirait complément de formation débouchant sur activités motivantes impliquant initiative 26 ans, études Sup de Math. (Bac + 3), connais. Angl., Esp. Exp. pédag., forte capacité d'organisation et d'adaptat. Contact humain ouvert, acceptation des risques, réelle détermination Ecrire sous le n° 8.281 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

7 ans expér. diplômée cherche poste stable de TRADUCTION technique franc. vers angl. ou RÉDACTION en anglais *Ecrire sous le n° 8.277* LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JEUNE FILLE DYNAMIQUE et MOTIVÉE, BTS de PUBLICITÉ EXPÉRIENCE de STAGES PRATIQUES EN AGENCE et supports CHERCHE POSTE ASSISTANTE de PUBLICITÉ ou chef de publicité JUNIOR en rég. Parisienne Tél. (16) 44-58-93-15 (dom.) (16) 44-54-60-80 (bur.).

F. 43 ans, ex avocate au BARREAU DE PARIS recherche poste JURISTE D'ENTREPRISE Tél. 42-66-82-06 (bur.) Dom. 42-78-67-76.

ANALYSTE FINANCIER
32 ans, 7 ans exp. ch. poste responsab. Etudes invest., études stratégiques, gestion, ou développement nouveaux produits Ecrire sous le n° 8.276 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 30 ans, DOCTEUR SOCIOLOGIE (Spécial tourisme), exp. prof. 2 ans MAITRE ASSISTANT cherche emploi stable Téléphone : 48-44-86-47.

H. 40 ANS, TRADUCTEUR diplômé E.S.I.T. Allem., angl. D.E.A. BIOLOGIE MARINE ch. emploi, étud. toutes proposit. Téléphone : 91-83-58-98.

Les chiffres, ma passion, ajoutés à 20 ans d'expérience dans la publicité Presse News de grande diffusion nationale, J.F. 49 ans cherche emploi sur statistiques et études dans secteur motivant *Ecrire sous le n° 0960* LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Quelle entreprise voudrait s'attacher les services d'un collaborateur CADRE TECHNICO COMMERCIAL, la quarantaine, n'hésitant pas à remettre en question 15 années d'expérience professionnelle. Jouissant d'une grande disponibilité, souhaiterait exercer une activité à grande prédominance commerciale « Import-Export » lui permettant d'utiliser des connaissances acquises sur le marché de la RFA. Ecr. sous référence 1251, à HYPERBOLE 104, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

J. F. cherche emploi stable **STÉNODACTYLO** Paris ou banlieue Sud *Téléphone : 69-24-77-78.*

CADRE 39 ANS, 10 ANS exp. transp. int., air, mer, rail, route, douane, transit **RESPONSABLE** transports dans Société T.P. Étudierait toutes propositions Tél. : (1) 47-22-07-23, le soir ou Ecrire sous le n° 6.931 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CABLEUR P3 ÉLECTRONIQUE 38 ans, 10 a. expér. ch. rég. paris, poste stable C.I., Peigne, Toron, Rack, Câble, Téléphone, Audio, Vidéo, Signal Libre de suite Téléphone : 30-38-74-94.

ÉTUDIANT EN DEA D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (PARIS-VI), Maîtrise d'informatique mention B recherche poste de coopérant scientifique (service national : 12/87) dans entreprise française ayant des filiales à l'étranger Je parle allemand, anglais et français et j'ai une certaine expérience du travail en milieu international Ecrire sous le n° 959 LE MONDE PUBLICITÉ *5, rue de Monttessuy, Paris-7e.*

ATTACHÉE DE PRESSE relations publiques, 34 ans, 10 ans expér. (tourisme, salons et secteurs médical étud. toutes ttes propositions Ecrire sous le n° 8.265 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Maîtrise mécanique — DESS Gestion de la Technologie et de l'Innovation (Dauphine), travaillant sur micro rech. poste au service marketing technologique ou ocial d'une société innovante Paris + R.P. Ecrire sous le n° 8.270 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

1 MÉDECIN
Maîtrise de biologie humaine Expérience en informatique 5 ans de pratique médicale Etudie toute proposition d'emploi sur PARIS et R.P. Ecrire sous le n° 8.271 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy,

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Institut de Bureautique et d'Informatique Appliquée

recrute ses nouvelles promotions :

. Micro-Informatique Appliquée à la Gestion

Durée 3 mois et demi
Participants : diplômés de l'enseignement supérieur ou cadres confirmés

. Responsables Projets Informatisation et Formation

Durée 8 mois et demi
Participants : formation supérieure.
Réunions d'informations les 22 et 29 Janvier à 14 heures.

IBIA
33, Bd Gouvion Saint Cyr - 75017 PARIS.
pour inscription contacter Pascale AUBERY-DUCLOS au 45.72.02.08

BC

LA FORMATION À L'INFORMATIQUE

Formation individuelle privée.
Formation permanente - Congés formation.

- Analyste-Programmeur (CICS - SQL)
- Bureautique et Micro-informatique
- Inspecteur/Agent de maintenance
- Séminaires (initiation, méthodes, analyse...)

Contactez Marie-Josèphe Gordet
INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA
B.P. 154 - 75623 Paris Cedex 13
Tél. 45.84.15.89

CONTROL DATA

ADELE — LANGUES VIVANTES

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
Non stop, toute l'année
1 à 4 semaines
9 h-13 h
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

1, rue de la Pépinière, PARIS-8e
Face Gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6e arrdt

MONTPARNASSE, Bel imm. 1930 GRAND 4 PIÈCES tt cft. 110 m², cuis., bns, cave, parquets, cheminée, soleil *Profes. libér. poss. 2.275.000 F* SERGE KAYSER (1) 43-29-80-60

8e arrdt

ÉTOILE, 200 m²
Bel imm., 4e étage, dble réception, salle à manger, 3 chbres GARBI - 45-67-22-88.

11e arrdt

AVENUE PARMENTIER
Immeuble ravalé. Beau studio + petite pièce, plein soleil, rénové, cuisine équipée, bains, w-c, calme. PRIX : 355 000 F. Téléph. en matinée ou soirée au 46-55-61-59

14e arrdt

MÉTRO ALÉSIA 2 PIÈCES. 420.000 F BEL IMMEUBLE - 45-26-99-04.

AV. DENFERT-ROCHEREAU 6 P., tt cft, 200 m². BON PLAN. Gd standing. Occupé *Loi Quilliot récupérable* Téléphone : 45-26-99-04.

16e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES

GRAND STANDING
255 m², 4e étage donnant sur **BOIS DE BOULOGNE**
Terrasse 52 m², garage pour 5 voitures. Poss. usage prof. Mise à prix 3 900 000 F. Vis. le 19 de 13 h à 16 h, 19, av. du Maréchal-Maunoury, 16e. Me D. DOUSSET 42-60-30-08.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BOIS
Dans HOTEL PARTICULIER Haut stand. MAGNIFIQUE **APPARTEMENT 600 m²** sur 2 niveaux + jard. 1.200 m² PRIX TRÈS ÉLEVÉ EXCLUSIVITÉ. 46-63-77-82 (L'adresse ne sera pas communiquée sans identification préalable des appels tél.).

Province

MENUIRES 1850 Savoie Olympique, accès autoroute future jusqu'à Moutiers, part. vd 3 P. cuis. centre station, meublé, à saisir cause maladie Prix à débattre Téléphone : 74-67-04-31.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67 même le soir.

appartements occupés

CAMBRONNE
Appartements occupés loi 48 Dans bel imm. pierre de taille de 350.000 F à 450.000 F Tél. 42-80-64-74, poste 233.

locations non meublées offres

Paris

Vous cherchez un logement à louer PARIS-BANLIEUE ? Inter-Loc 43-45-70-00/00-00.

Région parisienne

CHATOU
9, rue NAPOLÉON-ANCELIN 12' à pied du RER, calme, verdure, reste quelques APPTS DE 3 PIÈCES et MAISONS DE 4 PIÈCES, NEUFS à partir de 4 155 F + CH. Sur place le mardi de 15 à 19 h, vendredi de 11 à 13 h et de 14 à 19 h, le samedi et dimanche 11/13 h et 14 h/18 h 30.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS - recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales
TÉL. 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYER GARANTIS par Stés ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

Minitel

30 000 offres
Paris-province 36.15 Tapez LEMONDE puis FNAIM

bureaux

Locations

DOMICIL. CCIALE 8e
TÉLEX/PERMANENCE TÉL. Travaux secrétariat, bureaux
AGECO 42-94-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ).

DOMICILIAT, DEP. 80 F/MS AV. CHPS-ÉLYSÉES (ÉTOILE) R. ST-HONORÉ (CONCORDE) RUE CRONSTADT PARIS-15e 21 bis, R. DE TOUL PARIS-12e CONSTIT. SARL 2 000 F HT INTER-DOM T. 43-40-68-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL — RC — RM Constitutions de sociétés Démarches et tous services *Permanences téléphoniques.*
TÉL. : 43-55-17-50.

ÉTOILE
très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services. TÉL. : (1) 47-27-15-59.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 100 m² STANDING
OUVERT 24 H SUR 24
Loc. courte ou longue durée Tous services : tél., télécopie télex, restaurant, parkings secrétariat, tél. personnalisé
ACTE 43-80-90-10.

Aux Antilles, 93 m² de bureau à louer à Houelbourg. Pointe-à-Pitre, très bien situés Mme MEERT - 39-76-01-84.

hôtels particuliers

PANTHÉON
MAISON INDÉPENDANTE 255 m² sur 3 niveaux, possibilité grand rez-de-ch. en plus, idéal pour occupation mixte, professionnelle et bourgeoise. GARBI 45-67-22-88.

villas

ESPAGNE COSTA BLANCA Jolies villas près de la mer *6 pièces sur 1.000 m²* 325.000 F AGUA-AZUL 134, Montañar 1e JAVEA ALICANTE.

St-Vallier, 15 km de Grasse 06, villa provençale, living 3 chbres, s. de bns, 3 w.-c., cuis., terr., cheminée, barbecue, r.-de-j., chbre, cave 850.000 F Robert PAUSELLI 33, rue Debray, 06000 NICE.

OFFICE NOTARIAL 30600 VAUVERT Tél. 66-88-21-95. Vend : GARD, proximité NIMES : 1) Villa standing sur 7.000 m², piscine. Except. 1.700.000 F. 2) AIGUES-MORTES Immeuble standing. Prof. + habit. 1.000.000 F.

terrains

KAUFMAN & BROAD RECHERCHE TERRAINS PARIS pour réalisation immeubles collectifs Daniel Raze. 49-00-15-15 8, cours Michelet 92064 LA DÉFENSE.

propriétés

SUD DORDOGNE dans campagne boisée, belle maison 6 ans, 5 P., très bon standing, séjour rustique, poutres, cheminée, chauffage central, bois, dépendances sur 3.000 m² terrain. Libre. 450.000 F. Urgent. Cause réemploi. Cabinet JARGEAU 47500 Libos. (16) 53-71-01-28.

GRAND MAS LIBRE
VAR 40 KM MR 360 m² habitables. 6.000 m² gds arbres. Liv., 5 chambres 3 bains, piscine. 700.000 F + rente. Tél. 48-05-58-70.

viagers

PRESTIGE CANNES
vue panoramique mer, libre, luxueux 4 pièces, 145 m², 750 000 + 250 000/an, limité à 6 ans. 45-54-28-66.

immobilier information

AGENCE MUTUELLE IMMOBILIÈRE
L'ENTREPRISE DU 3e TYPE !!
- Des honoraires moins chers (20 % en moyenne.)
- Une garantie de paiement de loyers INTÉGRALE et UNIQUE.

Toutes transactions immobilières : achats, ventes, locations, gestions locatives, etc.
L'A.M.I.
OUVRE UNE NOUVELLE AGENCE A PARIS
22, rue d'Aumale, 75009. Téléphone : 40-16-09-09. 42-80-69-22.

Pour vendre ou acheter Maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France. LAGRANGE 9, rue le Châtelier, 75017 Paris. Tél. : 16 (1) 40-54-06-06.

Sports

AUTOMOBILISME : le rallye de Monte-Carlo

Départ en patinette

Cent cinquante-six équipages ont pris, le samedi 17 janvier, le départ du cinquante-cinquième rallye de Monte-Carlo. Après l'exclusion des voitures du groupe B, jugées trop dangereuses pour leur puissance, et notamment des Peugeot 205 turbo 16, couronnées ces deux dernières années, la première épreuve du championnat du monde des rallyes 1987 marque le retour au premier plan des voitures de série construites à plus de cinq mille exemplaires par an.

Avec la neige et la glace qui recouvrent l'essentiel des 3 160 kilomètres du rallye, dont 590 répartis en vingt-six épreuves spéciales chronométrées, la victoire ne devrait pas échapper, le jeudi 22 janvier en principauté, à l'une des nouvelles voitures à quatre roues motrices : les Lancia Delta HF de Juha Kankkunen, Massimo Biasion et Bruno Saby, les Mazda 323 4×4 de Timo Salonen et Ingvar Carlsson, l'Audi 200 Quattro de Walter Rohrl ou la Ford Sierra 4×4 de Stig Blomqvist.

La Mercedes 190 de Bernard Darniche poussée par les spectateurs pour passer un virage en épingle à cheveux sur les hauteurs de l'Alpe-d'Huez ! La Subaru 4×4 de Harald Demuth repartant en marche arrière sur la même pente ! Le moteur turbo de la Mazda 323 d'Ingvar Carlsson souffretant avec le froid et l'altitude pour propulser au sommet la dernière-née des japonaises à la vitesse des camionnettes de la caravane du Tour de France quelques mois plus tôt ! Les deux premières spéciales interrompues et la troisième annulée à cause des embouteillages qui ont empêché la totalité des concurrents de se rendre au départ !

Tous ceux qui souhaitaient que les spectateurs puissent à nouveau s'identifier avec les pilotes et les voitures de « tourisme » (ex-groupe A) du championnat du monde ont dû être comblés dès la première épreuve spéciale disputée dimanche sur 2,100 kilomètres à l'entrée de l'Alpe-d'Huez.

Certes, il faudra attendre les prochains jours pour voir si la foule, privée du spectacle des « formule 1 de la route » capables de passer de 0 à 100 kilomètres-heure en moins de 3 secondes ou de 0 à 200 kilomètres-heure en 250 mètres, se pressera comme à l'accoutumée sur le parcours du plus prestigieux des rallyes. On peut toutefois se demander si, par souci de sécurité, les autorités sportives n'ont pas banalisé à l'extrême une discipline qui a besoin d'engendrer sa part de rêve.

Avec son parcours chronométré amputé de dix secteurs pour ne pas dépasser les 600 kilomètres, ses célèbres spéciales de la Chartreuse, du Mouleron et de Burzet tronçonnées pour ne pas excéder les 30 kilomètres réglementaires, et surtout la suppression de sa fameuse dernière nuit avec le col du Turini pour respecter les neuf heures de repos désormais obligatoires entre chaque étape, le cinquante-cinquième rallye de Monte-Carlo s'écarte, contraint et forcé, de la formule qui avait assuré son succès. Il restera à constater si les constructeurs engagés dans le championnat du monde trouveront leur compte dans cette dévaluation un peu précipitée.

Promotion commerciale

Après avoir misé sur les voitures du groupe B construites à deux cents exemplaires pour montrer leur savoir-faire technologique et conforter la publicité de leur marque, les constructeurs vont, il est vrai, pouvoir utiliser le championnat du monde pour la promotion commerciale de modèles sportifs de haut de gamme construits au moins à cinq mille exemplaires par an.

Ainsi, les Lancia Delta HF de Juha Kankkunen, Massimo Biasion et Bruno Saby sont strictement semblables d'aspect aux soixante unités produites quotidiennement. Leurs améliorations se situent au niveau des suspensions, des freins, des transmissions et surtout de l'alimentation et de la pression du turbo pour porter la puissance de 165 ch pour la série à 230 ch en compétition. Mais le règlement ne permet même pas de découper la carrosserie pour l'équiper de roues plus larges. Il est surtout plus facile de commercialiser une Delta HF à 150 000 F l'unité que les anciennes Delta S 4 à moteur central vendues à perte 450 000 F ou une Audi Sport Quattro facturée plus de 800 000 F.

Le nouveau règlement du championnat du monde favorise à l'évidence les constructeurs déjà positionnés sur le marché des modèles sportifs de haut de gamme. C'est le cas de Lancia ou de Ford avec la Sierra Cosworth ou la Sierra XR 4×4 mais aussi des Allemands, Audi avec la 200 turbo Quattro ou le coupé Quattro 80, Opel avec la Kadett-GSI qui pourrait débuter au Tour de Corse, Volkswagen avec la Golf GTI 16 ou même de Mercedes avec la 190. Les Japonais ont aussi profité de cette modification pour investir en force cette compétition par Mazda avec la 323 4×4, Subaru avec la RX 4×4 et Toyota avec la Supra.

Après avoir beaucoup contribué à la renommée de Peugeot ces trois dernières années, le championnat du monde des rallyes 1987 met désormais cruellement en évidence l'absence des constructeurs français sur ce marché des voitures de tourisme à quatre roues motrices. Avec sa R-11 qui développe une puissance de 185 ch, avec deux roues motrices, la régie Renault peut tout au plus espérer jouer les trouble-fête sur le parcours exclusivement routier du Tour de Corse au printemps prochain. Le programme des R-11 élargi aux rallyes de Monte-Carlo, du Portugal, de l'Acropole, de San-Remo et du RAC ne permettra d'ailleurs même pas à Renault de figurer au classement du championnat du monde dont le règlement exige la participation à huit épreuves dont une hors d'Europe.

GÉRARD ALBOUY.

Peugeot et la F 1

Souhaité depuis longtemps par Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot-Sport, la création d'une écurie de formule 1 pour 1989 par la firme sochalienne pourrait être annoncée fin février. *« Les esprits ne sont plus hostiles à la F 1 »,* déclare-t-on dans l'entourage de Jacques Calvet, président de PSA, qui devrait prendre cette décision. Jean Todt serait pour sa part à la recherche d'un sponsor pour boucler son budget et tenterait de convaincre Michelin de revenir à la formule 1.

AVENTURE : le rallye Paris-Alger-Dakar

Des dunes et des dupes

CHINGUETTI
de notre envoyé spécial

A vouloir trop rechercher la difficulté, René Metge a enlisé une partie du neuvième rallye Paris-Dakar dans les sables de Mauritanie. Samedi 17, l'épreuve avait déjà été très difficile pour nombre de concurrents. Celle de dimanche 18 fut un calvaire pour des pilotes d'automobiles qui effectuèrent les 343 kilomètres de l'épreuve spéciale en 5 h 34 min 34 sec. Il ne s'agit là que du temps réalisé par les cinq premiers, qui, comble d'ironie, sont des véhicules d'assistance. Résultat : tous les concurrents finissant hors du temps imparti se trouvent pénalisés forfaitairement de dix heures. Arrivés tard dans la nuit, Vatanen et Giroux (Peugeot) conservent la tête au classement général devant Zaniroli-Lopes (Range Rover), mais l'équipage peu connu Ratet-Vantouroux (Toyota) prend la troisième place à Mehta-Doughty. Si Charbonnier (Yamaha), Charliat (Honda) et Morales (Ecureuil) ont dominé cette journée de dunes et de dupes, Hubert Auriol (Cagiva) demeure un solide leader chez les motards.

Les deux groupes de maisons sont séparés par un oued. D'un côté, les ruines de pierre recouvertes de sable de la vieille ville abandonnée, où seul émerge le minaret de la mosquée. De l'autre, quelques façades plus blanches autour de la maison du gouverneur. Et puis, sur un léger monticule se dresse le petit fortin aux tours crénelées qui, pour les besoins d'un film, prit le nom de Fort-Sagane.

Sous le soleil de 13 heures, la lumière provoque comme une brume qui trouble la vision des dunes. Pourtant, de tous côtés, elles enserrent la ville. Elles ne ménagent que le lit de l'oued, rivière sans eau où le vent s'engouffre pour pousser dans toutes les directions les grains jaunes.

Là, au milieu de l'oued, symbole d'une civilisation de l'audiovisuel inconnue des lieux, flotte une banderole Telefunken. Elle matérialise l'arrivée de l'épreuve spéciale de la dix-huitième étape. En compagnie du receveur des postes dans son boubou bleu et du préfet, une quinzaine de personnes guettent les premiers nuages annonciateurs d'engins motorisés.

L'attente s'éternise car la route est difficile pour les rescapés de l'épreuve. L'expression même de route semble incongrue pour désigner le trajet concocté par René Metge après des recherches de plusieurs jours. Une piste à peine définie qui serpente entre des dunes formant autant d'obstacles à contourner sous peine d'ensablement. Un gymkana géant à mener impérativement à la boussole si l'on veut avoir une chance d'arriver au but. Une navigation proche de celle des marins dans cette étrange mer de sable aux vagues parfois démesurées.

Depuis leur arrivée en Mauritanie, les pilotes du Paris-Dakar vivent une deuxième épreuve, plus dure, plus cruelle encore que celle du Ténéré où ils circulaient il y a une semaine. *« L'enfer »*, c'est ainsi que Hubert Auriol, le motard vainqueur de l'étape du samedi 17 janvier, définit les 800 kilomètres qui séparent Nema de Tidjikdja, petite bourgade du nord du pays. Le sable mou, les ornières, les dalles, les dunes *« où l'on se plante roue avant enfoncée dans le sable jusqu'au garde-boue »*, tout pousse le motard à parler « d'épreuves d'hommes ». Selon lui, physiquement et techniquement, les efforts nécessaires pour parcourir 300 kilomètres en quatre heures sont énormes. Ce n'est pas Cyril Neveu qui va le contredire, lui qui s'est ensablé quatre fois. Le petit bonhomme de l'écurie Honda a eu un mal fou à dégager son engin alors qu'il souffrait du coude en souvenir de sa première chute de la journée, après avoir voulu éviter un chien à la sortie du bivouac.

Les saturés du désert

Mais il existe des récompenses. *« Un moment, je me suis trouvé seul dans un oued avec d'un côté des dunes presque roses, de l'autre jaunes, et au loin la montagne noire. J'ai rarement vu un endroit aussi beau »*, raconte Auriol. Il reconnaît avoir stoppé sa moto quelques instants pour admirer ce *« tableau naturel »*. Même enchantement de la part de Patrick Tambay, qui avoue s'être arrêté pour prendre des photos avant de terminer vainqueur de l'étape.

Beau et fou à la fois, voilà ce Dakar édition 1987 semé d'embûches meurtrières. Des trous sur une section goudronnée avalée dans l'aube, la voiture qui s'envole avant de rouler lourdement, voilà ce qui s'est produit samedi matin. Un habitué des aventures africaines, pharmacien à Niamey, Henry Mouren, qui conduisait une voiture de presse a ainsi trouvé la mort (1). Ses deux passagers, dont le cameraman de Peugeot, ont été blessés. Un accident qui vient après celui de Rigal, heureusement sans gravité, et qui se produit alors que l'équipe médicale est partie aider des médecins qui ont mis leur voiture sur le toit. La fatigue accumulée par tous les membres de cette expédition depuis une vingtaine de jours de tension commence à produire ses effets.

L'an passé, le rallye n'avait pu emprunter les pistes de Mauritanie à cause d'une tempête de sable. René Metge tenait absolument à ces étapes du nord. Il souhaitait que les concurrents découvrent la beauté des gorges de l'Adrar qui descendent vers Atat, ou de le passe de Boumedeid avant Tidjikdja. Sa volonté se réalise mais le nombre de coureurs qui peuvent jouir du paysage demeure faible.

Epuisés par la chaleur et les chutes, les motards estiment, comme François Charliat, que *« les organisateurs exagèrent un peu »*. Mais Charliat – deuxième de l'étape de dimanche, – comme la trentaine de motards encore classés, sait pousser à fond sur sa Honda de 75 ch. Il critique le soir au bivouac, mais il sait donner le maximum de lui-même pour apparaître comme autre chose que le porteur d'eau de Cyril Neveu. Charliat, comme d'autres passionnés, fonce vers la mer. Le but ultime de ces *« saturés du désert »*.

SERGE BOLLOCH.

(1) Dix-huit personnes ont trouvé la mort dans le Paris-Dakar depuis la création de l'épreuve en 1979.

ATHLÉTISME : le trophée de pentathlon mixte

Les cachets du major Thompson

Christian Plaziat et Nadine Debois ont remporté, dimanche 18 janvier à l'Institut national des sports (INSEP) de Paris, le premier challenge mondial de pentathlon mixte, en totalisant 9 037 points dans les cinq épreuves (60 mètres haies, saut en longueur, lancer du poids, saut en hauteur, 600 mètres) devant le couple ouest-allemand Siegfried Wentz-Birgitt Dressel, et les Anglais Daley Thompson-Kim Hagger.

En individuel, Christian Plaziat, avec 4 294 points, a réalisé la meilleure performance française de la spécialité, devançant Alain Blondel (2e), Siegfried Wentz (3e) et Daley Thompson (4e).

« Aujourd'hui, je comprends les gens qui se suicident. La prochaine fois, je donnerai tout ce que j'ai en moi pour gagner. Perdre, ça ne m'arrivera plus ». C'était à Prague, en 1978, après avoir manqué de peu un titre de champion d'Europe. Le serment de Daley Thompson tient toujours. En neuf ans, personne n'a pu battre le Britannique dans un décathlon. Double champion olympique, champion du monde, double champion d'Europe, triple champion du Commonwealth, Thompson a aujourd'hui un palmarès incomparable. Sa défaite de dimanche, loin de lui inspirer des pensées suicidaires, n'a pas gommé son sourire débonnaire. *« Je me suis bien amusé »*, confiait-il au pied d'un podium qui, pour la première fois, lui était refusé.

Visiblement, *Superman* n'était pas à Paris pour sauver à lui tout seul le meeting de l'ennui. L'absence de son grand rival, le colosse ouest-allemand Jurgen Hingsen, avait-elle suffi à le démotiver ? A aucun moment il n'a paru vouloir sortir de son hibernation. Hors de forme, le meilleur athlète du monde était venu à Paris courir... le cachet. Un chèque – modeste dit-on – pour attirer un petit millier de spectateurs sur la tribune en bois de l'INSEP.

La voix de Carmen

« Daley a accepté que je profite de son nom pour faire la promotion des épreuves combinées », admet Carmen Hodos, l'organisatrice de cette originale manifestation. Cette maîtresse femme, d'origine roumaine, veille, dans son club de Clamart, dans la banlieue parisienne, à l'épanouissement de la fine fleur du décathlon et de l'heptathlon français. Dimanche soir, elle rayonnait : ce sont deux de ses protégés qui ont remporté l'épreuve. Malgré les lourds soucis qui pèsent sur les épaules de tout organisateur, Carmen ne les a pas lâchés d'une semelle, houspillant l'une de sa voix haut perchée et l'abreuvant de conseils maintes fois rabâchés, frappant rageusement du talon pour bien montrer à l'autre comment améliorer sa réception au saut en longueur.

Le public de l'INSEP avait-il autant de raisons de se réjouir ? Les exploits de Plaziat au saut en hauteur (2,17 mètres) et d'Alain Blondel, brillant vainqueur du 600 mètres, l'ont tiré *in extremis* d'un début d'engourdissement. Deux temps forts pour de nombreux temps morts. Alain Piron, le directeur technique national de l'athlétisme, croit pourtant au succès populaire *« à terme »* de ces compétitions qui allient le geste athlétique et le suspense. *« Pour que le public français s'intéresse à une discipline,* dit-il, *il faut que nous ayons des champions. »* Selon lui, les Allemands ne seraient pas aussi friands de décathlon si, depuis dix ans, Kratschmer, Wentz et surtout Hingsen ne défendaient leurs couleurs au plus haut niveau.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

SKI ALPIN : le « Super-G » de Pfronten

Quittet, une première

Une petite bise de la Suissesse Maria Walliser, un clin d'œil de l'Américaine Debbie Armstrong, une solide poignée de main de l'Autrichienne Vreni Schneider. Pour la première fois de sa carrière, la Française Catherine Quittet s'est retrouvée le 17 janvier dans une position qu'elle ne connaissait pas : sur la plus haute marche du podium. Malgré une faute qui faillit l'éjecter du parcours à la quatrième porte, elle a dévalé le « Super-G » de Pfronten (RFA) plus vite que les Allemandes de l'Ouest Traudl Heidler et Marina Kiehl.

A vingt-trois ans, Quittet tenait enfin son premier succès, que deux blessures successives à Val-d'Isère et une motivation guère poussée ne lui avaient jamais permis d'enlever. *« Le ski n'était pas tout pour moi »,* avoue cette fille d'institutrice, titulaire du bac D.

Cette saison, elle a décidé de frapper un grand coup : *« Il était temps,* dit-elle. *J'ai compris qu'une bonne moitié de carrière était derrière moi. »* Très régulière, elle allait accumuler les places d'honneur, en descente mais surtout en « super-G », sa discipline de prédilection. *« J'y prends beaucoup de plaisir. Elle colle bien à mes qualités, avec des passages techniques coulés. La descente va un peu trop vite à mon goût, et je trouve les géants trop fermés. »*

Après cette première victoire d'une Française depuis Christelle Guignard à Bad-Kleinkirchlein (1985), Catherine Quittet a pris la tête de la coupe du monde de « super-G », à égalité de points avec Maria Walliser, toujours première du classement général. Un bon présage avant les championnats du monde à Crans-Montana.

KARATÉ : France-Japon

La marque Pinda



Les karatékas français ont nettement dominé les Japonais par 16 victoires à 7, samedi 17 janvier à Paris. Les deux équipes, qui ne s'étaient pas rencontrées depuis 1979, alignaient chacune trois champions du monde : Thierry Masci (mi-moyens), Jacques Tapol (mi-lourds) et Emmanuel Pinda (lourds) pour les Français. Nakano (super-légers), Kondo (légers) et Nishimura (moyens) pour les Japonais. Les deux équipes se retrouveront, mardi 20 janvier à Montpellier, pour une deuxième rencontre.

TENNIS : Internationaux d'Australie

Annacone, le tombeur

Tête de série numéro 5 des Internationaux d'Australie, le Français Henri Leconte, qui en 1986 avait atteint les demi-finales à Paris et à Wimbledon, s'est incliné au troisième tour devant l'Américain Paul Annacone, grand serveur et excellent volleyeur. Le numéro un français mena deux sets à zéro, mais, victime d'une défaillance physique dans le troisième, il devait laisser son adversaire prendre confiance. Leconte fit jeu égal avec l'Américain dans la cinquième manche. Il fut même tout près de faire la décision quand, dans le seizième jeu, il se trouva à deux points (15-30) de la victoire. Mais Annacone écarta le danger, et c'est lui qui, bénéficiant de quatre erreurs directes de son adversaire, réussit aussitôt un break pour finalement enlever le match par 10 jeux à 8.

Autre vedette de ce tournoi, le Français Yannick Noah faillit connaître le même sort que Leconte. Noah, qui n'a jamais très bien joué sur herbe, fut ainsi mené par deux sets à un part le puissant américain Bud Schultz, cent-dixième joueur mondial. Noah a rétabli la situation en gagnant la quatrième manche à l'issue d'un beau tie-break, et il joua beaucoup mieux dans le cinquième set. Le numéro deux français, dont c'est la meilleure performance sur gazon, affrontera en huitièmes de finale l'Américain Tim Wilkison, qui le battit aux Internationaux des Etats-Unis en 1986.

Les résultats

Automobilisme

RALLYE DE MONTE-CARLO
(Première étape)

1. Biasion (Ita.-Lancia Martini Delta HF), 43 mn 13 s ; 2. Saby (Fr.-Lancia Martini Delta HF) à 7 s ; 3. Kankkunen (Fin.-Lancia Martini Delta HF) à 9 s ; 4. Rohrl, (RFA-Audi 200 Quattro) à 1 mn 3 s ; 5. Blomqvist (Suè.-Ford Sierra XR 4×4) à 1 mn 58 s.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Neuvième journée)

*RCF Paris b. Villeurbanne	87-65
*Monaco b. Limoges	111-107
*Lorient b. Antibes	92-86
Vichy b. Tours	75-74
*Mulhouse b. Challans	87-85
Orthez b. Saint-Etienne	97-91

Classement. – 1. Limoges, Orthez 25 pts ; 3. Monaco, RCF Paris, 23 ; 5. Antibes, Villeurbanne, 19 ; 7. Lorient, 18 ; 8. Vichy, 16 ; 9. Mulhouse, Tours, 13 ; 11. Challans, Saint-Etienne, 11.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Français Volants b. Gap	4-2
*Rouen b. Villard-de-Lans	7-3
*Viry-Essonne b. Briançon	9-7
*Mont-Blanc b. Amiens	9-1
*Grenoble b. Chamonix	10-4

Classement. – 1. Mont-Blanc, 51 pts ; 2. Fr.-Volants, 34 ; 3. Gap, 32 ; 4. Villard-de-Lans, 28 ; 5. Amiens, 27 ; 6. Grenoble, 24 ; 7. Viry-Essonne, 20 ; 8. Briançon, 16 ; 9. Chamonix, 15 ; 10. Rouen, 13.

Tennis

INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE A MELBOURNE

SIMPLE MESSIEURS
(Seizièmes de finale)

Jarryd (Suè.) b. Champion (Fr.), 6-0, 7-8, 2-6, 6-2 ; Noah (Fr.), b. Schultz (E-U), 7-6, 4-6, 4-6, 7-6, 6-4 ; Annacone (E-U), b. Leconte (Fr.), 1-6, 4-6, 6-3, 6-4, 10-8.

(huitièmes de finale)

Lendl (Tch.) b. Goldie (E-U), 2-6, 6-4, 7-6, 6-3 ; Edberg (Suè) b. Seguso (E-U), 6-1, 6-0, 6-1 ; Mecir (Tch.) b. Kratzmann (Aust.), 6-4, 6-2, 6-2 ; Jarryd (Suè) b. Doohan (Aust), 6-1, 6-7, 6-4, 7-6.

SIMPLE DAMES
(Huitièmes de finale)

Navratilova (E-U), b. J. Thompson (Austr.), 6-4, 6-1 ; Z. Garrison (E-U), b. W. Turnbull (Austr.), 6-1, 6-3 ; P. Shriver (E-U), b. J. Durie (G-B), 6-1, 6-2 ; C. Lindqvist (Suè.) b. M. Maleeva (Bul.), 6-3, 6-3 ; C. Kohde (RFA), b. S. Hanika (RFA), 6-3. 6-1 ; E. Symlie (Aust.) b. H. Sukova (Tch.), 7-5, 3-6, 7-5 ; L. McNeil (E-U), b. A. Hobbes (G-B), 7-6, 6-3 ; H. Mandlikova (Tch.), b. C. Bassett (Can.), 6-2, 4-6, 6-2.

LA PRIVATISATION DE PARIBAS

Une grande compagnie financière

Six personnalités marquantes.
25 milliards d'actifs.
Des centaines de participations.

C'EST le 27 janvier 1872, il y a tout juste cent quinze ans, qu'un groupe de banquiers catholiques, protestants et israélites créèrent à Paris une banque d'affaires, qu'ils fusionnèrent avec la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas, déjà installée depuis 1863 à Amsterdam. Cet établissement figure toujours dans l'organigramme du groupe sous le nom de Banque Paribas Nederland, au neuvième *rang du* pays.

Dès sa création, la nouvelle banque, volontairement privée de guichets, se spécialise dans les montages financiers et les prises de participations minoritaires et souvent temporaires. Elle affirme aussi sa vocation *interna*tionale, s'installant immédiatement à Amsterdam (c'était logique), à Bruxelles et à Genève. Les origines européennes vont laisser des traces jusqu'à nos jours, puisque, parmi les filiales les plus prospères du groupe, on compte, outre Paribas-Nederland, Paribas-Belgique et Paribas-Suisse.

Des emprunts russes au pétrole

Schématiquement, le développement *de la Banque* de *Paris* et des Pays-Bas (BPPB) connaît trois périodes successives. De 1872 à 1914, phase d'« *émergence du capital financier international* », son activité se déploie dans deux secteurs : le placement des emprunts étrangers, *d'abord sud-américains*, puis russes, générateur de grosses commissions que les grands établissements de la place de Paris se disputent âprement ; le placement direct du capital de la banque dans celui d'entreprises privées, qui, pour certains, prend le relais des placements publics.

Sa rivale sera une autre banque d'affaires, la Banque de l'union parisienne (BUP), qu'elle finira par absorber en 1974 après une longue bataille avec le groupe Suez, pour la *fusionner avec sa filiale*, le Crédit du Nord. En 1914, la BPPB est devenue un véritable groupe financier : elle a participé à cent neuf opérations différentes de souscription ou de lancement. Son portefeuille contient plus de 100 millions de francs (1,5 milliard de *francs* 1987) de titres de quatre cent onze sociétés différentes dans tous les secteurs industriels et dans un grand nombre de pays.

A partir de la fin de la guerre de 1914, et jusqu'à la guerre suivante, la Banque de Paris et des Pays-Bas *inaugure* une nouvelle stratégie nationale et internationale, en accentuant sa pénétration massive dans l'industrie, et cela pour trois raisons. Tout d'abord, la vague des emprunts étrangers connaît un reflux sévère, surtout après le désastre des emprunts russes et les moratoires décrétés par bien d'autres pays, notamment la Turquie, et en Amérique latine. Ensuite, le rôle de Paris place financière s'est affaibli au profit de New-York. Enfin, plusieurs secteurs industriels se développent à grande allure, pour devenir les « piliers » de l'expansion mondiale : le pétrole, la chimie et l'électricité.

Sous l'impulsion d'un financier secret et génial, Horace Finaly, la BPPB, dès 1916, en pleine guerre, prend l'initiative de créer la Compagnie nationale des matières colorantes et des produits chimiques, destinée à battre en brèche le quasi-monopole de la société allemande Badische Anilin (qui, après 1945, devra éclater en trois unités, devenues les géants Hoechst, Bayer et BASF). Plus tard, elle participe au lancement de la Compagnie générale d'électricité d'Ernest Mercier, et, surtout, de la Compagnie de télégraphie sans fil, devenue plus tard Thomson-CSF, où elle gardera, jusqu'à sa nationalisation, en 1982, non seulement le rôle de banquier chef de file, mais celui d'actionnaire puissant et agissant.

Elle s'engage aussi dans la bataille du pétrole. Pour lutter contre la domination anglaise sur l'approvisionnement de la France, par l'intermédiaire de la Shell et de la Banque Lazard – que consacre l'accord de San-Remo, signé par Alexandre Millerand avec Lloyd George en 1920, – Horace Finaly fonde la Standard franco-américaine (qui deviendra plus tard Esso Standard) dont la BPPB détient 51 % et la Standard Oil of New Jersey 49 %. En 1924, c'est encore la Banque de Paris et des Pays-Bas qui négocie avec l'Irak Petroleum Co. une participation de 23,75 % de l'Etat français par le canal de la Compagnie française du pétrole.

En Europe, la banque est le véritable bras financier de l'Etat français qui, en Europe centrale, cherche à créer une sorte de cordon sanitaire face à la Russie devenue l'URSS. Elle soutient la Banque franco-polonaise, la Banque Ottoman, la Banque des pays de l'Europe centrale, et investit dans les Balkans. Au Maroc, dans les fourgons du maréchal Lyautey, elle exerce un véritable protectorat économique. Elle échouera, néanmoins, dans le renflouement de la Banque industrielle de Chine.

Avec la seconde guerre mondiale débute la troisième période. *En 1945, la Banque de* Paris et des Pays-Bas est exsangue. Les nationalisations emportent ses intérêts dans la production d'électricité, tandis que ceux d'Europe centrale disparaissent derrière le rideau de fer.

L'aventure immobilière et l'ingénierie financière

C'est l'heure de M. Jean Reyre, qui va, à la force du poignet, rendre la banque son lustre évanoui. Il la lance dans l'aventure immobilière et l'ingénierie financière (fusions et absorptions, notamment celle de CSF par Thomson). Ce faisant, il piétine, sans ménagements, beaucoup d'intérêts, ce qui lui vaut bien des inimitiés : « *Où Paribas passe, l'actionnaire trépasse* », maugréaient des boursiers échaudés au lendemain d'opérations « musclées » sur certaines sociétés.

En 1968, un tournant décisif : après la loi Debré, instituant la banque à tout faire, Paribas – c'est devenu son nom familier, – devient société de portefeuille, une « *compagnie financière* ». Y figure, au premier rang, un établissement bancaire, la Banque Paribas, structurellement emprunteur et plus particulièrement spécialisée dans le crédit aux entreprises, qui va se hisser au cinquième rang français. Viennent, ensuite, des holdings regroupant les participations industrielles (pétrole, commerce international, mécanique lourde, électronique, ciments, travaux publics) et bancaires. S'y ajoutent, enfin, les « belles » filiales étrangères, Belgique, Pays-Bas et Suisse.

A la recherche de liquidités

En même temps, anxieuse de pouvoir disposer des liquidités suffisantes, Paribas se lance dans la « course aux guichets » – c'est la mode à l'époque : on en est revenu aujourd'hui ! – avec d'abord la prise de contrôle du Crédit du Nord, puis une bataille féroce avec la Compagnie financière de Suez pour celle du Crédit industriel et *commercial* (CIC), qui coûte son poste à M. Jean Reyre.

En 1969, il est remplacé par M. Jacques de Fouchier, « prince de l'establishment », appelé par le conseil d'administration pour redorer un peu le blason de l'établissement, que les méthodes efficaces, mais expéditives, de son prédécesseur ont un peu terni. Deux an auparavant, il avait apporté en dot la Compagnie bancaire, premier groupe français de crédit spécialisé, avec ses filiales, UCB (crédit immobilier), UFB (équipement industriel), Cetelem (crédit à la consommation).

Le nouveau président commence par signer un armistice avec Suez, qui prend le contrôle du CIC en échange de la Banque de l'Union parisienne, aussitôt mariée au Crédit du Nord, dans une union qui, finalement, ne sera pas très heureuse et coûtera très cher. Puis il continue les « opérations », vendant à Schlumberger la Compagnie des compteurs ; il commence aussi à encaisser des coups durs dans l'industrie française qui, en se multipliant et en s'étendant dans *le temps, vont peser fort lourd* : l'ingénierie (Heurtex), le papier (La Chapelle-Darblay), l'imprimerie (Chaix-Desfossés-Néogravure) et, surtout, la sidérurgie (Chiers, Châtillon et Usinor), dont la facture sera élevée.

Trois pôles d'expansion internationale

Entre-temps, M. Pierre Moussa, haut fonctionnaire à la carrière prestigieuse, est entré dans le groupe. Il va aider M. de Fouchier à donner une impulsion décisive à l'expansion internationale, sur trois pôles. Le premier est le Proche-Orient : dès le début des années 70, écartant la possibilité d'association au sein de « clubs », avec des intérêts arabes à partir de l'Europe – comme le feront les trois grandes banques *nationales*, – Paribas souhaite s'implanter dans le golfe Persique pour accéder directement et sans intermédiaires à la source des pétrodollars. Cette idée est mise à exécution avant même le premier choc pétrolier : entre 1970 *et 1972, M. Claude de Kemoula*ria, diplomate passé alors au service du groupe, faisait la tournée des émirats pour négocier et obtenir les autorisations de s'installer, décrochées au compte-gouttes. Paribas se retrouve seule banque française à Qatar *et Mascate et la première à* Abou-Dhabi, le seul échec étant l'Arabie saoudite, où la banque Indosuez est sur place depuis 1947 et tient solidement son créneau.

Le second pôle est l'Extrême-Orient, riche d'avenir : Paribas y *déploie tous ses efforts à partir* de 1970. Au Japon, l'accent est mis sur l'aspect industriel et sur les ressources naturelles, puis sur les activités financières (comme tout le monde), la présence du groupe étant assurée à Singapour, Hongkong, Manille, Séoul. En 1978, une initiative originale est prise avec l'entrée dans le groupe Sung Hung Kai, banque locale de Hongkong et gros courtier en valeurs mobilières. Cette participation devra être revendue, avec bénéfices en 1985, en raison de la crise financière qui ravage, à cette époque, la colonie britannique.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

HORACE FINALY

Un génie au cœur à gauche

FILS d'un riche financier israélite d'origine hongroise, Horace Finaly entre à la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1900. Dix-neuf ans plus tard, il en prend la direction générale, sous un président « potiche », et lance la banque à l'assaut de l'industrie (pétrole, chimie, électricité) et des inves*tissements à l'étranger* (Europe centrale et Balkans).

On le retrouve dans toutes les grandes opérations industrielles menées par la France. Il ne fait pas seulement des affaires, mais se lance, aussi, dans la grande et petite politique. *« Il faisait et défaisait les ministères, imposait les hommes de son choix et leur dictait sa volonté »*, écrit le *Journal des débats* en juin 1937.

La presse de droite le surnomme « Finaly Ier, le roi de la République » et le *Times* nota, en juin 1929, que *« Finaly n'a jamais été guidé par l'appât du gain. Mais sa grande passion est la domination, ou, selon ses adversaires, la tyrannie »*. Il a servi de modèle à Giraudoux dans *Bella* pour le personnage d'Emmanuel Moïse, *« le banquier le plus arrogant de la terre »*.

Son portrait est impressionnant : la paupière lourde, le visage large sur les plis d'un cou épais. Mais quelle finesse, quelle chaleur, quand il veut ! Horace Finaly parle sept langues, connaît par cœur l'œuvre de Dante, lit dans le texte les poètes grecs et discute mathématique d'égal à égal avec Paul Painlevé, le grand savant. Mais son tempérament autocratique domine tout : ne s'est-il pas fait carrosser chez Delaunay-Belleville une automobile spéciale pour pouvoir y entrer debout ?



Chose curieuse, ce qui provoquera sa chute, c'est le soutien que, seul banquier de la place, il a apporté au Front populaire de Léon Blum. Le milliardaire a gardé toute sa vie le cœur à gauche. *« Un juif hongrois apatride ne pouvait pas devenir un grand bourgeois »* constate son successeur, après 1945, M. Jean Reyre, qui a fait son apprentissage avec lui.

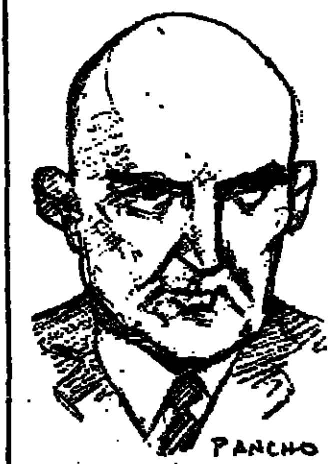
Le 7 juin 1937, le conseil d'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas, présidé par Emile Moreau, homme lige de la grande bourgeoisie, remercie son directeur général, coupable de sympathie « gauchiste ». *« Ah, les porcs ! Après tout ce que j'ai fait pour eux »*, s'écriera Finaly, en rédigeant sa lettre de démission. La grande époque de Paribas faiseur de ministères était terminée.

JEAN REYRE

La résurrection du groupe

NÉ avec le siècle, M. Jean Reyre entre à la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1924 avec une toute petite licence en droit, et, quand même, le diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques. Formé à l'école de ce maître incomparable qu'était Horace Finaly, il gravit tous les échelons à la force du poignet, pour se voir nommé directeur général en 1948.

A cette époque, la banque, dépouillée de ses *intérêts dans* l'électricité et de ses avoirs d'Europe centrale, a échappé de peu à la nationalisation, mais se trouve flanquée d'un commissaire du gouvernement. Il s'agit de la reconstruire, et Jean Reyre s'y emploie avec énergie et intelligence.



Faisant preuve d'initiatives hardies, petit à petit, il rend à la banque son lustre et son rang, au prix de rancunes féroces car il ne ménage personne et ses « coups » sont rudes pour la concurrence. *« Il avait au plus haut degré le sens de l'urgence »*, rappelle le PDG actuel, M. Michel François-Poncet, qui a commencé sa carrière sous son règne.

Par ses pratiques « musclées » Jean Reyre s'est rendu, peu à peu, suspect à l'establishment, auquel il ne veut pas appartenir. En 1969, devenu président depuis trois ans et conduisant avec fougue la bataille avec Suez pour le contrôle du Crédit industriel et commercial (CIC), il se met à dos son conseil d'administration, qu'il n'a pas consulté pour le fameux emprunt en Suisse destiné à financer les achats en Bourse d'actions CIC.

L'affaire fait déborder le vase, M. Reyre, s'oppose violemment à M. Jacques de Fouchier, vice-président depuis 1966, qui démissionne, et revient en vainqueur le 16 octobre 1969, après des affrontements qui ont divisé l'état-major de la rue d'Antin, M. Reyre est acculé à la démission, comme Horace Finaly, pour *« manque d'égards dans la conduite des affaires »*. La période « corsaire » de Paribas s'achève alors.

JACQUES DE FOUCHIER

Le « pape » de la transformation



LORSQUE M. Jacques de Fouchier, à cinquante-huit ans, succède à Jean Reyre à la présidence de Paribas, il a largement fait ses preuves. Fils d'un président de chambre à la Cour des comptes, fort en thème, avec, à seize ans, un *prix de l'Académie française pour son* poème *Vocalises*, il est reçu premier au concours de l'inspection des finances et entame le *cursus honorum* de la haute fonction publique, interrompu par une brillante campagne d'Italie.

Directeur adjoint du commerce extérieur au Trésor en 1945, il n'éprouve guère d'affinités pour son ministre de l'économie nationale, François Billoux, un des dirigeants du Parti communiste.

En 1946, à trente-cinq ans, il décide de voler de ses propres ailes, fait rare à l'époque. Selon les uns, il a un coup de génie, ou, suivant les autres, il exploite admirablement la situation, en occupant un créneau énorme que les grandes banques de dépôt, assises sur leurs principes (pas de risques autres que l'escompte *d'effets de commerce* à trois *mois* et trois signatures), laissent vide : le crédit à moyen et à long terme pour la construction et l'équipement, sans oublier le crédit à la consommation, encore dans l'enfance.

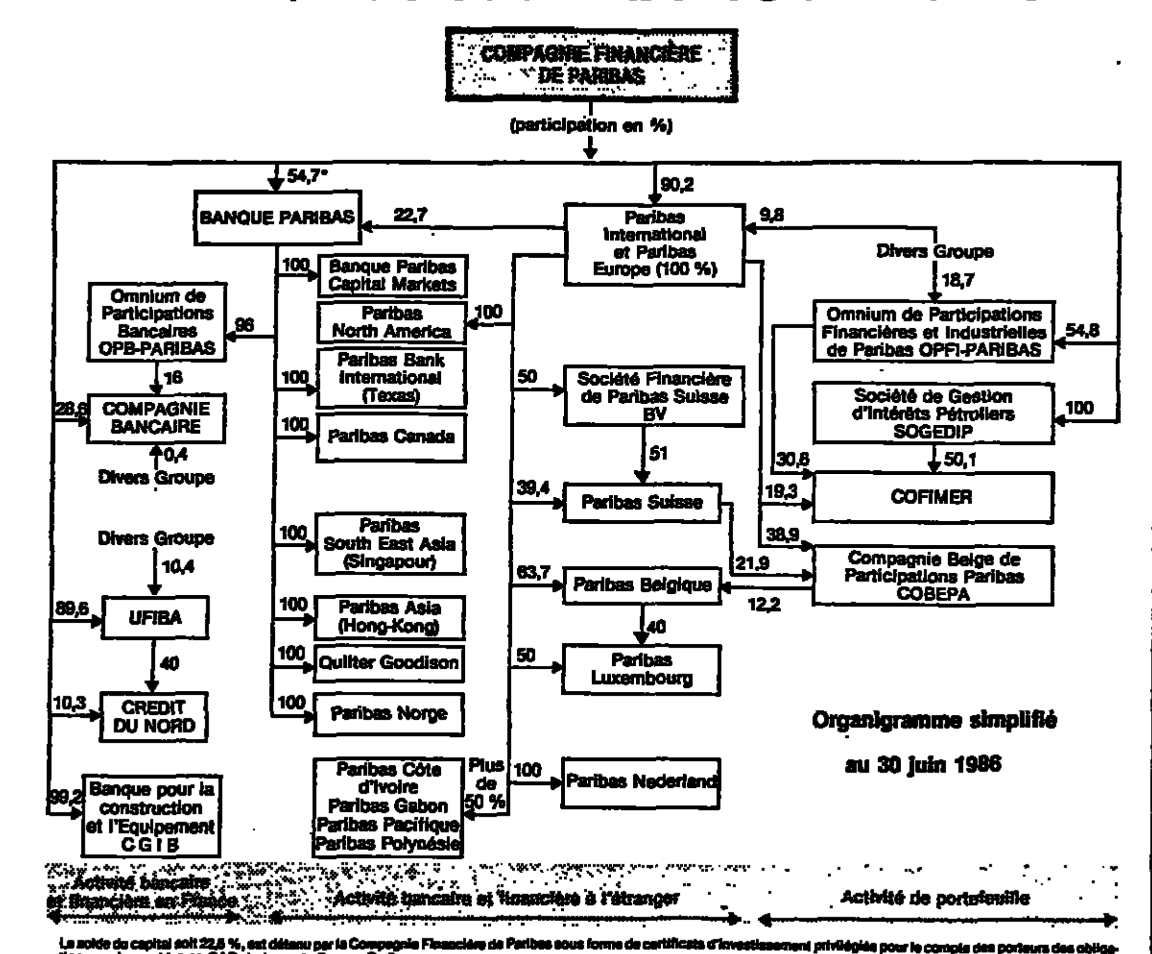
M. Jacques de Fouchier va se faire le « pape » de la transformation de l'argent à court terme en argent à long terme. Il lui faut des capitaux, et il en trouve. Auprès de qui ? Parbleu, auprès des grandes banques qui viennent d'être nationalisées et qui se font une joie de le financer sans danger pour elles ! Il édifie alors la Compagnie bancaire, avec ses filiales spécialisées, qui constitue aujourd'hui l'un des joyaux du groupe, et lui apporte le quart de ses revenus bancaires et financiers.

Une fois au pouvoir, avec le concours de M. Pierre Moussa, qu'il a recruté dès 1969 pour en faire son dauphin, il accentue l'orientation du groupe vers l'international.

En juin 1968, lorsqu'il transmet le flambeau à son successeur, Paribas est en grande forme. Le flambeau, il le reprendra trois mois à la fin de 1981, *pour « garder la maison »*, après la démission de M. Pierre Moussa, accusé de *« trahison »*, et attendre la nomination, en février 1982, de son poulain, M. Jean-Yves Haberer.

LA PRIVATISATION DE PARIBAS

Un bilan de 600 milliards de francs



Le solde du capital soit 22,8 %, est détenu par la Compagnie Financière de Paribas sous forme de certificats d'investissement privilégiés pour le compte des porteurs des obligations remboursables en C.I.P. émis par la Banque Paribas.

L'ORGANIGRAMME présenté ci-dessus est extrêmement simplifié, dans la mesure où il ne peut, matériellement, prendre en compte les centaines de filiales et participations diverses qui gravitent dans l'orbite du groupe en France et dans le monde entier. En gros, Paribas est le cinquième groupe bancaire français et le vingt-septième dans le monde, avec 27 000 personnes, dont 22 000 en France et 5 000 hors de France, dans deux cents sociétés.

Banque et finance

Le total de son bilan frise les 600 milliards de francs, ses fonds propres sont de l'ordre de 10 milliards de francs et le total des crédits qu'il accorde dépasse légèrement 300 milliards de francs. Son bénéfice net consolidé a atteint 1,35 milliard de francs en 1985 et pourrait s'être élevé à 1,6 milliard de francs en 1986. La valeur nette de ses actifs et participations tourne autour de 25 milliards de francs, répartis en trois grands secteurs, qui apparaissent de gauche à droite sur l'organigramme.

Les activités bancaires et financières en France sont essentiellement exercées par la Banque Paribas, principal centre opérationnel du groupe, avec 5 000 personnes. Spécialisée dans les concours aux entreprises, elle occupe le quatrième rang français dans le soutien aux exportations françaises, avec 10 % des crédits acheteurs, et le premier rang mondial dans le domaine du financement à court terme du négoce pétrolier international. La filiale Crédit du Nord, douzième banque française avec 9 000 personnes et 500 guichets, distribue 46 milliards de crédits, avec une situation financière qui a nécessité le soutien de sa maison mère et de l'Etat.

La Compagnie bancaire, premier ensemble européen de crédit spécialisé (immobilier, équipement des entreprises, ventes à tempérament) a un portefeuille de crédits de 110 milliards de francs et un bénéfice annuel excédant 400 millions de francs. Est rattachée à Paribas la très importante filiale étrangère BP Capital Markets, cinquième rang mondial pour l'émission d'euro-obligations et première pour celle en ECU.

Filiales étrangères

Au milieu de l'organigramme figurent Paribas International et Europe, qui regroupent les grandes filiales étrangères, au premier rang desquelles la très prospère Paribas-Suisse, et celles de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas (Nederland), dans le groupe depuis sa fondation. S'y ajoutent la COBEPA belge et ses participations outre-Quiévrain, et Paribas North America, qui a recueilli les activités du groupe outre-Atlantique après la revente forcée de la filiale Becker.

Participations industrielles

Figurent, enfin, les participations industrielles, à droite dans l'organigramme, regroupées, pour l'essentiel, dans le holding OPFI-Paribas. Les secteurs les plus représentés sont : le ciment (Poliet-Ciments français), l'assurance (Drouot), le pétrole (COPAR), la mécanique lourde (Fives-Lille), la distribution (SCOA), les travaux publics (Fougerolle), les magasins (SCOA), auxquels il faut ajouter d'innombrables participations dans l'immobilier et sa gestion, les services publics, le tourisme, l'alimentation, les mines, les produits chimiques, la métallurgie, le matériel électrique.

Depuis deux ans, Paribas a décidé d'accélérer la rotation de son portefeuille dans tous les secteurs, notamment la technologie de pointe (CEGID), le capital-risque (SOFINNOVA), l'alimentation (Bridel), la pharmacie (Dolisos) et dans des entreprises en vive progression (ECONOCOM). Y figurent également les fournitures à l'automobile (NEI), le génie biologique (Transgene) et les parcs de loisirs (Aqualand), plus... tout le reste.

Une grande

(Suite de la page 37.)

Le troisième pôle est l'axe anglo-américain. Dès 1960, c'est la création aux Etats-Unis de Paribas Corporation. En 1973, M. de Fouchier provoque une sensation dans le monde financier occidental avec la première entente directe entre banques d'affaires, à savoir une prise de participation croisée avec l'une des principales *merchants banks* londoniennes, S.G. Warburg. L'événement était de taille, car, pour la première fois, l'un de ces établissements, parmi les plus actifs de la City, se liait avec une banque du continent.

Dans un deuxième temps, le groupe financier américain A.G. Becker, banque d'investissement et de placement new-yorkaise et l'un des grands spécialistes américains du « papier commercial », venait s'intégrer dans le nouvel ensemble. L'affaire d'abord très prospère finira très mal, après le départ de S.G. Warburg, consécutive à la mort de son fondateur, Sir Sigismund Warburg, et, surtout, avec la déconfiture rapide de Becker, qui, un beau matin d'août 1984, obligea Paribas à vendre en catastrophe cette filiale au puissant courtier new-yorkais Merryl Linch avec 150 millions de dollars de pertes.

En juin 1978, M. Pierre Moussa succède à M. Jacques de Fouchier, et Paribas, triomphant, donne une réception monstre à Paris au Pré-Catelan, avec le gotha de la banque, de l'industrie et de la politique. Il va poursuivre l'internationalisation, s'associant notamment avec le puissant groupe canadien Power-Desmarais.

En février 1981, son directeur général, M. Gérard Eskenazi, avec lequel il forme un couple tout à fait complémentaire, offre à Paribas une rentrée fracassante dans le monde des affaires français qu'il avait un peu négligé, en rachetant au jeune baron Empain,

PIERRE MOUSSA

L'arpenteur de la terre

M. PIERRE MOUSSA, initialement promis à l'Université, eut une vocation tardive pour la banque. Né à Lyon en 1922, normalien, agrégé de lettres, il manifesta, très tôt, comme M. Jacques de Fouchier, un goût très vif pour la poésie, consacrant son mémoire de diplôme aux poèmes en prose de Baudelaire. Comme lui encore, il entre à l'inspection des finances, dont il sort major en 1946.

Son *cursus honorum* dans la haute fonction publique sera plus long : il fait partie de cabinets ministériels, notamment de celui de M. Robert Buron, au ministère de la France d'outre-mer, où il dirigera les affaires économiques et le Plan jusqu'en 1959, et étudiera le problème des pays sous-développés, écrivant notamment *les Nations prolétaires*, un livre à succès. Après un intermède de trois ans comme directeur des transports aériens, il prend la tête, de 1962 à 1964, du département Afrique à la Banque mondiale, seul Européen du continent parmi les dirigeants de l'organisme international.

Autre intermède de trois ans à la présidence de la Fédération française des assurances, et la destinée de M. Moussa bifurque. Il est attiré chez Paribas par M. de Fouchier, qu'il a connu à la France d'outre-mer, lors de la création de Cofimer, société constituée à la fin des années 50 pour exploiter les ressources minières de l'Afrique. Il sera, avant tout, *l'« homme du grand large »*.

On voit cet homme de taille moyenne, le teint mat, le cheveu noir et l'œil très vif derrière de grosses lunettes en écaille, arpenter le monde entier pour développer le réseau international de Paribas, tâche qu'il poursuivra après son accession à la présidence en juin 1978. Un peu plus de trois ans après, à l'automne 1981, ce sera le départ, à cause de l'« affaire Suisse », avec, à la clé, une inculpation pour complicité d'évasion de capitaux.

Disculpé, il doit, patiemment, renouer les fils de sa toile, et après avoir créé, avec d'anciens partenaires de Paribas, la firme d'investissement Pallas au capital de 200 millions de dollars, il vient de racheter, ironiquement, à Paribas ses intérêts dans la banque privée de gestion financière à Paris (plus 0,6 % du capital du même Paribas pour le compte de Frandev, société de placement qu'il anime). M. Pierre Moussa est revenu, à supposer qu'il soit jamais vraiment parti...



JEAN-YVES HABERER

De but en blanc

INSPECTEUR général des finances, prestigieux directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances, M. Jean-Yves Haberer est nommé, le 18 février, président de Paribas, en remplacement de M. Jacques de Fouchier, qui a pris l'intérim de M. Pierre Moussa, acculé à la démission le 21 octobre 1981. Le 23 juillet 1986, le même Jean-Yves Haberer doit quitter ses fonctions par décision gouvernementale.

Quatre ans et demi : c'est le mandat le plus court qu'ait connu un PDG de Paribas, celui de M. Reyre (trois ans) n'ayant consacré que la réunion en une seule main du pouvoir réel, exercé depuis dix-huit ans, et du pouvoir théorique.

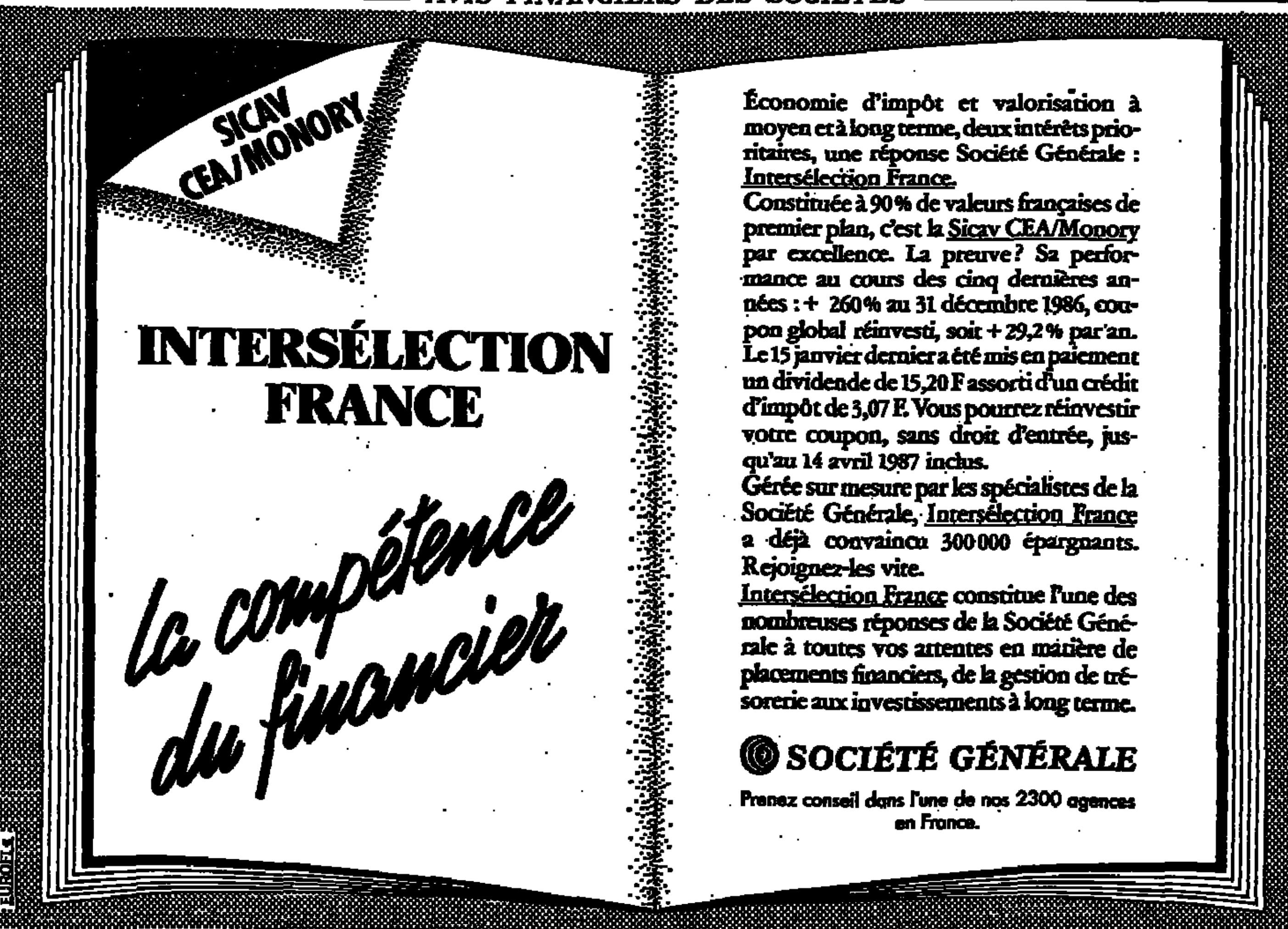
Par certains côtés, ce mandat de M. Haberer était le plus « atypique » dans la dynastie des dirigeants. Certes, M. Haberer était et est toujours inspecteur général des finances, comme MM. de Fouchier et Moussa. Mais, dans l'histoire du groupe, il a été le seul à se voir installer de but en blanc dans le fauteuil présidentiel, sans bénéficier d'une longue expérience bancaire préalable, comme MM. Finaly, Reyre et de Fouchier, ou, à tout le moins, de plusieurs années de formation dans l'établissement, en « double conduite », comme M. Moussa.



Selon de bons connaisseurs, il faut au moins trois ans pour bien connaître l'entreprise, tant est complexe sa structure et étendu le périmètre de ses innombrables activités et participations. Cette prise de pouvoir abrupte, sans préparation préalable, a pu nuire à l'image de M. Haberer, chez certains cadres de la maison, en dépit des talents du nouveau PDG : les qualités d'esprit les plus éminentes ne constituent pas un passeport automatique pour pénétrer, assimiler et maîtriser l'univers si particulier du groupe et de ses serviteurs.

Certains disent qu'au bout de quatre ans et demi l'apprentissage de M. Haberer était largement terminé et que, après deux années initiales de discrétion et d'observation, il donnait enfin sa mesure. D'autres diront que sa forme d'intelligence n'était pas tout à fait compatible avec celle de Paribas. De toute façon, nous ne le saurons peut-être jamais...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Un dossier consacré à l'industrie automobile italienne sera prochainement publié dans « le Monde de l'économie ».

compagnie financière

pour une somme dérisoire, le quasi-contrôle de l'ancien groupe Empain-Schneider, avec ses 120 000 personnes, ses 40 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses problèmes brûlants, dont celui de la filiale Creusot-Loire. Ce devait être le chant du cygne de Paribas groupe privé, avant la victoire de la gauche et de son programme de nationalisation en mai 1981.

La nationalisation et une démission

Effectivement Paribas est nationalisé en février 1982. A l'automne précédent, un drame éclate. Le 21 octobre 1981, à 11 h 45, M. Pierre Moussa réunissait brusquement son conseil d'administration pour lui annoncer sa décision de démissionner, absolument irrévocable. Après le coup de tonnerre de mai 1981, M. Moussa, adversaire de la nationalisation de Paribas, s'était efforcé de sauver les meubles en sauvegardant les liens privilégiés qui unissaient le groupe aux grands partenaires étrangers, en Belgique, au Canada et en Suisse. Il avait laissé la filiale helvétique glisser précisément entre les mains de ses partenaires, ce que le gouvernement socialiste ne lui pardonna pas, pas plus que la vieille garde du groupe ni des administrateurs comme M. Jean Riboud, président de Schlumberger et ami de M. François Mitterrand.

De plus, le pouvoir lança dans les jambes de M. Moussa une affaire d'évasion de capitaux remontant à 1980 et qui, au lieu de la transaction habituelle avec les douanes, déboucha sur une inculpation en bonne et due forme. Ultérieurement, M. Moussa fut lavé de toute culpabilité personnelle; mais comme il le dit plus tard avec amertume, il put compter ses amis dans le désert qui se forma autour de lui.

M. de Fouchier, pour l'honneur et la préservation du groupe, reprit alors l'intérim durant trois mois avant de laisser sa place à l'homme qu'il envisageait de voir, à terme, succéder à M. Moussa, à savoir le directeur du Trésor, M. Jean-Yves Haberer, d'une intelligence aiguë et bien connu des milieux financiers internationaux. Attendu comme le Messie par le personnel du groupe qui redoutait un « parachuté » politique, celui-ci dut passer deux ans à faire le tour de Paribas et de ses six cents sociétés et prendre sa part des heurs et malheurs.

S'il réussit à faire rentrer dans le giron du groupe la très profitable filiale suisse, il eut à mettre une fin pénible à l'aventure Becker déjà évoquée. Par ailleurs, il développa une réaction de rejet dans une partie de l'état-major du groupe Paribas. L'intelligence ne suffit pas : il faut avoir celle de « la maison » et il y faut du temps. C'est ce qui a peut-être manqué à M. Haberer, qui, congédié par le nouveau pouvoir en juillet 1986, put, néanmoins, partir la tête haute, avec des résultats en très forte hausse, grâce au développement rapide des activités financières, à Paris et à l'étranger, notamment à Londres.

Son successeur, M. Michel François-Poncet, est un homme du sérail, ayant fait toute sa carrière à Paribas, où, jusqu'en juillet 1986, il était président de la filiale américaine. Pour lui, la voie est tracée : renforcer les implantations les plus fortes, en étendre d'autres, surtout en Europe, et affirmer la position d'avant-garde du groupe dans les « métiers de marchés » en pleine évolution. Paribas continue. Une chose est sûre en tout cas : rue d'Antin, une félicité discrète règne au sein de l'état-major. C'est si bon de se retrouver entre soi...

FRANÇOIS RENARD.

MICHEL FRANÇOIS-PONCET

Un « Américain » du sérail

ENFIN entre nous ! Ce fut le commentaire, général et ravi, de la plus grande partie de l'état-major et des cadres supérieurs de Paribas en apprenant la nomination de M. Michel François-Poncet au poste de PDG, en remplacement de M. Jean-Yves Haberer. Car, effectivement, M. François-Poncet est un « homme du sérail ».

Né en 1935, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Harvard Business School aux Etats-Unis, il y a fait toute sa carrière. Entré à la banque en 1961, à vingt-six ans, à l'époque où Jean Reyre en était le tout-puissant directeur général, il est successivement attaché de direction, fondé de pouvoir, directeur adjoint, directeur puis directeur central en 1983, et, en 1985, membre du comité exécutif, organe de direction de la banque. Délégué permanent du groupe en Amérique de Nord, il est nommé, en janvier 1985, président de Paribas-North America.

En vingt-cinq ans de carrière, il a collaboré étroitement avec tous les « grands patrons » du groupe, MM. Reyre, de Fouchier, Moussa et Haberer, avec, tout de même, une spécialisation « américaine » qui lui a permis de se tenir un peu à l'écart des tensions qui ont éprouvé le groupe depuis cinq ans. Ami de M. Jacques Chirac, cousin germain de M. Jean François-Poncet, l'ancien ministre, il n'appartient officiellement à aucune formation politique.

Comme, à Londres, un analyste se demandait si M. François-Poncet, qui n'a pas



les références extérieures et prestigieuses de MM. de Fouchier et Moussa, n'était qu'un *« pape de transition »*, les bons connaisseurs du groupe répondirent : *« Paribas fonctionne comme un orchestre avec de très valeureux instrumentistes qui n'ont pas toujours besoin d'un chef d'orchestre autocratique à la Karajan. De toute façon, le sort de M. François-Poncet se jouera sur les performances prochaines du groupe, et non sur son passé. »*

La chronique de Paul Fabra

Le piège de la spéculation

DE tous les pays du SME, la France est celui qui tient le mieux sa masse monétaire, se plaisent à affirmer les plus hauts fonctionnaires français. Les statistiques leur donnent raison. Elles montrent qu'en effet M3 (masse monétaire au sens large, incluant par exemple les dépôts en caisse d'épargne, les certificats de dépôt émis par les banques, etc.), et qui sert aujourd'hui de référence aux autorités monétaires, évolue sagement à l'intérieur de la fourchette fixée par ces dernières (entre 3 % et 5 % pour l'année 1987 comme pour 1986).

Beaucoup de questions peuvent se présenter à l'esprit, à propos de la modération de cette évolution et notamment celle-ci : la cause réelle en est-elle une bonne maîtrise des affaires monétaires ? Après tout, elle pourrait s'expliquer par d'autres phénomènes dont la relative faiblesse de la conjoncture, voire les fuites de capitaux. Nos gestionnaires préfèrent conclure, sans autre forme de procès, que les tribulations du franc sont en quelque sorte injustement subies, provoquées par des influences extérieures sur lesquelles ils n'ont pas de prise.

Mais admettons le raisonnement officiel dans ce qu'il a de vrai, et surtout dans ce qu'il révèle plus ou moins à son corps défendant. Le niveau relativement très élevé des taux d'intérêt français, tant nominaux — largement le double, depuis le réaménagement des parités au sein du SME, des taux allemands pour le court terme, et presque le double pour le long terme — que « réels » (c'est-à-dire tenant compte de la hausse des prix), suggère une politique d'ensemble de caractère nettement restrictif.

Cette impression est renforcée par un autre facteur cité désormais à l'envi pour démontrer le sérieux de la politique suivie : les salaires horaires monteraient, depuis plusieurs mois déjà, moins vite en France (où la progression serait selon les cas, de 1 % à 3 % en rythme annuel) qu'en Allemagne. On peut y voir, en effet, un bon point pour la détermination d'un gouvernement résolu, contre vents et grèves, à laisser jouer sans accommodements les forces dominantes du marché qui vont spontanément dans le sens d'une compression des revenus. Cette interprétation somme toute élogieuse n'est pas contradictoire avec une autre : la faible progression des salaires français, présentée comme un signe favorable, est aussi la marque de la vigueur — j'étais tenté d'écrire la virulence — des pressions déflationnistes.

ON ne dira jamais assez l'effet considérable de freinage que représente l'existence de taux d'intérêt oscillant entre 9 % et 10 % sur une économie de sous-emploi massif — une personne sur dix est au chômage — où les prix de gros baissent globalement et où les prix de détail augmentent de pas plus de 2,2 %. Pourquoi l'effort d'austérité ainsi imposé aux entreprises françaises et à leurs salariés ne suffit-il pas à permettre au franc de faire bonne figure face au mark ? L'explication officielle n'est pas fausse ; elle est très certainement incomplète (dans la mesure où elle ne veut pas voir dans le niveau élevé des taux la preuve que l'œuvre d'assainissement est loin d'être achevée).

La thèse de nos gouvernants, c'est qu'une partie au moins de ces sacrifices nous sont inutilement imposés par une Allemagne fédérale oublieuse de ses devoirs de grande puissance économique (du moins à l'échelle de l'Europe). Il serait plus juste de dire que la Bundesbank est elle-même victime d'un mécanisme (le SME) dont elle avait mieux que d'autres, prévu les « dysfonctionnements ».

Les chiffres ont de quoi décontenancer les adeptes de l'étroit monétarisme moderne version Chicago (il en est encore, précisément à la Bundesbank et dans les bureaux du Finanzministerium à Bonn). Alors que la masse monétaire, dans la patrie du franc discuté est contenue dans les limites qui lui ont été assignées, elle déborde dans la patrie du mark, plus que jamais recherché. Les autorités allemandes s'affolent de la voir augmenter au rythme d'au moins 9 % par an, bien au-delà des 6 % qu'elles s'étaient donnés pour objectif maximum. Elles promettent en conséquence de tout mettre en œuvre pour faire cesser l'intolérable dérapage. Disons tout de suite qu'elles n'ont aucune chance d'y parvenir étant donnée l'énorme quantité de fonds qui continuent d'affluer vers l'Allemagne fédérale.

L'afflux de ces capitaux ne manquera pas d'avoir des conséquences importantes, les unes négatives, les autres, avec un peu de chance, positives. Ce n'est pas dans le cadre de cette chronique qu'on essaiera d'en supputer l'effet net. Je voudrais ici attirer l'attention sur une grave anomalie (concernant l'influence de la spéculation) qui a (presque) cessé d'apparaître comme telle faute d'une mémoire historique suffisante de la plupart des dirigeants, américains et européens confondus, actuels. Elle est pourtant à l'origine de l'extraordinaire succession de désordres à laquelle on n'a guère cessé d'assister depuis une vingtaine d'années à un rythme qui s'accélère périodiquement. On peut craindre qu'on soit entré dans une nouvelle période d'accélération.

SI on voulait caractériser par un seul trait les périodes de stabilité monétaire pour les opposer à celles d'instabilité, le critère le plus infaillible serait sans doute fourni par le rôle joué par les mouvements de capitaux. Dans les premières, ces mouvements contribuent en gros au maintien de l'équilibre ; dans les secondes, leur action est surtout déstabilisatrice.

Quand on est tous les jours, pour ne pas dire toutes les heures, témoin des nouveaux ravages causés par la spéculation, on a peine à croire ou plutôt à se souvenir qu'il lui arrive aussi d'œuvrer dans le bon sens. Entre maints autres exemples relativement récents, rappelons-nous ce qui s'est passé en France à la suite du programme de redressement appliqué en mars 1983. Le reflux des capitaux qui se produisit alors est d'autant plus remarquable que le gouvernement en place était encore celui de l'union de la gauche où siégeaient les communistes. La coloration politique de l'équipe alors aux commandes a peut-être ralenti le mouvement de retour des fonds, elle n'a pas empêché qu'il se produise. Rappelons aussi que le premier réaménagement monétaire auquel ait procédé le gouvernement de droite, issu des élections du 16 mars 1986, a été suivi par une arrivée de capitaux d'une ampleur encore jamais vue.

TOUS les programmes de redressement sont du reste fondés sur l'existence de ce que les économistes appellent le *« processus d'ajustement »*. Dans son essence, une politique d'assainissement consiste d'abord et avant tout à lever les obstacles artificiels qui empêchaient l'assainissement de se produire naturellement.

Un pays n'a qu'à s'en prendre à lui-même si, au cours du temps, il compromet les résultats souvent chèrement acquis en laissant subsister telle ou telle cause de grippage de la machine économique ou financière (maîtrise plus apparente que réelle des dépenses publiques ; méthodes plus ou moins contestables de financement du déficit budgétaire, malgré une façade d'orthodoxie quasi parfaite, etc.). Il faut reconnaître, cependant, qu'à notre époque la tâche des dirigeants est rendue singulièrement plus difficile par le défaut d'ancrage du système monétaire international.

Une brève incursion dans l'histoire monétaire plus ancienne permet d'illustrer plus clairement ce dernier point, capital entre tous. Il fut un temps où la dépréciation d'une monnaie sur le marché des changes attirait, parfois en masse, les capitaux étrangers. Ce phénomène s'est notamment produit en grand dans les années qui suivirent la première guerre mondiale. C'est que, à l'époque, les mentalités étaient encore imprégnées du souvenir laissé par le fonctionnement de l'étalon or. Les milieux financiers ne doutaient guère, en conséquence, que les gouvernements auraient pour premier souci, dès que les circonstances s'y prêteraient, de rétablir les anciennes parités (ce qui aurait eu d'autres inconvénients, mais cela est une autre affaire).

DANS un livre publié pour la première fois en 1937, l'économiste austro-américain Gottfried Heberler écrivait : *« Lorsque... la politique nationale cesse de considérer le maintien de la stabilité des changes, comme devant passer avant toute considération... la spéculation sur les mouvements probables des changes et les mouvements de capitaux provoqués par cette spéculation constituent des phénomènes normaux et inévitables. »* Autrement dit, dans un régime de stabilité, les capitaux affluent « normalement » vers les pays dont la monnaie se déprécie (momentanément) et les taux d'intérêt s'élèvent. Dans les régimes d'instabilité foncière, les capitaux vont « normalement » vers les pays dont la monnaie se revalorise et où les taux sont en général plutôt bas. Ainsi voit-on — phénomène éminemment malsain, — les capitaux se placer de préférence aujourd'hui en Allemagne, un pays qui accumulent déjà des devises (créances sur l'étranger) par l'excédent de ses transactions commerciales.

On est loin de nos jours de pareilles analyses. Les responsables du SME, au lieu de voir dans la flexibilité (encore insuffisante en cas de coup dur) de celui-ci, une faiblesse peut-être inévitable par les temps qui courent, se vantent d'avoir à gérer un système de taux de change « stables, mais ajustables ». Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que les mouvement de capitaux puissent y jouer un rôle souvent déstabilisateur.

A TRAVERS LES REVUES ― par MICHEL BEAUD

Gris horizons

A L'OUEST comme à l'Est, les horizons sont gris. A l'Ouest, les lendemains de prospérité. C'était hier ? C'est si loin déjà... Chaque pays a guetté la reprise, plus ou moins atermoyé et finalement adopté une des médications que recommandait déjà les médecins de Molière : la purge, ou la saignée.

En France, rappelez-vous : la fin de la parenthèse, le bout du tunnel... Puis le professeur Barre expliquant aux Français la nécessité de l'austérité, sans la mettre vraiment en œuvre ; et la gauche, alors dans l'opposition, dénonçant l'austérité barriste, pourtant bien tempérée. Et c'est la gauche qui devra, après l'échec de la relance de 1981, mettre en œuvre la rigueur, avec deux résultats positifs : le rétablissement des comptes extérieurs et la désinflation, le taux annuel d'inflation ramené de 13-14 % à 2-3 %.

Cette désinflation est passée au crible de l'analyse économétrique dans le dernier numéro de la *Revue économique* (1). Elle l'est d'abord sur la base d'un modèle de l'INSEE d'étude de la boucle prix-salaire-coûts de production-prix : les salaires suivant les prix de détail, mais dépendant aussi de l'évolution tendancielle de la productivité et du niveau de chômage ; les prix à la production de l'industrie et des services suivant les coûts de production, c'est-à-dire les coûts salariaux et les coûts des consommations intermédiaires ; et finalement, la boucle étant fermée par une équation qui retrace la formation des prix de détail à partir des prix de production.

Selon Jean-Pierre Cling et François Meunier, de l'INSEE, l'utilisation de ce modèle fait apparaître que la désinflation française des années 1981-1985 s'explique pour plus de la moitié par la réduction de la hausse des prix des produits importés (confortée à partir de 1984 par la relativement bonne tenue du franc) et pour une autre part appréciable par la réduction de la hausse des prix agricoles. L'effet de la politique restrictive de la demande a été faible, de même que celui de l'action directe sur les prix. C'est donc le blocage des salaires de 1982, puis la politique de décélération des augmentations de salaires qui ont constitué l'autre facteur important de la désinflation en France.

Cette même désinflation est analysée à travers un autre modèle par deux chercheurs de la Banque de France, Alain Minczeles et Pierre Sicsic ; ce modèle décrit également la boucle « prix-salaires » : *« Le prix de la valeur ajoutée dépend des coûts salariaux, et les entreprises sont contraintes par le prix des importations : le taux de salaire est indexé sur les prix de consommation » ;* à cette maquette sont adjointes des équations de prix du commerce extérieur.

De leur analyse, il ressort qu'en 1982 c'est le blocage des prix et des revenus qui a été déterminant ; que de 1983 à 1985 l'impact du ralentissement de la hausse des prix étrangers en francs (notamment grâce à la relativement bonne, ou moins mauvaise, tenue du franc) a été important ; et qu'en 1984-1985 l'impact de la modification du mode de détermination des salaires a été appréciable. Ce qui devrait permettre de conclure que la pédagogie de *« désinflation progressive »* de Jacques Delors a eu une indéniable efficacité.

Purge en Grande-Bretagne

Autrement sévère a été la purge en Grande-Bretagne : le dossier que nous offre *Economie et humanisme* est largement constitué par des études de chercheurs britanniques de l'université du Sussex (2). Ce qui frappe, dans le tableau que dressent Mike Dunford et Diane Perrons, c'est le contraste. D'un côté le chômage, la ségrégation sociale, la pauvreté : selon les statistiques officielles, le nombre de personnes en situation de pauvreté serait passé de 5,9 millions en 1979 à 8,8 millions en 1983 ; selon une estimation du *Child Poverty Action Group*, un Britannique sur trois vivrait dans la pauvreté. De l'autre côté, des domaines de prospérité et de croissance : avec le dynamisme de la *City* et celui de nouvelles activités financières, de services (hôtellerie, mais aussi secteurs liés à l'information) et de luxe (haute couture) ; avec aussi la croissance des industries liées à l'armement et des secteurs à haute rentabilité de l'électronique et des télécommunications (principalement à l'extrême sud-est du pays et dans la *Silicon Glen* d'Ecosse centrale).

Au total, une *« prospérité pathologique »*, qui trouve ses sources dans les lois visant à limiter l'action syndicale : lois sur le travail adoptées entre 1980 et 1982 et loi de 1984 sur les syndicats ; dans les mesures de privatisation, réalisées à une échelle qui rend aujourd'hui difficile la renationalisation ; et, s'agissant de l'emploi, dans la progression de l'emploi à temps partiel (surtout pour les femmes), du travail à domicile et du travail sous statut de travailleur indépendant.

Cette tendance à la flexibilité et à la précarisation pour certaines catégories de travailleurs se retrouve dans d'autres pays européens (3), avec notamment la progression relative de l'emploi à temps partiel par rapport à l'emploi total, cette progression étant particulièrement sensible pour les femmes, aussi bien en France et en Allemagne fédérale qu'en Grande-Bretagne.

En Europe de l'Est, les pays ont à subir les contrecoups de la crise mondiale ; ils sont confrontés en même temps aux lourdeurs et aux dysfonctionnements du modèle soviétique qui leur a été appliqué ; à quoi s'ajoutent tensions internes et relations plus ou moins difficiles avec la puissance tutélaire, l'URSS. Le « panorama de l'Europe de l'Est » que nous offre le *Courrier des pays de l'Est* rassemble d'utiles éléments d'information (4).

Certes la palette est variée. Il y a la solide République démocratique d'Allemagne à la centralisation minutieuse et efficace, puisque *« la RDA est aujourd'hui le seul pays d'Europe de l'Est à obtenir une croissance annuelle stable de 4,8 % par an en moyenne »* avec son industrie, et notamment ses succès en électronique et micro-électronique. Il y a aussi l'inimitable Albanie qui a réussi à devenir autosuffisante sur le plan alimentaire et indépendante dans le domaine énergétique, tout en se refusant depuis 1977 à contracter le moindre emprunt extérieur ; l'effort de modernisation, dans ces conditions, pèse lourdement sur un niveau de vie déjà très « austère » imposé à la population.

Mais il y a aussi tous les pays en proie aux difficultés. La Yougoslavie cumule une dette extérieure importante, une inflation élevée et un haut niveau de chômage. La Tchécoslovaquie, en matière de gestion économique, se borne à des aménagements, remettant à plus tard les réformes nécessaires ; en outre, la contrainte énergétique et l'endettement à l'égard de l'URSS amenuisent encore sa marge de manœuvre et handicapent ses efforts. La Pologne, en son tourment, n'a pas encore retrouvé son niveau de production de 1979, alors que son endettement extérieur atteint plus de 30 milliards de dollars. Austérité donc.

Austérité encore en Bulgarie, comme en Roumanie, pour réduire la dépendance due à la dette extérieure. En Roumanie l'endettement extérieur est passé de 1,2 milliard en 1971 à 10,1 milliards de dollars en 1981 ; il a pu être ramené à 6 milliards en 1985, mais à quel prix : restriction de la consommation des ménages, coupe drastique dans le programme d'investissements, réduction draconienne des importations, politique du *« tout à l'exportation »*. Austérité enfin en Hongrie, prise elle aussi dans les pièges de la dépendance technologique et de l'endettement extérieur...

Austérité, sacrifices. Comme chantait Hélène Martin, *« Tant de sang versé, tant de sueur humaine, tant de peine... Tant ! »*.

En Hongrie cependant les choses sont moins figées qu'ailleurs ; déjà est en place un mode de gestion économique original avec notamment une agriculture mi-collective mi-privée et un système bancaire et financier unique en Europe de l'Est. Le nouveau système de planification (1984), les nouvelles formes de direction des entreprises (1984), l'autonomie attribuée aux usines (1986), le décret-loi sur les faillites (1986), la réforme du système bancaire qui entre en application au début de 1987 et qui ouvre la voie à la mise en place d'un marché des capitaux, constituent des réformes importantes.

Réformes en Chine

Est-ce à cause de la différence de dimension des pays ? Ces réformes de l'aventureuse Hongrie apparaissent presque timides en regard de celles engagées en Chine, ou tout au moins dans les campagnes chinoises. C'est en tout cas ce qu'incite à penser le numéro spécial de *la Revue Tiers-Monde* consacré aux réformes en Chine (5).

Systèmes de responsabilité mis en place en vue de mieux *« lier la rémunération des paysans à la production finale à laquelle ils avaient concrètement contribué »* : allocation des terres à de petits groupes avec lesquels sont passés des contrats de production, en 1979 ; contrats de production avec des familles en 1980 ; « forfaits d'exploitation avec les familles », expérimentés en 1981 et qui sont maintenant appliqués par 97 % des familles paysannes. *« Ce système forfaitaire,* estime Claude Aubert, de l'INRA, *qui maintient la propriété collective des terres, consacre en fait un retour à l'exloitation familiale. »*

La croissance de nombreuses productions a été spectaculaire. La production s'est diversifiée. Mais, surtout, les campagnes chinoises bougent : les *« entreprises de cantons et de bourgades »*, qui employaient 25 millions de travailleurs en 1982, en emploient 50 millions en 1984, 60 millions en 1985. D'une certaine manière, il y a émergence d'un secteur privé important, peut-être d'un *« petit capitalisme rural »*.

Et puis, officiellement, 20 millions de paysans sont partis vers les grandes villes ; en fait, beaucoup plus. C'est donc *« dans les villes que se joue désormais l'avenir des paysans : les réformes agricoles interpellant l'ensemble des relations villes-campagnes et remettant en cause le fonctionnement même du système économique socialiste »*. Ce sont donc tous les aspects de l'organisation de l'économie et de la société chinoises qui sont en cause.

Sur ces changements immenses, qui peut-être ne font qu'amorcer des bouleversements bien plus profonds encore, deux spécialistes nous incitent à une lecture prudente. Gilbert Etienne, d'abord, professeur à Genève, qui souligne certaines convergences entre l'évolution en Chine et celles d'autres pays d'Asie, avec notamment la baisse des idéologies, les leçons tirées des dernières décennies, le poids des nouveaux cadres et la montée de nouvelles générations.

Alec Nove, ensuite, professeur à Glasgow, qui retrouve dans les réformes chinoises bien des traits des réformes — souvent avortées — soviétiques, ou des différentes réformes hongroises. Ayant posé cette question fondamentale : *« Comment interpréter les réformes par rapport à la stratégie à long terme, si, d'ailleurs, il y a une stratégie ? »*, il débouche sur un proverbe britannique — mais qui pourrait être chinois : *« Si vous ne savez pas où vous allez, tous les chemins vous y mèneront. »*

A l'Est, il n'y a pas si longtemps le soleil se levait sur un horizon rouge. Par les temps qui courent, les nuages sont bas ; l'horizon est gris ; la visibilité réduite.

---

(1) « La désinflation en France », trois articles présentés par Patrick Artus, de la Banque de France, *Revue économique*, novembre 1986 (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris).

(2) « La société et l'économie britanniques en mutation », dossier présenté par Peter Holmes, de l'université du Sussex, *Economie et humanisme*, novembre-décembre 1986 (14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08).

(3) Guy Maurau et Mahrez Okba, « Précarisation, désindexation et flexibilité : un essai d'analyse du cas européen », *la Note de l'IRES*, octobre 1986 (1, rue de la Faisanderie, 75116 Paris).

(4) Panorama de l'Europe de l'Est, établi par des chercheurs du Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est (CEDUCEE), présenté par Françoise Barry, numéro spécial du *Courrier des pays de l'Est*, n° 309-311, août-octobre 1986 (Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris).

(5) « Les réformes en Chine (structures économiques ; cadres sociaux ; perspectives) », sous la direction de Claude Aubert, chargé de recherches à l'INRA, numéro spécial de *la Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 1986 (PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris).

Kaléidoscope

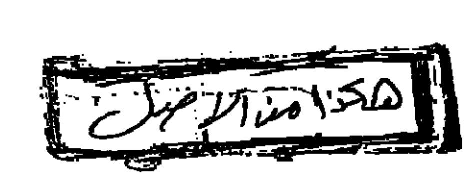
● Dans le numéro spécial « Annuaire 1985-1986 » de *la Revue d'économie politique*, une étude de Christian de Boissieu sur les innovations financières en France ; une analyse par Claude Le Pen de la productivité des services publics non marchands ; et une réflexion de Jacques Nusbaumer, du secrétariat du GATT, sur la « quadrature du cercle » que constituent les négociations internationales de services.

● En contrepoint de ce dernier article, celui d'Yves Berthelot, secrétaire général adjoint de la CNUCED, sur le nouveau round de négociations commerciales qui est en train de s'engager, dans *Projet* de novembre-décembre 1986.

● Dans *la Revue nouvelle* (Bruxelles), d'octobre 1986, un dossier sur le nouveau dialogue des sciences, avec notamment deux articles de Philippe Van Parijs sur le modèle économique dans les sciences sociales, et de René Passet sur l'économie à l'écoute de la physique et de la biologie. Dans *Challenge* de septembre-octobre 1986, un article de Charles Kindleberger sur les processus réversibles et irréversibles en économie.

● Dans *Futuribles* de décembre 1986, plusieurs articles sur la régulation des dépenses de santé et un article de Henri Mendras : le social entraîne-t-il désormais l'économie ?

● *La Pensée* de septembre-octobre 1986 consacre plusieurs articles aux perspectives technologiques dans leurs relations avec la crise capitaliste ; à noter aussi un article de Marie Lavigne sur la modernisation des activités productives en URSS.



Economie

La promotion du partenariat entre secteurs privés français et africain

Les ambiguïtés de l'« esprit de Libreville »

LIBREVILLE
de notre envoyée spéciale

A l'origine, l'idée des « rencontres franco-africaines » qui se sont déroulées à Libreville du 11 au 13 janvier était séduisante. Au moment où les flux d'aide publique stagnent – l'austérité budgétaire reste le souci le mieux partagé au monde, – au moment où l'Afrique, endettée et malmenée par la chute des cours des matières premières constituant l'essentiel de ses ressources, voit s'effondrer les flux de capitaux privés, privilégier le partenariat entre entreprises françaises et africaines offrait une chance de découvrir des « *gisements d'opérations rentables* » sans grever les budgets des Etats donateurs ou bénéficiaires d'aide.

Lancée par le ministère français de la coopération, cette « bourse aux *affaires* » visait à combattre un « afro-pessimisme » partagé par nombre d'Africains engagés dans un rude processus d'ajustement de leur économie.

Vingt-sept pays africains représentés

L'approche se voulait pragmatique. Les Africains ont été nombreux à répondre présent. Quelque cinq cents personnes étaient attendues, il en est venu six cents, dont trois cent cinquante Africains originaires de vingt-sept pays. Une démarche de simple courtoisie envers leurs partenaires dans certains cas. Une volonté de se faire reconnaître par ses pairs dans d'autres.

Côté français, les représentants institutionnels, les grandes entreprises habituées de longue date du continent noir et les cabinets de conseil écrasaient de leur nombre les petites et moyennes industries.

Mais ces trois jours de débats ont permis de confirmer l'émergence d'une race d'entrepreneurs africains *dynamiques. Pierre Otto* Mbongo, qui a bâti « *sans soutien financier extérieur* » le plus grand groupe privé du Congo et a « *investi 5,6 milliards de francs dans son pays depuis 1969* », Fatou Diakite, la « *tigresse en or* » de Côte d'Ivoire, ou le Camerounais James Onobiono, jeune président de SITABAC constituent des exemples moins exceptionnels qu'il y a quelques années.

Le forum de Libreville aura offert aux chefs d'entreprises africaines l'occasion imprévue de mieux se connaître et permis d'énoncer tout haut quelques vérités mutuelles longtemps murmurées.

« *Les équipements français sont les plus chers d'Europe* ». Ce reproche, accueilli par les applaudissements des Africains présents au sein d'une commission, en dit long sur le manque d'agressivité d'industriels français parfois endormis par la « *morphine-base* » des aides gouvernementales ou sur certaines rentes de situation jugées aujourd'hui insupportables par une Afrique en crise. Les Français, pour leur part, ont stigmatisé des pratiques comptables, fiscales ou administratives paralysantes pour les investisseurs potentiels.

Tous sont tombés d'accord pour s'inquiéter de l'étroitesse des marchés nationaux africains, des insuffisances de la formation ou du poids d'une économie « *informelle* » qui draine hors des circuits bancaires une bonne part de l'épargne.

Prise de conscience réciproque entre la France, dont certains se demandent si elle a encore « *les moyens d'un vaste dessein sur un continent pourtant appelé à compter huit cents millions d'habitants à la fin du siècle* », et une Afrique écartelée entre une *vieille amitié* et la *nécessité* de jouer la rentabilité en achetant céréales américaines, voitures japonaises, savoir-faire canadien ou allemand ? L'heure était plus au pragmatisme qu'à l'analyse politique, au Gabon *durant* ces rencontres scellées par l'ébauche de nombreux contrats, dont une dizaine sont bien engagés. Un « esprit de Libreville » est-il né pour autant ?

Chercher une meilleure efficacité

Soucieux de démentir concrètement les Africains agacés de voir « *la France trop parler et ne pas agir* », le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, a annoncé qu'il s'agissait d'un premier pas. Un secrétariat de rencontres à Libreville, un secrétariat permanent à Paris, au sein de la Maison de l'Afrique, ont été chargés du suivi grâce à des réseaux de correspondants par pays et par branche. Etait-ce trop ou pas assez ? M. Aurillac a assuré que cette « *structure légère* » ne bénéficierait pas de budget propre et éviterait le piège des créations d'organisations sans lendemain. Il n'a pas totalement convaincu.

L'idée d'une coopération entre secteurs privés ou d'un partenariat (croisé ou non) mais impliquant un partage des risques, se heurte à de multiples obstacles. L'ébauche de charte en dix points présentée par M. Jean-Pierre Prouteau, président du conseil des investisseurs français en Afrique noire (CIAN) et dont les intérêts au Gabon sont d'importance, en a été l'illustration. De la reconnaissance politique du rôle de la coopération privée entre le Nord et le Sud à la clarification des règles du jeu entre économie « moderne » et économie « informelle », de la *définition* d'objectifs chiffrés par pays à celle d'un coactionnariat, la recherche s'annonce lente et difficile. Mais plus qu'à ces obstacles, le scepticisme qui a marqué ces rencontres tient à des raisons plus profondes.

Les entreprises se sont senties l'instrument d'une politique. Resserrer les liens franco-africains sans accroître l'aide, pourquoi pas ? Chercher une meilleure efficacité, sans doute. Mais pourra-t-on dépasser les seules incantations au « *privé et au partenariat* » ? « *Fut un temps où vous avez plaidé pour le secteur public. Aujourd'hui, vous nous rebattez les oreilles avec le secteur privé. Il ne s'agit pas pour nous de dogme mais de nécessité* », soulignait, irrité, un Africain. Un participant français rappelait, pour sa part, les limites de l'opération. Les pays les plus démunis auront encore longtemps besoin du capital-risque de l'Etat.

Au-delà de l'ambiguïté d'un secrétariat permanent dont la responsabilité leur échappera – il est question de le confier à M. Prouteau, – les Africains s'interrogeaient en quittant Libreville. Seuls les faits apporteront au fil des mois, voire des années, une réponse de toute façon partielle. Entre le « trop d'Etat » et le « trop de privé », la polémique n'est pas près de s'éteindre. En fait, le vrai débat a commencé quand se sont éteintes les lumières du Palais du 12 mars. Un débat dont les termes sont celui de la perte d'influence de la France en Afrique, mais surtout celui de la marginalisation du continent noir sur la scène économique internationale.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

REPÈRES

Chômage

Faible hausse dans la CEE

Selon les statistiques publiées par Eurostat, le nombre de chômeurs dans la Communauté européenne atteignait 16,2 millions en données brutes fin novembre 1986, soit une hausse de 0,8 % par rapport à octobre, hausse qui avait touché essentiellement les hommes (+ 1,3 % sur un mois), en particulier les plus de vingt-cinq ans.

Pour la Communauté à neuf (les comparaisons n'étant pas possibles pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal), le taux de chômage était de 11,2 %, en hausse de 0,2 % seulement sur octobre et de 0,1 % sur novembre 1985. Par rapport au mois précédent, il a baissé en Belgique (– 2,8 %), en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas (– 0,6 %) ; en RFA et au Danemark, il a légèrement augmenté (de 2 % et 1,2 % respectivement), mais reste inférieur à celui de novembre 1985. Au total, l'Irlande reste en tête avec 18,5 % de chômeurs, suivie par l'Italie (14 %), la Belgique (12,8 %), les Pays-Bas (12,1 %), la *Grande-Bretagne* (11,8 %), la France (11,5 %), la RFA (7,6 %), le Danemark (7,2 %) et le Luxembourg (1,5 %).

Croissance

Léger mieux en URSS

L'économie soviétique est entrée en convalescence. Selon le rapport de la direction centrale des statistiques, le revenu national a progressé *de 4,1 % en 1986, contre 3,1 % un* an auparavant. La production industrielle a dépassé d'un point sa progression de 1985 avec une amélioration de 4,9 %, l'agriculture bénéficiant de la meilleure récolte depuis 1978 (210,1 millions de tonnes) pour engranger un redressement de 5,1 %. Autre élément statistique encourageant, la production pétrolière, de 615 millions de tonnes, n'est en retrait que de 2 millions sur les objectifs du Plan. En revanche, le rapport reconnaît la persistance de pénurie de « *certains produits alimentaires et industriels* », tout comme la lenteur de la restructuration mise en œuvre par l'équipe Gorbatchev. Quant aux échanges commerciaux, ils n'auraient atteint, selon cette première estimation globale, que 130 milliards de roubles, une baisse en valeur de 8 % sur 1985. Ce ralentissement semble s'être fortement accentué au cours des six derniers mois de l'année.

Pétrole

La production a diminué en 1986 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne

Pour la première fois depuis le *début des années 70, la production* pétrolière a diminué aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne en raison de la chute des cours mondiaux. Aux Etats-Unis, premier consommateur et second producteur mondial de brut, le rythme d'extraction a reculé de 8,97 *millions de barils par jour en* 1985 à 8,66 millions en 1986, soit une baisse de 3,4 %, la première, depuis l'époque du contrôle des prix du pétrole des années 70, selon l'Institut américain du pétrole. Conséquence de ce recul : les importations américaines de brut et de produits pétroliers ont augmenté l'an dernier de 22 %, atteignant 6 millions de barils par jour.

Les producteurs britanniques ont été également affectés par la chute des prix. Pour la première fois depuis que l'exploitation des gisements de la mer du Nord a commencé, en 1975, la production britannique a diminué d'environ 1 %. Selon la Royal Bank of Scotland, elle n'a atteint l'an passé que 2,56 millions *de barils par jour, contre* 2,59 millions l'année précédente.

Le Mexique limite ses exportations

Le Mexique, pays non membre de l'OPEP, a décidé de réduire encore ses exportations, afin de soutenir les efforts d'assainissement du marché. Le ministre mexicain du pétrole a annoncé, vendredi 16 janvier, que les ventes de pétrole, déjà limitées à 1,35 million de barils par jour depuis l'été dernier, seraient encore réduites de 30 000 barils par jour, soit 2,2 %, afin de soutenir la stratégie de l'OPEP.

Economie

Nouveau changement de monnaie en Amérique du Sud

Le « boliviano » à la rescousse de la Bolivie

Avec la nouvelle année, la monnaie bolivienne a fait peau neuve. *D'un trait de plume, le peso a été* amputé de 6 zéros pour donner naissance au boliviano. La nouvelle monnaie nationale équivaut à un million d'anciens pesos, soit environ un demi dollar. Si les Boliviens ne s'en portent pas mieux et si ce changement ne fait guère illusion, personne ne s'en plaindra, ne serait-ce que pour des raisons pratiques : à tout prendre, il est encore préférable de connaître les limites de ses maigres ressources que de se croire milliardaire en monnaie de singe.

La Bolivie n'a finalement fait qu'imiter les exemples d'autres pays du sous-continent qui ont dernièrement changé le nom de leur monnaie. Ainsi, *en Argentine*, l'austral a remplacé le peso ; au Brésil, le cruzeiro s'est effacé devant le cruzado ; au Pérou, l'insti incaïque a supplanté le sol catillan, tandis qu'au Chili l'escudo cédait la place au bon vieux peso.

Ces ravalements de façade visaient autant à limiter les effets d'une dangereuse dépréciation des monnaies concernées qu'à tenter un début de récupération économique, sur de nouvelles bases. En Bolivie, cette manipulation était devenue encore plus urgente car le peso ne valait pratiquement plus rien. Par exemple, il fallait débourser la *somme* astronomique de 2 millions de pesos pour acheter un seul dollar, sans parler de tous les inconvénients que représentait le transport de pareilles sommes dans la vie quotidienne.

Depuis des mois, il était question d'un réajustement monétaire drastique, le gouvernement hésitant entre *1 million* et *10 millions* de pesos pour la valeur à accorder à la nouvelle monnaie.

S'inspirant des plans austral et cruzado lancés précédemment en Argentine et au Brésil, cette réforme vient compléter la politique d'austérité menée depuis plus d'une année par le président Paz Estenssoro. Les remèdes de cheval appliqués avec la bénédiction du FMI ont certes donné déjà quelques résultats. Le plus spectaculaire a été obtenu dans la lutte contre l'inflation ramenée de près de 20 000 % naguère à environ 80 % en 1986. Mais le prix à payer et les sacrifices exigés ont été particulièrement élevés pour la majorité des Boliviens, tandis que la relance se fait toujours attendre. Reste à savoir si ce tour de passe-passe suffira à renverser la vapeur.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Bérégovoy dénonce la politique de « rigueur sociale » du gouvernement

« La paix sociale compromise, l'économie en panne, le franc dévalorisé, la France divisée. » Pour M. Pierre Bérégovoy, l'ancien ministre socialiste de l'économie, qui s'exprimait, dimanche 18 janvier, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », le bilan des dix mois de gouvernement de M. Chirac est largement négatif. Seule bonne note décernée par l'ancien ministre, *« le bon résultat »* obtenu sur le front des prix en 1986, qui n'est pas cependant, *« suffisant par rapport à l'Allemangne »*.

A propos du réaménagement monétaire du 11 janvier, M. Bérégovoy a estimé que *« l'opération a été mal conduite sur le plan technique et qu'elle a donné lieu à des excès sur le plan de la formulation »*. Intervenant après l'ajustement du 6 avril 1986, déjà *« inutile et fait pour des motifs exclusivement politiques »*, ces différentes modifications de parités se traduisent, finalement, selon M. Bérégovoy, par un recul du franc à l'égard du mark sans que celles-ci aient permis une baisse des taux d'intérêts réels *« qui n'ont jamais été aussi élevés »*. Favorable au niveau international à un *« nouveau Plaza »* pour permettre une plus grande stabilité des taux de change, le dirigeant socialiste a exprimé le souhait que le gouvernement français prenne une initiative dans ce sens.

Si la paix sociale a été compromise en France, c'est, selon M. Bérégovoy, que l'effort de rigueur n'est plus équitablement réparti. *« Les ravages qu'a pu causer la suppression de l'IGF dans le corps social ne sont pas encore exactement mesurés »*, a expliqué le responsable socialiste, estimant ainsi que *« le gouvernement de M. Chirac a oublié la rigueur financière et lui a substitué une rigueur sociale »*. Dans la fonction publique, par exemple, l'ancien ministre estime que, pour financer *« les cadeaux faits »* à certaines catégories sociales, le gouvernement a dû durcir sa politique salariale... et finalement, lâcher un peu de lest.

● **M. de Larosière nommé gouverneur de la Banque de France.** — Comme prévu, M. Jacques de Larosière a été nommé par décret paru au *Journal officiel* du 17 janvier, gouverneur de la Banque de France en remplacement de M. Michel Camdessus. Ce dernier est officiellement devenu directeur général du Fonds monétaire international le 15 janvier dernier, poste qu'occupait jusqu'alors M. de Larosière (*le Monde* du 19 décembre 1986).

Invité du « Club de la presse »

M. Krasucki affirme : « les travailleurs se redressent »

« Les grèves récentes démontrent la combativité du monde du travail et la sympathie populaire qui l'a entourée », a affirmé M. Henri Krasucki le dimanche 18 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1. Pour le secrétaire général de la CGT, *« quelque chose a changé dans la situation sociale : la résignation recule tandis que les travailleurs se redressent. Ce mouvement de luttes sociales va s'agrandir et s'élargir et c'est la CGT qui en est la force motrice. Partout, il faut aller vers l'action »*.

Pour M. Krasucki, les grèves *« ne sont pas finies, elles changent de forme »*. Il a reconnu que les syndicats n'avaient pas prévu les grèves de décembre car *« les grands mouvements sociaux ne se programment pas. On peut programmer des actions comme notre manifestation de dimanche prochain pour la Sécurité sociale : ça marche ou ça marche pas. Mais les raz de marée, non. Ce n'est pas l'armée, le garde-à-vous. Pourtant, nous avons contribué à ces mouvements, par nos initiatives, depuis des mois »*. A la SNCF, a-t-il ajouté, *« la véritable coordination nationale, ce fut la fédération CGT. Les autres coordinations, les cheminots en rigolent. L'une cachait des trotskistes, l'autre des militants CFDT déguisés en petites vierges »*.

M. Krasucki a qualifié les autres syndicats de *« capitulards »*, estimant que *« le fossé se creuse entre les travailleurs et eux »*. Quant au projet de code de la nationalité, c'est *« une injustice horrible, scandaleuse »*.

Selon l'APEC

Les sociétés de conseils réalisent le quart des embauches de cadres

Les compressions d'effectifs vont à nouveau s'accélérer au cours du premier semestre 1987 pour les salariés en général, mais la croissance du nombre de cadres devrait être confirmée. Telles sont les tendances de l'enquête semestrielle que vient de publier l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) à partir de son « panel entreprises » réalisé, comme d'ordinaire, après la consultation de 3 445 entreprises françaises employant au total de 1,8 million de salariés dont 186 000 cadres.

Bon outil pour la connaissance du marché du travail, le panel s'est enrichi cette fois de deux nouvelles rubriques, l'une qui fournit le tableau synthétique de la situation par branche d'activité, l'autre qui recense le nombre absolu des recrutements effectivement réalisés dans les entreprises questionnées au cours de l'année précédente.

En 1986, ces entreprises ont recruté près de 75 000 cadres, ce mouvement se manifestant dans tous les secteurs d'activité. La sidérurgie embauche, de même que l'automobile et l'imprimerie-édition, tandis que le matériel électronique (2 500 recrutements) fait moins bien que le bâtiment et les travaux publics (8 800 recrutements). La palme revient cependant aux services d'études et de conseils en tout genre (20 000 embauches) qui s'adjugent plus du quart des offres d'emplois de cadres, loin devant d'autres secteurs *a priori* moins recherchés, comme le commerce de détail (10 000 recrutements) et le commerce de gros (8 400). Progressivement, la carrière d'un cadre devient moins dépendante de l'industrie (un gros quart des embauches) et provient, à 46 % des cas, des secteurs du tertiaire.

Autre constatation intéressante : sur 100 postes de cadres pourvus en 1986, 31 % le sont par le promotions internes, en progression, et 69 % par des recrutements extérieurs. Dans ce dernier groupe, 24 % sont des jeunes diplômés qui représentent 26 000 embauches, 10 % sont de jeunes cadres et, enfin, 35 % sont des cadres « confirmés » qui ont changé d'entreprise. La mobilité du marché du travail se trouve ainsi confirmée, même si elle varie selon le type d'activité et la taille de l'entreprise.

Les restructurations pas encore achevées

Quant aux perspectives pour le premier semestre de 1987, elles sont étonnamment convergentes d'un secteur à l'autre, sauf pour les matières plastiques, les assurances et l'industrie pharmaceutique, optimistes. Manifestement, les restructurations ne sont pas achevées, même si elles ne sont pas aussi puissantes que par le passé. Les besoins en cadres progressent fortement, eux, particulièrement pour les hautes qualifications. On les réclame moins pour des fonctions de commandement et davantage pour leurs capacités de communication. Tandis que les perspectives globales de croissance d'emploi sont évaluées à 17,1 %, contre 9,9 % pour les diminutions, on prévoit des déplacements selon les postes à pourvoir. Les emplois liés à la technique, à la production ou encore au commercial devraient se développer, alors que les propositions pour la recherche-développement devraient diminuer. La stagnation des emplois de l'informatique, sensible depuis peu, se voit confirmée.

Par branche, le paysage est contrasté. Le bâtiment et les travaux publics, dans un contexte de baisse d'effectifs salariés, devrait par exemple faire encore progresser ses recrutements de cadres. A l'inverse, on peut considérer que les banques ont *« fait le plein »* en cadres. Elles recruteront peu de nouveaux cadres, sauf pour les qualifications très spécialisées qui lui manquent, et elles privilégieront les promotions internes favorisées par leur propre dispositif de formation professionnelle.

A. Le.

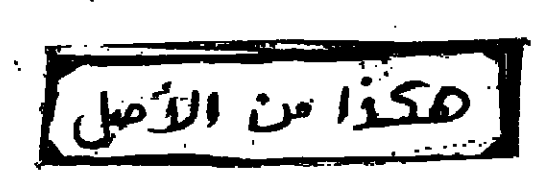
EN BREF

● **Peugeot-Sochaux : la direction va faire appel de la décision refusant le licenciement d'un *délégué* CGT.** — M. Lorris Dall'o, numéro deux de la section syndicale CGT du centre des Automobiles Peugeot de Sochaux (Doubs), était accusé par la direction de s'être réjoui de la mort de Georges Besse, le PDG de Renault récemment assassiné (*le Monde* du 26 novembre). Son licenciement avait été réclamé.

La direction départementale du travail a annoncé, le 17 janvier, qu'elle refusait cette demande, estimant que M. Dall'o *« n'a pas exprimé ses propres sentiments »* mais seulement fait état *« de rumeurs et d'avis qu'il a pu entendre dans les ateliers »*. Très rapidement, la direction des Automobiles Peugeot a indiqué qu'elle ferait appel de la décision *auprès du ministère du travail. « Il est intolérable qu'un responsable syndical puisse souhaiter la mort de quelqu'un, que ce soit en son nom propre ou en reprenant à son compte des propos tenus par des tiers »*, a souligné aussitôt M. Jacques Calvet, président du groupe Peugeot SA (PSA).

● **Le Groupe Maison familiale (GMF) supprime quatre-vingt-seize emplois administratifs.** — Premier constructeur européen de maisons individuelles, le groupe GMF, de Cambrai (5 milliards de francs de chiffre d'affaires, deux mille six cents salariés) va supprimer quatre-vingt-seize emplois sur le millier que compte son siège, bien que *ses résultats soient « satisfaisants »*. Les raisons invoquées pour cet « allégement des structures » sont à la fois la baisse de la construction (GMF a bâti sept mille maisons en 1986, contre 14 000 en 1979), l'informatisation généralisée des services et l'absence de mobilité du personnel. Il y aura peu de départs en préretraite (la moyenne d'âge du personnel est de trente-sept ans), mais les salariés qui avaient refusé de changer de fonctions après une période de formation pourront revenir sur leur décision. GMF a, en 1986, proposé quatre cents postes sur le territoire national.

● **Chaîne de solidarité à Longwy.** — A l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO et CGC, environ trois mille sidérurgistes et leurs familles ont formé une *« chaîne humaine de lutte, de solidarité et d'espoir »* le 18 janvier dans l'après-midi, à Longwy (Meurthe-et-Moselle). Réalisée pendant une demi-heure sur un parcours de 7 kilomètres, la chaîne reliait symboliquement les hauts fourneaux de Senelle à l'aciérie de Rehon, dont les sidérurgistes réclament le maintien en activité. En décembre 1986, la direction d'Unimétal avait annoncé la suppression de mille deux cent soixante-dix emplois à Longwy.



Selon un rapport au ministre

La politique agricole doit prendre en compte tous les actifs, y compris les salariés d'exploitation

Commandé par M. Henri Nallet, un rapport consacré aux salariés d'exploitations agricoles a été remis à son successeur au ministère de l'agriculture, M. François Guillaume. Celui-ci a demandé à ses services d'étudier les vingt propositions précises que contient ce document, qui sont destinées à améliorer la connaissance et le statut des salariés d'exploitation, mais aussi à développer l'emploi car, contrairement à une idée reçue, *« l'agriculture manque de bras »*, selon l'auteur du rapport, Bruno Guichard.

Ce document est un événement par son existence même, tant les travaux sur ce thème sont minces, tant cette catégorie sociale est exclue du champ de la politique agricole. Bruno Guichard sait de quoi il parle. Salarié agricole, il préside depuis 1981 la Fédération nationale des associations des salariés de l'agriculture pour la vulgarisation du progrès agricole (FNASAVPA).

Signe évident du désintérêt pour cette profession, on ne connaît pas le nombre exact de salariés agricoles. Le service central des études économiques et des statistiques du ministère de l'agriculure (SCEES) ne recense que les salariés attachés à une fonction de production à l'exclusion des autres (transformation, commercialisation, gestion), quel que soit le statut juridique de l'exploitation. Pour le SCEES donc, il y a 164 000 salariés d'exploitation à plein temps. La mutualité sociale agricole (MSA) prend une autre définition qui ne retient que le critère d'assujettissement de l'employeur au régime agricole de la protection sociale. Sont donc exclus du champ les salariés des entreprises relevant du régime général. La MSA compte l'équivalent de 325 000 emplois à temps plein, correspondant avec les temps partiels à 770 000 mille personnes intervenant dans une exploitation.

La part des saisonniers s'accroît, passant entre 1970 et 1981 de 33 % à 45 % du travail salarié. L'évolution du salariat est variable selon les secteurs : forte chute pour les grandes cultures et l'élevage non spécialisés, maintien relatif dans l'élevage et les cultures spécialisées, accroissements dans les activités tertiaires (1). Néanmoins, la part du travail salarié dans le travail total reste stable depuis 1970, avec 16 % des UTA (unités de travail annuel).

Le salariat absent

Grâce aux travaux spécifiques du SCEES sur le dernier recensement général agricole, travaux effectués à la demande expresse de la FNASAVPA, on connaît mieux maintenant l'importance économique du salariat agricole : sur les 1 262 000 exploitations recensées, 9 % emploient des salariés permanents. Mais ce petit dixième des exploitations couvre plus du cinquième de la superficie et représentera plus de 40 % de la valeur de la production agricole végétale et plus de 12 % pour la production animale. Surtout, la productivité du travail y est plus élevée : la production agricole finale (PAF) moyenne par UTA était en 1979 de 118 900 F, contre 87 200 F pour l'ensemble des exploitations. On retrouve, mais moins marquées, les mêmes caractéristiques dans les 65 % des fermes avec main-d'œuvre saisonnière ou occasionnelle (production par UTA de 90 700 francs légèrement supérieure à la moyenne mais dépassant largement celle des exploitations sans salariés, soit 70 500 francs).

L'approche qualitative aussi est intéressante : les salariés d'exploitation rajeunissent et sont moins âgés que les chefs d'exploitation. En 1979, un tiers des permanents avaient moins de trente ans. Ils ont connu d'autres expériences professionnelles à l'usine ou au bureau, ils sont mieux formés et ont des projets hors de l'agriculture, ou dedans, comme de s'installer ou de s'associer avec un exploitant. Ceux-ci d'ailleurs sont plus ouverts à des formules associatives qu'on ne l'imaginait : 59 % d'entre eux (66 % chez les jeunes) sont favorables à un intéressement aux résultats de l'exploitation, un tiers se prononcent pour la prise de participation des salariés dans le capital d'exploitation, plus d'un quart sont favorables à la création de groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) avec des salariés. Les services hors du travail (comme la garde des enfants), la solitude rompue, l'expérience partagée, sont autant de raisons qui font en théorie apprécier la présence des salariés sur l'exploitation.

Mais les difficultés financières des exploitants et le poids des charges sociales sont présentés le plus souvent comme un obstacle à l'embauche.

En dépit du poids économique et de l'image positive du salariat, celui-ci reste absent de la politique agricole : *« La politique des structures,* écrit Bruno Guichard, *favorise l'exploitation familiale à responsabilité personnelle au détriment de l'agriculture sociétaire, qui contribuerait pourtant à résoudre les problèmes de transmission et de modernisation des exploitations importantes. La politique d'installation n'envisage pas la reprise d'une exploitation par un jeune salarié lors de la cession. De plus, un jeune agriculteur qui s'installe comme gérant d'une exploitation en société ne peut bénéficier des prêts spéciaux d'installation. La politique de modernisation des exploitations aide au financement des équipements mais pas au maintien ou à la création d'emplois. »*

De ces divers constats découlent plusieurs propositions. Il s'agirait, en premier lieu, de redéfinir l'exploitation agricole afin que l'ensemble des salariés puissent être recensés quel que soit le statut de l'employeur. Pour améliorer l'emploi, M. Guichard propose de revoir les qualifications de telle sorte qu'une amélioration des salaires concorde avec une meilleure formation sans pour autant dissuader les employeurs. La polyvalence des tâches, de la conduite du tracteur à la gestion, en passant par la soudure ou l'électronique, pose d'ailleurs un problème de reconnaissance. Les salariés eux-mêmes se considèrent comme non qualifiés parce que, comme souvent, cette notion de qualification renvoie aux diplômes et à spécialisation.

Autres mesures susceptibles de favoriser l'emploi : la modulation des aides (ou des quotas de production) en fonction du nombre des actifs, un nouveau mode d'appel des cotisations sociales, la fin de la discrimination pour les sociétés civiles, les sociétés coopératives ouvrières, les groupements d'intérêt économique, la possibilité pour les collectivités locales d'adhérer à des groupements d'employeurs. M. Guichard suggère aussi de réintroduire sur l'exploitation des activités créatrices de valeur ajoutée (stockage, transformation, commercialisation) et d'étendre aux salariés les possibilités offertes aux jeunes agriculteurs.

Reste la question de la revalorisation du statut social des salariés. Dans ce domaine, la faiblesse est double : insuffisance de la formation et de l'intérêt des employeurs pour les relations sociales, « gestion *a minima* » de la main-d'œuvre avec des contrats de travail rarement écrits et trop peu négociés et des conventions collectives perçues comme normes plutôt que comme bases.

La flexibilité avant l'heure

Pourtant, les pratiques agricoles, souvent en marge du droit, préfiguraient la « flexibilité » avant l'heure. Ainsi les contrats de travail rigides sont-ils adaptés dans les faits. De nouveaux contrats pourraient, avance M. Guichard, faire l'objet d'un échange : *« Pour les salariés, reconnaissance de leur savoir-faire et de leur contribution et valorisation de leurs compétences, pour les employeurs, recherche d'une plus grande flexibilité du temps de travail, du mode d'emploi, voire de la rémunération. »* Dans cette optique, l'inspection du travail verrait son rôle modifié : garante aujourd'hui de la conformité juridique des contrats, elle le serait demain de leur équité.

Réduire le cloisonnement entre les actifs de l'agriculture implique aussi que les salariés soient *représentés* dans les instances agricoles. Un progrès, note M. Guichard, a été réalisé au sein des chambres d'agriculture (qui envisagent d'ailleurs de faire machine en arrière...), mais reste insuffisant dans les autres institutions telles que le Crédit agricole et surtout les organismes de développement (c'est-à-dire la vulgarisation et la formation). Rares sont les stages et formations s'adressant à la fois aux employeurs et aux employés. *« Cette séparation est voulue*, estime le rapporteur, *car elle isole la question des salariés, perçue avant tout comme sociale, de la problématique d'ensemble de l'agriculture. »*

A plus long terme, enfin, M. Guichard propose que les instituts de recherche étudient les effets sur l'emploi des innovations technologiques. La mécanisation, en effet, n'est pas la panacée, et, comme le dit le rapporteur, *« tailler une vigne qui a gelé demande une haute technicité... aujourd'hui payée au SMIC »*.

JACQUES GRALL.

(1) La MSA recense, en 1983, quatre cent mille salariés d'organismes professionnels ou de la coopération correspondant à deux cent soixante-quinze mille emplois.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Dumez rachète Ribourel

Le groupe Dumez crée, autour du groupe Ribourel racheté le 31 décembre 1986, une holding Dumez Immobilier, dont le capital sera détenu à 65 % par Dumez et à 35 % par le Crédit du Nord. Dumez Immobilier sera spécialisé dans les loisirs, le tourisme et l'immobilier. Le capital de la holding sera augmenté au cours des mois à venir. Dumez Immobilier aura cinq filiales. Deux seront spécialisées dans le tourisme, l'immobilier de loisirs et la construction de bureaux et de résidences principales. Dumez Immobilier devrait réaliser un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs en 1987 et permettre à Dumez de recentrer ses activités sur la France. Actuellement, 80 % de son chiffre d'affaires provient de l'étranger.

Le directeur général de Fermenta démissionne

Convaincu d'avoir présenté des comptes inexacts, le directeur général de la société biotechnologique et chimique Fermenta, M. Sune Dahlberg, a été contraint de démissionner. En décembre dernier, un audit a montré que les résultats prévisibles pour 1986 ne seraient que de 40 millions de couronnes au lieu des 700 millions annoncés. Selon cet audit, l'authenticité de nombreuses transactions ne peuvent être garanties.

Depuis lundi 19 janvier, les actions Fermenta, qui étaient tombées de 300 à 105 couronnes l'an passé, ont été exclues de la Bourse de Stockholm. Ces affaires font suite aux difficultés rencontrées par le président fondateur du groupe, M. Refaat El Sayed, qui a démissionné en novembre dernier, après avoir été contraint de céder le contrôle de Fermenta à la firme suédoise d'investissement Industrivarden. Le nouveau conseil d'administration a promis de restaurer la crédibilité de l'entreprise.

Hasbro distribuera les jeux Bréchet

La société Bréchet, PME de l'Ain spécialisée dans le jouet, va signer un accord de production et de distribution avec la société Hasbro (USA) première entreprise de jouet mondial. Cet accord, d'une durée de cinq ans, prévoit la distribution par Hasbro de produits Bréchet aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Les jouets seront fabriqués sous licence par Hasbro et Bréchet recevra des royalties sur le chiffre d'affaires réalisé.

Vers un accord à USX

Après cent soixante-dix jours de grève, les syndicats et la direction de USX, la plus grande entreprise sidérurgique des Etats-Unis, sont parvenus à un accord. Les syndicats ont accepté une baisse du salaire horaire de 10 %. La direction a ramené le nombre des suppressions qu'elle projetait de 1 503 à 1 020 sur un total de 22 000 salariés. Cette grève — la plus longue de l'histoire de la sidérurgie américaine — ne prendra fin qu'après le vote de l'ensemble des ouvriers sur le compromis obtenu avec l'aide d'un médiateur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MEMOREX

LETTRE A L'ATTENTION DE LA CLIENTÈLE DE MEMOREX FRANCE DE LA PART DE M. ANDRÉ DE GREEF SON PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le rachat de *MEMOREX* est aujourd'hui confirmé. Comme nous vous l'avions annoncé, ce rachat des activités du groupe *MEMOREX* à Unisys par une équipe de dirigeants européens de *MEMOREX* est devenu une réalité.

Une nouvelle équipe a été mise en place. Autour de Giorgio Ronchi, nouveau président de *MEMOREX*, celle-ci entend plus que jamais confirmer l'ambition de rester Leader dans le domaine du Compatible.

Dans ce but, la société développera ses activités sur les périphériques compatibles IBM petits, moyens et grands systèmes, et les supports magnétiques.

Notre intention est d'élargir notre gamme de matériels et de produits, aussi bien dans le domaine du 3270, du 3X et des unités de bandes et de disques, pour lesquels *MEMOREX* affirme sa volonté d'accroître son expansion ; mais également vous offrir de nouveaux services. J'aurai l'occasion de vous en reparler prochainement.

En maintenant le cap dans la même direction, je tiens à vous assurer que non seulement nos engagements à votre égard seront totalement respectés, mais, et je l'espère vivement, j'entends développer notre collaboration.

Je voulais simplement vous dire l'importance que j'attache au développement de rapports de confiance avec vous et mon souci d'être en permanence à votre écoute.

SODIM

GROUPE C.F.A.O.

Poursuivant son expansion, la Société de distribution moderne (SODIM) a ouvert, le 1er janvier 1987, deux nouveaux magasins :

– un supermarché de 1 500 m² de surface de vente à Bagnols-sur-Cèze (Gard) ;

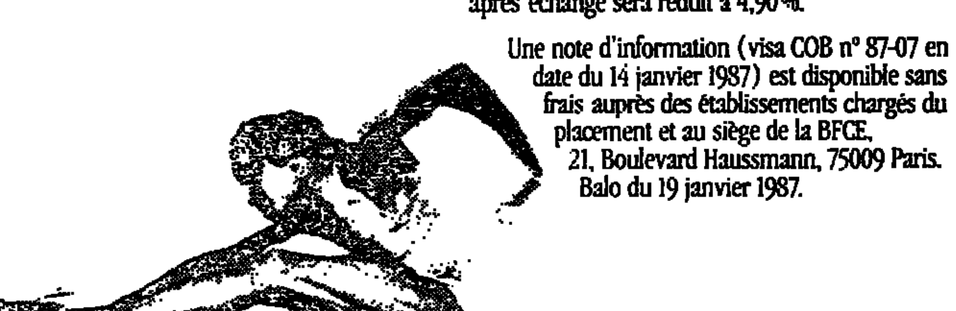
– un hypermarché de 3 000 m² de surface de vente à Orange (Vaucluse) dans le quartier nouvellement urbanisé de l'Argensol.

Ces magasins renforcent la pénétration de l'enseigne SODIM vers l'intérieur à partir des départements côtiers du Sud-Est.

Janvier 1987, la BFCE émet 5 milliards de F d'obligations garanties par l'Etat.

Emission de 1 000 000 d'obligations de F 5000 nominal à taux fixe avec bon d'échange. Prix d'émission : 97,90 %. Intérêt nominal 8,50 %. Durée 12 ans. Règlement et date de jouissance : 2 février 1987. Amortissement : en trois tranches égales à partir du 2 février 1997. Taux de rendement actuariel : 8,80 %. Bon d'échange exerçable au gré du souscripteur à la fin de la 1re et de la 2e année à raison d'une obligation à taux fixe et d'un bon contre une obligation à taux variable (TME). Le 1er coupon après échange sera réduit à 4,90 %.

Une note d'information (visa COB n° 87-07 en date du 14 janvier 1987) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE, 21, Boulevard Haussmann, 75009 Paris. Balo du 19 janvier 1987.



Banque française du commerce extérieur.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1986

ORIENTATION	AGF ACTIONS Actions diversifiées	A.G.F.I.M.O. Placements à caractère immobilier	A.G.F. 5000 60 % minimum actions françaises (Monory-C.E.A.)	A.G.F. INTERFONDS Obligations étrangères	PHENIX PLACEMENT Obligations françaises dominantes	A.G.F. ECU Placements en ECU	A.G.F. OBLIG Obligations à faibles coupons
Nombre d'actions	1 538 400	4 380 750	4 037 403	1 813 910	2 099 690	78 706	458 860
Actif net par action (en francs)	1 126,40	649,82	550,22	440,63	263,42	1 121,02	1 110,77
Actif net total	1 732 853 044	2 846 694 406	2 221 449 066	799 262 885	553 097 118	88 230 985	513 816 600
Répartition de l'actif (en pourcentage) :							
– Obligations françaises	28,61	27,52	28,73	43,15	84,15	35,34	89,31
– Obligations étrangères	0.13	–	0,26	36,73	–	35,49	–
– Actions françaises	29,68	55,22	63,19	9,77	–	–	3,28
– Actions étrangères	38,63	11,97	2,53	–	–	–	–
– Autres emplois	2,95	5,29	5,29	10,35	15,85	29,17	7,41
Dernier dividende par action payé le 28-4-86	40,32	26,84	14,91	26,51	24,61	38,60	Ouverte au public le 6-1-86
Montant net et avoir fiscal	+ 4,72	+ 1,65	+ 2,09	+ 1,72	+ 1,35	+ 1,23	
Performance (*) depuis le 1er janvier 1986	+ 29,01 %	+ 30,99 %	+ 48,88 %	+ 24,37 %	+ 14,01 %	+ 11,30 %	+ 9,86 %

(*) Classement Paribas au 31 décembre 1986 (dividende net réinvesti).

AU 31 DÉCEMBRE 1986, L'ACTIF NET TOTAL DES 7 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE A 8,75 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions : Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60
Au guichet des banques et chez tous les agents de change.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 8 janv.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	406 621
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	93 659
ECU	73 217
Avances au Fonds de stabilisation des changes	20 428
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 976
dont :	
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	178 879
dont :	
Effets escomptés	71 110
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 215
5) DIVERS	10 378
Total	701 072

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	214 671
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 048
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	44 563
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	88 819
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	48 251
5) ECU A LIVRER AU FECOM	68 788
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 087
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	15 995
Total	701 072

JAPON

L'EXCÉDENT COMMERCIAL DIMINUERA EN 1987

affirme le MITI

Le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI) a affirmé que, en dépit d'un excédent commercial record en 1986, le Japon exporte moins, importe davantage et son excédent commercial baissera enfin en 1987.

« *Sans modification considérable dans les taux de changes,* indique le MITI, *le niveau des exportations en 1987 sera à peu près le même, voire un peu inférieur à celui de 1986.* » A plus forte raison si la hausse du yen, sanction d'un succès commercial excessif, se poursuit comme depuis le début de 1987. « *Avec des prix pétroliers stables ou en légère hausse, le niveau des importations en yens en 1987 sera plus élevé qu'en 1986, à en juger par la croissance continue du volume des importations* », affirme le MITI.

Calculées en dollars, les exportations japonaises ont progressé l'an dernier de 19,1 %, alors que les importations reculaient de 2,3 %. Mais, assure le MITI, même en dollars, « *les exportations devraient décliner quelque peu, tandis que les importations progresseront substantiellement, en raison de la diffusion des effets de la hausse du yen* », et de noter qu'en yens, des secteurs vedettes de l'industrie japonaise ont reculé à l'exportation en 1986 : – 11,9 % pour les véhicules automobiles, – 7,1 % pour les semi-conducteurs.

Selon les observateurs, l'analyse du MITI vise en fait à prévenir les réactions que devrait susciter aux Etats-Unis et en Europe l'annonce d'un excédent commercial japonais sans précédent pour 1986. – (*Agefi.*)

CHANGES

Dollar : 6,07 F ↓

Le dollar s'est inscrit à nouveau en forte baisse lundi 19 janvier, tombant à 151 yens, 181,50 DM et 6,07 F, sur une déclaration du président de la commission bancaire du Sénat des Etats-Unis, qui veut le voir baisser à 120-125 yens. A Paris, le deutschemark est monté à 3,35 F, record historique.

FRANCFORT	16 janv.	19 janv.
Dollar (en DM)	184	181,50

TOKYO	16 janv.	19 janv.
Dollar (en yens)	153,20	151

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (19 janv.) . . . 9 5/8-9 3/4 %
New-York (16 janv.) . . . 5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	15 janv.	16 janv.
Valeurs françaises	104,2	
Valeurs étrangères	101,2	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	15 janv.	16 janv.
Indice général	418	417,5

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	15 janv.	16 janv.
Industrielles	2 070,73	2 076,63

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	15 janv.	16 janv.
Industrielles	1 406	1 403
Mines d'or	335,70	333
Fonds d'Etat		

TOKYO

	16 janv.	19 janv.
Nikkeï	19 140,63	19 010
Indice général	1 639,53	1 629

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du janvier
Nombre de contrats :

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	–	–	108,05	107,95	107,60
Précédent	–	–	107,80	107,70	107,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

GRAND METROPOLITAN ACHÈTE HEUBLEAN A RJR NABISCO. – Le groupe britannique Grand Metropolitan, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 1,27 milliard de livres sterling (11 milliards de francs) et 386 millions de livres de bénéfices (3,5 milliards de francs), dont 40 % dans les vins et les spiritueux, va racheter à la société américaine Nabisco, du groupe Reynolds, sa filiale *Heublein*, pour 1,2 milliard de dollars (7 milliards de francs). Heublein réalise un chiffre d'affaires du même montant dans la distribution de vins et de spiritueux aux Etats-Unis (10 % du marché), dont 800 millions de dollars pour la vodka Smirnoff (numéro un mondial de la vodka).

Grand Metropolitan, qui détient les brasseries britanniques Watneys et la chaîne d'hôtels Intercontinental, va, par cette acquisition, porter à 13 % sa part du marché américain de la distribution de vins et de spiritueux. Il est à signaler que la société française Pernod a signé, en mai 1985, des accords croisés avec Heublein, qui distribue toute une gamme de produits français aux Etats-Unis, et réciproquement. Pernod-Ricard a, par ailleurs, des liens avec Grand Metropolitan.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,0775	6,0825	+ 130	+ 150	+ 220	+ 260	+ 590	+ 710
$ can.	4,4704	4,4774	+ 20	+ 41	+ 20	+ 59	+ 23	+ 126
Yen (100)	4,0235	4,0295	+ 156	+ 174	+ 291	+ 323	+ 798	+ 891
DM	3,3430	3,3494	+ 123	+ 144	+ 217	+ 249	+ 611	+ 698
Florin	2,9697	2,9732	+ 72	+ 86	+ 137	+ 161	+ 384	+ 452
F.B. (100)	16,1421	16,1640	– 297	– 74	– 272	+ 46	– 104	+ 593
F.S.	3,9997	4,0056	+ 183	+ 207	+ 323	+ 360	+ 862	+ 965
L (1 000)	4,7012	4,7087	– 135	– 66	– 264	– 162	– 673	– 495
£	9,2986	9,3123	– 209	– 161	– 498	– 323	– 1153	– 913

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16
DM	4 1/4	4 1/2	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 3/8	4 1/2
Florin	6 3/8	6 5/8	5 3/4	6	5 11/16	5 13/16	5 7/16	5 9/16
F.B. (100)	13	17	9 5/8	10 5/8	8 5/8	9 5/8	7 3/4	8 1/4
F.S.	0 1/2	1 1/2	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16	3 9/16	3 11/16
L (1 000)	9	10	10 3/4	11 1/2	10 7/8	11 5/8	10 3/4	11 1/8
£	10 7/8	11 1/8	11	11 1/8	11	11 1/8	10 3/4	10 7/8
F. franç.	8 1/2	10 1/2	9 1/2	10	9 1/2	10	9	9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 16 JANVIER

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1535	4,5 % 1973	1630	1639	1635	+ 0 30
4285	C.N.E. 3%	4323	4210	4295	− 0 64
1227	B.N.P. T.P.	1207	1205	1208	+ 0 08
1210	C.C.F. T.P.	1177	1155	1155	− 1 86
1120	Créd. Lyon. T.P.	1110	1115	1115	+ 0 45
2570	Electricité T.P.	2700	2720	2720	+ 0 74
2080	Renault T.P.	2024	2012	2020	− 0 19
2102	Rhone-Poul. T.P.	2120	2140	2140	+ 0 94
1310	St-Gobain T.P.	1260	1257	1257	− 0 23
1289	Thomson T.P.	1286	1259	1259	− 2 09
500	Accor	501	508	508	+ 1 39
2100	Agence Havas	2195	2170	2150	− 2 05
1980	Ag. Havas C. I.	2100	2050	2050	− 2 38
720	Air Liquide	714	710	710	− 0 56
2550	Alcatel	2422	2401	2401	− 0 86
1820	Als. Superm.	1895	1899	1899	+ 0 21
435	A.L.S.P.I.	434	435	435	+ 0 23
335	Alsthom ★	363 50	369 10	370	+ 1 78
2180	Arjom. Prioux	2305	2350	2385	+ 3 47
530	Aussedat-Rey	499	499	499	....
1490	Aux. Entrepr.	1554	1554	1550	− 0 25
1340	Avions Dassault	1290	1300	1300	+ 0 77
515	Bail-Equipem.	540	545	545	+ 0 92
1080	Bail-Investiss.	1080	1080	1080	....
1180	Cie Bancaire	1124	1130	1129	+ 0 44
540	Bazar H.-V.	527	508	512	− 2 84
590	Béghin-Say	636	630	625	− 1 72
555	Berger (Ma)	660	670	676	+ 2 42
745	Bic	732	769	774	+ 5 73
1760	B.I.S.	1680	1675	1660	− 1 19
2400	Biscuit (Génl.)	2550	2530	2530	− 0 78
2500	Bongrain S.A.	2550	2549	2549	− 0 03
1270	Bouygues	1235	1236	1236	....
4540	B.S.N.	4605	4635	4635	+ 0 65
1260	Carnaud	1238	1240	1238	....
3680	Carrefour	3800	3815	3795	− 0 13
2580	Casino	2550	2502	2458	− 3 60
1840	Casino A.D.P.	2158	2170	2150	− 0 37
765	C.C.M.C.	890	975	975	+ 9 55
1330	Cetelem	1387	1410	1397	+ 0 72
2180	C.F.A.O.	2191	2190	2190	− 0 04
450	C.F.D.E.	437	432	432	− 1 14
1300	C.G.I.P.	1345	1325	1325	− 1 48
1670	Chargeurs S.A.	1644	1665	1664	+ 1 21
64	Chiers-Châtill.	69 30	70	70	+ 1 01
780	Ciments franç.	768	768	768	− 0 26
730	Club Méditerr.	739	744	750	+ 1 48
230	Codetel	226 50	226	226	− 0 22
400	Coflmeg	404 80	395	401	− 0 93
1380	Colas	1494	1451	1445	− 3 27
210	Compt. Entrepr.	212	210 50	210 50	− 0 70
750	Compt. Mod.	750	751	751	+ 0 13
1220	Créd. Foncier	1215	1250	1265	+ 4 11
570	Crédit F. Imm.	604	609	606	+ 0 33
1480	Crédit Nat.	1490	1485	1485	− 0 33
345	Crouzet ★	345 50	348	347	+ 0 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2500	Damart S.A.	2533	2395	2425	− 4 26
475	Darty ★	488	490	490 50	+ 0 51
270	Dév. R.d.C. (Ly)	266	265	265	− 0 37
610	D.M.C.	651	655	651	....
2570	Docks France ★	2600	2585	2590	− 0 38
1940	Dumez ★	2081	2090	2082	+ 0 04
1360	Eaux (Gén.)	1379	1376	1373	− 0 43
2980	Ecco ★	2940	2910	2940	....
1070	Electro-Finan.	1119	1114	1080	− 3 48
315	Elf-Aquitaine	352 90	343	341	− 3 37
295	— (certific.)	319 90	324	319	− 0 28
2900	Epeda-B-Faure	2905	2900	2900	− 0 17
3700	Essilor	3769	3778	3772	+ 0 07
460	Esso S.A.F. ★	469	464	465	− 0 85
3340	Eurafrance	3069	3080	3080	+ 0 35
1590	Eurocom ★	1520	1507	1490	− 1 97
2900	Euromarché	2775	2810	2815	+ 1 44
890	Europe n° 1 ★	899	915	929	+ 3 33
1680	Facom	1670	1665	1679	+ 0 53
1180	Fichet-bauche	1330	1342	1335	+ 0 37
280	Financial	281 10	280	280	− 0 42
180	Fives-Lille	191	189 90	187	− 2 09
330	Francarep	340	340	338	− 0 58
1550	Fromageries Bel	1369	1369	1368	− 0 07
1020	Gal. Lafayette	1031	1028	1024	− 0 67
410	Gascogne	389	389	389	....
290	Géophysique	346	339	339	− 2 02
1800	Gerland	1940	2020	2020	+ 4 12
520	GTM-Entrepose	530	530	524	− 1 13
740	Guyenne-Gas. ★	820	835	829	+ 1 09
3000	Hachette ★	2909	2871	2929	+ 0 68
720	Hénin (La)	740	737	737	− 0 40
89	Imétal	101 60	99 90	100	− 1 57
1000	Imm. Plaine-M.	506	505	508	+ 0 39
4290	Inst. Mérieux	4325	4385	4385	+ 1 38
680	Interbail	680	662	662	− 2 64
1610	Intertechnique	1549	1555	1555	+ 0 38
1270	J. Lefebvre	1540	1564	1545	+ 0 32
2000	Lab. Bellon	1970	1995	1995	+ 1 26
1400	Lafarge-Coppée	1438	1425	1420	− 1 25
1590	Lebon	1560	1558	1558	− 0 12
5410	Legrand	5320	5250	5280	− 0 75
1460	Lesieur	1461	1480	1480	+ 1 30
985	Locabail Immob.	943	939	939	− 0 42
790	Locafrance	725	725	721	− 0 55
1060	Locindus	1097	1027	1050	− 4 28
1080	L. Vuitton S.A ★	1120	1125	1125	+ 0 44
800	Luchaire	777	777	777	....
1460	Lyonn. Eaux ★	1450	1450	1451	+ 0 06
210	Mais. Phénix	184	185	184 80	+ 0 43
625	Majorette (Ly)	640	635	635	− 0 78
76	Manurhin	80	79 50	79 50	− 0 62
425	Mar. Wendel	467	460 10	460 10	− 1 47

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1770	Martell	1820	1801	1800	− 1 23
2470	Matra	2299	2370	2370	+ 3 08
2910	Merlin-Gerin ★	2572	2595	2585	+ 0 50
2590	Michelin	2790	2849	2845	+ 1 97
1660	Midi (Cie)	1665	1677	1675	+ 0 60
450	Midland Bk S.A.	459	457	457	− 0 43
555	Min. Salsig. (Ma)	624	604	604	− 3 20
51	M.M. Penarroya	61	64 90	63 90	+ 4 76
2650	Moët-Hennessy	2278	2270	2270	− 0 35
970	Mot. Leroy-S ★	980	984	975	− 0 51
82	Moulinex	98	98 60	100 60	+ 2 65
1100	Navig. Mixtes	1081	1098	1091	+ 0 92
198	Nord-Est	199	200	199	....
525	Nordon (Ny)	540	540	540	....
615	Nouvelles Gal.	599	599	599	....
1100	Occident. (Gén.)	1097	1099	1100	+ 0 27
1480	Omn.F.Paris	1500	1534	1534	+ 2 26
182	Olida-Caby	165 10	168	168	+ 1 75
555	Opfi-Paribas	550	543	548	− 0 36
4000	Oréal (L')	3959	3970	3955	− 0 10
890	Paris-Réescomp	870	875	876	+ 0 67
1330	Pechelbronn	1379	1390	1383	+ 0 29
1480	Penhoet	1460	1450	1450	− 0 68
1050	Pernod-Ricard	1036	1065	1052	+ 1 54
148	Pétroles B.P.	162	160 50	161	− 0 61
1250	Peugeot S.A.	1260	1261	1259	− 0 07
36	Poclain	35 40	35	35	− 1 12
1820	Pollet	1885	1901	1901	+ 0 84
850	P.M. Labinal	868	851	865	− 0 34
2880	Presses Cité	2858	2890	2870	+ 0 41
1630	Prétabail Sic.	1531	1526	1526	− 0 32
680	Primagaz	627	634	636	+ 1 43
575	Printemps ★	559	580	560	+ 0 17
2350	Promodès	2450	2450	2450	....
275	Prouvost S.A ★	288	285 10	286 50	− 0 52
1100	Radiotechn.	1091	1116	1115	+ 2 19
140	Raff. Dist. Total	148 40	148 50	148 50	− 1 28
2480	Redoute (La) ★	2770	2780	2805	+ 1 26
245	Robur financière	280	282	282	+ 0 71
1550	Roussel-Uclaf	1650	1661	1665	+ 0 90
1010	Roussel-C.N.I.	1170	1190	1175	+ 0 42
5390	R. Impériale (Ly)	5470	5500	5500	+ 0 54
275	Sade	265	265	265	....
3680	Sagem	3639	3630	3625	− 0 38
....	Saint-Gobain	357 50	357	358	+ 0 13
780	St-Louis B.	929	930	935	+ 0 64
1980	Salomon	1960	1965	1965	+ 0 25
1300	Salvepar	1382	1420	1420	+ 2 74
780	Sanofi	817	830	821	+ 0 48
510	S.A.T.	493	499 90	498	+ 1 01
780	Saupiquet (Ns)	910	926	935	+ 2 74

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
630	Schneider ★	619	612	610	− 1 45
93	S.C.O.A.	91 10	92 50	92 50	+ 1 53
620	S.C.R.E.G.	592	595	588	− 0 67
765	Seb ★	796	835	847	+ 6 40
495	Sefimeg	485	484	483	− 0 41
1800	S.F.I.M.	1845	1890	1890	+ 2 43
94	S.G.E.	105	108	101 90	− 2 95
635	Signaux Ent. El.	636	610	615	− 3 30
965	Silic	998	1005	1005	+ 0 70
645	Simco-U.P.H. ★	627	625	625	− 0 31
345	Simnor (Li)	338	338	338	....
1240	Skis Rossignol	1430	1435	1444	+ 0 97
895	Siminco	845	845	845	....
225	Sodero (Ns)	221	225	225	+ 1 80
2330	Sodexho	2420	2400	2400	− 0 82
405	Sogerap	423	428 50	428 50	+ 1 30
1600	Sommer-Allib.	1538	1525	1525	− 0 84
800	Source Perrier	811	816	814	+ 0 36
1310	Sovac	1313	1315	1315	+ 0 15
800	Spie-Batignol.	775	775	775	....
585	Strafor	620	612	612	− 1 29
420	Synthelabo ★	411	406 20	409	− 0 48
540	Talcs Luzenac	627	636	637	+ 1 59
3240	Tél. Elect.	3395	3430	3440	+ 1 32
1610	Thomson-C.S.F.	1632	1620	1622	− 0 61
415	Total (CFP)	454	448	446	− 1 76
96	— (certific.)	103 90	103 90	102 50	− 1 34
2400	T.R.T.	2315	2280	2280	− 1 51
780	U.F.B.	860	884	885	+ 2 90
1410	U.I.C.	1440	1480	1474	+ 2 36
840	U.I.F.	631	630	630	− 0 15
1030	U.I.S.	1052	1017	1017	− 3 32
550	U.C.B. ★	545	546	539	− 1 10
860	Unibail	837	845	848	+ 1 31
620	Valéo	530	533	533	+ 0 56
84	Vallourec	93	98	100	+ 7 52
....	V. Clicquot-P.	4680	4680	4680	....
740	Via Banque	716	724	715	− 0 13
870	Elf-Gabon	898	888	890	− 0 89
90	Amax Inc.	88 80	91	89 90	+ 1 23
390	Amer. Express	399	405	405	+ 1 50
165	Amer. Teleph.	157 90	159	159	+ 0 69
95	Anglo Amer. C.	104 60	103 80	103 80	− 0 76
465	Amgold	509	509	509	....
910	BASF (Akt)	850	869	870	+ 2 35
1050	Bayer	985	980	981	− 0 40
120	Buffelsfont.	124	124 80	124 80	+ 0 64
240	Chase Manh.	238	236	237	− 0 42
235	Cie Pétr. Imp.	240 90	240 90	240 90	....
49	De Beers	55 70	55 75	57	+ 2 33
2700	Deutsche Bank	2658	2685	2675	+ 0 63
50	Dome Mines	58 90	57 10	56 90	− 3 39
1360	Dresdner Bank	1325	1335	1325	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
100	Driefontein Ctd	108 40	108 70	109 30	+ 0 83
570	Du Pont-Nem.	585	595	596	+ 1 88
445	Eastman Kodak	458	459 80	460	+ 0 43
38	East Rand	44	43	43 60	− 0 90
305	Electrolux	276	273 20	272 80	− 1 15
200	Ericsson	194	194	194	....
475	Exxon Corp.	471 50	471 20	471 20	− 0 06
380	Ford Motors	418 50	433	433	+ 3 46
74	Freegold	82 20	80 40	81 20	− 1 21
78	Gencor	88 90	87 20	87 30	− 1 79
580	Gén. Electr.	562	580	580	+ 3 20
525	Gén. Belgique	558	534	542	− 2 86
430	Gen. Motors	418	420 60	420	+ 0 47
62	Goldfields	66 70	66 10	66 30	− 0 59
42	Gd Metropolitain	42 30	43	43	+ 1 65
66	Harmony	76 20	73 90	74	− 2 88
46	Hitachi	40 50	40 15	40 15	− 0 86
890	Hoechst Akt.	860	861	862	+ 0 23
99	Imp. Chemical	110 20	110 80	110 80	+ 0 54
79	Inco. Limited	82 40	82 90	84	+ 1 94
810	IBM	730	738	744	+ 1 91
340	ITT	356	351 50	351	− 1 40
163	Ito-Yokado	156 50	152 50	152 40	− 2 61
87	Matsushita	74 70	75 70	76	+ 1 74
760	Merck	790	815	820	+ 3 79
760	Minnesota M.	733	763	763	+ 4 09
280	Mobil Corp.	268 80	270	270	+ 0 44
590	Morgan J.P.	552	553	551	− 0 18
....	Nestlé	....	....	....	....
124	Norsk Hydro	121 50	122	122 20	+ 0 57
192	Ofsil	215	208 50	208 50	− 3 02
1550	Petrofina	1513	1525	1525	+ 0 79
485	Philip Morris	494	489 50	489 50	− 0 91
127	Philips	130 90	132 50	132 50	+ 1 22
530	Quilmès	501	497	500	− 0 19
590	Randfontein	650	631	635	− 2 30
610	Royal Dutch	631	627	629	− 0 31
62	Rio Tinto Zinc	68 10	69 40	68 80	+ 1 01
80	St Helena Co	89 40	90	90	+ 0 67
220	Schlumberger	229	226	224 c	− 2 18
91	Shell transp.	95 50	97 60	97 60	+ 2 19
2420	Siemens A.G.	2380	2399	2400	+ 0 84
142	Sony	132 10	130 50	130 50	− 1 21
162	T.D.K.	142	140 60	140 60	− 0 98
26	Toshiba Corp.	24 50	24 55	24 55	+ 0 20
1540	Unilever	1543	1543	1544	+ 0 06
305	Unit. Techn.	299 90	308 20	308 20	+ 2 76
530	Vaal Reefs	580	575	571	− 1 55
330	Volvo	283 50	286 50	286	+ 0 88
255	West Deep	279	286	266	− 4 65
405	Xerox Corp.	409 80	414	414	+ 1 02
1 08	Zambia Corp.	1 12	1 14	1 14	+ 1 78

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8100	..
Emp. 8,80 % 77	124 10	5 762
9,80 % 78/93	102 50	5 075
10,80 % 79/94	105 25	3 995
13,25 % 80/90	106 45	8 277
13,80 % 80/87	103 62	3 518
13,80 % 81/89	109 10	0 076
16,75 % 81/87	104 75	5 920
16,20 % 82/90	118 95	0 178
16 % juin 82	120 20	9 732
14,60 % fév. 83	119	13 200
13,40 % déc. 83	123 50	0 991
12,20 % oct. 84	114 70	3 376
11 % fév. 85	115 15	9 945
10,26 % mars 86	109 40	8 742
ORT 12,75 % 83	1711	..
OAT 10 % 2000	110	6 438
OAT 9,90 % 1997	108 20	0 949
OAT 9,80 % 1996	107 25	9 451
Ch. France 3 %	168	..
CNB Bques janv. 82	101 40	0 360
CNB Paribas	101 55	0 360
CNB Suez	101 30	0 360
CNI janv. 82	101 25	0 360
PTT 11,20% 85	110 40	1 464
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	109 40	6 465
CNT 9% 86	99 85	6 325
CRH 10,90% déc. 85	109 60	0 494

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	750	760
Agache (Sté Fin.)	1595	1595
A.G.F. (St Cent.)	850	849
André Roudière	280	280
Applic. Hydraul.	695	700
Arbel	207	207 80
Astorg	296	295
Avenir Publicité	1840	1890
Bain C. Monaco	448 90	439 90
Banque Hypoth. Eur.	465	471
Béghin-Say (C.I.)	463	463
B.G.I.	444	444
Blanzy-Ouest	490	....
B.N.P. CI	470	470
B.N.P. Intercontin.	360	380
Bénédictine	4000	4075
Bon-Marché	771	771
Calf	855	857
Cambodge	525	540
C.A.M.E.	310	310
Campenon Bern.	652	....
Carbone-Lorraine	748	748
C.E.G.Frig.	520	541 d
Centen. Blanzy	3484	3625 d
Centrest (Ny)	215	220
Cerabati	89	79 85
CERUS	748	745
Chambourcy (M.)	1010	....
Champex (Ny)	143 80	142 90
C.I.C. (Financ. de)	266 50	269
C.I. Maritime	488	490
Cimat-Sintra	1050	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cizan (B)	740	740
Clause	1078	1078
Cofradel (Ly)	1680	1680
Cogif	540	532
Comiphos	508	....
Cie Industrielle	3690	3620
Comp. Lyon-Alem.	647	667
Concorde (La)	1219	1228
C.M.P.	21 10	21 90
Crédit (C.F.B.)	830	845
Créd. Gén. Ind.	1000	980
Crédit Lyonnais C.I	660	680
Cr. Universel (Cie)	730	....
Crédital	189	....
Darblay S.A.	475	469
Darty Act. d. p.	390	409 50
De Dietrich	2100	2180
Delalande S.A.	1141	1185
Delmas-Vieil. (Fin.)	1140	1155
Didot-Bottin	630	630
Eaux Bass. Vichy	1600	1615
Eaux Vittel	2030	2010
Economats Centre	640	640
Electro-Banque	450	460 10
Elf-Antargaz	490	480
E.L.M. Leblanc	960	945
Eneli-Bretagne	275	280
Entrepôts Paris	562	550
Epargne (B)	2976	2900 o
Europ. Accumul.	96 90	95
Eternit	2680	2650
Exor	4005	4000
Finalens	236	239 90
FIPP	490	470 40
Frac	1030	....
Foncière (Cie)	625	648
Fonc. Lyonnaise	4200	4210
Foncina	610	615
Forinter	1130	1130
Fougerolle	330	343 20
France I.A.R.D.	373 50	365
France (La)	7910	7900
From. Paul Renard	470	504 d
GAN	1070	1060
Gaumont	468	470
Gaz et Eaux	2390	2350
Gévelot	428	465 50 d
Gr. Fin. Constr.	545	547
Gds Moul. Paris	360	360
Groupe Victoire	3880	3820
G. Transp. Ind.	630	650
Hutchinson	1200	1194
Immindo S.A.	600	624
Imminvest	345	359
Immobail	509	510
Immobanque	894	896
Immob. Marseille	9100	9150
Immofice	574	590
Invest. (Sté Cent.)	3400	3400
Jaeger	237	227 50 o
Lafitte-Bail	578	578
Lambert Frères	134	150
Lille-Bonnières	1095	1100
Loca-Expansion	360	361
Locafinancière	488	....
Locatel	430 50	....
Louvre (Sté)	2000	2040
Machines Bull	45 50	45 50
Magasins Uniprix	183 30	183 30
Magnant S.A.	165 90	170
Maritimes Part.	332	345
Métal Déployé	480	465

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métrologie Internat.	....	....
Mors	236 90	232 40
Naval Worms	101	105
Navig. (Nat. de)	206	....
OPB Paribas	528	524
Optorg	198 50	198 50
Oréal (L') C.I.	3148	3080
Origny-Desvroise	953	892
Palais Nouveauté	900	890
Paribas-CIP	864	....
Paris France	300	300
Paris-Orléans	290	301
Part. Fin. Gest. Im.	1758	1745
Pathé-Cinéma	822	819
Pechiney (cert. inv.)	225	218
Piles Wonder	830	830
Piper-Heidsieck	1175	1199
P.L.M.	230	253
Porcher	420	416
Providence S.A.	1630	1650
Publicis	2410	2480
Raff. Souf. R.	165	165
Rhône-Poul. (c. inv.)	386	385
Ricqlès-Zan	178 80	184 d
Rochefortaise S.A.	202	216
Rochette-Cenpa	114 50	119 10
Rosario (Fin.)	395	411
Rougier et Fils	80	94 d
Sacer	463 50	486 d
SAFAA	960	960
Safic-Alcan	890	900
SAFT	1335	1380
Sage	446 10	450
St-Gobain C.I.	342 50	342 20
Salins du Midi	530	625
Santa-Fé	170	170
Satam	135	137
Saulnes	68	65 80
Saunier-Duval	73	74
Savoisienne (M)	180	179
SCAC	760	748
Semelle Maubeuge	525	530
S.E.P. (M)	240	240
Serv. Equip. Véh.	92	93
Sici	285 60	285 60
Sicotel	421	....
Sinvim	290	290
Siph (Plant. Hévéas)	345	350
Sté Générale-CIP	1210	1239
Sofal financière	1850	1850
Sofio	330	330
Soficomi	865	855
S.O.F.I.P. (M)	210	....
Sofragi	1188	1188
Soudure Autog.	396 50	390 10
Sovabail	875	....
Speichim	49 70	47 70
S.P.I.	704	704
Suez (Fin. de)-CIP	1161	1180
Stemi	688	688
Taittinger	2251	2300
Testut-Aequitas	389 60	379
Tour Eiffel	540	545
Ufiner S.M.D.	553	561
U.A.P.	2510	2600
U.T.A.	2145	2160
Vicat	789	845
Viniprix	1600	1650
Virax	206	213 20 d
Waterman S.A.	576	599
Brass. du Maroc	120	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1000	....
Akzo	420	413
Alcan Alum.	189	187
Algemeine Bank	1510	....
American Brands	298	295
Am. Petrofina	282	....
Arbed	278	....
Asturienne Mines	157	....
Bco Pop Espanol	459 90	460
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1200	....
B. Régl. Internat.	41500	41000
Br. Lambert	590	589
Canadian-Pacific	87 25	88 40
CIR	39	38
Commerzbank	1000	987
Dart. and Kraft	315 20	315 20
De Beers (port.)	47 80	....
Dow Chemical	398	410
Gén. Belgique	558	542
Gevaert	905	....
Glaxo	113 80	110 10
Goodyear	280	275
Grace and Co	327	334
Gulf Canada Corp.	73	78 50
Honeywell Inc.	404	400
I. C. Industries	158 50	161 50
Johannesburg	740	....
Kubota	15 50	15 50
Latonia	275	276
Mannesmann	....	....
Midland Bank Plc	53	....
Mineral-Ressourc.	59 50	60 50
Nixdorf	2505	2518
Noranda	105	104
Olivetti	34 10	32 30
Pakhoed Holding	207	214
Pfizer Inc.	408	415
Procter Gamble	492	495
Ricoh Cy Ltd	39	38
Rolinco	247	252 30
Robeco	279 20	284 90
Rodamco	418	424
Saipem	23 30	23 10
Shell fr. (port.)	91	....
S.K.F. Aktiebolag	291	290 10
Steel Cy of Can.	86	....
Tenneco	280	280
Thorn EMI	50	50
Thyssen c. 1 000	410	....
Toray indust. inc	23	23 10
Vieille Montagne	775	762
Wagons-Lits	870	895
West Rand	20 60	20 60

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Asamp	10 30	11 20
Calciphos	1189	1180
C.E.M.	....	....
Cochery	186	....
Coparex	380	387
Dubois Inv. (Casto.)	802	825
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Matra Horl. (échan.)	....	....
Nicolas	980	1000
Révillon	255 80	276 20 d
Rorento N.V.	148	147 20
Sopelem	85 70	0 10 e
S.P.R.	222	....
Ulinex	378	....
Union Brasseries	140	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1304	1305
Alain Manoukian	925	920
Asystel	495	495
BAFP	845	849
B.I.C.M.	546	588 d
B.I.P.	1200	1250
Bolloré Technologies	1140	1149
Boiron	642	640
Câbles de Lyon	1202	1250
Calberson	770	780
Cardif	3280	3150
Cap Gemini Sogeti	2430	2400
C.D.M.E.	961	965
C. Equip. Elect.	287	287
C.E.G.I.D.	2285	2350
C.E.P.-Communication	1285	1285
C.G.I. Informatique	910	946
C. Occid. Forestière	195	194 90
Daiss	207 30	210

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Dauphin O.T.A.	2880	2900
Devanlay	2100	2140
Deville	1009	1050
Drouot-Assurances	550	553
Drouot-Obl. convert.	3480	3500
Editions Belfond	284	284
Elect. S. Dassault	826	859
Expand	590	589
Filipacchi	905	942
Guintoli	640	668
Guy Degrenne	980	988
I.C.C.	284	284
IN Informatique	346	347
Le gd livre du mois	320	320
Loca-Investissement	359	351
Marstan	541	559
Merlin Immobilier	453	486
Métallurg. Minière	158	165
M.M.B.	786	787

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Molex	322	338
Navale-Delmas	764	764
Olivetti-Logabax	435	436
Om. Gest. Fin.	510	527
Paternelle-R.D.	3395	3535
Petit Bateau	247 50	247 50
Petrofigaz	520	520
Razel	1350	1349
St-Gobain Emballage	1300	1248
St-Honoré Matignon	240	231
S.C.G.P.M.	398	361 o
Sema-Metra	1342	1350
S.E.P.	1439	1400
S.E.P.R.	1690	1690
S.M.T. Goupil	290	290
Sodexforg	813	854 d
Sofibus	302	290
Supra	1270	1300
Valeurs de France	352 50	354 50

SICAV (sélection) — 16/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	797 68	778 22
Actions France	480 11	462 76
Actions sélectives	618 90	594 60
Aedificandi	663 23	638 26
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1192 20	1163 12
A.G.F. 5000	589 11	574 74
A.G.F. ECU	1174 63	1163
A.G.F. Interfonds	460 08	448 88
A.G.F. OBLIG.	1164 72	1148 98
Agimo	681 12	654 51
Altefi	222 65	214 60
A.L.T.O.	204 39	197
Ameri-Gan	5391 85	5147 35 ♦
America-Valor	750 01	716
Amérique Gestion	373 28	356 35
Amplitude	551 21	535 16
Arbitrages court terme	5208 63	5198 22 ♦
Argonautes	402 07	383 84
Associc	1238 74	1238 74
Auracic	1339 05	1300 05
Bourse-Investiss.	488 71	466 55
Brad Associations	2654 42	2648 48
Brad International	93 84	92 10
Capital Plus	1652 86	1652 86
CIP (voir AGF Actions)	.....	.....
Columbia	854 59	815 84
Convertimmo	396 23	380 99
Cortal court terme	12262 85	12262 85
Cortexa	949 62	906 56
Credinter	487 05	453 45
Croiss. Finance	278 82	266 81
Croiss. Mercure	2514 35	2441 12
Croiss. Immobil.	652 61	623 02
Croiss. Prestige	360 90	344 53
Déméter	13183 40	13183 40 ♦
Drouot-France	675 24	644 62
Drouot-Investiss.	1074 24	1025 53
Drouot-Sécurité	253 58	242 09
Drouot-Sélection	143 87	137 35
Ecuric	1187 57	1170 02
Elicoop Sicav	11152 10	11152 10
Elf-Valeurs	9615 86	9361 33
Energie	265 67	253 62
Epacic	2860 78	2855 06
Epancourt Sicav	4050 37	4040 27
Epargne Associations	25149 54	25111 87
Epargne-Capital	7891 76	7813 62
Epargne-Croiss.	1478 85	1439 27
Epargne-Industr.	796 90	760 78
Epargne-Inter	628 63	611 81
Epargne J	50499 88	50499 88
Epargne-Long-Terme	1775 53	1729 01
Epargne-Oblig.	201 56	196 17
Epargne-Unie	1250 74	1194 02
Epargne-Valeur	430 86	419 33
Eparoblig	1232 50	1230 04
Eurocic	9375 99	9237 43
Euro-Croissance	556 16	538 89 ♦
Eurodyn	1092 91	1056 97
Francière Plus	27098 24	26829 94
Finord Placement	63227 07	63037 96
Finord Trimestriel	1134 07	1117 31
Finord Valorisation	13202 05	12943 20
Fonsicar (div. par 2)	10333 34	10328 18
Foncier Investiss.	1154 38	1126 20
Foncival	277 54	264 95
France Ecu Plus	10351 03	10249 54
France-Gan	5657 38	5400 82 ♦
France-Garantie	313 98	313 35 ♦
France-Investiss.	534 42	510 19
France-Net	125 52	124 28
France-Obligations	489 50	484 85
Francic	416 46	404 33
Francic Régions	1044 77	1014 34

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	1308 37	1308 37
Fructicapi	302 75	298 28
Fructidor	255 12	251 35
Fructifrance	836 59	816 19
Fructivar	80558 16	80357 27
Fructi ECU	568 80	581 38
Fructi-Première	12158 15	11988 33
Futuroblig	1099 51	1098 41
Gestilion	60026 06	59876 37
Gestion Associations	149 33	146 04
Gestion Mobilière	723 26	690 46
Gest. Rendement	503 29	480 47
Gest. Sél. France	798 45	760 33
Haussmann Associat.	1284 07	1284 07
Haussmann court terme	1163 55	1163 55
Haussmann Epargne	1383 03	1383 03
Haussmann Europe	1993 40	1921 35
Haussmann France	1075 93	1037 04
Haussmann Obl.croiss.	1312 45	1312 45
Haussmann Obligation	1553 11	1496 97
Horizon	1258 27	1221 62
I.M.S.I.	649 51	620 06
Indo-Suez Valeurs	766 76	731 99
Ind. françaises	13078 12	12821 69
Interoblig.	11693 45	11243 70
IntraSélect France	472 05	460 64
Intervaleurs Indust.	678 19	647 44
Invest. net	14553 58	14524 51
Invest. Obligataire	17725 16	17699 78
Japacic	166 48	161 63 ♦
Jeune épargne	234 89	231 42
Laffitte-Amérique	262 45	250 55
Laffitte-crt-terme	60315 29	60315 29
Laffitte-Expansion	840 29	802 19
Laffitte-France	354 88	338 77
Laffitte-Immobilier	261 91	250 03
Laffitte-Japon	312 40	298 23
Laffitte-Oblig.	148 21	141 49
Laffitte-Placements	63282 24	63282 24
Laffitte—Rend.	218 71	208 88
Laffitte-Tokyo	1183 89	1130 30
Lion-Associations	10989 92	10989 92
Lion-Institutionnels	22966 16	22908 91
Lionplus	73445 10	72717 92
Livret portefeuille	620 18	602 12
Méditerranée	172 40	164 58
Mondiale Investissem.	465 12	444 03
Monacic	5776 38	5776 38
Moné J.	62309 08	62309 08
Mondiafinta	264489 01	254489 01
Multi-Obligations	426 73	407 38
Mutuelle Unie Sél.	159 76	152 52
Natio.-Assoc.	6421 56	6408 74
Natio.-Epargne	13884 27	13727
Natio.-Immobilier	1040 96	1013 10
Natio.-Inter.	1105 61	1076 99
Natio.-Obligations	545 44	530 84
Natio.-Patrimoine	1364 19	1317 95
Natio.-Placements	65710 82	65710 82
Natio.-Revenu	1086 50	1075 74
Natio.-Sécurité	53674 82	53674 82
Natio.-Valeurs	787 72	747 17
Nippon-Gan	5084 18	4963 18
Nord-Sud Développ.	1220 78	1218 32
Oblicic Régions	1014 09	989 10
Oblicoop Sicav	1454 79	1428 26
Oblilion	1073 52	1044 79
Optimavalor	647 75	618 39
Options et Rendement	51436 97	50875 83 ♦
Orient-Gestion	168 92	161 26
Paramérique	534 49	510 25
Pareurope	846 95	808 54

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Epargne	15394 51	15363 78
Paribas Gestion	615 38	590 27
Parvesco-Valor	1127 99	1128 86
Patrimoine-Retraite	1643 18	1610 95
Phenix Placements	270 81	269 46
Pierre Investiss.	749 34	715 38
Placement A	1037 79	1037 79
Placement crt-terme	71132 56	71132 56
Placement J	54757 85	54757 85
Placement Premier	50813 25	50813 25
Priv'Association	22301	22301
Province Investiss.	583 54	557 08
Quartz	110 73	108
Rentacic	167 27	164 80
Revenus Trimestriels	5974 07	5914 92
Revenu Vert	1191 59	1180 40
Rivoli Plus	1017 13	971 01 ♦
St-Honoré Assoc.	13659 03	13630 94
St-Honoré Bio-aliment.	778 14	742 85
St-Honoré Pacifique	529 49	505 48
St-Honoré P.M.E.	465 10	444 01
St-Honoré Real	11326 62	11281 49
St-Honoré Rendement	12127 91	12067 57
St-Honoré Technol.	748 30	714 37
St-Honoré Valor	12258 88	12159 60
Sécuricic	11032 66	11021 64
Sécur. Mobilière	400 90	382 72
Sécuri Taux	10100 90	10100 90
Sél.court terme	12365 84	12273 79
Sicadem (Crédem BP)	761 80	750 54
Sicav-Associations	1373 47	1371 41
S.F.I. fr. et étr.	605 46	587 82
Sicavimmo	807 68	771 04
Sicav 5000	389 45	368 56
Slivafrance	572 95	557 62
Slivam	422 54	411 23
Slivarente	223 03	217 06
Slivinter	398 87	389 17
S.I.—Est	1271 18	1213 62
S.I.G.	882 10	851 26
S.N.I.	1243 76	1207 52
Sofinvest	534 75	512 95
Sogepargne	381 65	367 86
Sogerac	51981 26	50478 96
Sogevar	1043 93	996 59
Soginter	1278 69	1220 71
Soleil Investiss.	473 38	451 84
Technocic	1159 02	1125 26
Techno-Gan	5526 95	5276 37
U.A.P. Investiss.	401 41	386 90
Uni-Associations	108 44	108 44
Unifrance	489 22	467 04
Unifoncier	1347 33	1286 23
Uni-Garantie	1422 62	1394 70
Unigestion	904 10	863 10
Uni-Japon	1404 50	1340 81
Uni-Régions	3009 61	2873 14
Univente	2296 74	2223 15
Univer	174 07	174 07
Univers-Obligations	1590 73	1528 76
Valorem	517 14	504 53
Valoblig	60063 75	59489 06
Valorg	1466 08	1464 63
Valrex	78045 22	78006 22

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
♦ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	68 10	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	232	245
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 121	6 183	5 850	6 400
ECU	6 883	6 890	....	....
Allemagne (100 DM)	333 780	334 160	323 500	341 500
Belgique (100 F)	16 150	16 130	15 450	16 350
Pays Bas (100 fl.)	296	296 280	285	303
Danemark (100 krd)	87 880	88 220	84 500	91
Norvège (100 k)	86 130	86 470	83 500	90
Grande-Bretagne (£ 1)	9 235	9 300	8 900	9 600
Grèce (100 drachmes)	4 610	4 600	3 700	4 600
Italie (1 000 lires)	4 693	4 699	4 500	5
Suisse (100 fr.)	398 350	398 500	386	406
Suède (100 krs)	93 380	93 700	91 500	97
Autriche (100 sch)	47 480	47 480	46 100	48 460
Espagne (100 pes.)	4 755	4 780	4 500	5
Portugal (100 esc.)	4 330	4 338	3 900	4 800
Canada ($ can 1)	4 493	4 536	4 300	4 700
Japon (100 yens)	4	4 010	3 850	4 030

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/1
Or fin (kilo en barre)	81500	82200
Or fin (en lingot)	82100	82700
Pièce française (20 fr)	529	533
Pièce française (10 fr)	385	.....
Pièce suisse (20 fr)	565	571
Pièce latine (20 fr)	481	488
Souverain	614	609
Pièce de 20 dollars	3030	3020
Pièce de 10 dollars	1550	1550
Pièce de 5 dollars	910	.....
Pièce de 50 pesos	3200	3230
Pièce de 10 florins	523	512
Or Londres	415	414 75
Or Zurich	416 25	415 50
Or Hongkong	418 62	414 75
Argent Londres	5 57	5 56

Le Monde

Coupe de l'America

La revanche de Dennis Conner

Dennis Conner, qui avait perdu la Coupe de l'America en 1983 après cent trente-deux ans de domination des skippers du Yacht Club de New-York, aura l'occasion de reconquérir ce trophée à partir du 31 janvier à Fremantle.

En battant pour la quatrième fois *New Zealand*, devancé de 1 min. 38 sec. lundi 19 janvier, le barreur de *Stars and Stripes* a remporté la Coupe Louis-Vuitton des challengers et affrontera probablement pour la Coupe de l'America l'équipage de *Kookaburra III*, qui a obtenu un quatrième succès consécutif sur *Australia IV* et n'est plus qu'à une victoire de la qualification.

A quarante-trois ans, le skipper de *Stars and Stripes*, qui a débuté en Coupe de l'America en 1974 et a déjà remporté cette épreuve avec *Freedom* en 1980, a su tirer le meilleur profit de son incomparable expérience de la course combinée à sa parfaite connaissance des douze mètres JI. De tous les challengers, le bateau du Yacht Club de San-Diego est sans conteste celui qui a le plus évolué depuis les premières régates en octobre, où il se révélait seulement performant dans la brise.

Disposant d'un bateau très puissant et très stable, Dennis Conner a misé sur sa vitesse supérieure au près pour tirer de longs bords sans trop se préoccuper de *New Zealand*, plus léger, plus toilé et plus évolutif lors des duels de virements de bord. Pour la finale des challengers, *Stars and Stripes* bénéficiait de nouvelles voiles cédées par les syndicats américains éliminés (*America II, Eagle* et *USA*) mais aussi d'un nouveau film plastique rayé de fines zébrures susceptibles de limiter les effets de tourbillon sur une coque lisse (*le Monde* du 14 janvier.)

Ces modifications ont sans doute contribué à semer le doute dans les esprits du jeune équipage néo-zélandais et de leur skipper Chris Dickson (vingt-quatre ans) peu habitués aux revers après leur impressionnante série de trente-sept succès pour trente-huit régates dans les round-robins et leur victoire par quatre à zéro contre *French Kiss* en demi-finale.

G.A.

La recherche d'un compromis au sein du PS des Bouches-du-Rhône

Les defferristes redoutent une « tromperie »

Après l'accord conclu le 7 janvier dernier à Paris, au sein du courant A (mitterrandiste) du PS, entre les fidèles de Gaston Defferre et les amis de M. Pezet – afin qu'aucun des deux groupes rivaux des mitterrandistes des Bouches-du-Rhône ne dépose sa propre contribution pour le congrès (*le Monde* du 9 janvier) – une négociation tripartite va maintenant s'engager sur le terrain. Objet de cette négociation : mettre au point, sous les auspices de la direction nationale, une méthode – acceptée par les deux clans – pour mesurer leur influence respective dans le courant A et dans l'ensemble de la fédération.

MM. Marcel Debarge et Daniel Vaillant, secrétaire national et secrétaire national adjoint chargés des fédérations, ont fait parvenir aux deux parties une lettre qui précise les bases politiques de cette négociation et définit la solution qui sera mise en œuvre si aucun accord amiable ne se dégage.

Dans cette lettre, M. Debarge souligne que le groupe pezetiste – majoritaire au sein du courant A des Bouches-du-Rhône – *« disposera des moyens politiques nécessaires à l'animation et à la gestion de la fédération »*. Il rappelle que le groupe minoritaire – defferriste – *« verra sa représentation justement préservée en fonction notamment d'éventuelles négociations au niveau national avec d'autres courants »*. Le responsable des fédérations se place ensuite dans l'hypothèse où un accord à l'amiable ne serait pas trouvé. *« Il conviendrait,* écrit-il, *d'avoir recours au vote des délégués de section réunis par courants historiques pour élire les membres du comité directeur des Bouches-du-Rhône (...) Et ce, sous l'autorité des représentants du courant A du bureau exécutif national. »* M. Debarge précise enfin que le collectif national du courant A ne serait amené à intervenir qu'*« en cas de nécessité absolue »*.

Dans tous les cas de figure, la direction nationale du PS considère que, une fois constitué le comité directeur, les membres du courant A des Bouches-du-Rhône devront respecter la solidarité politique à l'intérieur du courant, c'est-à-dire s'exprimer, à l'extérieur, d'une seule voix.

Quant au moyen ultime de vote par les délégués de section pour constituer le comité directeur (si aucune solution de compromis ne s'est dégagée), il a pour caractéristique d'amplifier le fait majoritaire. C'est pourquoi les pezetistes – qui se montrent plutôt satisfaits de la lettre de M. Debarge – doivent s'engager, si l'on vient au vote, à ne pas tenter d'écraser la minorité. C'est pourquoi, aussi, les defferristes sont méfiants. *« On ne reviendra pas,* déclare leur chef de file, M. Philippe Sanmarco, *à se compter par le biais d'un vote des délégués de section qui n'a jamais été évoqué auparavant et qui supposerait des garanties impossibles à mettre en œuvre. S'il n'y a pas d'accord amiable, il y aura tromperie. »*

Les defferristes rappellent, d'autre part, le préalable d'un contrôle par les instances nationales de la prise des cartes d'adhérents dans les Bouches-du-Rhône. Cette question est abordée très rapidement dans la lettre de Paris. Néanmoins, à la direction nationale du PS, on affiche une ferme volonté d'y voir clair dans cette affaire.

Vers des accords « contre-nature »

Les représentants du courant mauroyiste redoutent, de leur côté, de faire les frais d'un accord entre les factions du courant A. M. Pezet, tout comme la direction nationale du courant mitterrandiste, aimerait mettre un terme à la *« sur-représentation »* supposée du courant B (Mauroy) dans le département (1). *« Le cas des Bouches-du-Rhône,* prévient l'un des responsables mauroyistes locaux, M. Frédéric Rosmini, *doit être un test de la bonne volonté de Lionel Jospin de gouverner avec le courant B »*.

Bon gré mal gré, les autres courants socialistes sont, de fait, mêlés aux querelles internes des mitterrandistes. Les amis de M. Pezet estiment qu'ils disposent, à eux seuls, de la majorité absolue dans l'ensemble de la fédération et qu'ils *« ne bougeront pas d'un iota »* de cette position, alors que les defferristes ne leur reconnaissent qu'une majorité relative et estiment leur propre influence à 30 % des mandats de la fédération. Cette divergence résume tout le conflit. Même si M. Yves Vidal, premier secrétaire fédéral et lieutenant de M. Pezet, se dit d'accord pour laisser aux defferristes l'intégralité des mandats récupérés sur le courant B.

La direction nationale du PS, elle, attend de voir et, prudemment, n'exclut *a priori* aucune hypothèse sur le poids des uns et des autres. A Paris, on aimerait surtout éviter qu'un éventuel écrasement des defferristes ne les conduise à passer, après le congrès, des accords « contre nature » avec d'autres courants de la fédération, voire, à l'extrême limite, à faire jeu commun avec les amis de M. Chevènement – qui ne disposent que de 2 % environ de la fédération – au cas où Socialisme et république déposerait sa propre motion pour le congrès de Lille.

J.-L. A. et G. P.

(1) Depuis le congrès de Metz de 1979, les amis de M. Mauroy sont comptés pour 30 % de la fédération, et ceux de M. Rocard, depuis le congrès de Toulouse de 1985, pour 10 %. Selon le décompte des pezetistes, les mauroyistes ne représenteraient aujourd'hui que 15,8 % des mandats, et les rocardiens 4 %.

Sur le vif

On m'a dit...

Ce qu'elle est agaçante, Adjani, c'est rien de le dire ! Quel besoin elle avait de venir étaler son insolente beauté, sa fraîcheur nacrée à l'écran ? De quoi je me mêle ? C'est nous que ça regarde, sa santé, c'est pas elle. Si on n'a même plus le droit de ragoter, de cancaner en rond et en carré – Comment, tu savais pas ? Elle est morte, absolument, morte et enterrée, – sans qu'elle vienne opposer un démenti, dire que c'est pas vrai, d'abord, ça se dit pas, c'est pas poli, où est la liberté d'expression ? On lui a pas demandé son avis, à Adjani. Alors qu'elle ne vienne pas mettre son grain de sel dans les conversations.

Qu'est-ce qu'elle espère prouver d'ailleurs ? Qu'elle est bien en vie ? Moi, j'en suis pas du tout convaincue. Parce que enfin, nous, ici, au journal, on a eu tout plein d'appels de toubibs – quelles pipelettes ! – qui le tenaient de leurs collègues à Toulouse, Montpellier ou Marseille. Et ils le savent mieux qu'elle, les docteurs. C'est quand même eux qui les signent, les permis d'inhumer.

C'est comme pour mon Mimi. Jamais vous me ferez croire qu'il n'a pas eu un cancer généralisé. Ça, je le sais de source absolument sûre. Je le tiens d'un chauffeur de taxi qui a déposé le professeur je-ne-sais-plus-qui à Villejuif, le jour où on l'a hospitalisé, en catimini, le président. Ils ont beau faire des cachotteries, ça finit toujours par se savoir ce genre d'histoires. Faut pas nous prendre pour moins bêtes et moins méchants qu'on est.

Ouais, d'accord, lui, depuis, il y va chaque année d'un certificat médical pour essayer de nous faire croire qu'il n'est pas mort et que c'est bien lui qu'on voit trôner sur son coin de canapé à l'Elysée. A d'autres ! Nous, dans la presse, on sait parfaitement à quoi s'en tenir. Ils ont fait comme pour Brejnev, ils lui ont trouvé un sosie et ils le sortent dans les grandes occasions : les visites de chefs d'Etat étrangers, les arrivées et les départs d'avion et la revue du 14 juillet.

Adjani, pareil. J'ai une copine, la cousine de son beau-frère est maquilleuse à la télé. Elle m'a appelée ce matin. Elle m'a demandé de pas le répéter, mais, bon, à vous, je peux le dire : c'est sa doublure à Isabelle qu'on a vue hier à TF 1. C'est même pas elle.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 janvier

Très léger repli : – 0,11 %

Les valeurs françaises ont accusé un très léger repli, en moyenne, le 19 janvier, à la séance du matin. Parmi les hausses, on notait Europe nº 1 (+ 2 %), La Redoute (+ 1,6 %), L'Air liquide (+ 0,8 %), Cetelem (+ 0,7 %). En repli, figuraient Louis-Vuitton (– 2 %), Printemps (– 1,7 %), SGE (– 1,5 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	508	508	507
Agence Havas	2150	2150	2150
Air Liquide (L')	710	710	716
Bancaire (Cie)	1129	1140	1131
Bongrain	2549	2550	2545
Bouygues	1235	1228	1228
B.S.N.	4636	4635	4660
Carrefour	3795	3795	3795
Chargeurs S.A.	1664	1684	1651
Club Méditerranée	750	748	749
Crédit National	1485	1492	1485
Eaux (Gén.)	1373	1368	1366
Elf-Aquitaine	341	341	339 50
Essilor	3772	3772	3772
Lafarge-Coppée	1420	1420	1424
Michelin	2846	2850	2845
Midi (Cie)	1675	1680	1690
Moët-Hennessy	2270	2260	2253
Navig. Mixtes	1091	1092	1089
Oréal (L')	3965	3965	3955
Pechelbronn	1383	1410	1390
Pernod-Ricard	1052	1080	1056
Peugeot S.A.	1259	1260	1260
Sanofi	821	822	820
Source Perrier	814	814	814
Télémécanique	3440	3440	3435
Thomson-C.S.F.	1622	1625	1624
Total-C.F.P.	446	443	445
T.R.T.	2280	2280	2280
Valéo	533	530	529

Selon le Departement d'Etat

1985 année « record » pour le terrorisme international

Washington. – 1985 a été une année « record » pour le terrorisme international avec 782 affaires qui ont fait plus de 800 morts et 1 200 blessés dans le monde entier, indique un rapport publié vendredi 16 janvier par le département d'Etat.

Le nombre des attaques terroristes a été en augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente et représente un record pour l'ensemble de la décennie, selon cette étude intitulée « Tendances du terrorisme global : 1985 ».

Le rapport note que les terroristes se sont de plus en plus tournés en 1985 contre des cibles plus accessibles à mesure que s'accroissaient les mesures de sécurité. En conséquence, ils ont fait un nombre record de victimes innocentes, comme des touristes et des passants. En 1985, le Proche-Orient est arrivé en tête des régions affectées par le terrorisme avec plus de 350 attaques (46 %). Si l'on compte, en outre, les attentats commis ailleurs par des terroristes venant de cette région, le terrorisme proche-oriental représente 60 % de l'ensemble avec 441 affaires, qui ont fait 230 tués et 820 blessés.

Pour la première fois de la décennie, l'Europe de l'Ouest est, d'autre part, passée en deuxième position avec 218 affaires (28 %). Elle est suivie par l'Amérique latine avec 15 %. – *(AFP.)*

● **Naufrage d'un cargo grec en Méditerranée : dix-huit disparus.** – Dix-huit membres d'équipage, de nationalité grecque, philippine et yougoslave, ont disparu dans le naufrage d'un cargo grec battant pavillon maltais – le *Kythera-Star*, – le samedi 17 janvier. – *(AFP.)*

La situation s'améliore à Tchernobyl

Les trois responsables de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se sont récemment rendus en Union soviétique, ont dressé un tableau optimiste de la situation aux abords de Tchernobyl. Selon eux, la zone située entre 10 km et 30 km autour de la centrale pourra à nouveau recevoir ses habitants dès cette année, vingt-quatre agglomérations ayant été décontaminées dans cette zone. Mais il est exclu que le retour de personnes qui habitaient dans un rayon de 10 km puisse avoir lieu dans un avenir proche.

Le travail a recommencé sur le site de Tchernobyl, dont le réacteur nº 1 est couplé au réseau depuis plusieurs semaines. Le réacteur nº 2, remis en marche le 24 novembre, devrait, selon les experts, fournir à nouveau du courant dès cette année, tandis que le réacteur nº 3 a dû être arrêté, après avoir fonctionné un peu plus d'une heure, en raison d'une contamination radio-active. Il devrait être à nouveau opérationnel à partir du second semestre, époque à laquelle les travaux de construction des réacteurs nº 5 et nº 6 devraient reprendre. Quant au réacteur accidenté, l'AIEA affirme que les fuites (3 millicuries par jour) sont désormais *« insignifiantes »*.

Aux Etats-Unis

Démission de M. Mark Fowler président de la Commission fédérale des communications

M. Mark Fowler, président de la Commission fédérale des communications (FFC) américaine, chargée de contrôler le degré de concentration du marché et de réglementer le dispositif des médias, a adressé, le vendredi 16 janvier, sa lettre de démission au président des Etats-Unis. M. Fowler, qui présidait la FCC depuis cinq ans et était en cours de son deuxième mandat de quatre ans, a indiqué qu'*« il avait servi plus longtemps que n'importe quel président de la FFC et qu'il était temps de céder la place à une autre équipe »*.

Selon le journal *Communications Daily*, la Maison Blanche devrait remplacer M. Fowler, qui quittera son poste au printemps, par M. Dennis Patrick. Celui-ci, qui est l'un des cinq membres actuels de la FFC, est issu du secrétariat général de la Maison Blanche.

La mort du peintre italien Renato Guttuso

Le peintre Renato Guttuso, chef de file du courant néo-réaliste de l'après-guerre en Italie, est mort le 18 janvier à son domicile romain des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Né en 1912 à Bagheria, près de Palerme, Renato Guttuso abandonne ses études de droit pour se consacrer à la peinture. A Rome, en 1931, il se lie au groupe des peintres hostiles au régime fasciste (Mafai, Cagli, Ziveri) et, s'appuyant sur de nombreuses références à la peinture française (de Courbet à Van Gogh, Cézanne et les fauves), opte pour u art « populaire » et moderne qui, vers 1938, prend la tournure d'un réalisme expressif. Son grand tableau *Fuga dell'Etna*, 1939 (Galerie d'art moderne, Rome), est souvent considéré comme le point de départ du néoréalisme pictural, dont Guttuso sera le promoteur dans l'Italie d'après guerre.

Cofondateur en 1947 du *Front nouveau des arts*, à Milan, avec ses amis de l'ancien groupe Corrente, il affirme alors la nécessité d'une peinture obéissant aux impératifs politiques et moraux ainsi de ses cycles sur *l'Occupation des terres dans l'Italie méridionale* (1946-1948). Même si les thèmes des luttes sociales le portent vers la grande peinture narrative *(Bataille du pont de l'Amiral*, 1952), Guttuso se consacre aussi aux scènes de la vie citadine *(la Plage*, 1955-1956, *Boogie-Woogie*, 1955, *Rock-and-Roll*, 1958). Il peint également des grands paysages du sud de l'Italie, des natures mortes complexes, soutenues également par le dynamisme de son dessin et la violence des contrastes de couleurs. Après 1956, tout en continuant de développer ses thèmes militants, il exploite le procédé du collage *(Viet Nam*, 1965, *Journal mural de mai*, 1968).

Parallèlement à sa carrière de peintre, Guttuso était entré sur la scène politique et était devenu sénateur communiste en 1975.

GENEVIÈVE BREERETTE.

● **CORÉE DU SUD : un étudiant torturé à mort.** – Le ministre sud-coréen de l'intérieur, M. Kim Jong-Ho, a présenté lundi 19 janvier ses excuses à la population après qu'un étudiant qualifié d'opposant eut été torturé à mort au cours d'un interrogatoire de police mercredi dernier. La police a reconnu dans un communiqué que l'étudiant, Park Chong-Chul, avait été tué par deux policiers qui avaient pressé sa nuque contre le bord d'une baignoire au cours de l'interrogatoire visant à lui faire avouer qu'il hébergeait un activiste recherché par la police. Les deux policiers ont été arrêtés. – *(AFP, Reuter.)*

● **SRI-LANKA : bombe dans un autobus.** – Sept personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées, ce lundi 19 janvier, par l'explosion d'une bombe dans un autobus près de la localité de Badulla, dans le centre du Sri-Lanka, a-t-on indiqué de source policière. Un responsable de la police à Badulla a laissé entendre que la bombe a été placée par les séparatistes tamouls qui réclament la création d'un Etat indépendant au Sri-Lanka. – *(AFP.)*

Le numéro du « Monde » daté 18 janvier 1987 a été tiré à 470 715 exemplaires

A B C D E F G



